

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.

RECHERCHES

SUR

LA POPULATION,

ET

SUR LA FACULTÉ

D'ACCROISSEMENT DE L'ESPÈCE HUMAINE;

CONTENANT

UNE RÉFUTATION DES DOCTRINES DE M. MALTHUS
SUR CETTE MATIÈRE;

PAR WILLIAM GODWIN.

TRADUIT DE L'ANGLAIS,

PAR F.-S. CONSTANCIO, D. M. ETC.

Homme impie et insensé! Penses-tu que ce nuage de sang élevé par ton souffle, ait tari l'astre du jour? Tu le verras demain, reprenant tout l'éclat de ses feux, réchauffer la nature de rayons plus ardens.

Fond impious man! thinkest thou yon sanguine cloud,
Raised by thy breath, has quenched the orb of day?
To morrow he repairs the golden flood,
And warms the nations with redoubled ray.

TOME SECOND.

PARIS.

J.-P. AILLAUD, LIBRAIRE, QUAI VOLTAIRE.

1821.



« On cita la Russie comme devant en toute probabilité devenir un grand empire par l'accroissement rapide de sa population. — JOHNSON. Je ne vois pas de perspective qu'ils procréent davantage. Ils ne peuvent avoir qu'autant d'enfans qu'ils en feront. Je ne vois pas comment ils s'y prendraient pour en engendrer plus qu'ils ne font à présent. — BOSWELL. Cependant, n'est-il pas constant que des nations ont été plus nombreuses à une époque qu'à une autre? — JOHNSON. J'en conviens ; mais c'est parce que la population à certaines époques a été moins éclaircie par les émigrations, la guerre ou la peste ; et cela n'est point l'effet d'une fécondité plus ou moins grande. Le rapport entre les naissances et une masse de population déterminée, est dans tous les temps invariable. »

BOSWELL, Vie de JOHNSON, année 1769.

RECHERCHES

SUR

LA POPULATION.

LIVRE TROISIÈME.

Des causes qui font décroître ou qui entravent la population.

CHAPITRE PREMIER.

Futilité de la doctrine de M. Malthus relativement aux entraves à l'accroissement de la population.

Dans le précédent livre j'ai pris pour objet de mes recherches la multiplication possible de l'espèce humaine, placée dans dés circonstances singulièrement heureuses pour l'accroissement de la population. J'ai fait choix de la Suède, comme étant l'exemple le plus favorable de ce genre qu'on trouve

dans l'histoire. Non content de cela, j'ai cherché à poser quelques principes à ce sujet. L'exemple de la Suède, confirmé par les renseignemens que nous possédons sur tous ceux des pays de l'Europe dans lesquels on s'est occupé avec un certain succès de dresser des tables de population, m'a conduit à établir certaines maximes qui puissent nous servir de guides dans nos recherches sur cet objet. J'ai ajouté encore quelques réflexions générales, fondées sur la nature du mariage, sur le nombre et la fécondité des femmes, qui tendent à confirmer les faits énoncés, et à prouver, d'après la nature des choses, qu'ils sont tels qu'ils doivent être.

Il reste cependant une autre question à résoudre, dont l'importance n'est guère moindre, pour nous mettre à même de fixer notre opinion sur le point qui fait l'objet de cet ouvrage. Il s'agit de connaître (pour parler le langage de M. Malthus), « qu'est-ce qui entrave la population ? »

Ou, pour mieux exposer l'objet à la recherche duquel je vais me livrer, je m'exprimerai de la manière suivante :

On a remarqué que la population, lorsque les circonstances lui sont singulièrement favorables, comme, par exemple, en Suède, tend à augmenter du double dans un peu plus de cent ans. Cependant l'histoire du monde n'est point d'accord avec ce qui s'est passé à cet égard en Suède; et nous n'avons aucune raison de croire que le globe terrestre, tel du moins qu'il était connu il y a trois mille ans, ait été moins peuplé qu'il ne l'est à présent.

Deux conséquences découlent donc de cette manière d'envisager le sujet; la première, tirée de l'exemple de la Suède, c'est que la population, lorsqu'elle est favorisée par des circonstances singulièrement propices, tend à s'accroître au point de doubler dans un peu plus de cent ans; la seconde, fondée sur l'histoire du monde, c'est que cet accroissement est continuellement contrecarré, en sorte qu'il n'y a aucune raison de croire que la terre soit en ce moment plus peuplée qu'à une époque antérieure quelconque connue par des monumens historiques dignes de foi; et, d'après tout ce qui se passe à présent sur la sur-

face du globe, il n'est nullement vraisemblable que cela ait lieu par la suite.

Il y a quelque chose qui empêche la population de s'accroître. L'histoire des nations nous apprend cette vérité, et, là-dessus, je suis d'accord avec M. Malthus.

Mais, en énonçant cette proposition, deux questions se présentent à mon esprit. Je me demande d'abord, qu'est-ce qui entrave la population? Et en second lieu, est-il nécessaire pour le bien général que les gouvernemens et les conseils des nations mettent un soin particulier à entraver la population, ou à empêcher que rien n'encourage l'accroissement du nombre des individus de l'espèce humaine?

Sur la première question, (Comment se fait-il que la population du globe ne suive pas une progression perpétuelle d'accroissement?) M. Malthus avance deux propositions, qu'il substitue l'une à l'autre à son gré, comme si elles étaient équivalentes et ne différaient l'une de l'autre que dans la manière dont chacune exprime la même idée : il assure d'abord que la population est réprimée par l'effet du vice et de la mi-

sère : il dit ensuite que cela vient de ce que le nombre des individus de l'espèce humaine tend constamment, et en tous lieux, à s'accroître au delà des moyens de subsistance.

Or ces propositions sont si loin d'être équivalentes, et, pour ainsi dire, identiques, que l'une peut-être vraie, l'autre étant tout-à-fait fausse.

Je conviens que le vice et la misère contribuent à entraver l'accroissement de la population. Il peut encore exister d'autres causes auxquelles on n'a fait que peu d'attention jusqu'à présent, qui peuvent également coopérer à produire le même effet.

Parmi ces causes, les plus frappantes dont l'histoire fasse mention, sont la guerre, la peste et la famine. Je ferai ici une distinction entre les deux agens qui se trouvent constamment accouplés dans l'ouvrage de M. Malthus, c'est-à-dire le vice et la misère, ou, comme j'aime mieux les appeler, le vice et les calamités. La peste n'est point un vice, et l'on ne saurait donner un tel nom à la famine. La guerre est donc le seul de ces trois fléaux qui éclaircissent les

rangs de l'espèce humaine, qui mérite à juste titre le nom de vice.

Voyons cependant jusqu'à quel point chacun de ces agens contribue à faire manquer les moyens de subsistance. La famine est en effet un mot de désolation, qui exprime la disette portée au degré le plus affreux. Mais les maladies pestilentielles ne sont-elles que l'effet du manque des moyens de subsistance sous une autre forme? La peste ou la fièvre jaune sont-elles produites par la faim? Quand notre cher pays a été si souvent ravagé par la peste, les Anglais éprouvaient-ils alors un manque des moyens de subsistance comparativement plus fort que de nos jours?

La guerre est, peut-être, parmi tous les exemples imaginables, le plus propre à montrer combien chacune des deux propositions de M. Malthus a un sens différent de l'autre. Les hommes se font-ils la guerre parce qu'ils manquent de moyens de subsistance? Bien au contraire. La guerre, chez les peuples civilisés, est le fruit de l'orgueil, du caprice et de la manière factice de penser et de vivre. Dans les pays civilisés on

ne peut faire la guerre, sans avoir fait d'avance des approvisionnemens de vivres. On a souvent dit que l'argent était le nerf de la guerre. Il serait plus exact de dire que les vivres ou munitions de bouche sont le vrai nerf de la guerre. Le premier soin d'une puissance qui entreprend une guerre est de former des magasins de vivres. Je pourrais même ajouter, que l'argent en lui-même n'a de valeur qu'autant qu'il sert à acheter des choses utiles, et à plus forte raison, les choses nécessaires à la vie.

Pour ce qui est donc de la guerre, je conviens que le vice éclaircit les rangs de la société : et quant à la famine et aux maladies pestilentielles, j'admets que ces fléaux peuvent produire le même effet.

Mais je rejette entièrement l'opinion de M. Malthus pour ce qui regarde le vice et la misère dans leur obscure opération. Je soutiens que dans les contrées favorisées de l'Europe, nous n'avons pas une plus forte portion de ces maux, qu'il ne s'en est trouvé dans l'histoire des États-Unis (1). Nous en four-

(1) Il est presque inutile de dire que cela ne s'applique

nirons des preuves suffisantes dans la suite de ce volume. Le moyen véritable et décisif de résoudre la question, est de consulter les registres des décès ; et ce sera un sujet éternel de reproche pour les partisans de M. Malthus, qu'ils ont aveuglément adopté ses propositions, sans avoir une seule fois eu recours à un moyen aussi simple de vérifier les faits.

Mais voici la grande question, qui embrasse à la fois toutes les spéculations de M. Malthus : la population a-t-elle besoin d'être réprimée ?

Tous les législateurs de l'antiquité, d'une voix unanime, de la manière la plus formelle, et par leur conduite uniforme, attestent le contraire.

A cela je crois pouvoir ajouter, que la proposition est évidemment absurde, attendu que le premier élément de la civilisation tient à cette vérité reconnue, que toute créature humaine (excepté dans des cas

---

à la Grande-Bretagne qu'avant la dernière paix, et non aux années d'extraordinaire détresse qui l'ont suivie.

d'une faiblesse extraordinaire du corps) est douée par la nature de la faculté de produire une quantité beaucoup plus grande de nourriture qu'il n'en faut pour la subsistance de chaque individu.

L'expérience, fondée sur les documens historiques de quelques milliers d'années, nous apprend que la population est presque toujours dans un état de flux et de reflux. Quant à l'accroissement de la population, je suis prêt à avouer, avec M. Malthus, qu'il ne peut être attribué qu'à la faculté de propagation, chez les nations où cet effet ne saurait être expliqué par l'union de deux peuples différens qui s'entremêleraient ensemble. Mais quelle est la cause du décroissement? Nous ne sommes guère instruits là dessus, et M. Malthus ne nous a rien appris à ce sujet. La guerre, la famine et les maladies pestilentielles sont des causes réelles. Il est assez naturel de croire que la race humaine doit avoir une certaine tendance à s'accroître dans les lieux où elle jouira du bonheur, et à décroître là ou les hommes seront malheureux. Mais, pour ce qui est des causes commodes et gratuites,

alléguées par M. Malthus, qui se refusent à toute définition, et dont la recherche méthodique échappera toujours aux méditations et à la plume du calculateur ou de l'économiste politique, ces causes, dis-je, que notre auteur a toujours sous la main pour les mettre en avant, ne méritent pas de nous occuper sérieusement un seul instant. Pourquoi tant de nations et tant de races d'hommes ont-elles disparu entièrement de dessus le globe? Pourquoi les indigènes du Mexique et du Pérou n'ont-ils cessé de diminuer de nombre, malgré tous les efforts et la sollicitude du gouvernement pour encourager la population dans ces contrées? Pourquoi les tribus des Indiens de l'Amérique septentrionale sont-elles, selon toute apparence, sur le point de s'éteindre? Voilà des questions pour la résolution desquelles l'*Essai sur la Population* ne nous offre aucun secours.

On demandera peut-être, quelles lumières pouvons-nous tirer de l'histoire de l'espèce humaine dans les temps passés, relativement à la question de la population? Je conviens que les peuples de l'antiquité,

parmi lesquels on encourageait le plus l'accroissement de la population, étaient de temps en temps exposés au fléau, ou au vice, si M. Malthus l'aime mieux, de la guerre. Ils ont tous été probablement victimes de la peste et d'autres maladies contagieuses, qui ont dû emporter les hommes par milliers. Si l'auteur de l'*Essai sur la Population* avait borné ses recherches à considérer ce que deviendrait l'espèce humaine, après l'extinction de tout vice et de tout fléau destructeur, et lorsque tous les pays de la terre se trouveraient abondamment pourvus d'habitans, son raisonnement aurait alors pris une tournure bien différente; et, si j'avais cru devoir en faire l'examen, j'aurais également disposé mes argumens d'une tout autre manière.

Mais M. Malthus savait bien que, s'il n'avait proposé d'autre difficulté que celle qu'on vient d'énoncer, son livre serait resté en repos dans les bibliothéques des curieux; et même parmi les plus ardens spéculateurs sur le perfectionnement futur de l'espèce humaine, il y en aurait eu bien peu qui ne se fussent contentés d'abandonner, comme le

dit M. Malthus, « un événement si éloigné aux soins de la Providence (1). » Il était donc nécessaire à son but de soutenir que, dans les pays anciens, la population, en tout temps et en tout lieu, tend sans cesse à dépasser la limite des moyens de subsistance. »

Le fait cependant paraît être tout-à-fait l'opposé. Tous les législateurs et les gouvernemens des temps passés, à mesure des lumières qu'ils possédaient, et du zèle véritable qui les animait pour le bien-être de leurs sujets, ont cherché par tous les moyens à encourager la population. Se peut-il qu'ils fussent tous aveuglés sur ce point? Étaient-ils donc tous tellement opiniâtres et entêtés, que l'expérience même n'ait pas pu les éclairer?

Que M. Malthus produise un seul exemple parmi ces célèbres législateurs, et dans ces fameux pays où la terrible réaction que l'hypothèse suppose, a eu lieu. Suivant lui, les gouvernans actuels de l'Égypte et de la Syrie doivent être regardés comme les véritables bienfaiteurs des hommes, tandis que

(1) Tom. II, pag. 220, de l'édition anglaise.

les efforts de ces patriotes ardens qui ont en vue la multiplication de leurs compatriotes, devraient être regardés comme appelant une longue suite de calamités et de misère sur eux. Voilà, en vérité, ce que je ne puis concevoir; j'avoue que je n'aperçois pas le bonheur et la prospérité qui accompagnent et qui prouvent la sagesse des gouvernemens actuels de l'Égypte et de la Syrie. Il faut que j'attende patiemment les renseignemens que nous fournira M. Malthus, pour savoir si les institutions de Lycurgue, de Numa, de Zoroastre ou de Confucius, offrent en effet l'exemple le plus décisif des malheurs qui naissent des encouragemens donnés à la population. Dans certains cas, dit notre auteur « il ne faudrait pas vingt ans (1), » pour que les suites les plus funestes et les plus désolantes se manifestassent. Tout son livre tend à prouver que les désastres prévus seraient aussi rapides, qu'ils sont irrésistibles dans leur invasion et dans leur progrès.

---

(1) Tom. II, pag. 269.

L'histoire de tous les temps nous fait voir que la population n'a pas besoin de la vigilance des gouvernemens pour être réprimée; elle nous apprend aussi que les pays les plus heureux, toutes choses égales, sont ceux dans lesquels la multiplication de l'espèce a été le plus encouragée, et que les plus misérables ont été ceux où la dépopulation s'est fait sentir avec le plus de force. Un auteur qui, au commencement du dix-neuvième siècle de l'ère chrétienne, se met à prêcher une nouvelle doctrine, et veut nous persuader d'abandonner ce que le concours de la sagesse de tous les siècles nous a enseigné, ne devrait certainement pas chercher à y parvenir à l'aide de quelques maximes dogmatiques; il aurait dû au contraire, après avoir étudié les annales de l'antiquité, nous faire voir comment ce mal s'est introduit parmi toutes les nations et dans tous les états célèbres. Les faits déposent entièrement contre lui, car, d'après toutes les preuves historiques, il est certain que la population n'a pas besoin de la vigilance des gouvernemens pour être réprimée.

Dès que nous nous serons débarrassés de cette erreur fondamentale, le reste du sujet deviendra un objet d'une spéculation louable. Existe-t-il dans l'espèce humaine une tendance à s'accroître? Il est hors de doute que dans certains pays (en Suède par exemple) il paraît que la population a la faculté de s'accroître par l'effet seul de la propagation. Dans quelle circonstance, et pendant combien de temps, peut-on supposer que cette faculté s'exerce? Quel serait le degré de l'accroissement, dans les circonstances les plus favorables? Quelles sont les causes qui s'opposent à l'accroissement, et qui produisent même un effet progressif dans le sens contraire? car les exemples d'une dépopulation rapide sont beaucoup plus nombreux et frappans. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'avant la publication de l'ouvrage de M. Malthus, aucun gouvernement ne s'était avisé de favoriser la dépopulation, et « d'arrêter la propagation de l'espèce humaine; » et il n'est guère moins certain que la population de la terre n'est pas plus forte à présent qu'elle ne l'était il y a trois mille ans.

Si la doctrine de M. Malthus était fondée, et si ses innovations étaient une véritable découverte, l'histoire de la population de la terre serait très-différente de ce qu'elle est en effet. Sa théorie doit éprouver le sort ordinaire de toute hypothèse, ingénieusement imaginée pour expliquer des phénomènes qui se passent autour de nous. Elle peut paraître jusqu'à un certain point plausible en elle-même, mais elle ne saurait jamais s'accorder avec les faits qu'elle est destinée à expliquer. Elle nous offre des mots, mais elle n'éclaircit pas une seule difficulté.

La population de tous les pays anciens est entravée, suivant M. Malthus, « par sa tendance à dépasser sans cesse les moyens de subsistance. » Cela étant, quel tableau offrirait à nos yeux l'histoire de toutes les nations de la terre? une fluctuation périodique. Je conviens que des changemens s'opèrent, et que les nations augmentent ou diminuent de population à diverses époques; mais on n'a pas encore rendu suffisamment raison de la cause de ces changemens, lesquels s'accordent encore moins

avec l'hypothèse de M. Malthus qu'avec toute autre. Mais continuons à exposer les vues renfermées dans l'*Essai sur la Population*, pour pouvoir les réfuter.

Chaque pays, de même que l'Amérique septentrionale, selon son étendue et la nature du sol, est susceptible de nourrir un nombre donné d'habitans. Lorsque cette capacité est épuisée, et que le pays est entièrement rempli d'habitans, ce district ou portion du globe refusera d'en recevoir davantage. Mais peut-être est-il de la nature de tout obstacle ou réaction d'étendre son action un peu au delà de l'impulsion qui l'a fait naître. Supposons que telle soit la cause de la dépopulation dont on trouve tant d'exemples mémorables dans les annales du monde. Afin d'éviter les erreurs que les facultés bornées de notre esprit nous exposent souvent à commettre, en nous livrant à des calculs compliqués et qui nous embarrassent par la multiplicité des nombres, supposons un district ou une île capable de fournir amplement à la subsistance de mille individus. Nous supposerons aussi que la faculté de procréation tend sans cesse à

multiplier l'espèce humaine ; par conséquent la population de ce district, parvenue au nombre de mille individus, aura une tendance abstraite à s'accroître encore au delà, mais elle se trouvera alors arrêtée par la plus puissante de toutes les causes. Cette race infortunée éprouvera bientôt toutes les calamités, la pauvreté, la plus horrible détresse et le manque de moyens de subsistance. Nous supposerons que la dépopulation survient alors ; et certes il ne faut pas aller bien loin pour en trouver de terribles exemples. Supposons le nombre des habitans réduit à cinq cents : que faut-il en conclure ? L'étendue du pays et la nature du sol suffisaient amplement à la subsistance du double de ce nombre. Beaucoup de terrains appellent la main du cultivateur, tout le pays languit, et demande la charrue et la bêche. Rien n'est donc plus certain, d'après les idées de M. Malthus, que le prompt repeuplement de cette contrée. Ce fut le manque de moyens de subsistance qui réduisit sa population ; ce manque ayant cessé, le principe d'accroisse-

ment inhérent à l'espèce humaine, la rétablira bientôt.

Est-ce donc là ce que nous voyons dans l'histoire du globe? Parcourons tous les pays dépeuplés dont parle Montesquieu : ils ont pleinement joui du remède prescrit par M. Malthus, c'est-à-dire ils ont éprouvé une grande diminution du nombre des individus qui demandaient à grands cris des moyens de subsistance. Comment ces peuples peuvent-ils méconnaître en ce moment tout leur bonheur, et pourquoi ne travaillent-ils pas assidûment à multiplier leur race? J'oserais dire qu'il n'y a point d'exemple d'un pays où les choses se soient passées comme cela aurait dû être, d'après la théorie de M. Malthus. Partout où la population commence à décroître, le mal ne cesse de faire des progrès. Dans de tels pays on ne voit pas, comme cela devrait être d'après les principes de l'*Essai sur la Population*, un flux et un reflux périodique du nombre des habitans (1), ou pour ainsi dire, une sorte

(1) Cette remarque a peut-être besoin d'éclaircissement. J'admets un flux et un reflux dans la population de cer-

de ressort qui, aussitôt que la compression appliquée a été poussée jusqu'à un certain point, fait reprendre à la population toute son élasticité et sa force. Partout, au contraire, où la population éprouve un décroissement considérable, et long-temps prolongé, on ne verra jamais, je pense, le pays recouvrer son ancienne prospérité et sa population, à moins de devenir le siége de l'établissement d'une nouvelle race d'hommes qui aillent y fixer leur demeure.

Il est donc clair que l'accroissement et la diminution des moyens que la nature nous offre pour obtenir la subsistance, ne sont point les causes uniques ou principales qui règlent la population d'un pays, et qui souvent réduisent ses habitans fort au-dessous de la population dont il s'enorgueillissait dans les générations antérieures,

---

tains pays, comme, par exemple, la Suède; mais je soutiens qu'on n'a jamais vu de pays qui, après avoir possédé une population considérable, et que la rareté des moyens de subsistance a ensuite fait décroître, se soit depuis relevé de cet état de dépérissement, en redevenant populeux par le seul fait de l'absence d'une population surabondante.

ou à quelque époque reculée de l'âge du monde.

Il est à propos de remarquer en passant, que le manque des moyens de subsistance, et le manque des moyens que la nature offre à l'homme pour obtenir la subsistance, sont loin d'être la même chose. C'est l'ambiguïté des expressions qui fait la force principale de M. Malthus. Si l'on suppose pour un moment que la terre se trouve toute cultivée « comme un jardin, » un tel état de choses peut mettre une barrière à la multiplication de l'espèce humaine. Mais il s'agit d'une question entièrement différente, et qui mérite bien d'être l'objet des recherches de l'économiste politique. Pourquoi la Turquie d'Europe et celle d'Asie, la Perse, l'Égypte, et une multitude d'autres contrées, sont-elles aujourd'hui si dépeuplées, en comparaison de ce qu'elles furent autrefois aux époques célèbres de leur histoire ancienne? Ce n'est pas, certainement, parce que leur sol est épuisé. Assurément ce n'est pas parce que la terre ne saurait porter un seul épi de blé de plus. Nous pouvons, je crois, assurer, avant même de pousser plus loin nos recher-

ches, que cette cause tient à la nature du gouvernement et de l'administration politique des pays en question (1). Qu'un souverain magnanime, père de son peuple, se montre parmi ces nations; que doué d'un grand génie, chérissant ses semblables, enflammé d'une ardeur qui lui inspire le désir d'observer attentivement, et qui développe en lui toute l'étendue des ressources intellectuelles; qu'un tel homme, dis-je, vienne à monter sur le trône, qu'il y déploie toute son énergie pour rendre à son pays l'éclat dont il jouissait, lorsqu'il était le grenier du monde, et l'on peut croire avec raison que ses efforts ne seraient pas infructueux. La grande masse du peuple dans ce pays cesserait d'être opprimée. Le souverain, et une foule de fonctionnaires, inspirés par lui, et placés au-dessous du trône, mettraient leur ambition à procurer à tout père de famille qui le désirerait, une portion de terrain mise entièrement à sa disposition, en lui fournissant en même temps les moyens de la faire

(1) *Essai sur la Population*, tom. II, pag. 220, édit. anglaise.

fructifier au profit de la prospérité commune. On réveillerait ainsi l'énergie des habitans du pays, et on engagerait des hommes d'autres contrées à venir s'établir sur ce sol fertile. Ce sont donc les mauvais gouvernemens, et non le manque des moyens de subsistance, qui font de ces pays une scène permanente de désolation.

Cependant M. Malthus, ce noir et terrible génie, toujours prêt à étouffer tout l'espoir de l'espèce humaine, va nous dire que l'Égypte, ou tout autre pays qu'on voudra prendre pour exemple, finira un jour par être cultivé « comme un jardin, » et qu'alors il n'admettra plus de nouvel accroissement de ses habitans. Fort bien : admettons cela pour un moment. Mais faut-il, par une généreuse sollicitude pour une postérité si éloignée, rejeter l'immense surcroît de félicité qui nous est offert? « Recevez les dons que vous offrent les dieux. » Et je dirai volontiers, avec M. Malthus : « Un événement aussi éloigné, » que celui où tout un pays, où tout le globe se trouverait contenir plus d'habitans que le sol n'en pourrait nourrir, « peut bien être abandonné aux soins de la Provi-

dence. » (1) Nous venons de priver l'*Essai sur la Population* de son arme principale, en ayant démontré que « dans toutes les époques durant le progrès de la culture, la détresse causée par le manque de nourriture n'afflige pas continuellement toute l'espèce humaine, » ou en d'autres termes, que la population de l'Europe et des autres parties de l'Ancien-Monde, n'est pas nécessairement « toujours tendant à dépasser les limites des moyens de subsistance. »

(1) Tom. II, pag. 220.

CHAPITRE II.

Des décès, et de la proportion de la mortalité parmi les hommes.

La philosophie moderne se glorifie d'avoir banni la doctrine des causes occultes. La superstition et un respect aveugle pour de grands noms avaient fait croire aux hommes qu'il y a des questions que personne ne doit se permettre de scruter avec un esprit impartial de recherche. On prétendait que, dans les sciences, ainsi qu'en matière de religion, il y avait un sanctuaire dans lequel il serait sacrilége pour les hommes vulgaires et non privilégiés de pénétrer. Le *il l'a dit* (αὐτὸς ἔφη) du maître, était l'autorité sur laquelle il nous était ordonné de nous reposer : on assignait des causes occultes, sorte de mots sacrés qui n'admettaient point de définition, et dont il fallait reconnaître partout l'opération, sans jamais les soumettre au moindre examen.

C'est au sublime génie de lord Bacon que nous sommes principalement redevables de la destruction de cette forteresse. C'est lui qui nous apprit à faire comparaître sans crainte toute la nature devant le tribunal de la raison, et à soumettre toutes ses opérations et tous les phénomènes à l'épreuve de l'expérience. La route qu'il a tracée a depuis été poursuivie avec une infatigable ardeur par les philosophes des deux siècles suivans, et les progrès que l'esprit humain a faits, seront à jamais mémorables.

L'Essai sur la Population est une tentative pour faire revivre, dans un cas particulier, le système de raisonnement que lord Bacon a détruit avec tant de succès. Le vice et la misère : voilà les termes cabalistiques de M. Malthus, qui nous traite à cet égard, comme il l'a fait sur la question de la progression géométrique. Car tout ce qu'il dit là-dessus se trouve renfermé dans une seule proposition dogmatique, composée d'un sujet, et d'un attribut, joints par une copule ; — pas davantage : chacun peut à son gré y ajouter foi, ou ne pas y croire ; mais pour admettre ou rejeter la proposition, il fau-

drait une masse de preuves, telle que M. Malthus n'a pas jugé à propos de nous en donner.

Si la population des États-Unis d'Amérique augmente du double tous les vingt-cinq ans, et cela par le seul effet de la procréation, M. Malthus aurait dû nous faire voir quel est le progrès naturel de la propagation. Il aurait dû nous montrer quel nombre d'enfans sa proposition exige par chaque couple de progéniteurs, combien d'enfans il faut compter par mariage, suivant son hypothèse; et ce n'est qu'après l'avoir fait, qu'il pourrait prouver qu'une telle proportion d'enfans appartient en effet aux États-Unis. On assure que M. Malthus est un habile mathématicien : cela étant, rien ne lui aurait été plus aisé que d'avoir commencé par faire les calculs, pour nous en présenter ensuite les résultats.

C'est dans le même langage concis, et avec le même ton d'oracle, qu'après avoir proposé sa doctrine de la progression géométrique, il nous présente ensuite le vice et la misère, qui sont les causes imaginaires auxquelles il voudrait nous faire attribuer

des effets qui ne sont pas moins chimériques. (Ce n'est pas que je veuille nier l'existence du vice et de la misère ; je soutiens seulement que c'est gratuitement qu'on voudrait les considérer comme des causes douées d'une énergie assez forte pour pouvoir opérer la suspension de la loi primitive de la multiplication de l'espèce humaine.) En d'autres termes, suivant M. Malthus, l'espèce humaine doit quadrupler dans chaque siècle : mais, puisque en Europe, en Asie, en Afrique et dans l'Amérique méridionale cela n'a pas lieu, il faut que le vice et la misère soient les barrières qui s'opposent continuellement à ce progrès. Les mots vice et misère sont bien assortis, mais il faut en être furieusement épris, pour leur attribuer des effets si surprenans, sans avoir examiné auparavant le sujet avec un peu d'attention.

Ce serait encore ici, pour M. Malthus, le cas de mettre à profit ses connaissances en mathématique. Il eut été surtout à désirer qu'il nous fît voir de quelle manière, et à quel âge, le vice et la misère détruisent les enfans qui viennent au monde : car il

faut que ce soit dans l'âge tendre qu'ils meurent; s'ils atteignaient la puberté, ils pourraient servir à accroître la population dans la génération suivante, et, s'ils continuaient à vivre pendant seulement dix ou quinze ans, ils consommeraient une quantité de subsistances que M. Malthus regarde comme impossible de leur fournir. Il aurait dû choisir quelque pays ou quelque district sur le globe pour en faire l'objet de ses expériences, et nous présenter en chiffres le nombre des victimes du vice et de la misère, à mesure que la mort les moissonne chaque année.

Il est pourtant très-fâcheux pour l'hypothèse de M. Malthus, que la mortalité humaine ne soit point un sujet neuf. La cupidité des hommes, l'esprit infatigable du calcul pécuniaire, et le désir qu'éprouvent tous les chefs de famille de pourvoir au bien-être futur de leurs descendans, nous ont fourni là-dessus assez de matériaux pour qu'on puisse les réduire en corps de science, quoique ceux qui l'ont cultivée aient été bien éloignés de penser que leurs recherches pourraient avoir la moindre tendance à jeter

de la lumière sur le gouvernement moral du monde.

Même antérieurement au docteur Price, et aux autres auteurs qui ont publié des recherches sur les annuités et les payemens réversibles, on possédait déjà des notions suffisantes pour jeter le plus grand jour sur la question que M. Malthus a cherché à envelopper d'un voile plus obscur que celui qui cachait les mystères de l'Égypte. L'auteur de l'*Essai sur la Population* aurait dû prendre la *Collection des registres annuels de mortalité* du docteur Birch, et en extraire une suite de tables des victimes du vice et de la misère. S'il avait pu ensuite se procurer et publier des registres des décès pour ceux des districts les plus favorisés des États-Unis, nous aurions alors pu voir, d'un seul coup d'œil, jusqu'à quel point le vice et la misère exercent plus de ravages en Europe que dans l'Amérique septentrionale, en détruisant dans l'enfance les descendans de l'espèce humaine; car voilà toute la question.

C'était là un sujet propre à être éclairci par des chiffres. Dans cette question, ainsi

que dans celle de la progression géométrique, tout devrait être subordonné à l'évidence des faits réels. L'auteur, dans ses recherches sur la propagation, n'aurait pas dû se borner à de simples dénombremens; il était de son devoir de nous montrer comment ces prodigieux accroissemens de l'espèce humaine se sont opérés. De même, quant à la destruction subséquente des enfans, il n'eût pas été d'une difficulté invincible d'avoir présenté par colonnes le nombre des décès chaque année; et je ne puis concevoir comment on peut raisonnablement admettre des assertions si monstrueuses et atroces, sans avoir auparavant envisagé la question sous ce point de vue. L'auteur a choisi, pour servir de champ à ses bizarres et extravagans paradoxes, un sujet qui, peut-être plus que tout autre, est susceptible d'une exactitude mathématique. Toute la question relative au vice et à la misère, aux effets de ces fléaux sur les anciens pays, et la suspension et la neutralisation de ces effets dans les pays nouvellement peuplés, se réduit à savoir : quel est le nombre des décès, et à quel âge ont-ils lieu ?

M. Malthus dit que « le rapport des naissances aux mariages n'est point une règle d'après laquelle on puisse juger de l'accroissement de l'espèce humaine (1). » Voilà la plus lourde bévue qui ait jamais été faite par un auteur qui procède d'après les principes de la simple raison, comme M. Malthus prétend le faire. Assurément il ne peut exister d'autre source réelle et permanente d'accroissement de la race humaine que la fécondité des mariages, ou, pour parler avec plus de précision, que le nombre des femmes capables de faire des enfans.

Dans des pays civilisés, où l'on jouit d'un certain degré de sécurité pour les personnes et les propriétés, et qui ne sont point exposés à des fléaux épouvantables, le nombre des naissances est tel, ou à peu près, qu'on pourrait raisonnablement l'attendre de l'organisation et de la constitution de la nature humaine.

En cela M. Malthus est entièrement

---

(1) Tom. II, pag. 159.

d'accord avec moi. « La passion, dit-il, qui entraîne un sexe vers l'autre est nécessaire, et doit toujours rester à peu près telle qu'elle est à présent. » Et il ajoute : « Le principe de la contrainte morale n'a certainement agi dans les âges passés qu'avec une faible énergie ; et il n'est pas raisonnable de s'attendre à lui voir acquérir dans la suite un degré de force au delà de ce que l'expérience du passé nous a montré lui appartenir. »

Mais nous n'avons pas besoin du secours de M. Malthus, et de ses idées grossières et dégradantes sur la nature humaine, pour établir notre proposition. Nous venons de voir que dans beaucoup de pays, par exemple en Suède et en Angleterre, presque toutes les femmes se marient, et cela d'assez bonne heure pour offrir toutes les chances raisonnables d'une nombreuse progéniture.

Lors donc que dans une société quelconque on a déterminé la juste proportion des naissances aux mariages, on aura un moyen assuré de juger de l'accroissement et du décroissement de la population. En Eu-

rope les enfans ne meurent pas sans qu'on s'en aperçoive, ainsi que la théorie de M. Malthus tend à le faire croire. Qu'on me fasse connaître le nombre des naissances qui ont lieu dans un pays chaque année, ou dans une autre période quelconque, et j'aurai le moyen de déterminer combien parmi ces enfans il en meurt chez les nations civilisées, dans quelles proportions et à quel âge. Il n'y a dans ceci rien de mystérieux. L'auteur de l'*Essai sur la Population* a beau nous représenter le vice et la misère moissonnant des millions d'hommes, dont on ne tient aucun compte, et qui périssent on ne sait comment; moi je soutiens qu'on en tient compte, et j'affirme de plus qu'il n'en meurt pas davantage en Europe qu'aux États-Unis, et que la valeur et la durée probable de la vie humaine, et les chances de survivre aux dangers qui nous menacent pendant l'enfance et la jeunesse, ne sont pas plus grands dans un pays que dans l'autre.

M. Malthus se trouve même réduit à se contredire en termes formels, en disant d'abord que l'accroissement de la popula-

tion des États-Unis n'est dû « qu'à la propagation, » et en assurant ensuite que le nombre des naissances que chaque mariage est censé produire, « ne peut nullement servir de règle pour juger du degré d'accroissement. » La procréation est-elle donc autre chose que la production d'un certain nombre, croissant ou non, de naissances comparées aux mariages, ou au nombre des femmes en état de devenir mères dans une société quelconque?

Il est à propos de remarquer que le docteur Price et les autres auteurs, dans tous leurs calculs sur les annuités, débutent par nier entièrement ce qui fait la base de tout le système de M. Malthus. Ces écrivains ont recours aux registres des décès; et c'est d'après le relevé du nombre des individus qui meurent à chaque âge, qu'ils calculent la valeur et la durée probable de la vie humaine. Si donc aux États-Unis la population augmente du double tous les vingt-cinq ans, par la force naturelle du pouvoir de procréation, tandis qu'en Europe elle est stationnaire, et si en Europe il naît autant d'enfans, ou à peu près, qu'il est raison-

nable d'attendre de l'organisation et de la constitution de la nature humaine, il s'ensuit donc, avec toute l'évidence d'une démonstration, que la vie humaine vaut, dans le sens technique du mot, deux fois autant aux États-Unis qu'en Europe ; et que, s'il existe des sociétés aux États-Unis qui accordent des annuités, elles doivent se ruiner dans le moins de temps possible, si sur un capital donné elles payent annuellement plus de la moitié de ce qu'on peut donner en sûreté et raisonnablement en Europe. Je ne vois aucun moyen d'éviter cette conclusion, qu'en supposant que tout ce surcroît effrayant de mortalité qui distingue l'ancien monde du nouveau, ne frappe que les enfans très-jeunes dont on assure rarement la vie, et que, passé un certain âge, les décès sont à peu près dans les mêmes proportions en Amérique qu'en Europe.

D'après l'hypothèse de M. Malthus, il faut qu'il n'y ait aux États-Unis que quatre décès pour huit qui ont lieu dans un pays dont la population est stationnaire (1). Rien

(1) Il meurt aux États-Unis un nombre donné d'en-

ne peut être plus clair. A quelle époque de la vie ces décès arrivent-ils? Pour empêcher efficacement la population de s'accroître, ils devraient tous avoir lieu parmi les enfans. La mort d'un enfant, pour parler selon l'esprit du système de M. Malthus, vaut cinq fois, ou plutôt je ne sais pas combien de fois elle vaut la mort d'un individu plus avancé en âge. Il est même évident, d'après toute la teneur de son ouvrage, que c'est sur la destruction des nouveaux nés et des enfans en bas âge, que M. Malthus place tout espoir de voir la population de l'Europe préservée de mourir de faim. Certes, de toutes les doctrines dogmatiques reçues avec avidité et sans examen, voici peut-être celle qui exige une foi plus ro-

---

fans, et néanmoins la population s'y trouve doublée à chaque génération. S'il naît autant d'enfans à proportion en Chine ou dans tout autre pays où la population est stationnaire, qu'aux États-Unis, il est clair que, non-seulement ce nombre d'enfans doivent mourir, mais encore en sus un nombre égal à celui des enfans qui meurent aux États-Unis, ajouté au nombre d'individus d'un âge mûr qui serait précisément nécessaire pour maintenir la race. (Voyez liv. I, chap. VI.)

buste. Comment admettre que deux fois, ou pour mieux dire trois ou quatre fois plus d'enfans meurent dans les pays les plus distingués par leurs bonnes mœurs et les plus heureux de l'Europe, par l'action directe du vice et de la misère, qu'il n'en périt aux États-Unis par l'opération de toutes les autres causes prises ensemble !

La théorie de *l'Essai sur la Population* repose sur deux points bien peu assurés et bien précaires : 1°. qu'il y a plus de naissances sur une population donnée aux États-Unis que partout ailleurs; 2°. qu'il y meurt moins d'individus sur une population donnée, ou dans un temps limité. M. Malthus ne sait rien sur l'un ou l'autre de ces points, il n'a jamais songé à entreprendre des recherches à ce sujet. Il n'a fait que jeter un coup d'œil rapide et dédaigneux sur le simple nombre des habitans placés sur le territoire des États-Unis, sans avoir jamais cherché à pousser plus loin ses recherches. S'il a parlé de la mort, c'est parce que la mort est le trait fourchu avec lequel, selon lui, le vice et la misère consomment leur œuvre. S'il parle des naissances, c'est

parce que la partie éclairée du public n'est pas encore arrivée au degré de perfection de croire toujours, sans exiger qu'on leur produise quelque chose qui ait l'apparence d'un argument. Il n'a pas même cherché à établir quelques données positives sur les naissances ou les décès aux États-Unis. Et c'est avec un tel système mal digéré, avec cet embryon avortif et informe, avec une hypothèse qui, telle que l'incompréhensible auteur de la nature, habite au milieu des nuages, enveloppée d'une impénétrable obscurité, que l'auteur a la modestie de vouloir nous faire rejeter tout plan qui promet d'augmenter la somme de la félicité humaine, de condamner les plus sages des institutions qui font la gloire des législateurs de l'antiquité, et de renvoyer tous les philosophes à l'école!

Je sens que je laisse le sujet de ce chapitre incomplet; je suis loin en effet de placer une confiance aveugle dans cette sorte de documens qu'on appelle des registres (1). Je ne crois donc pas qu'on

(1) Il faut peut-être excepter de cette censure les re-

puisse faire grand fond sur cette espèce d'argument, que M. Malthus affectionne tant, et qui consiste à comparer le nombre des naissances portées sur les états civils, avec celui des décès constatés d'après la même autorité, pour en inférer si la population s'accroît ou non. On a déjà vu les conclusions extraordinaires que l'éditeur des *Relevés de la Population en Angleterre* a tirées du fait, qu'il n'y a pas eu plus de décès en 1800 qu'en 1780, quoique dans cet intervalle la population se soit accrue, selon lui, de 1,215,000 individus (1).

Ici, comme dans toutes les autres questions relatives à ce sujet, où il est nécessaire d'avoir une collection de faits exacts, je ne connais d'autre ressource à notre portée que les tables de la population de la Suède. Nous y trouvons un relevé méthodique des décès par âges, où l'on voit combien il en meurt à chaque période de

---

gistres de la Suède, dans lesquels l'attention la plus éclairée paraît avoir été employée à l'examen de toutes les questions qui se rattachent à la population.

(1) Voyez livre II, chap. x.

la vie. Nous pourrions y ajouter, d'après les registres des décès, quelques remarques sur les maladies qui mettent fin à la vie de l'homme aux différentes époques de son existence. J'aurais donc pu construire une table fondée sur les relevés suédois, tendant à faire voir que cette matière n'est pas aussi mystérieuse et obscure que M. Malthus voudrait nous le faire croire, et qu'au contraire, tout suit une marche régulière, dans les pays anciens qui ne sont point exposés aux funestes effets de quelque terrible fléau.

Je n'ai point dressé une pareille table. Je n'ai réellement fait qu'esquisser le sujet, en laissant à ceux qui viendront après moi le soin de remplir mon cadre. Tout ce que j'ai dit à cet égard est neuf. Personne avant moi n'avait tenté par des recherches positives et laborieuses d'établir quelque chose qui pût servir de base à la question de l'accroissement ou du décroissement de la population. Mes prétentions se bornent à avoir cherché à dissiper l'illusion qui fascinait les yeux de mes semblables, que M. Malthus avait essayé d'enfermer dans un château

fantastique et enchanté, et à avoir assemblé quelques matériaux, propres à ériger un édifice solide qui puisse braver la fureur des élémens; et je me flatte à avoir réussi.

CHAPITRE III.

Essai d'une théorie raisonnable des causes qui entravent la population.

On ne peut rien imaginer de plus propre à nous fournir des notions exactes sur l'histoire de la population dans les temps passés, et qui par conséquent nous mette sur la voie d'en pouvoir prédire avec connaissance de cause les progrès futurs, que de considérer d'un côté, un pays qui, durant une certaine période, aurait éprouvé un accroissement soutenu avec le plus haut degré de vigueur salutaire; et d'un autre, d'examiner ce qui se passe sous ce rapport dans tout le reste du globe, en comparant ces deux choses l'une avec l'autre.

M. Malthus a eu recours à des suppositions bizarres et à des assertions gratuites au sujet des États-Unis de l'Amérique septentrionale, pays sur la population duquel et la faculté de propagation de ses habitans,

j'ose assurer que rien n'est connu; c'est pourtant sur ce terrain qu'il s'est retranché, pour lancer d'un pied ferme ses décisions dogmatiques; c'est là qu'il a élevé la monstrueuse proposition, que « la population du globe, toutes les fois qu'elle ne sera point entravée, ira toujours croissant du double tous les vingt-cinq ans, ou s'accroîtra en progression géométrique. » Il procède ensuite plein d'espérance vers l'objet qui fait le but principal de tout son livre, c'est-à-dire il s'efforce de montrer pourquoi sa proposition ne s'est jamais réalisée, ou pour mieux dire, pourquoi rien même d'approchant n'a jamais eu lieu dans un pays civilisé quelconque dont il soit question dans les annales du monde.

J'ai suivi une marche différente de celle de M. Malthus. Des états de population qu'on pourrait citer comme des modèles, ont été recueillis en Suède depuis plus de cinquante ans avec un soin tout particulier, et ils renferment des détails sur tous les points les plus propres à éclaircir le sujet. Voici donc quelque chose de réel, de palpable, qui peut à peine nous égarer dans nos re-

cherches. Nous voyons d'après ces documens que, dans cette partie de l'Europe, la population a pendant cinquante-quatre ans suivi une marche qui, si la chose admettait d'être mesurée d'une manière précise ou mathématique, semblerait promettre une duplication dans un peu plus de cent ans. La seule question qu'il me reste donc à examiner, est de savoir pourquoi, dans aucun pays du monde, le progrès de la population n'a pas été tel, même pendant un siècle; ou, en posant la question d'une manière plus générale et plus susceptible de preuves convaincantes, il s'agit de déterminer pourquoi la population collective du globe n'a point éprouvé d'accroissement depuis les temps les plus reculés des annales authentiques de l'histoire profane jusqu'à ce jour.

C'est, je crois, en envisageant la question sous un point de vue étendu, qu'on pourra parvenir avec plus de probabilité à découvrir quelques principes solides à ce sujet.

Dans ce but il serait peut-être utile de porter notre attention sur deux points.

En premier lieu, il est certains pays, jadis très-peuplés et florissans, qui languissent à

présent dans un état comparatif d'abandon et de désolation. Tels sont la Syrie, l'Égypte, la Grèce, l'Italie, la Sicile, cette partie de l'Asie autrefois sous la domination du grand roi, et toute la côte d'Afrique qui borde la Méditerranée. On peut y ajouter les vastes empires du Mexique et du Pérou, dans le Nouveau-Monde, et les îles de l'archipel américain. Qu'est-ce qui les a tous réduits à leur état actuel de désolation ?

En second lieu, nous pouvons tourner les yeux vers des pays qui, depuis des siècles n'ont pas éprouvé des crises aussi violentes; ces pays, qui forment pour ainsi dire, la république européenne, sont surtout l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Ici nous n'aurons pas devant les yeux une scène de désolation, ni de vastes et fertiles provinces dépouillées d'habitans, mais leur étude ne sera pas moins utile pour l'objet de nos recherches. Pourquoi, demanderons-nous, dans aucun de ces pays la population n'a-t-elle pas avancé d'une manière ferme et constante, en suivant la marche progressive dont elle paraît susceptible en considérant la chose en abstrait?

La population, si on la considère d'après l'histoire, se montre comme un principe intermittent qui agit par intervalles et par saccades. Voilà tout le mystère du sujet; et c'est une poursuite bien digne du philosophe de se livrer avec persévérance à la recherche des causes de cette marche irrégulière.

Une des premières idées qui s'offrent à la pensée de toute personne qui réfléchit, c'est que la cause de ces irrégularités ne saurait être elle-même régulière et uniforme de sa nature. Il est impossible que ce soit « la tendance constante qu'a la population à dépasser la limite des moyens de subsistance. »

Portons d'abord nos regards sur les causes qui peuvent évidemment expliquer la grande et subite diminution des hommes. Celles qui sont présentes à l'esprit de tout le monde, et « dont les noms nous sont si familiers, » sont la guerre, les maladies pestilentielles et la famine. Il existe cependant d'autres causes plus puissantes et plus terribles dans leurs opérations que ces trois fléaux qu'on vient de nommer, du moins

quand ils ne sont pas portés à un degré extraordinaire d'intensité. Ces causes sont les conquêtes, telles qu'on en trouve des exemples à certaines époques de l'histoire des nations, et le mauvais gouvernement, lorsqu'il est parvenu à un certain degré de corruption et d'oppression. Je dis mauvais gouvernement, en attaquant de front un des plus extravagans paradoxes que M. Malthus ait jamais avancés, lorsqu'il soutient que « les institutions humaines, quoiqu'elles puissent occasioner de grands maux à la société, ne sont réellement que des causes légères et superficielles, semblables à des plumes qui flottent sur l'eau, en comparaison des sources bien plus profondes du mal qui découlent des lois de la nature et des passions des hommes (1). »

Les vérités que je viens d'énoncer n'ont à la vérité rien de neuf, et ont été exposées par tous les auteurs en politique qui ont eu à cœur le bien-être et le bonheur de l'es-

---

(1) *Essai sur la Population*, première édit. anglaise, pag. 177. — Cinquième édit. tom. II, pag. 246.

pèce humaine. Mais il est des vérités qui, malgré leur évidence, ont besoin d'être de temps en temps rappelées à l'esprit de l'homme. Notre mémoire est parfois si peu tenace, que les principes les plus importans, les grands points fondamentaux de la science politique et morale, courent risque de s'effacer de notre souvenir et d'être entièrement oubliés, si rien ne nous les retrace de temps à autre à notre esprit.

Je vais donc offrir au lecteur un exemple de la nature des conquêtes, tiré des écrits de M. Burke. J'aurais pu trouver des tableaux aussi frappans dans cinquante autres auteurs anciens et modernes; mais il y a quelque chose dans le style de cet auteur qui divinise la vérité, en lui communiquant l'immortalité du génie de celui qui l'a tracée.

Voici comme il s'exprime en parlant de l'invasion de Hyder-Ali dans le Carnatic. « Il tira de tous les points les moyens qu'une férocité barbare lui suggérait, pour augmenter ses nouveaux élémens de destruction, et ayant combiné les matériaux de la fureur, du carnage et de la désolation, pour

en former un sombre nuage, il se tint suspendu pour quelque temps sur le penchant des montagnes. Et tandis que les auteurs de tous ces maux contemplaient d'un œil oisif et stupide le menaçant météore qui obscurcissait tout l'horizon, il éclata soudain, et fit pleuvoir tout son contenu sur les plaines du Carnatic. Alors commença une scène de désolation, telle que les yeux ne l'avaient jamais vue, ni les cœurs jamais conçue, et dont aucun langage ne saurait exprimer toute l'horreur. L'atmosphère en feu embrasa tous les champs, consuma toutes les habitations, détruisit tous les temples. Les malheureux habitans fuyant leurs villages incendiés, furent en partie massacrés; les autres, sans distinction de sexe, d'âge, sans égard pour le rang, ou le ministère sacré; les enfans arrachés à leurs pères, les femmes à leurs maris, tous enveloppés dans un tourbillon de cavalerie, l'aiguillon dans les flancs menés comme du bétail, et foulés aux pieds des chevaux mis à leur poursuite, furent réduits en captivité dans des contrées ennemies et inconnues. Ceux qui purent échap-

per à ce torrent dévastateur, furent se réfugier dans l'enceinte des villes. Mais en échappant aux flammes, au glaive et à la captivité, ils devinrent la proie de la famine (1). »

Mais de crainte qu'on puisse soupçonner l'exagération de l'orateur dans ce tableau, je vais ajouter un passage tiré de l'ouvrage authentique du phlegmatique Gibbon.

« Dans toutes les invasions que firent les Scythes dans les empires civilisés du midi, ces hordes furent toujours dirigées par un esprit féroce et destructeur. Les lois de la guerre qui défendent de piller et de massacrer les peuples, sont fondées sur deux principes d'utilité majeure; le premier c'est la connaissance des avantages durables qu'on obtient en n'abusant point du droit de conquête; le second, c'est la juste crainte que les ravages qu'on commet sur le pays conquis, ne soient un jour par représailles exercés dans le nôtre. Mais ces considéra-

(1) Discours au sujet des dettes du Nabab d'Arcote.

tions d'espérance et de crainte sont presque inconnues chez les peuples qui vivent dans l'état de pasteurs. Après que les Mogols eurent subjugué les provinces septentrionales de la Chine, ils délibérèrent, non dans le moment de la victoire et de la fureur, mais dans une assemblée calme, si l'on exterminerait tous les habitans de ce pays populeux, afin de convertir les terrains vacans en pâturages pour les troupeaux. La fermeté d'un mandarin chinois, qui sut insinuer quelques principes d'une politique éclairée dans l'esprit de Zingis, le détourna de l'exécution de cet horrible projet. Mais dans les villes de l'Asie qui se rendirent aux Mogols, l'abus inhumain des droits de la guerre fut exercé avec des formes régulières de discipline. Telle était la conduite ordinaire des conquérans, lorsqu'ils ne croyaient point agir avec une rigueur extraordinaire. Mais la moindre provocation accidentelle, le plus léger motif de caprice ou de profit, les portaient souvent à égorger sans distinction tout un peuple : et la ruine de plusieurs villes florissantes

était consommée avec une persévérance si soutenue que, pour me servir de leurs propres expressions, les chevaux pouvaient courir librement sur tout le terrain que ces villes avaient naguère occupé. Les trois grandes capitales du Khorassan, Maru, Nisabour et Hérat furent détruites par l'armée de Zingis, et le relevé exact qu'on fit des morts, s'éleva à quatre millions trois cent quarante-sept mille individus. Timour ou Tamerlan, fut élevé dans un siècle moins barbare, et il professait la religion mahométane; cependant si les ravages commis par Attila ont égalé ceux de Tamerlan, l'épithète de *Fléau de Dieu* convient tout aussi bien au Hun qu'au Tartare. Chereseddin Ali, panégyriste servile de ce dernier, nous en fournit quantité d'exemples horribles. Dans son camp devant Delhi, Timour fit massacrer 100,000 prisonniers indiens, parce qu'ils avaient souri en voyant paraître l'armée de leurs compatriotes. Les habitans d'Ispahan fournirent 70,000 crânes humains pour servir à construire plusieurs tours élevées; et un semblable impôt

fut levé sur Bagdad à la suite de sa révolte (1). »

Voilà un petit nombre des exemples les plus mémorables des hauts faits des conquérans sauvages. Mais il ne faut pas croire que la désolation causée par les conquêtes ait été l'ouvrage des seuls conquérans barbares. César, l'élégant, l'illustre César dont tant de panégyristes ont vanté l'humanité, a, d'après les calculs des historiens, conquis trois cents nations, pris près de huit cents villes, et vaincu trois millions d'hommes, dont un million est resté mort sur le champ de bataille. « Remarquez, s'écrie Gibbon, avec quel sang-froid César raconte dans ses Commentaires de la guerre des Gaules, comment il fit mettre à mort le sénat des Veneti, qui s'étaient rendus à discrétion, (iij, 16); comment il a cherché à extirper toute la nation des Éburones (vj, 31); et comment quarante mille personnes furent massacrées à Bourges, par

(1) V. Décadence et chute de l'empire romain, chapitre XXXIV.

la juste vengeance de ses soldats qui n'épargnèrent ni l'âge ni le sexe (vij, 27) (1). »

Tacite, dans son style mâle, nous offre en très-peu de mots le tableau de ces terribles scènes.

Proximus dies faciem victoriæ latius aperuit. Vastum ubique silentium, secreti colles, fumentia procul tecta, nemo exploratoribus obvius (2).

Combien de fois cette scène ne s'est-elle pas renouvelée sur la surface du globe? Ce fut ainsi qu'il en arriva à « Babylone, la noblesse des royaumes, et la gloire et l'orgueil des Chaldéens, comme quand Dieu renversa Sodôme et Gomorrhe (3). Elle ne sera jamais rétablie, elle ne sera habitée dans aucun temps; les Arabes n'y dresseront plus leurs tentes, et les bergers n'y parqueront plus. Mais les bêtes sauvages des déserts y auront leurs repaires, leurs maisons seront remplies de fouines, les chats-huants y habiteront, et les chevreuils

(1) Décadence et chute de l'empire romain, chap. XXVI, note 99.

(2) *Agricolæ vita*, cap. 38.

(3) Isaïe, chap. XIII.

y sauteront. Et les bêtes sauvages des îles et les dragons hurleront, se répondant les uns aux autres dans ses palais, et dans ses maisons de plaisance. » Certes ce ne sont pas là des choses légères et superficielles, de simples plumes qui flottent à la superficie des choses humaines, en comparaison des maux qui tirent leur source des lois de la nature, « et contre lesquels M. Malthus se récrie en les distinguant sous le nom de « passion entre les sexes. »

La seconde source de dépopulation que j'ai énoncée, c'est le mauvais gouvernement. Il serait incompatible avec le but de nos recherches de présenter aucun des objets dont nous traitons sous un faux jour; c'est pourquoi j'ai dit mauvais gouvernement, et non despotisme. Le despotisme mérite assurément notre constante réprobation; mais il faut avouer qu'il y a eu des gouvernemens despotiques tellement conduits, au moins pendant un temps, que, non-seulement ils n'ont point causé la dépopulation du pays, mais que les nations ainsi gouvernées ont paru prospérer et être dans un état florissant.

Je me bornerai sur ce point à un seul

exemple, et je le prendrai dans l'ouvrage de M. Malthus.

« La cause fondamentale de la faible population de la Turquie, comparée à l'étendue du territoire de cet empire, est sans contredit la nature de son gouvernement. Sa tyrannie, sa faiblesse, ses mauvaises lois et leur exécution plus vicieuse encore et le défaut de garantie pour la propriété, qui en est la suite, opposent à l'agriculture de tels obstacles, que les moyens de subsistance diminuent nécessairement d'année en année, en même temps que la population décroît. Le *miri*, dit Volney, qui est le seul impôt territorial qui se paie au sultan, est en soi fort modéré; mais par les abus inhérens à la constitution de l'empire, les pachas et leurs gens ont trouvé le secret de rendre cet impôt ruineux. N'osant violer la loi établie par le sultan sur l'inviolabilité de l'impôt, ils ont introduit une foule de charges qui, sans en avoir le nom, en ont tous les effets. Ainsi étant les maîtres de la majeure partie des terres, ils ne les concèdent qu'à des conditions onéreuses; ils exigent la moitié et les deux tiers de la récolte.

La récolte faite, ils chicanent sur les pertes; et, comme ils ont la force en main, ils enlèvent ce qu'ils veulent. Si l'année manque, ils n'en exigent pas moins leurs avances, et font vendre pour se rembourser tout ce que possède le paysan. A ces vexations habituelles se joignent mille avanies accidentelles : tantôt l'on rançonne le village entier pour un délit vrai ou imaginaire, tantôt on introduit une corvée d'un genre nouveau. L'on exige un présent à l'avénement de chaque gouverneur; l'on établit une contribution d'herbe pour les chevaux, d'orge et de paille pour les cavaliers : il faut en outre donner l'étape à tous les gens de guerre qui passent ou qui apportent des ordres; et les gouverneurs ont soin de multiplier ces commissions, qui deviennent pour eux une économie, et pour les paysans une source de ruine.

» Qu'arrive-t-il de toutes ces déprédations? Les moins aisés du village, ne pouvant plus payer le miri, deviennent à charge aux autres, ou fuient dans les villes. Comme le miri est inaltérable et doit toujours s'acquitter en entier, leur portion se reverse

sur le reste des habitans; et le fardeau qui d'abord était léger, s'appesantit. S'il arrive deux années de disette ou de sécheresse, le village entier est ruiné et déserté, mais la quotité se reporte sur les voisins.

« La même marche a lieu pour le *karadj* des chrétiens : la somme en ayant été fixée d'après un premier dénombrement, il faut toujours qu'elle se retrouve la même, quoique le nombre des têtes soit diminué. De là il est arrivé que cette capitation a été portée de trois, de cinq et de onze piastres où elle était d'abord, à trente-six et quarante, ce qui obère absolument les contribuables, et les force de s'expatrier. On observe que ces exactions ont fait des progrès rapides, surtout depuis quarante années, et l'on date de cette époque la dégradation des campagnes, la dépopulation des habitans et la diminution du numéraire porté à Constantinople.

» Les paysans sont réduits au petit pain plat d'orge ou de doura, aux ognons, aux lentilles et à l'eau. Pour ne rien perdre en grain, ils y laissent toutes les graines étrangères, même *l'ivraie*, qui donne des ver-

tiges et des éblouissemens pendant plusieurs heures. Dans les montagnes du Liban et de Nablous, lorsqu'il y a disette, ils recueillent les glands de chêne, et, après les avoir fait bouillir ou cuire sous la cendre, ils les mangent. »

» Par une conséquence naturelle de cette extrême misère, l'art de la culture est dans un état déplorable; faute d'aisance, le laboureur manque d'instrumens ou n'en a que de mauvais : la charrue n'est souvent qu'une branche d'arbre coupée sous une bifurcation, et conduite sans roues. On laboure avec des ânes, des vaches, et rarement avec des bœufs; ils annoncent trop d'aisance. Dans les cantons ouverts aux Arabes, tels que la Palestine, il faut semer le fusil à la main. A peine le blé jaunit-il, qu'on le coupe pour le cacher dans les *matmoures* ou caveaux souterrains. On en retire le moins que l'on peut pour les semences, parce que l'on ne sème qu'autant qu'il faut pour vivre. En un mot, l'on borne toute l'industrie à satisfaire les premiers besoins. Or pour avoir un peu de pain, des ognons, une mauvaise chemise bleue et un pagne

de laine, il ne faut pas la porter bien loin. Le paysan vit donc dans la détresse, mais du moins il n'enrichit pas ses tyrans, et l'avarice du despotisme se trouve punie par son propre crime!

» Ce tableau tracé par Volney, de l'état des paysans de Syrie, paraît confirmé par tout ce que rapportent sur ce pays les autres voyageurs, et il représente assez exactement, suivant Eton, la condition des paysans dans la plus grande partie de l'empire ottoman. Toutes les charges, de quelque nature qu'elles soient, sont mises à l'enchère; et dans les intrigues du sérail, qui disposent de tous les emplois, tout se fait en achetant la faveur au prix de l'or. En conséquence les pachas qu'on envoie dans les provinces emploient toute leur autorité pour faire des extorsions, mais ils sont encore surpassés par les officiers qu'ils emploient, qui à leur tour laissent encore de la marge à leurs agens subordonnés.

» Le pacha fait des levées de deniers, non-seulement pour pouvoir payer le tribut, mais pour l'indemniser de ce que lui a coûté sa place, pour soutenir son rang,

et pourvoir aux accidens qu'il peut prévoir. Comme il représente le sultan, et qu'en conséquence tout le pouvoir civil et militaire est réuni en sa personne, il a tous les moyens à sa disposition, et il préfère toujours les plus courts. Incertain de l'avenir, il traite sa province comme une possession passagère, et tâche en un seul jour de recueillir le revenu de plusieurs années, sans avoir jamais égard à son successeur, et sans se soucier des torts qu'il peut faire au revenu permanent.

» Le cultivateur est nécessairement plus exposé à ces vexations que l'habitant des villes. Ses occupations le fixent sur le sol dont les produits ne peuvent se cacher aisément. Les conditions auxquelles il possède, et la faculté de les transmettre sont incertaines. Lorsqu'il meurt, son fonds est dévolu au sultan; et les enfans du propriétaire défunt ne peuvent l'avoir qu'en le rachetant fort cher. Ces usages font que l'on s'attache fort peu aux fonds de terre. Les campagnes sont désertées, on se réfugie dans les villes, où l'on est traité moins durement, et où l'on peut espérer d'acquérir

des biens susceptibles d'êtte dérobés aux yeux des ravisseurs.

» Pour achever la ruine de l'agriculture, on établit souvent un *maximum*, et l'on fixe un prix auquel le paysan est obligé de fournir du blé aux villes. C'est une maxime de la politique turque, née de la faiblesse du gouvernement et de la crainte des émeutes populaires, de maintenir bas le prix du blé dans toutes les grandes villes. Quand la récolte manque, tous ceux qui possèdent du blé sont tenus de le vendre au prix fixé, sous peine de mort; et si l'on n'en trouve point dans le voisinage, on met les autres districts à contribution. Quand Constantinople manque de vivres, dix provinces peut-être sont affamées pour lui en fournir. A Damas, pendant la disette de 1784, le peuple ne payait le pain qu'à six deniers la livre, tandis que dans les villages, on mourait de faim.

» Il est inutile de s'arrêter à montrer les effets que doit avoir sur l'agriculture un tel système de gouvernement. Les causes qui font diminuer les moyens de subsistance sont ici trop manifestes; et les obstacles

qui forcent la population à rester au niveau de ces ressources décroissantes, peuvent être assignées avec presque autant de certitude. Elles comprennent, à peu près, tous les genres connus de vices et de calamités. (1) »

Je terminerai ces extraits en répétant la remarque de M. Malthus, que « les institutions humaines, quoiqu'elles puissent occasioner de grands maux à la société, ne sont réellement que des causes légères et superficielles, rien que des plumes qui flottent sur l'eau, en comparaison de ces sources bien plus profondes de mal, qui découlent des lois de la nature et de la passion entre les sexes. »

Une grande partie du succès qu'ont obtenu les théories renfermées dans l'*Essai sur la Population*, tient à l'ambiguïté des termes que l'auteur y emploie. La multiplication de l'espèce humaine a été entravée et contrecarrée « par le vice et la misère. » Qui en doute? Oui, les conquêtes sont un vice; le mauvais gouvernement est un vice.

(1) *Essai sur la Population*, tom. I, pag. 255 — 263, édit. anglaise.

Et, s'ils avaient été bannis de la terre, il y a raison de croire que l'espèce humaine et le globe que nous habitons, offriraient un aspect bien différent de celui qu'ils présentent en ce moment.

Ayant ainsi fait passer ses termes favoris, notre auteur se hâte de nous donner le change.

Il commence par avancer que l'accroissement de l'espèce humaine, du moins dans les pays cultivés depuis long-temps, est réprimé par une cause dont l'action est uniforme et constante. Je ne vois aucune raison d'admettre cette proposition, à moins que, par cause réprimante, on n'entende la durée incertaine de la vie humaine, et la loi inévitable de la mort, à laquelle nous sommes tous assujettis. Pris dans tout autre sens, le principe de l'auteur est en contradiction directe avec les faits.

Il assure en second lieu que, dans les exemples les plus mémorables dans lesquels la multiplication de l'espèce humaine se trouve arrêtée, on aperçoit en général l'existence de beaucoup de vice, et toujours une grande misère.

Après avoir mis en avant ces deux propositions, il les fait plier l'une vers l'autre, afin de pouvoir bâtir sur cette base une théorie. L'accroissement de l'espèce humaine est réprimé par une cause dont l'action est uniforme et constante (c'est M. Malthus qui parle); or les causes réprimantes les plus connues et les plus manifestes, sont le vice et la misère : donc ces deux agens travaillent sans cesse à arrêter la multiplication des hommes, et par conséquent, le vice et la misère sont deux élémens essentiels dans l'organisation permanente du corps politique. Mais le fondement de cette théorie est une supposition gratuite, car, ayant imaginé qu'il y avait une cause réprimante là où il n'en existe point, notre auteur l'a à son gré composée des matériaux les plus appropriés qu'il a trouvés sous sa main. Pour soutenir sa première proposition, il allègue la progression géométrique, base illusoire et insuffisante; quant à la seconde proposition, qui suppose cette prodigieuse faculté de multiplier du double tous les vingt-cinq ans, entièrement suspendue et réduite à un état stationnaire par l'opéra-

tion du vice et de la misère, M. Malthus veut que nous l'admettions, uniquement parce qu'il nous assure que cela doit être ainsi.

CHAPITRE IV.

Continuation du même sujet.

Je viens de considérer celles des entraves à l'accroissement de la population qui agissent avec une énergie extraordinaire, et qui plusieurs fois ont converti en déserts de vastes cités et des contrées florissantes. Je vais maintenant m'occuper des pays tels que l'Angleterre, l'Allemagne et la France, qui, depuis des siècles, n'ont pas éprouvé de catastrophes aussi violentes.

Tout nous porte à croire que ces pays, de même que la Suède, ont, de temps à autre, vu leur population s'accroître d'une manière constante et dans une proportion modérée durant une certaine période, à la suite de laquelle il est survenu des événemens qui, non-seulement arrêtèrent les progrès de l'accroissement, mais réduisirent même la population fort au-dessous du niveau auquel elle s'était déjà élevée.

Je soutiens, par exemple, qu'il n'y a aucune raison de croire que l'Angleterre ne contienne aujourd'hui plus d'habitans qu'elle n'en contenait en 1339, lorsqu'Édouard III commença son expédition pour aller conquérir la France.

L'exemple de la Suède nous offre une forte présomption de la vérité de l'hypothèse que nous venons d'énoncer, c'est-à-dire, que les pays civilisés, qui jouissent d'un certain degré de prospérité, ont éprouvé de temps en temps un accroissement soutenu et modéré de population, jusqu'au moment où des événemens sont venus arrêter ce progrès, et ont même réduit la population au-dessous du point qu'elle avait déjà atteint.

Pour éclaircir ce point, je vais transcrire ici la table que j'ai déjà mise devant les yeux du lecteur au commencement de cet ouvrage.

La population de la Suède en 1805, d'après le dénombrement qui en a été fait, montait à 3,320,647.

Supposons que la population se soit accrue du double en Suède tous les cent ans;

dans ce cas, prenons la moitié du nombre ci-dessus, ce qui nous donnera pour la population de la Suède en 1705... 1,660,323. Et, par la même règle la population aurait été

en 1605.	830,162
en 1505.	415,081
en 1405.	207,540
en 1305.	103,770
en 1205.	51,885
en 1105.	23,942
en 1005.	12,971
en 905.	6,485
en 805.	3,242
en 705.	1,621
en 605.	810
en 505.	405

D'après ce calcul, la Suède ne contenait donc, lors de la destruction de l'empire d'Occident en 476, guère plus de trois cents âmes; et à l'époque où ce pays commença à envoyer au dehors ses hordes, qui renversèrent la puissance romaine et changèrent la face du monde, la Suède pouvait à peine se vanter de posséder un seul habitant! Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'employer aucun argument pour prouver la fausseté d'une telle supposition.

En effet, l'exemple de la Suède pour servir à éclaircir le progrès de la population, sous le double point de vue de son accroissement et de son décroissement. En l'an 1751, époque de laquelle datent les premiers renseignemens que nous ayons sur le nombre des habitans de la Suède, Adolphe-Frédéric de Holstein-Gottorp, évêque de Lubeck, monta sur le trône. Il régna vingt ans, et eut pour successeur son fils Gustave III, qui fut assassiné par Ankarstroem en 1792. Cet événement cependant ne causa pas de dérangement remarquable dans les affaires de la nation : à Gustave III succéda son fils Gustave IV, qui régna jusqu'à l'année 1809. Pendant cette époque l'Europe eut à souffrir les maux causés par la guerre de 1756, par celle d'Amérique, et par les guerres auxquelles donna naissance la révolution française ; mais la Suède fut moins troublée par ces causes que presque aucun autre état de l'Europe. Toute cette période fut pour la Suède un temps de tranquillité; et c'est pourquoi nous voyons que le nombre de ses habitans alla constamment en augmentant.

La fin du règne de Gustave IV ayant été très-désastreuse, elle fut en conséquence suivie d'effets analogues. Non-seulement la couronne de Suède perdit la Finlande, dont la population, d'après les relevés de 1805, s'élevait à 895,773 âmes; mais outre cette perte, le dénombrement du reste du royaume fait en 1810, au lieu de présenter un accroissement de population, offrit une diminution de plus de 47,000 individus, comparé au dénombrement de 1805 (1). Cependant, depuis cette époque le gouvernement fut confié à Bernadotte, actuellement Charles XIV, qui paraît avoir conduit les affaires de la Suède avec assez de prudence et de modération; aussi voyons-nous, d'après le dénombrement de 1815, que la population commence de nouveau à s'accroître. La Norwége a été ajoutée aux possessions suédoises par un traité récent; mais les habitans de ce pays, qui montent à un million à peu près, ne sont point compris dans le dénombrement.

---

(1) J'ai appris par un Suédois bien informé, que plus de 90,000 personnes ont péri dans les désastreuses campagnes de 1809 et 1810.

Mais je reviens à la question de la population, pour ce qui regarde ma patrie.

Je dis donc que les causes qui ont arrêté la population des îles britanniques, et qui ont peut-être même empêché le pays d'être en ce moment plus peuplé qu'il ne l'était il y a cinq siècles, peuvent être réduites à trois principales : la guerre, la peste et la famine, auxquelles calamités on peut encore ajouter d'autres, qui ont avec elles une grande affinité ; telles sont, les époques de dissensions intestines, générales ou locales, les maladies contagieuses de toute espèce, des saisons malsaines, et des temps de grande disette ou de détresse nationale.

La question que je cherche à résoudre en ce moment, c'est de savoir pourquoi l'Angleterre, ayant, pendant un certain temps et à diverses époques, accru sa population, dans le même rapport, je suppose, que la Suède, a également éprouvé de semblables interruptions dans cet accroissement, qui ont très-probablement réduit la population à ce qu'elle était auparavant, nous présentant en quelque sorte une image telle que l'incohérence d'un rêve nous l'offre souvent

d'un voyage dans lequel, après avoir fait beaucoup de chemin, nous n'avons pas cependant pu parvenir au but : le terrain sur lequel nous marchons paraît nous échapper, et à la fin de notre course nous nous trouvons précisément dans le même endroit d'où nous étions partis. Or, comme dans l'hypothèse, ces interruptions n'ont eu lieu que par intervalles, les causes qui les ont produites doivent avoir été également d'une nature intermittente, et irrégulières dans leur opération.

Tout ce que nous venons de dire s'accorde parfaitement avec tout ce que nous savons du système de l'univers. S'il n'existait point dans l'espèce humaine une faculté d'accroissement, tantôt active et tantôt dormante, le genre humain aurait probablement dû s'éteindre il y a long-temps. Si, en effet, toutes les fois que la famine, des guerres cruelles ou les ravages étendus de la peste, auraient réduit un pays ou une ville ayant une nombreuse population, à de faibles débris de celle qui remplissait le pays quelques années ou quelques mois auparavant, ainsi qu'on en a vu de fréquens

exemples; dans ces cas, dis-je, s'il n'existait pas dans la constitution de l'homme une faculté de reproduire directement par la procréation, et avec un progrès plus ou moins rapide, le nombre des individus que la mort a emportés, il est clair que chaque portion du globe aurait été successivement convertie en un désert. Mais revenons à notre sujet.

En 1339, Édouard III se mit à la tête d'une armée destinée à faire la conquête de la France. Il renouvela la même entreprise en 1342, et ensuite en 1346, en même temps que la reine Philippa marchait contre les Écossais, qui furent battus dans une grande bataille, dans laquelle vingt mille des leurs furent tués, et le roi d'Écosse et plusieurs seigneurs de la cour furent faits prisonniers. L'expulsion des Anglais de la France, à la fin du règne d'Édouard III, fut probablement encore plus destructive que ses conquêtes. Il faut ajouter à ces événemens la peste de 1348, parmi les victimes de laquelle on assure que cinquante mille furent enterrées dans une année dans le cimetière situé sur le terrain occupé aujourd'hui par

l'hôtel des Archives (*Charter House*) (1), sans compter les personnes qui périrent dans d'autres quartiers de Londres : la contagion paraît s'être répandue indistinctement dans toute l'étendue de l'Angleterre.

Les troubles qui eurent lieu sous Richard II, l'insurrection du bas peuple dirigée par Wat-Tyler, et ensuite les contestations entre le roi et les barons, n'ont pas pu être favorables à la population. Le règne de Henri IV ne fut guère moins agité que ne l'avait été celui de son prédécesseur.

Henri V renouvela les tentatives audacieuses d'Édouard III pour la conquête de la France, qui furent suivies de désastres encore plus funestes sous le règne de son fils.

Nous arrivons ensuite aux guerres entre les maisons d'York et de Lancastre, au sujet desquelles Hume s'exprime ainsi : « Cette funeste querelle ne se termina qu'au bout de trente ans : elle offrit une scène d'extraordinaire férocité et barbarie,

---

(1) Stow *ad annum*.

et on calcule qu'elle coûta la vie à quatre-vingt princes du sang, et qu'elle a presque anéanti l'ancienne noblesse d'Angleterre (1). » Il est aisé de concevoir quel effet cela a dû avoir sur la population. On peut appliquer avec autant de vérité à ces guerres ce qu'on a dit de celle de Troie :

Quicquid delirant reges, plectuntur Achivi.

Le règne des Tudors peut être regardé comme ayant été en général favorable à la population.

Il n'en est pas de même du règne des Stuarts. Charles I[er]. ne ménagea jamais le sang de son peuple; et sa conduite finit par entraîner la nation dans la guerre civile. L'interrègne, avec toutes ses fluctuations et les changemens de gouvernement, ne contribua pas à augmenter le nombre de nos compatriotes; et la conduite déréglée et intolérante de Charles II n'a pu être favorable à la nation.

Avec la révolution d'Angleterre com-

---

(1) A. D. 1455.

mença le système qui fit prendre à notre pays une part principale dans toutes les guerres du continent. Le long règne de George III a certainement offert assez d'années de guerre.

Jusqu'à l'époque de l'incendie de Londres en 1666, Hume dit que (1) « la peste éclatait ordinairement avec une grande fureur dans cette capitale, deux ou trois fois chaque siècle. »

C'est avec le règne d'Élisabeth que commença le système de colonisation, dont j'aurai occasion de développer plus complétement les effets par la suite, lorsque je traiterai expressément des États-Unis d'Amérique. Pendant le règne de George III nous avons non-seulement envoyé des colons en Amérique, mais nous avons même établi un empire aux Indes-Orientales, et nous avons distribué nos colons en grande quantité sur toutes les autres parties du monde.

M. Malthus peut dire ce qu'il voudra de

---

(1) *Ad annum.*

l'étendue bornée de la terre, qui ne peut nourrir qu'un nombre limité d'habitans, et de sa population « toujours prête à dépasser les bornes des moyens de subsistance; » rien cependant n'est plus manifeste que la faible population de notre île, l'état imparfait de son agriculture, et les vastes portions de son sol, qui n'ont jusqu'à présent presque rien fourni pour la subsistance de l'homme. En un mot, il est universellement reconnu que le sol de notre île est susceptible de nourrir une population dix fois plus forte qu'elle n'est aujourd'hui.

J'ai cru devoir présenter ici cet aperçu rapide de notre histoire, en tant qu'elle a rapport au nombre des habitans, pour qu'il servît de correctif aux visions de M. Malthus. Tout ce qu'on vient de lire s'accorde très-bien avec ce que nous savons de l'histoire de la population en Suède. Nous avons vu que dans ce pays elle avance tantôt, et tantôt elle rétrograde. Lorsqu'elle avance, c'est à pas lents et mesurés; et, dans un pays qui n'est point exposé aux invasions de conquérans féroces, ni à l'in-

fluence, peut-être encore plus destructive, d'un gouvernement créé pour le malheur de ses sujets, il ne faut pas s'attendre à une entière désolation. Ici nous voyons donc clairement quels sont les obstacles qui arrêtent l'essor d'une population qui tend à s'accroître; ce sont des faits historiques qui tiennent une place distinguée dans le grand volume de nos annales. Nous ne sommes point réduits, dans cette science (qui n'en mériterait pas le nom, si nous ne savions là-dessus rien au delà de que suppose l'*Essai sur la Population*), à remplir les lacunes au moyen de décès imaginaires, et de naissances plus imaginaires encore.

Il est aisé de voir que la question que je propose au sujet des obstacles à la population diffère entièrement de celle de M. Malthus. Je demande pourquoi le globe, dans tous ses climats et dans tous ses âges successifs, ne produit pas des hommes dans la même progression qui a été observée en Suède depuis cinquante-quatre ans? M. Malthus demande au contraire, pourquoi, pendant ces cinquante-quatre ans, la Suède n'a pas produit des hommes

suivant le rapport progressif qu'il a établi dans son rêve sur l'accroissement de la population aux États-Unis d'Amérique?

Il résulte de tous les argumens, et des faits rapportés dans ce chapitre et le précédent, que les causes qui arrêtent la population, et sans lesquelles elle pourrait s'accroître à pas lents mais réguliers, ne sont point des causes invisibles, mystérieuses ou occultes, mais bien apparentes et manifestes, et qu'elles opèrent par intermittences et à des intervalles. Je suis loin de prétendre avoir réduit ici les principes théoriques des obstacles à la population en corps de science, mais je pense avoir fait quelques pas pour y parvenir. J'ai retiré la doctrine de l'état où M. Malthus l'avait laissée, rapportant tout, comme il le fait, à des causes occultes, en imposant au monde par la répétition à des intervalles convenables, des deux mots cabalistiques, *vice* et *misère;* et j'ai fait voir que les véritables obstacles sont palpables, consignés dans les pages de l'histoire du genre humain, et susceptibles même d'être, jusqu'à un certain point, présentés sous forme de tables, par les per-

sonnes qui pourront par la suite se livrer avec persévérance à la recherche de cette importante branche de l'économie politique.

CHAPITRE V.

Examen des onze chefs auxquels M. Malthus rapporte les causes qui arrêtent les progrès de la population.

Je me suis déjà plaint, et avec beaucoup de raison, de la manière vague et peu satisfaisante dont M. Malthus traite son sujet, en se livrant toujours à des généralités. Dans un endroit cependant, il fait un effort pour entrer dans des détails, et il fait l'énumération des obstacles à la population sous onze chefs différens. Ce serait donc faire une injustice à ses méditations, si je ne donnais un peu d'attention à ce passage.

Voici l'argument de l'*Essai sur la Population*. Dans quelques parties des États-Unis, la population s'accroît du double tous les vingt-cinq ans, dans une progression régulière; en Europe, la population est stationnaire, ou à peu près : c'est donc de l'accroissement qui a lieu dans les contrées

d'Amérique qu'il faut déduire la faculté inhérente à l'espèce humaine de multiplier; et la différence du nombre des habitans en Europe, doit provenir de certains obstacles dont l'opération s'oppose au progrès de la population chez nous, et dont l'action est nulle aux États-Unis. M. Malthus se contente en général de comprendre tous ces obstacles sous la dénomination de vice et misère.

Le passage que je vais présenter à l'attention du lecteur est fidèlement transcrit; je n'y ai fait d'autre changement que de distinguer chaque article par des chiffres, pour plus de clarté.

« Les obstacles positifs qui entravent la population sont d'une nature très-variée. Ils comprennent toutes les causes qui, à un degré quelconque, tendent à abréger la durée naturelle de la vie humaine, soit qu'elles tirent leur source du vice ou de la misère; ainsi on peut ranger sous ce chef, 1°. toutes les occupations malsaines; 2°. les travaux rudes; 3°. l'exposition à l'inclémence des saisons; 4°. l'extrême pauvreté; 5°. le peu de soin donné aux enfans en nour-

rice ; 6°. les villes très-populeuses ; 7°. les excès de tout genre ; 8°. toute la suite de maladies usuelles et d'épidémies ; 9°. les guerres ; 10°. la peste ; 11°. la famine (1). »

Il est une chose à laquelle les disciples et les admirateurs de M. Malthus n'ont fait que peu ou point d'attention : il est absolument oiseux d'exposer une longue liste des vices qui défigurent la société humaine, ou des maux auxquels elle est sujette ; cela est tout-à-fait étranger à nos recherches. La seule chose qui nous occupe, c'est le vice et la misère, ou le degré de l'un ou de l'autre qui existe en Europe, et qui ne se trouve point dans les parties septentrionales des États-Unis d'Amérique.

J'ai déja traité, dans un des chapitres précédens, des trois derniers obstacles admis par M. Malthus, la guerre, la peste et la famine ; ces fléaux ne se montrent en Europe, et partout ailleurs, qu'accidentellement ; leur histoire est connue, et ils ne sont pas au nombre de ces causes obscures

---

(1) *Essai sur la Population*, tom. I, pag. 21.

au milieu desquelles il aime à s'arrêter, et qui, suivant lui, opposent au progrès de la population une action sans cesse agissante et énergique.

En retranchant ainsi ces trois causes sur les onze, il n'en reste plus que huit : et je laisse à tout homme impartial à décider si elles ne jouent pas un bien triste rôle, lorsqu'on nous les présente comme étant les sources des effets prodigieux que la théorie de M. Malthus leur attribue. Mais la saine raison exige encore qu'on retranche de cette liste toutes les causes, et toutes leurs modifications et degrés qui existent également aux États-Unis.

Nous nous voyons forcés de faire encore une autre déduction très-importante. Il n'est que trop vrai qu'une extrême pauvreté a existé dans quelques pays de l'Europe, et à certaines époques, dans d'autres. Il n'est que trop vrai que l'Angleterre a éprouvé à un haut degré cette calamité depuis quelques années. Partout où l'extrême pauvreté règne pendant un temps un peu considérable, et frappe une grande portion de la société, il est tout naturel qu'elle arrête la

population. Mais cela ne fait encore rien à notre question.

Il est en Europe certains pays où l'on connaît à peine l'extrême pauvreté et la mendicité, et dans lesquels il n'existe pas cette concentration de richesses dans les mains d'un petit nombre d'individus, telle qu'on la voit dans les pays qui se distinguent par un plus grand luxe; heureusement le commerce n'a fait que peu de progrès parmi les premiers. On peut en citer comme exemples la Suisse et la Suède : or ce que je demande à M. Malthus, c'est de nous faire connaître comment il se fait qu'il y ait dans l'opération du vice et de la misère, une différence suffisante pour expliquer pourquoi la population de la république des États-Unis augmente du double tous les vingt-cinq ans, en progression régulière, par le seul effet de la procréation; tandis que la population de la Suède n'offre peut-être pas d'accroissement d'un siècle à l'autre, et que les périodes les plus favorables n'y présentent qu'un accroissement faible et lent, tel qu'on le voit dans les tables suédoises.

Voilà ce que M. Malthus n'a point fait, et j'ajouterai, que jamais lui ni aucun de ses sectateurs ne pourra le faire. Nous verrons dans le livre suivant ce qui a lieu aux États-Unis, pour ce qui est de toutes les causes qui entravent la multiplication de l'espèce humaine. En attendant, on se convaincra que j'ai eu bien raison, dès le commencement de cet ouvrage, d'appeler la théorie de M. Malthus un château de cartes; sans avoir approfondi la question, il a avancé que dans une partie des États-Unis la population augmentait successivement dans une proportion géométrique, par le seul effet de la procréation. C'est ce qui n'a jamais été prouvé, et ce dont nous démontrerons la fausseté. Il prétend de même nous donner la liste de certaines causes qui opposent un très-puissant obstacle à l'accroissement de la population en Europe, et qui n'exerce pas une pareille influence en Amérique, car voilà le fond de la question. Si on examine attentivement ces causes, on les voit se réduire à rien. Les hommes ne multiplient point dans le nouveau monde dans le rapport que M. Mal-

thus l'assure, et il n'a jamais eu aucune raison solide pour faire une telle assertion : l'accroissement de la multiplication dans l'ancien monde, n'est point contrarié de la manière dont M. Malthus l'affirme ; les deux piliers de son système ne sont que des illusions, et dès qu'on a fait disparaître l'illusion, on revient aux principes du bon sens et de la philanthropie, qui ont guidé tous les législateurs célèbres de l'antiquité d'un accord unanime.

A tout ce qu'on vient de dire il faut encore ajouter que, ainsi qu'il a déjà été pleinement démontré, ce n'est que la mort des jeunes enfans qui peut, d'après la théorie de M. Malthus, remplir le but d'arrêter le progrès de la population dans l'ancien monde. Cette considération m'autorise à retrancher encore de la table des obstacles à la population de M. Malthus, « les travaux pénibles, l'exposition à l'inclémence des saisons, et les excès de tout genre, » comme ne contribuant que peu ou point à la mortalité des jeunes enfans.

CHAPITRE VI.

Observations sur les pays voisins du fleuve Missouri.

Il existe sans doute d'autres causes qui arrêtent ou qui font décroître la population, outre celles dont on vient de faire mention. M. Malthus a placé dans l'arche mystérieuse qui renferme les tables de sa doctrine, une idole devant laquelle il veut que tout le monde et toutes les nations se prosternent pour l'adorer, quoi qu'elle ne soit réellement qu'une des créations les plus modernes et les plus irréfléchies dans tout le cercle de la curiosité humaine; il peut cependant être de quelque utilité de porter nos regards vers des sentiers non explorés, en cherchant à retirer de l'instruction de sources auxquelles on n'a guère eu recours.

Il a été publié récemment une narration des voyages des capitaines Clarke et Lewis

à la source du fleuve Missouri, et à travers le continent Américain, jusqu'à l'Océan-Pacifique. Ces voyageurs parcoururent des pays que peut-être aucun Européen n'avait visités avant eux. Comme les citoyens des États-Unis tendent à se répandre sur toute la surface de l'immense continent qui leur est échu, pour ainsi dire, en héritage, il est devenu intéressant d'explorer même ces territoires lointains, et c'est dans ce but que ces deux officiers furent chargés par le Congrès général d'en visiter les différentes parties, et de rapporter le résultat de leurs recherches. Le livre qu'ils ont publié, paraît en conséquence posséder un haut degré d'authenticité.

Ces voyageurs, et les personnes qui les accompagnaient, pénétrèrent fort loin et dans toutes les directions dans les pays qu'ils étaient chargés d'explorer; le sol leur parut d'une fertilité extraordinaire, arrosé copieusement, et même avec profusion, par les mains de la nature; mais ils trouvèrent le pays presque nu d'habitans. Le capitaine Clarke, celui des deux voyageurs qui survécut à son camarade, et qui a publié les observa-

tions qu'ils firent tous deux, parle à plusieurs reprises des diverses nations d'indigènes de l'Amérique septentrionale, tels que les Ottos, les Paunis et beaucoup d'autres, qui, ayant formé jadis des races puissantes d'hommes, se trouvent maintenant réduites à un faible débris composé de deux ou trois cents âmes (1). Toutes ces tribus, dit-il, cultivent du blé; et, ce qui doit paraître plus extraordinaire, il trouva dans ces contrées, ça et là, des ruines de fortifications construites avec art et régularité, et il nous a donné dans son livre le plan d'une d'elles.

L'ensemble de ces faits n'offre rien d'extraordinaire, mais ils nous sont présentés sous une forme nouvelle. Les cités et les empires qui ont successivement disparu de dessus le globe font le pendant de ce tableau. Nous visitons les ruines de Balbec et de Palmyre; nous cherchons à découvrir la place où étaient Babylone et Ninive; et nous ne nous trouvons pas fort embarrassés

---

(1) Tom. I, chap. II, pag. 44, 45.

pour expliquer comment le changement s'est opéré dans ces contrées. Nous l'attribuons à des conquêtes désastreuses, ou à des gouvernemens oppresseurs. Cette explication peut cependant n'être pas toujours bien fondée. Nous voyons des traces d'une semblable dévastation sur les rives du Missouri ; nous ne pouvons pas l'attribuer aux invasions dévastatrices, telles qu'on en voit de fréquens exemples dans l'histoire de l'Asie, ni à une mauvaise administration du genre de celle dont nous avons donné une idée dans le passage cité ci-dessus sur l'état présent de la Syrie. Il peut donc être utile de porter un regard attentif vers les bords du Missouri.

Afin de mettre plus de clarté dans nos idées relatives à la population, je crois utile de distinguer trois états possibles de chaque pays par rapport à sa population : l'état d'accroissement, celui de décroissement, et l'état stationnaire. Il y a tout lieu de croire que la population indigène dans l'Amérique septentrionale est depuis long-temps sur le déclin, et qu'elle marche rapidement vers son extinction. Mais il est impossible

qu'elle ait toujours été décroissante : ce serait une proposition absurde. Elle a dû être, dans un temps, stationnaire : et avant cette époque nous devons supposer, en raisonnant d'après les principes reçus sur des questions de ce genre, que la population a dû aller en croissant.

Prenons donc une période hypothétique, depuis laquelle le nombre des indigènes des tribus de l'Amérique méridionale ait commencé à diminuer. Cela constitue à tous égards une époque mémorable. C'est alors, pour la première fois (selon M. Malthus), que le vice et la misère ont pu se montrer parmi ces nations. Qui les leur apporta ? Quelle caravane, en traversant les vastes déserts de neige qui entourent le pôle du Nord, a pu avoir le mérite d'introduire dans ces contrées ces précieux produits? La supposition qui assigne une limite et un commencement aux choses, est extrêmement utile pour nous mettre à même d'apprécier la probabilité ou l'invraisemblance de toute hypothèse qui pourra être proposée à cet égard.

Un des principes de la théorie de M. Mal-

thus sur la population (et il voudrait nous faire croire que toutes ses théories sont à l'unisson et en harmonie entre elles), c'est que, dans des pays anciennenent policés, la population est comprimée par le défaut des moyens de subsistance. Il n'en est pas de même dans les pays nouvellement peuplés; et voilà pourquoi, selon lui, la population de la partie septentrionale des États-Unis a continué à augmenter successivement du double tous les vingt-cinq ans depuis un siècle et demi. Il fut un temps où les indigènes du continent de l'Amérique septentrionale ont dû, je pense, être un peuple nouveau. Ils changèrent ensuite, à ce qu'il paraît, de caractère, et devinrent, selon la classification que fait M. Malthus des habitans du globe, un peuple ancien. A quelle époque cette révolution arriva-t-elle?

Les idées généralement reçues sur les races d'hommes semblables aux tribus indigènes de l'Amérique du Nord, nous portent à croire que c'est un peuple errant, une nation de chasseurs. La chasse est certainement une manière un peu précaire

de se procurer la nourriture nécessaire à l'homme; et l'on peut supposer que le nombre des animaux employés comme nourriture, quelque grand qu'il ait pu être d'abord, a dû diminuer beaucoup par la persévérance dans l'exercice de la chasse. S'il en est ainsi, on peut donner une explication très-naturelle de la diminution de population chez un peuple de chasseurs. Mais toutes les nations qui habitent sur les rives du Missouri cultivent le blé; leur sol convient singulièrement à ce genre de culture, et néanmoins ces contrées ont en ce moment moins d'habitans que peut-être aucun pays connu.

Mais peut-être, dira-t-on, « c'est la guerre qui est cause de la faiblesse de cette population; les nations voisines du Missouri sont sauvages, et elles passent leur temps à s'entrecouper la gorge. » Les personnes qui peuvent se contenter d'une cause semblable pour rendre raison de ce phénomène, ne portent certainement pas bien loin leurs vues. Quand cet esprit de guerre et de massacre a-t-il commencé? Il est probable qu'il fut un temps où le nombre des habitans de

cette partie du monde allait en croissant. A une autre époque il se peut qu'ils soient restés stationnaires à cet égard; car personne, je pense, ne peut être assez infatué pour croire que, depuis leur origine ces peuples n'ont cessé de décroître. Nous devons par conséquent suposer qu'après avoir été une nation civilisée et humaine, ils ont ensuite dégénéré en scélérats et en cannibales.

Il s'ensuit que l'hypothèse qui attribue le peu de population de ces nations à leurs guerres, est une supposition tout-à-fait gratuite. Nous n'avons pas la moindre apparence de raison, pour supposer que les indigènes de l'Amérique du nord aient changé de caractère. Nous rencontrons une difficulté que nous ne savons point résoudre, et nous imaginons au hasard cette idée pour l'expliquer. Mais une telle manière de procéder ne ressemble en rien à un raisonnement, et ne mérite point de réponse.

Nous avons déjà fait observer que, si la pénurie des moyens de subsistance était la cause qui éclaircit les rangs de l'espèce humaine, il suivrait, comme corollaire de ce

principe, que, toutes les fois que cette cause aurait exercé son opération jusqu'à un certain degré, la compression devrait cesser, et les choses devraient reprendre leur première assiette. Ce principe ressemble un peu à la loi de l'élasticité; le besoin, la dure nécessité, suivant M. Malthus, compriment l'essor de la propagation de l'espèce humaine : mais aussitôt que le besoin n'existe plus, et qu'il y a toutes les facilités de se procurer des moyens de subsistance, le principe qui règle la population doit reprendre sa vigueur, semblable à l'aigle, et s'élancer vers le but avec l'alacrité de l'homme vigoureux qui se dispose à fournir sa carrière. En Europe, il est vrai, chaque portion de terre a son propriétaire, et le riche dispose à son gré du terrain qui lui appartient. C'est probablement par cette raison que l'Angleterre et toute l'Europe ne contiennent qu'un nombre très-faible d'habitans, en comparaison de la quantité que le sol pourrait nourrir. Il n'en est pas ainsi sur les bords du Missouri. Il n'y a pas là de grand propriétaire foncier qui soit toujours prêt à dire à son malheureux voi-

sin : « ce champ est à moi, et, soit que j'en fasse un usage peu convenable ou mauvais, ou que je n'en tire aucun parti, je vous défends de chercher à en tirer la moindre subsistance. » L'état actuel des bords du Missouri suffirait pour réfuter cette partie de l'*Essai sur la Population*.

Jusqu'ici j'ai procédé avec un certain degré de certitude. On ne peut guère contester les faits observés par les capitaines Clarke et Lewis, sur les bords du Missouri. Et il est assez évident qu'il y a discordance totale entre ces faits et les théories de M. Malthus. Il arrive en cela, comme en bien d'autres matières, que tant qu'on se borne à la négative, on marche sur un terrain assez solide; mais dès qu'on cherche à expliquer les phénomènes, en leur assignant des causes positives, on commence à s'égarer. Je ne veux donc pas abuser de la patience du lecteur, et je vais simplement proposer une cause qui me vient à l'esprit.

Ne serait-il pas possible, qu'il y eût dans les races des hommes une certaine tendance à s'épuiser? Il est généralement reconnu que chez les hommes comme chez les ani-

maux, les races s'améliorent singulièrement en se croisant, d'où il suit que, toutes les fois qu'une race ne se croise pas, elle tend constamment à se détériorer. Les qualités de la race actuelle d'Européens telles que nous l'observons à présent, ne seraient-elles pas dues en grande partie aux invasions des Celtes et des Cimbres, des Goths et des Vandales, des Danois, des Saxons et des Normands? Il se peut que Daniel Defoe, lorsqu'il écrivait son *Franc anglais* (*True-Born Englishman*), et ne croyait composer qu'une satire, ait, sans s'en douter, dévoilé les vraies causes qui rendent selon moi les habitans de notre île, pour la force de caractère, l'énergie d'action, l'intelligence, l'humanité et la moralité, supérieurs à tous les autres peuples qui existent aujourd'hui sur la terre (1).

---

(1) C'est un Anglais qui parle. Il ne fait d'ailleurs qu'exprimer avec franchise ce que pensent tous ses compatriotes. C'est un préjugé, sans doute; mais il vaut encore mieux exalter sa nation que trop vanter les autres, comme il arrive malheureusement chez presque tous les peuples du continent européen. (*Note du traducteur.*)

Si ma supposition est fondée, et je ne l'avance que comme une chose qui n'est nullement impossible, elle suffirait pour disposer un esprit profond et scrutateur, à considérer l'existence de l'espèce humaine prise collectivement, comme étant à un certain degré précaire. Si des races particulières d'hommes dégénèrent, pourquoi dans la longue série des révolutions du globe, en supposant qu'il dure assez longtemps, toute l'espèce humaine ne dégénérerait-elle pas? On a de fortes raisons de croire que différentes espèces d'animaux qui habitaient autrefois ce globe, se sont éteintes. Qu'est-ce qui garantit à l'homme qu'il ne subira jamais la loi de la mutabilité? En envisageant la question sous ce point de vue, on serait presque tenté de dire de toute l'espèce, comme d'un seul individu : « Fais selon ton pouvoir tout ce que tu auras moyen de faire, car dans le sépulcre, où tu vas, il n'y a ni œuvre, ni discours, ni science, ni sagesse. »

Mais, que la cause de l'extinction des nations et des races d'hommes soit réelle ou non, je me crois autorisé d'après tout le contenu de ce chapitre, c'est-à-dire,

d'après ce qui y a été dit au sujet des aborigènes de l'Amérique du nord, comparé avec des faits semblables consignés dans les pages de l'histoire ancienne, à conclure qu'il existe des causes qui arrêtent ou qui font décroître de temps en temps la population des états, autres que celles auxquelles on a songé jusqu'à présent.

RECHERCHES
SUR
LA POPULATION.

LIVRE QUATRIÈME.

De la population des États-Unis d'Amérique.

CHAPITRE PREMIER.

INTRODUCTION.

Dans le second livre de cet ouvrage j'ai fait voir qu'il était de toute impossibilité, du moins autant qu'on peut s'en rapporter aux diverses tables de la multiplication de l'espèce humaine, qui ont été dressées jusqu'à ce jour, que l'accroissement de population aux États-Unis, où, suivant M. Malthus, « elle s'est successivement accrue du double en moins de vingt-cinq ans, depuis

plus d'un siècle, » que cet accroissement, dis-je, « ait pu être l'effet du principe de « procréation. »

On a déjà vu que dans les circonstances les plus favorables, et telles qu'on ne peut s'attendre à les voir subsister nulle part pendant un temps un peu long, l'accroissement qui s'opère est tout-à-fait insignifiant, si on le compare avec les propositions monstrueuses de M Malthus; et cela doit être de toute nécessité, d'après la constitution de la nature humaine.

En conséquence, j'aurais pu terminer ici la discussion sur le point principal qui fait le sujet de ce traité; j'aurais pu m'en rapporter au discernement et à l'impartialité des penseurs, pour décider si le phénomène de l'accroissement de la population des États-Unis doit être attribué, non à la procréation mais à une cause différente. Mais je n'ignore pas que bien des lecteurs, et même beaucoup de gens qui se piquent de raisonner, manquent de justesse et d'impartialité. C'est pourquoi je consens volontiers à m'écarter un peu des formes rigoureuses de la logique, si je puis par ce

moyen réussir à mieux satisfaire de telles personnes.

Quelques-uns sans doute, frappés de la force des argumens qui précèdent, croiront voir devant eux deux démonstrations contraires, l'une déduite de tout ce qui est connu, ou des principes établis par les écrivains scientifiques, et l'autre ayant pour fondement les dénombremens ou cens des habitans des États-Unis. Ce serait une erreur; il ne peut y avoir des démonstrations contraires l'une à l'autre : et, comme il a déjà été dit, « un cens ou dénombrement des habitans d'un pays quelconque, et même des peuples de tout le globe, ne saurait jamais constituer aucun terme de la progression de l'accroissement de la population, » en admettant pour le moment qu'il existe en effet (1).

J'ai donc démontré suffisamment, autant que la chose peut se déduire de tous les documens recueillis jusqu'à présent sur l'accroissement supposé de l'espèce humaine, que

(1) Voy. Livre II, chap. III.

l'augmentation du nombre des habitans des États-Unis, quel qu'en soit le montant, n'a pu provenir de la seule source des naissances d'enfans procréés dans le pays même. Quelques personnes, comme je viens de le dire, aimeraient pourtant mieux qu'on leur fît voir d'une manière positive comment cela a eu lieu; c'est donc pour tâcher de les satisfaire que j'ai consacré le présent livre à la solution du problème en question. Notre esprit se trouve rarement satisfait d'une démonstration purement négative : la manie naturelle de la plupart de ceux qui cherchent à connaître l'homme ou la nature, c'est de tout expliquer. Je ne m'engage point à donner une explication complète du phénomène dont il s'agit; je vais m'occuper d'une recherche entièrement neuve, mais j'espère pouvoir suggérer quelques idées, lesquelles, j'en suis sûr, seront développées et confirmées par des recherches ultérieures. Quoi qu'il en soit, je proteste d'avance contre tous ceux qui chercheraient à se prévaloir des imperfections qui peuvent exister dans cette partie de mon ouvrage, pour en tirer des conclu-

sions qui invalideraient les raisonnemens contenus dans les parties précédentes.

Et, si je ne réussis pas à démontrer pleinement les véritables sources de l'accroissement de la population aux États-Unis, je me flatte du moins de prouver dans la suite de cet ouvrage, et d'après une foule de considérations indépendantes de l'enchaînement des argumens contenus dans mon second et troisième livre, qu'il est impossible que l'accroissement puisse tirer sa source des seules forces de procréation.

CHAPITRE II.

De la topographie, et de la condition politique des États-Unis.

Nous avons examiné avec assez d'étendue le principe fondamental de notre sujet, et cherché à connaître les faits qui s'y rattachent, pour ce qui a rapport aux autres parties du globe; il est temps de nous occuper de l'Amérique septentrionale.

C'est dans ce dernier pays que M. Malthus a puisé la funeste et affligeante doctrine de la progression géométrique. Écoutons-le: « Il a été reconnu que dans les états du nord de l'Amérique la population, depuis plus d'un siècle et demi, s'est accrue successivement du double en moins de vingt-cinq ans; » et il ajoute « qu'on s'est assuré à diverses reprises que cet effet n'était dû qu'à la procréation. »

Étonné d'assertions si hardies, que je ne voyais appuyées que sur des fondemens si

frêles, j'écrivis à M. Malthus, pour le prier de me préciser l'autorité sur laquelle il établissait ses assertions. Ma lettre et la réponse de M. Malthus sont insérées dans le premier chapitre du second livre.

La seconde assertion est évidemment la seule dont nous ayons à nous occuper; la première pourrait bien exiger quelques réflexions dans le cours de nos recherches, mais seulement en tant qu'elle se rattache à la seconde.

En écrivant à M. Malthus, je savais bien qu'il était oiseux et presque ridicule, de lui demander de fournir des preuves de sa seconde assertion. J'espérai pouvoir jusqu'à un certain degré, les découvrir dans le cours de l'investigation des preuves de la première.

La première pensée qui frappe notre esprit, c'est l'impossibilité de prouver en aucune manière la seconde assertion. C'est pourtant cette seule phrase, renfermée dans une courte ligne, qui sert de base et de soutien à tout le système de M. Malthus. Tout ce qui est avancé dans l'*Essai sur la Population* tient à une pétition de principe par laquelle il débute. Des suppo-

sitions et des probabilités, voilà par quels moyens la proposition pourrait être étayée; mais, pour des preuves, il n'en pouvait point exister.

Pour que la doctrine de M. Malthus fût solide et complète, il aurait fallu que les États-Unis d'Amérique se trouvassent isolés dans quelque île du vaste Océan, entourée de rochers tellement inaccessibles qu'il fût impraticable pour des navires, et même pour une chaloupe d'y aborder. Quant aux moyens d'avoir des nouvelles d'une telle île, c'est à M. Malthus à s'en occuper.

A défaut d'une telle île, le pays le plus propre à faire l'expérience de la faculté de procréation, serait un pays tel que la Chine, ou le Japon, où l'on assure qu'il y a peine de mort pour tout étranger qui chercherait à s'y établir. Cela ne ressemble guère aux États-Unis; on n'y a pas, je crois, renoncé formellement à tout sentiment d'hospitalité; et il paraît qu'un étranger peut chercher à y faire un établissement, sans courir risque de perdre la vie ou un de ses membres.

Il est donc impossible de prouver que

l'accroissement de la population des États-Unis soit le résultat de la seule procréation.

Mais si nous n'avons pas une telle île ou un tel pays où nous puissions faire nos expériences, il serait au moins à désirer que les recherches expérimentales eussent lieu dans une contrée rarement visitée par des voyageurs, et presque jamais par des individus ayant l''intention de s'y fixer, un pays décrié dans le reste du globe, dont les mœurs et la superstition n'inspirassent qu'horreur, un pays enfin sans activité ni esprit d'entreprise, dans lequel personne ne pût espérer de faire fortune, et où le laboureur n'eût point d'espoir de gagner à la sueur de son front de quoi satisfaire les besoins les plus indispensables de la vie.

Les États-Unis d'Amérique sont précisément l'opposé de tout cela. Prenons la carte et jetons un coup d'œil sur le territoire. Nous apercevons une ligne immense de côtes offrant plus de facilités pour y aborder, plus de baies, de ports, de rivières navigables et d'anses, qu'aucun autre pays sur la surface du globe. Et quand même le gouvernement des États-Unis aurait, comme

ceux de la Chine et du Japon, pris toutes les précautions pour empêcher les étrangers de s'établir sur leur territoire, cela aurait été en vain. Les plus anciens habitans du pays, il y a un siècle ou deux, étaient des Européens, parlant des langues d'Europe. Ils n'ont point changé de physionomie, de caractère ou de mœurs, au point qu'il soit possible de distinguer un homme né dans l'Amérique du nord, des émigrés d'Europe établis dans son voisinage.

Mais le gouvernement des États-Unis est bien loin de suivre une telle politique. Il sait qu'il possède une étendue immense de pays, lequel, quoi qu'on dise de sa population, ne possède que fort peu d'habitans. Ils ont le désir très-naturel de devenir un grand empire. Sans leur supposer une coupable ambition, ils pourraient, par des motifs purement vertueux et philanthropiques, désirer voir les immenses territoires qui les entourent de tous côtés, peuplés par une nombreuse race d'hommes vigoureux, actifs, civilisés et heureux. Leur gouvernement est libre, leurs institutions sont libérales, et ce dont ils ont le plus évidemment

besoin, c'est d'une plus grande quantité d'hommes avec lesquels ils puissent partager ces bienfaits. Ils ne sont pas des sectateurs de la doctrine de M. Malthus, ou du moins, ils ne le sont pas au point d'en faire leur règle de conduite pour le territoire qui est sous leur domination. Ils ne paraissent pas tout-à-fait disposés à compter pour l'accroissement futur de la population de leur pays, sur « la procréation seule. »

Il y a long-temps que les mécontens, les infortunés de tous les royaumes de l'Europe, ont regardé les rivages de l'Amérique septentrionale comme la terre promise, le dernier asile de l'indépendance, le sol fortuné où ils peuvent vivre en paix. Rien n'est plus naturel. Là chacun peut à son gré, et sans éprouver d'empêchement, adorer Dieu selon sa conscience. Les lois n'y infligent point de torture; il n'y a ni des bastilles ni des cachots, et la législation n'est point sanguinaire. C'est l'asile sacré de la liberté. On peut y acquérir des centaines et des milliers d'acres de terre pour une somme extrêmement modique. Enfin, les salaires du journalier y sont très-élevés.

Il n'y a que deux ou trois raisons qui empêchent la totalité des classes inférieures dont la condition est la plus malheureuse en Europe, de passer presqu'en masse aux États-Unis.

La première, c'est l'attachement singulier et indéfinissable que la plupart des hommes éprouvent pour le lieu où ils sont nés. Cesser de le voir, ne plus rencontrer nos anciennes connaissances, perdre de vue les arbres, les sentiers, l'église, le village, le coin du feu et la table de chêne, qui furent toute la vie l'objet de notre sollicitude journalière, c'est une séparation à peine moins cruelle que celle de l'âme et du corps. Sous ce rapport, l'homme tient beaucoup de la plante, et il n'y a qu'une légère nuance qui les distingue; il tient à son sol natal avec presque autant de ténacité que les végétaux.

La seconde raison qui empêche en général nos indigens d'aller en Amérique, c'est que ceux qui ont la perspective d'y trouver leur subsistance, n'ont pas les moyens de faire ce voyage. A moins de posséder une petite somme d'argent, ils ont beau tourner

mille fois leurs regards avides vers les eaux de l'Atlantique, ils ne peuvent jamais parvenir à monter sur une barque qui les porte au delà des mers.

CHAPITRE III.

Histoire de l'émigration des Européens dans l'Amérique du nord dans le 17e. siècle.

La découverte et la colonisation de l'Amérique septentrionale forme une des époques les plus intéressantes dans l'histoire de la nature humaine. Tant qu'il y aura sur la terre des gouvernemens tyranniques et oppresseurs, tant que des hommes seront exposés à gémir sous le poids du malheur non mérité, tant qu'ils conserveront assez de fierté pour repousser la servitude, et qu'ils se sentiront animés d'un esprit d'industrie qui les porte à se soustraire aux vexations et à la gêne, aussi long-temps l'émigration formera-t-elle un trait caractéristique dans l'histoire de notre espèce. C'est une condition indispensable pour le bien-être de l'homme en société, qu'il possède le privilége de pouvoir se soustraire au joug d'un gouvernement qui, pour une raison quel-

conque, lui est devenu intolérable. Un des grands maux causés par le gouvernement de Rome sous les empereurs, était la triste condition où se trouvait celui qui, ayant eu le malheur d'encourir le déplaisir du despote, ou ne pouvant plus supporter le gouvernement auquel il était soumis, n'avait aucun espoir de trouver ailleurs un asile : car, à cette époque, les limites de l'empire romain étaient presque les limites du monde. La situation d'un tel malheureux ressemblait assez à celle dont il est parlé dans les Psaumes de David. « Si je prenais les ailes de l'aube du jour, et si j'allais demeurer à l'extrémité de la mer, là même ta main gauche me conduirait et ta droite me saisirait. »

Le sort de l'Europe gagna beaucoup, sous ce rapport, à la dissolution de l'empire romain. Par suite de cet événement, cette partie si favorisée du globe se trouva démembrée en plusieurs états, et l'homme qui était mécontent dans un, pouvait se retirer dans un autre. Le remède n'était pourtant pas efficace, car le malheureux, en fuyant des maux connus, était parfois exposé à en rencontrer de nouveaux et in-

connus, peut-être encore plus intolérables. En s'éloignant du pouvoir qui l'opprimait, il pouvait devenir victime d'une tyrannie et d'une persécution encore plus cruelles.

La découverte de l'Amérique septentrionale, et la manière dont ce pays a été colonisé, ont fait disparaître radicalement ces objections. A mesure que le sol fut défriché, et que les sauvages se retirèrent dans les bois, il y eut, dès ce moment, une immense étendue de terrain, depuis le cap Breton au nord, jusqu'aux confins de la Floride, qui ouvrit son vaste sein, et offrit un asile hospitalier à tous les exilés. Celui que le fer de l'oppression avait percé jusqu'au cœur, et celui que des notions chimériques d'indépendance civile et religieuse avaient chassé de son sol natal, trouvèrent une nouvelle patrie et le repos sur les rivages de l'Amérique septentrionale. Il n'y avait point là de gouvernement pour le tourmenter. Les raffinemens de l'oppression n'avaient pas encore envahi ce sol fortuné : il n'y avait point là de ces institutions qui, sous le frivole prétexte de prendre un soin paternel des sujets, entravent l'esprit na-

turel d'entreprise, et cherchent à mettre le commerce de l'homme avec son Dieu sous la dépendance des traditions des hommes.

La découverte de l'Amérique septentrionale a, pour ainsi dire, ajouté un élément de plus à la nature, et une nouvelle faculté à l'homme.

L'un des premiers établissemens considérables des Anglais dans cette partie du monde, fut celui que firent dans la Nouvelle Angleterre les Brownistes et les Puritains, qui fuyaient l'intolérance du roi Jacques I, et plus encore celle de son fils et successeur le roi Charles (1). Les fondemens de Boston et de quelques autres villes considérables furent posés vers l'an 1630(2). Charles renvoya son parlement dès le commencement de 1629, avec l'intention avouée de ne plus en convoquer. Dès ce moment tous ceux qui s'opposaient à ses mesures concernant l'église ou l'état, se trouvèrent à sa merci ; et il est bien connu que Laud

---

(1) Robertson, Histoire de l'Amérique, liv. X.

(2) *Ibid.*

et ses collègues, déployèrent toute leur tyrannie envers ceux qu'ils regardaient comme leurs ennemis, en les frappant de lourdes amendes, leur faisant éprouver de longs emprisonnemens, et en les exposant au pilori. On estime que plus de quinze cents personnes s'exilèrent volontairement dans la Nouvelle-Angleterre dans le cours de l'année 1630, parmi lesquelles il s'en trouvait plusieurs appartenant à des familles respectables et aisées (1). Peu de temps après, nous voyons que le nombre des citoyens s'était tellement accru en Amérique, qu'ils se sont volontairement décidés à envoyer des représentans, fondés de pouvoirs pour traiter leurs affaires en leur nom devant les cours générales (2). En 1635, parmi des multitudes de nouveaux colons, arrivèrent Hugh Peters et sir Henry Vane (3). En 1637 le gouvernement de Charles prit tellement l'alarme à ce sujet, qu'il publia une proclamation défendant à tout individu

(1) Robertson, Histoire de l'Amérique, liv. X.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

d'émigrer dans la Nouvelle-Angleterre, à moins d'obtenir pour cela une permission de la cour : le premier effet de cette proclamation fut d'arrêter le départ de huit bâtimens, sur lesquels étaient embarqués sir William Constable, sir Arthur Hazelrig, Hampden, Pym et Olivier Cromwel (1). Mais, en dépit de toutes les précautions qu'on mit en usage, les départs de l'année suivante furent plus nombreux qu'auparavant (2) : et on estime que, depuis le premier établissement des Brownistes jusqu'à l'an 1640, vingt-un mille deux cents sujets anglais passèrent dans la Nouvelle-Angleterre, et deux cent mille livres sterling, somme très considérable pour le temps, furent dépensées à l'équipement des bâtimens, au transport des passagers et à l'achat des provisions (3). Ainsi, la colonie, au lieu de croître par degrés, paraissait s'élever tout à coup comme une vapeur.

Une autre colonie fut fondée presque à

---

(1) Hume, chap. LII. *Chalmers*, *Annals of the United Colonies*, pag. 160.

(2) Robertson, *ubi supra*.

(3) *Ibid.*

la même époque, par un des plus vertueux des hommes, Cecilius lord Baltimore; ce fut celle de Maryland, composée de catholiques romains, venus de la Grande-Bretagne. Ces hommes, observateurs rigides de la religion de leurs pères, étaient traités encore avec plus d'ignominie, et éprouvèrent une plus terrible persécution que les puritains, et ces derniers, souffrant pour une pareille cause, étaient les plus acharnés à demander l'exécution des lois sanguinaires contre des hommes, dont on affectait alors de dire que les principes étaient incompatibles avec toute civilisation et avec tout gouvernement. Les premiers colons qui s'établirent dans le Maryland, et qui firent voile de la Grande-Bretagne en 1632, furent deux cents gentilhommes catholiques, avec leurs familles et leurs adhérens (1); mais ils furent bientôt suivis d'un nombre beaucoup plus considérable, et dans le cours des deux premières années, lord Baltimore lui-même dépensa la somme de quarante mille

(1) Chalmers, pag. 207.

livres sterling dans sa colonie (1). A l'époque de la restauration, on assure que le nombre des habitans montait à douze mille (2), et que seize ans plus tard, il se trouvait porté à seize mille (3).

Voilà ce que l'histoire nous apprend sur l'émigration qui se fit de la Grande-Bretagne vers les côtes de l'Amérique du nord, (fruit de l'oppression religieuse et politique), qui commença et qui était presque consommée sous le gouvernement de Charles Ier. D'après ces considérations, il est probable que le nombre réel des émigrans a de beaucoup surpassé le nombre ci-dessus énoncé.

On croira peut-être que ce nuage ayant une fois franchi l'Océan, l'émigration cessa, et que les colonies furent abandonnées à ce qu'on a appelé leur accroissement naturel. Hélas! quel est le gouvernement dont les sujets ne se croient pas en droit de se plaindre? Quel est le peuple dont l'histoire n'offre

---

(1) Chalmers, pag. 208.

(2) *Ibid.* pag. 226.

(3) *Ibid.* pag. 363.

à chaque page des exemples d'agitations, d'intolérance, de persécution, de la défaite désastreuse d'un parti, et du triomphe et de la vengeance d'un autre? Quelle est la nation qui ne compte chez elle une multitude d'infortunés, dont le cœur est navré par de cuisantes peines?

Tandis que la colonie de la Nouvelle-Angleterre grossissait ainsi par les causes mentionnées, une autre colonie s'est élevée en même temps, ou un peu plus tôt, en Virginie. L'arrivée des premiers Anglais qui s'établirent en Virginie, paraît avoir été due principalement à l'esprit d'entreprise et au goût dominant des expéditions aventureuses. Mais lorsque l'armée du roi Charles fut défaite sur le champ de bataille, la Virginie devint un asile aussi favorable aux partisans de ce roi, que la Nouvelle-Angleterre l'avait été pour les puritains; et sa prospérité s'accrut par là.

Cependant le triomphe des républicains ne fut que temporaire; la fortune changea, et la restauration de Charles II eut lieu onze ans après la mort de son père. M. Chalmers dit « qu'à cette époque tout le monde brû-

lait du désir d'émigrer, les uns parce qu'ils se trouvaient malheureux en Angleterre, les autres par l'envie d'acquérir des terrains dans des pays éloignés, dont leur souverain était très-prodigue comme d'une chose qui ne lui coûtait rien (1). » Et dans un autre endroit il ajoute : « Comme grand nombre de personnes pendant le règne de Charles II, souffraient encore plus par l'effet des maux qu'elles redoutaient que par ceux qu'elles enduraient, elles abandonnèrent une terre où elles se trouvaient malheureuses, pour aller jouir de la liberté et de la propriété qu'on leur offrait pour prix de leur déplacement (2). » J'ai le malheur de ne pas partager l'opinion de M. Chalmers sur deux des sentimens exprimés dans cette dernière phrase : je ferai observer d'abord qu'il n'est pas exact de dire que l'homme qui se sent malheureux n'éprouve pas de souffrances réelles ; et, en second lieu, je ne puis admettre que sous le régime des *actes d'uniformité*, *des conciliabules* et *des cinq-milles*,

(1) Chalmers, pag. 635.
(2) *Ibid.* pag. 644.

tous dirigés contre un parti qui avait naguère régi l'état, et qui venait de poser la couronne sur la tête du roi, ce parti n'ait éprouvé des vexations au moins aussi sérieuses, que celles auxquelles se trouvèrent en butte les puritains sous le règne de son père. Quoi qu'il en soit, le seul point qui dans tout ceci est intéressant pour mon sujet, c'est le fait que « tout le monde à cette époque brûlait du désir d'émigrer. »

Une autre colonie mémorable qui répand de l'éclat sur les annales du règne de Charles II, fut conduite par Guillaume Penn, et fonda l'enceinte de la ville de Philadelphie. Cette colonie se composait presque en totalité de quakers ou trembleurs, secte qui, dans son origine, fut traitée avec plus d'ignominie que presqu'aucune autre dont nous ayons connaissance. Son fondateur « fut souvent emprisonné, manqua de nourriture et de vêtemens, et fut fouetté de bourgade en bourgade, » et souvent même on le chassa au son de caisse des villes et des villages qu'il s'avisait de visiter. Il sortit enfin de leur propre corps un homme généreux qui trouva les moyens de

conduire ce peuple méprisé dans les déserts éloignés de l'Amérique, pour les y faire jouir des droits de l'homme, pour les mettre à même d'adorer Dieu selon leur conscience, d'apprendre à se respecter et à se rendre respectables; il fonda ainsi une tribu et une colonie d'hommes, dont la simplicité de mœurs et la conduite sage ont fait l'admiration du monde. Plusieurs de ces sectaires partirent d'abord, et Penn lui-même s'embarqua en conduisant avec lui deux mille aventuriers, l'an 1682. Il choisit sur-le-champ son emplacement, jeta les fondemens de sa capitale, et eut la satisfaction d'avoir complété l'établissement de tous les passagers venus sur vingt-six navires, dans l'espace d'un an (1). » Bientôt « il devint une branche lucrative de commerce pour la partie occidentale de l'Angleterre, de transporter des passagers en Pennsylvanie, parce que l'esprit d'émigration s'était emparé d'un peuple mécontent (2). » En consé-

(1) Chalmers, pag, 644.
(2) *Ibid.*

quence, la première assemblée de la législature de cette colonie, « composée de soixante-douze députés des six divisions territoriales dans lesquelles Penn l'avait partagée, » eut lieu au mois de décembre de la même année où leur grand législateur aborda pour la première fois sur le rivage transatlantique.

Telles furent les colonies sorties de l'Angleterre seule, dans le cours du dix-septième siècle. Je ne possède aucun détail sur l'émigration de l'Écosse et de l'Irlande. Mais les révolutions et les calamités bien plus grandes encore qui ont affligé ces parties des possessions anglaises, ne me laissent aucun doute sur l'étendue de l'émigration. L'Irlande, ce pays si malheureux et si beau, a de tout temps été la victime de l'ascendant de l'Angleterre, et de l'inexorable rigueur du despotisme anglais. La barbarie et l'ignorance où nous avons plongé cette île dont les habitans sont nos frères, furent les causes qui l'empêchèrent de marcher du même pas que nous, en adoptant la lumière de la réformation; et la différence de croyance religieuse qui en fut la suite,

offrit un nouveau et ample prétexte pour justifier toutes les mesures sévères et tyranniques que le pays dominateur mettait en œuvre contre les papistes opiniâtres. Quiconque songe à la manière féroce dont éclata en 1641 la rébellion de l'Irlande, ou comme on l'a nommée quelquefois, le massacre irlandais, et aux mesures sanguinaires que Cromwel et Ireton employèrent pour réprimer cette révolte, pourra aisément se faire une idée des troubles qui déchirèrent ce malheureux pays. A la fin du même siècle, l'Irlande devint encore le théâtre de nouvelles dévastations. Ce fut dans ses plaines que Jacques II tenta un dernier effort; et tel fut le système du prince qui lui ravissait la couronne, que la révolution opérée par le roi Guillaume, est un événement pour lequel les Irlandais conservent une horreur et une aversion égale à l'amour et à la vénération qu'il inspire aux amis de la liberté en Angleterre.

De l'Irlande passons à l'Écosse. Charles I[er]. y trouva le presbytérianisme établi comme le système de l'église nationale; mais, d'après les conseils de Laud et d'autres, il

voulut essayer d'établir dans son pays natal le régime épiscopal et la liturgie, dans toute leur gloire. La lutte dura pendant des années, et fut le premier pas de la mémorable guerre civile, dont la fin coûta la tête au roi. Après un court intervalle arriva la restauration de Charles II; cet événement fut le signal qui livra les Écossais, assez dupes pour s'être battus pour ce prince à la bataille de Worcester, s'exposant ainsi sans défense à la vengeance de Cromwel, à une administration des plus atroces et des plus tyranniques dont l'histoire fasse mention. L'acte d'*uniformité*, celui des *conventicules* et l'acte *des cinq milles*, sous lesquels les presbytériens et les dissidens gémissaient, n'étaient qu'un jeu en comparaison des atrocités qu'on exerça à cette époque au delà de la Tweed. Les noms d'un duc de Lauderdale et plusieurs autres que l'histoire du temps nous a transmis, ne peuvent entrer en parallèle qu'avec les Caligula et les Néron de l'histoire romaine.

Le règne de Guillaume, temps de bonheur pour l'Angleterre, ne fut guère moins

désastreux pour l'Écosse que pour l'Irlande.

En 1685 fut révoqué l'édit de Nantes, sous les auspices duquel les protestans français avaient joui des bienfaits de la tolérance pendant près d'un siècle. Personne n'ignore jusqu'à quel point cette mesure dépeupla la France d'une foule de ses citoyens les plus utiles et les plus industrieux, dont un nombre assez considérable furent s'établir dans les pays qui portent aujourd'hui le nom d'États-Unis d'Amérique.

Les colonies de protestans allemands persécutés, ou expatriés par d'autres causes, sont loin d'avoir été insignifiantes.

Je terminerai ce chapitre en citant un passage où l'on fait l'énumération des différentes espèces d'aventuriers qui ont composé la population primitive du pays en question.

« La Nouvelle-Angleterre fut peuplée entièrement par des Anglais, à l'exception d'une colonie irlandaise dans la partie montueuse d'un comté du Massachusetts, et de quelques faibles établissemens d'Écossais et d'Irlandais dans le New-Hampshire. A

cela près, toute la population de la Nouvelle-Angleterre est jusqu'à ce jour d'origine anglaise. C'est cette même source qui alimente en grande partie la population des états du centre, et encore plus des états du midi. Les Allemands forment à peu près le quart de la population de la Pennsylvanie, et une partie de celle de New-York et de New-Jersey; mais leur langue, leurs mœurs et leurs habitudes dégénèrent rapidement, en cédant à la prédominance des Anglais. On peut en dire autant des Hollandais établis dans les états de New-York, de New-Jersey et de Pennsylvanie. Un petit nombre de protestans français se sont établis à la Nouvelle-Rochelle et à Staten-Island, dans l'état de New-York, et à Charles-Town, dans la Caroline méridionale. On rencontre les émigrans irlandais principalement dans la Pennsylvanie et dans le Maryland; plusieurs se trouvent répandus dans le New-York, le New-Jersey, le Kentucky et dans quelques autres états. Ceux qui professent la religion catholique, et qui proviennent de l'intérieur et du midi de l'Irlande, composent la majeure partie des journaliers de nos grandes

villes ; les protestans du nord de l'Irlande deviennent en général agriculteurs, dans les états de l'intérieur.

» Les Écossais, qui sont pour la plupart intelligens, industrieux, bons citoyens, se sont établis dans le New-Hampshire, le New-York, le New-Jersey, la Pennsylvanie et la Caroline du nord. On rencontre quelques Suédois dans le New-Jersey, dans la Pennsylvanie et le Maryland ; et quelques Suisses se sont fixés dans l'état d'Indiana. Des gens du pays de Galles ont formé quelques établissemens en Pennsylvanie et dans le New-York (1). »

---

(1) Voyez Bristed, *America and her Resources*, chap. VII.

CHAPITRE IV.

Histoire de l'émigration dans l'Amérique septentrionale, depuis l'année 1700 jusqu'à ce jour.

Il n'est pas dans le plan de ce traité de tracer l'arrivée de chaque essaim d'émigrés qui ont porté la population des États-Unis au point où elle se trouve en ce moment. Je vais donc passer, sans plus de circonlocutions, à quelques détails relatifs à ce sujet, qui se trouvent dans l'excursion du docteur Johnson aux îles de l'ouest de l'Écosse. Ce fut en 1773 que ce voyage eut lieu.

Ce célèbre voyageur ne trouve pas des termes assez énergiques pour exprimer ce qu'il observa et ce qu'il apprit à cet égard dans son tour d'Écosse. Il parle de la « fièvre d'émigration, de la manie épidémique de l'émigration ; » il parle du « mécontentement général qui poussait les montagnards d'Écosse vers l'autre hémisphère ; » et il parle de navires qui « sont prêts à enlever la population de quelques-unes des îles de

l'ouest, en transportant leurs habitans en Amérique. »

« Il ne paraît pas, dit le docteur Johnson, que les maux causés par l'émigration se soient fait sentir immédiatement. Ceux qui s'expatrièrent les premiers étaient probablement du nombre de ceux dont l'absence était moins sensible; mais les nouvelles envoyées par les premiers aventuriers, vraies ou fausses, engagèrent plusieurs à les rejoindre; et des troupes de voisins arrangeaient des parties pour s'expatrier; en sorte que, en quittant leur pays, ils ne se regardaient plus comme des exilés. Celui qui part en si bonne compagnie, emporte avec lui tout ce qui peut rendre la vie agréable. Il se voit dans un meilleur climat, entouré de sa famille et de ses amis : ils emportent leur langage, leurs opinions, leurs chansons populaires et leur joie héréditaire : ils ne changent que la résidence, et ils se trouvent bien de ce changement.

» Le nombre de ceux qui ont déjà émigré, quoique à cet égard il y ait souvent de l'exagération, est très-grand, au point que, s'ils étaient partis ensemble, et s'étaient

réunis pour former une colonie, ils auraient pu avoir fondé un gouvernement indépendant dans les profondeurs du continent occidental. Et ce n'étaient pas seulement les gens des dernières classes et les indigens qui émigraient; plusieurs hommes jouissant d'une grande richesse ont emmené avec eux tous leurs laboureurs et leurs dépendans; et s'ils continuent à vivre sous le régime féodal, ils pourront bien établir de nouveaux *clans* dans l'autre hémisphère.

» Jadis ceux qui quittaient le pays étaient pour la plupart les dépendans oisifs de familles surchargées, ou des individus sans fortune, et par conséquent ils n'emportaient que leurs personnes. (La fausseté de cette idée a été prouvée dans le chapitre précédent.) D'après la fureur d'émigrer qui règne à présent, des familles et presques des sociétés entières s'en vont ensemble. Ceux qui passaient pour heureux et riches, vendent leurs biens et emportent le produit en argent. Autrefois, les gens inutiles et les indigens seuls partaient; mais, à présent, il y a raison de craindre

qu'il ne reste bientôt que ceux qui sont trop pauvres pour payer les frais du voyage, et trop peu utiles pour que d'autres se chargent de les défrayer. »

Le lecteur sait bien que les scènes qu'on vient de décrire furent le résultat de la grande révolution dans les montagnes et les îles d'Écosse, qui suivit la défaite des partisans de la maison de Stuart en 1745.

Au témoignage du docteur Johnson j'ajouterai une citation d'un auteur récent, bien connu pour la fidélité et le rare talent avec lesquels il a décrit les manières de l'Écosse; c'est l'auteur des *Contes de mon Hôte*.

« Le sergent Macalpin avait servi longtemps dans différentes parties du monde, et passait pour un des hommes les plus éprouvés et les plus sûrs des bandes écossaises. Ayant perdu le bras droit dans une campagne dans la péninsule, il quitta le service avec une pension de Chelsea (des invalides), et un petit revenu provenant de sa part des prises et de ses épargnes, décidé à vivre tranquille dans les vallées sauvages des montagnes d'Écosse, où, dans sa

première jeunesse, il avait gardé les moutons et les chèvres. Sa mémoire lui représentait ces lieux écartés comme surpassant en beauté les sites les plus beaux qu'il avait vus dans ses courses. Il s'y rendit en effet, il visita des lieux si chers : il ne trouva qu'une vallée stérile entourée de rochers escarpés, et traversée par un torrent qui coulait du nord. Ce n'était pas encore là le plus grand des malheurs. Le feu ne brûlait que dans trente chaumières, et il n'aperçut plus de celle de ses pères que quelques blocs de pierre ; l'ancienne langue était presque éteinte, l'antique race dont il s'enorgueillissait de descendre, avait trouvé un asile au delà de l'Atlantique. Un fermier du pays méridional, trois bergers à cheveux blancs couverts de leurs manteaux, avec six chiens, étaient les seuls possesseurs de toute cette vallée qui, dans ses jeunes ans fournissait à plus de deux cents habitans de quoi vivre, sinon à l'aise, du moins satisfaits. »

Enfin la guerre d'Amérique en 1775, et la déclaration de son indépendance, changèrent la scène en Amérique, et donnèrent une nouvelle et puissante impulsion au tor-

rent de l'émigration. Jusque-là c'était la mode chez beaucoup de gens d'envisager les colonies d'Amérique avec une sorte de mépris. Nos tribunaux étaient habitués à condamner à la déportation dans les colonies, les individus reconnus coupables de crimes qui n'emportaient pas la peine capitale. Oubliant donc la manière dont ces colonies furent peuplées dès l'origine par des hommes généreux et entreprenans, par des hommes remplis de probité, et qui fuyaient la persécution religieuse et l'oppression politique, oubliant les vertus de lord Baltimore, de Penn et de sir Henry Vane, et les projets de Hampden et de ses illustres associés, il était assez ordinaire d'entendre traiter ignominieusement ces colonies de pays de malfaiteurs. Ce reproche fut à jamais effacé par la déclaration d'indépendance, et par les hauts faits qui l'assurèrent. On s'aperçut bientôt que cette région était destinée à devenir l'asile de la liberté de penser et de la liberté politique. Presque tous les hommes ont le sentiment intime du rapport qui existe entre la véritable élévation de carac-

tère et d'esprit, et les principes républicains. Il était manifeste que la civilisation en Europe était sur le déclin; et il était incertain si quelque heureuse révolution arriverait qui pût faire espérer de la faire revivre. Les États-Unis d'Amérique se montraient aux yeux de l'ardent philanthrope, comme un nouveau phénix, qu'on pouvait espérer de voir reproduire tout ce que l'histoire ancienne ou moderne nous offre de plus précieux et de plus aimable.

Un des résultats les plus mémorables de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, a été l'extension de leur territoire. Avant le commencement de la guerre entre la Grande-Bretagne et ses colonies en 1775, le territoire habité n'était, à peu d'exceptions près, qu'une longue lisière de terre s'étendant sur les bords de l'Atlantique jusqu'à la Floride au midi, d'une longueur prodigieuse, mais n'ayant guère plus de cinquante à cent milles de largeur. C'est en raison de cette disposition, que le gouvernement anglais conçut l'idée de brûler et de détruire toutes les villes de la côte, moyen qui paraissait devoir anéantir en

quelque sorte les colonies dans leur existence politique et sociale, et qui devait réduire les malheureux fugitifs à la nécessité d'accepter les conditions que l'Angleterre, dans sa clémence, jugerait à propos de leur dicter. Aujourd'hui, on estime que le territoire des États-Unis contient six cents quarante millions d'acres (1); et c'est sur une si immense surface que la population s'étend de jour en jour. Autrefois les planteurs tâchaient de se rapprocher les uns des autres, et d'être à la portée de recevoir des secours du gouvernement, dans le cas d'incursions des sauvages qu'ils redoutaient; aujourd'hui ce danger n'existe plus. Lorsqu'ils proclamèrent leur indépendance, ils n'étaient que treize états, tandis que les tables du dernier cens comprennent vingt-six divisions territoriales. Il suit de tout cela, que tout émigrant qui possède une modique somme d'argent, est promptement séduit par la facilité d'acquérir des centaines et des milliers d'acres, et désire obtenir les droits de cité dans le pays.

---

(1) Morse, *American Geography*.

Conduits par ces considérations, il est certain qu'une multitude d'individus de toutes les parties de l'Europe, se sont embarqués pour se rendre sur le territoire des États-Unis, depuis l'époque de la déclaration de l'indépendance en 1776, et le commencement de la révolution française en 1789. C'est surtout ce dernier événement qui, si on en suit les effets dans toutes leurs ramifications, a, pour ainsi dire, rompu toutes les digues qui contenaient la population de l'Europe, dont le superflu réel ou imaginaire s'écoula pour aller fertiliser les immenses plaines des régions de l'Occident. Je ne parlerai de ces événemens que très-succinctement; car, pour entrer dans des détails, il faudrait écrire l'histoire des commotions qui ont agité l'Europe depuis trente ans, et offrir un résumé de tout ce que renferment d'intéressant les ouvrages des voyageurs qui ont visité les États-Unis pendant cette époque.

La révolution française s'annonça, dès son début, comme le commencement d'un règne de terreur. Toute la noblesse du pays, sauf peu d'exceptions, quitta le sol natal:

et la noblesse française était hors de toute proportion avec la nôtre, puisqu'en France tous les enfans de chaque noble portaient des titres de distinction. Plusieurs s'enfuirent par haine pour l'esprit immodéré d'innovation auquel ils virent leurs anciennes institutions livrées; et un nombre encore plus considérable, parce qu'ils ne pouvaient se croire en sûreté dans leur patrie. Tous les financiers et fermiers généraux, tous les administrateurs et receveurs des revenus, et toute la nombreuse suite de gens plus ou moins attachés à la cour, avaient de justes sujets de crainte. Tous ceux qui, à cette époque, avaient atteint l'âge de raison, se rappelleront de la foule d'émigrans français qui tout à coup couvrit les rues de Londres; et plusieurs d'entre eux parvinrent dans l'Amérique du nord.

Il y avait déjà en France assez d'esprit de persécution, et assez de passions haineuses dès le commencement de la révolution. Mais les affaires prirent une tournure infiniment plus mauvaise, lorsque les différens souverains de l'Europe se coalisèrent pour étouffer la liberté en France,

et que le duc de Brunswick publia sa proclamation, monument d'éternelle et exécrable mémoire, dans laquelle il menaçait, au nom des souverains alliés, de raser Paris et de n'y point laisser pierre sur pierre. Ce fut le signal des massacres de septembre 1792. La rage et la fureur s'emparèrent de tous les Français (les seuls partisans du despotisme exceptés) qui avaient quelque amour pour l'indépendance de leur sol natal.

Par un des effets de l'élan national qu'avait fait naître le manifeste du duc de Brunswick, il fut forcé à une honteuse retraite, les Pays-Bas furent conquis, et l'année suivante le roi et la reine perdirent leurs têtes sur l'échafaud.

Cependant ce malheureux pays ne cessa d'éprouver des troubles intestins. A peine la cause de la liberté eut-elle triomphé, que ceux qui l'avaient défendue devinrent des ennemis acharnés les uns des autres, et les républicains et les royalistes furent indistinctement livrés à la main du bourreau.

Les désordres qui furent la suite de cet

événement mémorable ne se bornèrent point à la France. Tous les états de l'Europe qui se trouvaient dans le voisinage de la scène furent agités par l'esprit général de liberté, qui se propageait dans toutes les directions, en partant de la France comme d'un centre commun; et, ainsi que nous l'avons déjà dit, il est impossible qu'un état éprouve des commotions intestines, sans qu'il en résulte, comme une suite très-naturelle, un esprit d'émigration. La guerre que la France soutint pour maintenir son indépendance fut suivie d'une réaction de la part de cette puissance, qui entreprit une suite d'expéditions pour subjuguer l'Europe. Ensuite parut Napoléon Bonaparte, ce grand conquérant et dévastateur des temps modernes. Il conquit l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, la Pologne, et poussa loin ses conquêtes en Russie. Il menaça l'Angleterre. Et il mit à ses pieds les anciennes républiques d'Europe, la Hollande, la Suisse, Venise et Gênes.

Une des suites de la révolution française fut la révolte de l'Irlande en 1798; et il

est assez connu combien le sol des États-Unis s'est enrichi des malheurs de cette île.

La guerre de la Grande-Bretagne contre les États-Unis, en 1812, fut encore une suite des événemens dont nous venons de parler. On m'a assuré que les soldats anglais envoyés en Amérique ont déserté par régimens, et se sont faits citoyens de la république.

CHAPITRE V.

Coup d'œil sur l'histoire de la population aux États-Unis.

Je vais maintenant considérer l'état présent de la population dans les États-Unis d'Amérique. Afin que nos idées à ce sujet aient toute la précision possible, je vais les exprimer en chiffres, sous deux formes différentes.

Commençons par les différentes époques de la population, telles qu'elles sont données par Pitkin dans son *Aperçu statistique des Etats-Unis*, cité par M. Malthus dans la lettre qu'il m'a adressée en date du 24 octobre 1818. Nous trouvons dans cet ouvrage :

1°. Une estimation pour 1749, de. . . 1,046,000 (1)

---

(1) Page 12. Je ne me permettrai qu'une seule observation pour le moment. M. Pitkin porte la population en 1749 à 1,046,000; et le docteur Franklin, qui est une autre des autorités de M. Malthus, dans son célèbre mé-

2°. Le cens de 1790. . . . . 3,929,326 (1)
3°. Le cens de 1810 (en supprimant, pour plus de clarté, celui de 1800). . 7,239,903 (2)

En second lieu, un autre point de vue qui tend essentiellement à faire envisager

---

moire dont j'ai déjà parlé, disait en 1731 : « On croit qu'il y a à présent plus d'un million d'habitans anglais dans l'Amérique septentrionale. » La différence entre l'estimation du docteur Franklin et celle de M. Pitkin est presque nulle. J'ignore sur quels documens l'un et l'autre se fondent. M. Pitkin donne à son exposé une apparence spécieuse d'exactitude, en précisant le nombre des habitans de chacune des douze colonies, l'une après l'autre. Mais il ne nous dit pas où il a pris ses renseignemens.

Or, en comparant les deux estimations, il s'ensuivrait que « pendant l'espace de seize ans, la population de l'Amérique du nord n'a point éprouvé d'accroissement. » Et bien plus, en se tenant aux termes exprès de chacune de ces deux propositions, on pourrait peut-être conjecturer que la population avait diminué; car le docteur Franklin parle *d'habitans anglais*, tandis que M. Pitkin comprend *toute la population blanche*. Que devient donc l'assertion de M. Malthus, que « dans les états du nord de l'Amérique, il a été reconnu que la population, depuis plus d'un siècle et demi, augmente successivement du double en moins de vingt-cinq ans ? »

(1) V. Tom I, table I de la population des États-Unis.
(2) *Ibid.* Table III.

le sujet d'une manière exacte, résultera de la considération de l'accroissement annuel, qu'on pourra déduire de ces données. Je prendrai donc pour point de départ l'époque de la première expédition de lord Delawar en 1610, et je procéderai en posant en fait que rien qui puisse mériter le nom d'un établissement, ou qui ait pu raisonnablement être regardé comme ayant servi de fondement à une population européenne dans le continent de l'Amérique du nord, n'avait eu lieu auparavant.

D'après cette hypothèse, l'accroissement annuel

de 1610 à 1749 sera de.	6973
de 1749 à 1790.	70,325
de 1790 à 1800.	165,527

Ce serait certainement procéder dans l'examen de cette question avec une bien grande légèreté, que de ne point reconnaître qu'il présente une grande difficulté. C'est cette difficulté qui donna naissance aux calculs exagérés du docteur Franklin, du docteur Styles, et aux théories atroces et décourageantes de M. Malthus.

Nous n'avons, pour résoudre la difficulté,

d'autre choix que de l'expliquer en supposant dans l'espèce humaine une faculté inhérente, rapide et toujours agissante de se multiplier, ou en l'attribuant à l'émigration. Tout ce qui vient d'être exposé dans ce traité, et surtout dans le second et le troisième livre, tend à démontrer l'impossibilité de la première de ces suppositions.

Il faut donc que la solution de la question tienne dans le fond à l'émigration. La population actuelle du continent de l'Amérique du nord, sauf une exception dont il sera bientôt fait mention, doit provenir de l'arrivée directe des émigrans venus de l'ancien monde dans le nouveau.

Sous un point de vue, il n'y a dans ceci rien de surprenant. Supposons que la population actuelle des États-Unis soit de dix millions. Qu'est-ce que dix millions d'individus pour la population de l'Europe? Les géographes les plus modernes estiment que l'Europe contient 153,000,000 d'âmes. Sur ce nombre on pourrait bien enlever dix millions sans qu'on s'aperçût du vide. Ils manquent cependant dans quelques parties de l'Europe.

La difficulté ne consiste donc pas à supposer que dix millions de créatures humaines, nées en Europe, aient passé la partie moyenne ou la fin de leur vie dans le pays qui compose le territoire actuel des États-Unis. Elle ne consiste que dans la manière de concevoir comment elles ont passé en Amérique, et l'étonnement s'accroît plutôt lorsqu'on fait le calcul du nombre qui a dû s'y transporter chaque année : car, telle est la nature de notre esprit, qu'il saisit mieux et raisonne avec plus de justesse sur des objets relatifs à des nombres, lorsque par leur réduction il devient facile de les embrasser d'un coup d'œil, et d'en rendre le calcul aisé. Or, pour expliquer l'accroissement que la population des États-Unis a reçu par l'émigration seule, il faut, à une restriction près dont il sera bientôt fait mention, que 165,000 émigrans soient arrivés annuellement d'Europe, année commune, pendant les vingt ans qui se sont écoulés depuis 1790 jusqu'en 1810 (1).

---

(1) Il n'est pas inutile de remarquer que la première idée d'une duplication progressive perpétuelle, effectuée

Voici la restriction dont je veux parler. La plupart des personnes qui émigrent d'Europe pour se rendre dans l'Amérique du nord peuvent être considérées comme étant à la fleur de l'âge. Or chacun de ces émigrans équivaut à deux individus pris indistinctement parmi la population, ou, pour mieux dire, parmi la génération qui s'élève dans un pays anciennement constitué. Nous avons vu, par exemple, que, sur quatre enfans venus au monde, il ne faut pas compter sur plus d'une femelle qui, en devenant grosse, puisse contribuer à accroître la population. Mais quant aux personnes qui émigrent en Amérique, et qui, à ce qu'on nous assure, sont en général accompagnées de leurs familles, si elles partent à la fleur de l'âge, nous sommes en droit de compter sur chaque quatre per-

---

dans de courts intervalles, fut suscitée à l'époque où le nombre des arrivages ne pouvait avoir rien d'étonnant. Elle fut publiée par le docteur Franklin en 1731, et par le docteur Styles en 1761. Une partie considérable de l'intervalle entre ces deux années se passa, suivant M. Pitkin, sans aucun accroissement. V. note (1) pag. 147.

sonnes, deux femmes capables par la suite de mettre au monde des enfans, et de contribuer ainsi à la population future du pays. Les individus qui émigrent à la fleur de l'âge ont déjà échappé aux dangers de l'enfance et de l'adolescence, et les femmes qui se trouvent dans le même cas peuvent être comptées immédiatement parmi les membres de la société propres à remplir le but de la propagation, et qui sont les seuls individus desquels dépend le maintien de la population intérieure et particulière de chaque pays, en y ajoutant cependant le nombre de mâles nécessaire pour les féconder. Peut-être, eu égard à cette restriction, le nombre annuel d'émigrans qui, d'après les principes posés dans cet ouvrage, est indispensable pour expliquer l'accroissement de la population des États-Unis, tel qu'on le représente pendant les vingt années de 1790 à 1810, pourrait être réduit de 165,000 à 80,000 ou 90,000.

Les émigrans, en général, quittent les rivages de leur patrie en silence; et, excepté parmi leurs proches voisins, leur départ ne fait point de bruit. Cela n'arrive même pas à

ceux qui sortent du sein des grandes villes ou des cités pleines d'habitans. Dans ce dernier cas, le départ d'un émigrant ressemble un peu à la description que le docteur Donne fait de la mort de l'homme vertueux : « Tandis que quelques-uns de ses amis éplorés s'écrient : Il expire ; d'autres disent : Non, il respire encore (1). »

Je crois qu'on peut regarder aujourd'hui comme un principe reconnu, que la population des grandes villes ne peut se maintenir sans être continuellement recrutée par celle des cantons ruraux du pays. Après avoir quitté la campagne pour la ville, ces individus peuvent ensuite émigrer, à leur tour, dans les pays étrangers, et être, à une et deux reprises, remplacés par de nouvelles recrues de la campagne, pendant que tout cela est aussi peu remarqué que la transpiration insensible du corps humain, au moyen de laquelle on a cru qu'il ne subsiste pas une seule particule identique dans le corps, après un laps de vingt ans.

---

(1) *While some of his sad friends do say,*
The breath goes now; and some say, No.

Une des manières d'examiner la question, pour ce qui regarde notre île, c'est de comparer le relevé en bloc de notre marine marchande, à diverses époques. On nous assure que le nombre des sujets anglais qui passèrent dans la Nouvelle-Angleterre, seulement depuis 1630 jusqu'en 1640, était estimé à 21,200. Je n'ai pas en ce moment sous les yeux le relevé total du tonnage de la marine marchande de la Grande-Bretagne à cette époque ; mais voici un extrait de l'*Histoire du Commerce*, par Anderson, relatif au nombre total des bâtimens marchands depuis la restauration.

Navires expédiés des ports d'Angleterre.

Années.	Tonneaux.
1663 } 1669 }	142,900
1774	864,056
1780	753,977

Anderson termine sa relation par l'année 1780. Mais, comme ce qui nous intéresse particulièrement, c'est l'état de la marine marchande dans une époque pos-

térieure, je me suis procuré un supplément relatif à des temps plus récens, qu'on peut, j'en suis sûr, regarder comme exact.

Navires expédiés des ports d'Angleterre (1).

Années.	Tonneaux.
1785	1,182,479
1790	1,573,831
1800	2,130,322
1810	2,762,801
1818	3,072,409

En appliquant la règle de trois aux deux extrêmes de ces relevés, il suit évidemment que si 142,900 tonneaux fournirent à l'Amérique une émigration annuelle de 2000 personnes, 3,072,409 tonneaux en 1818 ont dû, d'après la même proportion, fornir une émigration annuelle de 43,000 personnes de la Grande-Bretagne seule. Il est pourtant douteux que notre marine marchande ait été aussi considérable entre les années 1630

(1) Les nombres suivans sont extraits des registres des douanes, collationnés avec les états présentés tous les ans à la chambre des communes.

et 1640, qu'en 1663 et 1669 dont Anderson a fait choix. Les victoires remportées par la république d'Angleterre sur les Hollandais, et l'acte de navigation, eurent lieu dans cet intervalle. Puisque donc 2000 colons ont été transportés dans l'Amérique du nord par un état dont la marine marchande jaugeait beaucoup moins de 142,000 tonneaux, il est aisé de concevoir que, d'après cette proportion, un nombre d'émigrans au delà de 43,000 ont dû être transportés par un état qui expédiait tous les ans de ses ports des navires jaugeant plus de 3,000,000 de tonneaux.

Je suis d'ailleurs porté à croire que l'esprit d'émigration, ou, comme le docteur Johnson l'appelle, la fièvre qui entraînait les émigrés vers l'Amérique du nord, a été deux fois plus général de nos jours que du temps de Charles Ier. Il faut aussi se rappeler que l'Irlande n'est point comprise dans cet énoncé. Si donc on estime à 43,000 le nombre annuel des émigrés de la Grande-Bretagne, l'émigration de l'Irlande, en y joignant « le torrent d'émigrans qui se

portent maintenant de toutes les parties de l'Europe dans les Etats-Unis d'Amérique, » pour me servir de l'expression d'un auteur moderne, nous aurons bientôt, en additionnant tous ces nombres, un total suffisant pour résoudre la difficulté dans une hypothèse quelconque.

Dans le cours de mes recherches sur cette matière, j'ai dû nécessairement porter mon attention vers les encouragemens offerts par le gouvernement de la Grande-Bretagne pour engager les habitans de cette île, ou ce qu'il est d'usage depuis quelque temps d'appeler, « notre population excédante, » à passer dans l'Amérique du nord. C'est un des bienfaits qui ont immédiatement découlé de la théorie de M. Malthus ; et tandis que, par amour pour leurs peuples, les souverains et les chefs cherchaient jadis à augmenter le nombre de leurs sujets, et se faisaient une gloire de commander à une population active et nombreuse, ceux qui nous gouvernent à présent se sont laissé persuader qu'un de leurs premiers devoirs était de réduire le nombre de leurs compatriotes, et de rendre la faible popu-

lation de cette île, jadis heureuse, encore plus faible et réduite qu'ils ne l'ont trouvée.

Le premier fait de cette nature qui fixa mon attention, fut une pièce publiée par M. John Campbel, se disant commissaire et agent général du gouvernement en Écosse, pour cet objet. Son premier manifeste ou déclaration à ce sujet est daté d'Édimbourg, le 22 février 1815. J'ai en conséquence cherché à me procurer les renseignemens les plus authentiques quant au plan et aux suites de son projet; et voici ce que j'ai appris à cet égard.

Les encouragemens promis à chaque colon, la première année, étaient une concession de terre, le passage payé, et des vivres pour les premiers six mois. Ils furent ensuite discontinués, à l'exception de la concession de terre, en raison des grands frais que cela entraînait.

Voici encore un nouvel appât offert à ceux qui auraient voulu faire le passage à leurs frais. « Dans le cas où un nombre quelconque de familles, provenant d'un même district du royaume uni, voudraient s'établir à portée les unes des autres dans

le Canada, on aura soin de leur accorder des terres contiguës les unes aux autres, autant que possible; et une portion suffisante de terrain sera réservée, au milieu de l'établissement, pour y bâtir une église, et pour l'entretien d'un prêtre et d'un maître d'école; et il sera accordé cent livres sterling d'appointemens par an au prêtre, et cinquante livres sterling au maître d'école, pendant un temps dont la durée sera déterminée par la suite. »

Je n'ai pas pu savoir au juste quel nombre de colons se sont prévalus des encouragemens qui leur étaient ainsi offerts; mais supposons que cinq mille personnes environ soient parties en 1815, pour s'établir dans le Canada, qu'un nombre égal ou supérieur aient émigré en 1816, et que depuis cette époque le nombre annuel n'ait pas diminué. Certainement, beaucoup d'autres sont encore partis sans être munis de passe-ports du secrétaire d'état, les gouverneurs des deux provinces du haut et du bas Canada ayant un pouvoir discrétionnaire pour faire des concessions de terres à ceux qui en demanderaient, pourvu

qu'il ne fût point accordé au delà de douze mille acres par personne (1). Je vois dans une pièce, qu'on vient de me remettre en ce moment, publiée par la société des Émigrans de Québec, en date du 11 octobre 1819, que « le nombre des émigrans arrivés dans ce port, depuis l'ouverture de la navigation dans la présente saison, s'élève au delà de 12,000, ce qui surpasse probablement les deux tiers de la population de la ville même, » et qu'il en est résulté une grande détresse.

J'ai reçu d'Irlande un rapport officiel sur le nombre des personnes qui émigrèrent de ce pays pour aller dans l'Amérique du nord, dans le cours des trois années qui précédèrent le 5 janvier 1819. Voici les sommes totales :

Nombre des personnes qui émigrèrent de Dublin.	6645
De toute l'Irlande en général.	35,633

Et n'est-il pas possible que le nom-

(1) Il me semble qu'il y a ici une faute typographique, et qu'il faudrait lire douze cents acres.

(*Note du traducteur.*)

bre réel des émigrans ait même surpassé celui qui est énoncé dans ce rapport officiel ?

Voici un extrait de plusieurs annonces, qui ont paru dans un journal des États-Unis fort estimé pour son caractère d'authenticité, le *Niles's Baltimore Weekly Register*.

Août 16, 1817.

« Dans les deux semaines qui ont expiré hier matin, nous avons appris l'arrivée de vingt-six bâtimens dans les différens ports des États-Unis, ayant à bord 2,512 passagers, savoir :

D'Amsterdam, Allemands et Suisses.	1896
D'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande.	281
D°., par la voie de la Nouvelle Écosse et de Terre-Neuve.	238
De France.	97
TOTAL.	2512

Août 30, 1817.

ÉMIGRATION. « Dans les deux semaines expirées hier, nous avons appris l'arrivée de vingt-un bâtimens, ayant des émigrés d'Europe, savoir :

D'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse.	557
De Hollande, Allemands et Suisses.	365
De France.	25
Total.	947

« Parmi ces passagers, 171 sont arrivés aux États-Unis, par la voie d'Halifax, quoique de grands avantages soient offerts aux colons qui veulent s'y fixer. Nous citerons pour exemple, un navire hollandais arrivé à Philadelphie, qui relâcha à Halifax pour se ravitailler; le gouvernement offrit aux passagers 10,000 acres de terres, gratuitement, en fief absolu (*fee simple*), et des instrumens d'agriculture, s'ils voulaient s'y établir; mais ils refusèrent. Beaucoup de colons, comme on les appelle, arrivent au Canada, et de là ils remontent le fleuve, et passent dans le New-York et dans l'Ohio. Il paraît qu'on a découvert qu'il est bien plus commode d'arriver dans notre pays par les colonies anglaises, que d'y venir en droiture; la première voie offre des facilités qu'on ne rencontre pas dans la seconde. »

Octobre 25, 1817.

Émigration. « Le navire anglais la

Mary-Ann est arrivé à Boston, de Londres, après cinquante jours de traversée, ayant 204 passagers. La Mary-Ann était expédiée pour St.-John (1) ; mais les passagers ne voulant pas y aller, se sont ameutés contre l'équipage, et ont conduit le navire à Boston. »

Septembre 12, 1818.

« Jamais le torrent de l'émigration des possessions britanniques vers les États-Unis, n'a été aussi fort qu'il l'est à présent. Pendant la semaine expirée le 21 août, 2,150 passagers, presque tous émigrans d'Europe, sont arrivés dans le seul port de New-York; et, pendant la semaine suivante, nous avons tenu un registre des passagers dont les journaux ont annoncé l'arrivée (et ce nombre est fort au-dessous de la réalité); nous avons trouvé qu'ils étaient près de 3,000, arrivés dans cinq ou six des principaux ports, et le nombre total peut bien être estimé à 6,000, pour les deux semaines antérieures au 6 septembre. Sur ces 6,000, environ 4,000 ve-

---

(1) New-Brunswick.

naient d'Angleterre, 1,000 d'Irlande, et le reste d'Écosse, de Hollande et de France; 100 seulement, à peu près, du dernier pays »

Les numéros des feuilles du *Registre de Niles*, d'où j'ai tiré ces extraits, ne forment nullement une séric régulière, et c'est à un Américain très-considéré dans ce pays que je dois les feuilles éparses de ce journal que j'ai mises à profit.

Je lis dans le *Weekly Register* de Cobbet du 14 août 1819, une lettre de lui, écrite de Long-Island, état de New-Yorck, dans laquelle se trouve l'assertion suivante : « Dans l'année qui vient de s'écouler, plus de 150,000 personnes venant d'Angleterre, sont arrivées aux États-Unis pour s'y établir. »

Or quiconque a lu les écrits de M. Cobbet sait bien que, quoiqu'il soit peu mesuré en politique, et que ses écrits soient remplis des invectives les plus violentes et contraires aux bienséances, on ne peut disconvenir qu'il ne soit doué d'une forte tête, et très-capable de bien observer de simples faits et de rapporter fidèlement des nombres,

et on conviendra qu'il n'a peut-être jamais été convaincu d'avoir altéré la vérité à cet égard.

Je sens bien que la plupart des faits que je viens de citer appartiennent à une époque postérieure au dernier cens américain de 1810 : ils pourront néanmoins contribuer singulièrement à expliquer comment un si grand nombre d'émigrés peuvent se faire transporter à travers l'Atlantique, pendant qu'un fait d'une si haute importance, soit dans l'hypothèse de M. Malthus, soit dans les vues d'intérêt national universellement reçues jusqu'à l'année 1800, occupe si peu l'attention du public.

Une circonstance qui mérite d'être citée en ce lieu, c'est le grand nombre d'associations libres, plus généralement connues sous le nom de sociétés d'émigrans, qui se trouvent établies dans tous les états du midi et du centre de l'Union Américaine. Ces associations ont un double but, celui d'assister les émigrans pauvres à leur arrivée, et, par le moyen d'agens autorisés et de quelques écrits fugitifs contenant les promesses les plus séduisantes, d'engager

les individus à quitter leur patrie pour passer aux États-Unis. Voici le nom des sociétés de ce genre à Philadelphie : la Société de secours et de protection pour les émigrans Irlandais, la Société de Saint-Patrice, la Société Hibernienne, la Société de Saint-André, la Société du Chardon, la Société Galloise, la Société de Saint-George, la Société Française de bienfaisance et la Société Allemande (1). A New-York, il y a une société semblable instituée par Thomas Addis Emmet, appelée la Société du Trèfle. Cette société présenta il y a deux ans une pétition au Congrès, sollicitant qu'il fût accordé aux émigrans irlandais la préférence pour l'achat d'une certaine portion de territoire dans l'Illinois. Cette pétition fut rejetée, et le rejet fut motivé sur ce qu'il n'entrait pas dans les vues des États-Unis de séparer leurs nouveaux citoyens en les circonscrivant par districts, mais de les mêler au contraire dans une masse commune. Cette association, dans deux jours solennels de l'année,

---

(1) Morse, Géographie, article Pennsylvanie, sect. sociétés ; Mellish, Voyages, chap. XXIV.

celui du saint leur patron, et l'anniversaire de la déclaration de l'indépendance de l'Amérique, est dans l'usage de parcourir les rues de New-York, avec des bannières déployées, et au son d'une musique militaire, pour célébrer l'heureuse époque où ils quittèrent leurs pays natal et vinrent aborder au rivage hospitalier du Nouveau Monde.

A peu près en même temps que le congrès refusait la demande de la Société du Trèfle, il accordait un privilége spécial aux émigrans français, leur permettant d'obtenir des fonds de terre dans un certain district à très-bas prix, sous la condition qu'ils cultiveraient la vigne et l'olivier.

Le langage de M. Malthus renferme une grande inexactitude, lorsque dans la lettre qu'il m'a écrite en octobre 1818, à propos de la population des États-Unis, il parle de « l'émigration de l'étranger. » Or aux États-Unis il n'existe pas d'idée qui réponde au mot *d'étranger*. Cette république est, à proprement parler, *colluvies omnium gentium*. Il n'est pas un individu, à quelque pays de l'Europe qu'il appartienne, qui ne

se trouve, pour ainsi dire, chez lui, dès qu'il a mis le pied sur le rivage de l'Amérique du nord; surtout les habitans des îles britanniques, lesquels, selon les registres de Niles, y abordent à raison de deux ou trois mille par semaine. Le terme *étranger* dans ce cas présente donc à l'esprit une idée inexacte, puisque nous sommes habitués à ne voir, dans ce que M. Malthus appelle « émigrans étrangers, » qu'une portion très-insignifiante de la population d'un pays anciennement policé. Le congrès américain a agi avec sagesse en refusant de circonscrire ses nouveaux citoyens dans les districts particuliers, lorsque les colons qui voulaient s'y établir avaient une origine commune, et il a eu raison de chercher à les confondre ensemble en un seul corps; car si on les laissait par une telle séparation perpétuer leurs préjugés originels, on pourrait s'attendre à les voir un jour l'emporter sur les créoles, légitimes descendans des anciens colons, comme nous l'avons entendu dire de quelques pays où les esclaves sont devenus si nombreux qu'ils ont fini par subjuger leurs maîtres.

La phrase par laquelle M. Malthus entre en matière, et qui fait toute la force et le fondement de ses théories, se trouve à la neuvième page de son premier volume. « L'accroissement de la population aux États-Unis de l'Amérique septentrionale, dit-il, *a été reconnu à plusieurs reprises ne provenir* que de la procréation; » c'est la phrase la plus obscure, la plus cabalistique et dépourvue de sens, qui ait jamais été insérée dans aucun ouvrage ayant des prétentions au raisonnement. Elle peut le disputer à tous les dogmes même de Jacob Behmen. M. Malthus dit, dans un endroit, qu'il espère que son ouvrage durera plusieurs milliers d'années. Voici le passage: « Comme il est probable, que des systèmes d'égalité sont au nombre de ces erreurs qui ne cesseront jamais de se renouveler à certains intervalles, si le monde dure encore quelques milliers d'années, je pense qu'il est réellement nécessaire qu'il reste quelque part une réfutation de ces systèmes fondée sur le principe de population. « Mais il faut que M. Malthus apprenne que son ouvrage n'est pas construit de

manière à durer à jamais (κτημα ἐς αιει).

La conclusion qui paraît clairement résulter de tout ce qui vient d'être exposé dans ce chapitre, c'est que tout l'accroissement de la population des États-Unis peut s'expliquer, sans supposer avec Franklin, que pour chaque mariage en Europe il y en a deux en Amérique; ou de croire, avec lui et avec M. Malthus, que, d'après la plus grande fécondité des femmes aux États-Unis, l'espèce humaine s'y accroît du double dans l'espace de vingt ou de vingt-cinq ans, tandis que la population en Europe est stationnaire (1).

Vit-on jamais élever un si étonnant et funeste édifice sur d'aussi frêles fondemens?

---

(1) Tom. II, pag. 271 à 273.

CHAPITRE VI.

Du nombre des naissances aux États-Unis.

Je crois avoir déjà prouvé à la satisfaction de tous mes lecteurs, que l'accroissement du nombre des individus d'une société quelconque opéré par la procréation, ne peut s'effectuer qu'en augmentant le rapport entre les naissances et les mariages, ou, pour parler plus correctement, la proportion entre les naissances et le nombre des femmes de la communauté capables de devenir mères.

Voilà le point essentiel de la question que l'*Essai sur la Population* fait profession de traiter. Si dans la suite M. Malthus, ou un autre auteur moins présomptueux que lui, entreprend d'écrire quelque chose de solide et de substantiel à ce sujet, il faut qu'il dirige ses recherches vers ce point.

Il paraîtrait donc que les États-Unis ne peuvent pas nous offrir des données sûres : j'ai pris beaucoup de peines pour obtenir

des renseignemens à cet égard, mais je n'ai rien pu recueillir de satisfaisant.

La seule chose que j'ai vue, ayant rapport avec cette question essentielle, c'est un mémoire inséré dans le troisième volume des Transactions de la Société philosophique américaine de Philadelphie, portant le titre d'Observations sur les probabilités de la durée de la vie humaine, et le progrès de la population aux États-Unis, par William Barton, Esq., lu dans la séance de cette société du 18 mars 1791.

Ces observations sont écrites dans l'intention avouée de soutenir le principe mis d'abord en avant par le docteur Franklin, le docteur Ezra Styles et d'autres, à la louange et à la gloire du sol américain.

Le témoignage d'un adversaire acquiert une double force, si je puis prouver qu'il vient à l'appui de l'opinion que j'ai avancée; c'est pourquoi je mets du prix au témoignage de M. Barton. Voici un passage extrait de son Mémoire.

« Les États-Unis d'Amérique, dit-il, possèdent à un degré supérieur une source inhérente, radicale et durable de force et

de grandeur nationale, puisque nulle autre part dans le monde (du moins dans tous les pays qui nous sont le mieux connus) le progrès de la population n'est aussi rapide que dans ces états. » Il se livre ensuite à certains calculs, et poursuit de la manière suivante :

« D'après les renseignemens précédens l'on doit croire que quatre personnes et demie par ménage, et la même proportion de naissances par mariage, est un terme moyen suffisamment élevé pour les pays les plus salubres de l'Europe. Quant à notre pays, je n'ai pu me procurer qu'un seul exemple du rapport des naissances aux mariages. Dans la première paroisse de Hingham, dans l'état de Massachusetts, pendant une suite de cinquante-quatre ans, il y eut 2247 naissances, 1113 décès et 521 mariages, ce qui donne la proportion de 6 $\frac{1}{4}$ naissances par mariage. En conséquence, la proportion des naissances aux mariages dans cette paroisse ayant été prise sur un si grand nombre de personnes, et pendant un si long espace de temps, je serais porté à croire qu'elle

peut fournir avec assez de précision une moyenne pour les cantons ruraux des états du nord, et peut-être même de ceux du centre. » Il est à propos de remarquer que M. Barton rabat considérablement de l'assertion avantageuse du docteur Franklin, qui portait à « huit le nombre moyen des naissances par mariage dans l'Amérique du nord. »

Ayant sous les yeux les nombres présentés par M. Barton, j'ai cru devoir faire l'épreuve de la justesse de sa conclusion, en employant la règle de trois. Et, comme c'est là précisément le point essentiel de la question, je vais détailler ici l'opération entière.

Il s'agit donc de diviser 2247 naissances par 521 mariages. Voici l'opération :

```
521) 2247,000 (4,312
     2084
     ----
      1630
      1563
      ----
        670
        521
        ---
        1490
        1042
        ----
         448
```

Et le résultat sera 4,312 naissances par mariage. Comment M. Barton a-t-il pu s'imaginer que le quotient était $6\frac{1}{4}$ au lieu de 4 et une fraction un peu au delà d'un quart? c'est ce qu'il n'est impossible de deviner.

Une chose particulièrement digne de remarque, c'est que les nombres énoncés par M. Barton, sont imprimés en toutes lettres et non en chiffres; en sorte qu'il est à peu près certain qu'il n'y a point dans cet exposé de faute d'impression.

Or un semblable résultat se rapproche assez du terme moyen en l'Europe. Et il est assez remarquable que $4\frac{1}{2}$ naissances par mariage, donnant une proportion un peu plus forte que celle que M. Barton établit dans son Mémoire pour « la première paroisse de Hingham, dans l'état de Massachusetts, » soit précisément celle qu'il reconnaît pour « les contrées les plus salubres de l'Europe. »

C'est M. Malthus qui, le premier, a découvert cette erreur dans l'exposé de M. Barton, et cependant il insinue tout doucement que le véritable quotient est $4\frac{1}{2}$.

Après avoir écrit ce qui précède, j'ai reçu de mon digne ami M. Joseph Valence Bevan, de Géorgie, des relevés des mariages et des naissances à Portsmouth, capitale du New-Hampshire, pendant six années, depuis 1804 jusqu'en 1809, rédigés et publiés sur les lieux, par le docteur Lyman Spalding. Ces détails sont d'autant plus importans, qu'ils sont relatifs aux états septentrionaux de l'Amérique, desquels M. Malthus a tiré ses principaux argumens, pour prouver que leur accroissement de population ne provenait que de la procréation. En voici le tableau.

		Naissances.		
Années.	Mariages.	Mâles.	Femelles.	Total.
1804	64	163	130	293
1805	67	138	157	295
1806	63	128	128	256
1807	62	151	133	284
1808	56	141	134	275
1809	69	146	153	289

(1) Tom. II, pag. 151.

Or, si dans ces tables on prend la dernière année, on aura un peu au-dessous de $4 \frac{1}{5}$ naissances par mariage; et, en prenant le total des six années, la proportion se trouvera être de $4 \frac{44}{100}$ à 1.

Cet ami m'envoya en même temps un relevé semblable pour la ville et les faubourgs de Philadelphie; mais il ne comprend que l'année 1818, et ne distingue pas les naissances selon le sexe. Il offre en résultat: « mariages (autant qu'on a pu le vérifier), 792; baptêmes, 2,221; ce qui donne pour quotient, moins de trois naissances par mariage. Il est assez remarquable que ce relevé soit terminé par une note portant que, « pendant le cours de cette année, il y eut une diminution de 282 pour les baptêmes, et une augmentation de 64 pour les décès. »

Ainsi donc, plus on examine le sujet, plus on trouve que le progrès de la population provenant des naissances, se conforme, dans les États-Unis, à ce qu'on voit en Europe. Dans les cantons ruraux, comme sont la paroisse de Hingham, dont parle M. Barton, et la ville de Portsmouth,

dans le New-Hampshire, dont fait mention le docteur Spalding, le produit des mariages paraît être tel qu'on s'attendrait à le trouver dans des cantons ruraux et des situations salubres de l'ancien monde. Mais lorsqu'il s'agit des grandes capitales, comme Philadelphie, le progrès de la population n'est plus aussi fort; et nous sommes portés à conclure que la population des grandes villes, en Amérique comme en Europe, ne peut se maintenir, à moins d'être alimentée par l'arrivée continuelle de citoyens des contrées éloignées.

S'il est donc vrai que l'accroissement de la population provenant de la seule procréation, ne peut s'opérer qu'au moyen du nombre croissant des naissances, dans ce cas, il est aussi évident que les règles de l'arithmétique peuvent le démontrer, que, d'après tous les renseignemens qui nous sont parvenus, la fécondité de l'espèce humaine aux États-Unis ne diffère pas essentiellement de ce qui a lieu dans plusieurs

CHAPITRE VII.

De l'âge auquel on se marie.

Le docteur Franklin, dans ses *Observations sur l'accroissement de l'espèce humaine, la manière dont se sont peuplés les pays*, etc., a dit dans un endroit, que, « si l'on compte en Europe quatre naissances par mariage, on peut en compter huit en Amérique, » et il ajoute une petite parenthèse, dans laquelle il assigne une raison unique pour expliquer cette énorme différence, et réconcilier l'esprit du lecteur avec une hypothèse aussi extraordinaire. Cela peut venir dit-il, de ce que « beaucoup de mariages en Europe ne se font que dans un âge avancé. »

A son exemple, M. Malthus insiste beaucoup sur les mariages précoces, et semble croire que si « la retenue morale, » sur l'efficacité de laquelle il ne fonde qu'un espoir bien faible, pouvait acquérir assez

d'activité pour empêcher ce mal, dans ce cas on pourrait éviter les maux à craindre d'une population surabondante sans qu'il y eut grand besoin de leur associés constans, le vice et la misère, et même en s'en passant tout-à-fait.

Il est donc à propos d'examiner quelle différence peut résulter, pour la population d'un pays, des mariages précoces ou tardifs.

Il y a des pays où l'on se marie à l'âge de de seize ans, et même plus tôt : nous pouvons supposer cet âge de vingt ans, ou le porter avec M. Malthus, à vingt-sept ou vingt-huit ans (1).

Voici comment Sussmilch exprime son opinion à cet égard (2). « Des mariages trop précoces et trop tardifs sont également nuisibles à la population. L'expérience le prouve pour les animaux. Par exemple, dans le gros bétail, la vache qui devient pleine étant trop jeune, n'arrive jamais à la taille et à la force qu'elle atteindrait autrement. »

Tacite émet la même opinion dans son

(1) Tom. III, pag. 92.

(2) Tom. I, pag. 184.

traité *de Moribus Germanorum* (1). « Les jeunes gens se marient tard, et ils conservent par-là toute leur virilité; les femmes ne se pressent pas davantage pour s'engager dans les liens du mariage. Il résulte de là que les deux époux ont une même vigueur, leur corps est complétement développé, et ils ont une force proportionnée; voilà pourquoi les enfans héritent de la forte constitution de leurs pères. »

César, en parlant de ces mêmes Germains, s'exprime d'une manière analogue (2). « Ils estiment fort ceux qui sont long-temps sans barbe; ils prétendent qu'ils en deviennent plus forts et plus robustes. C'est une honte parmi eux d'avoir commerce avec une femme avant l'âge de vingt ans. »

Il paraît en effet assez probable que dans l'espèce humaine la femme jouit d'un certain degré de fécondité : et je crois qu'en général, la femme qui, trop jeune encore, nourrit dans son sein un germe, vieillit avant le temps,

(1) §. 20.
(2) *De Bello Gallico*, lib. VI. cap. 19.

et perd plus tôt la faculté d'engendrer que la femme qui ne devient mère que dans l'âge mûr.

Il est une autre considération très-importante, pour décider la question de savoir si les mariages précoces tendent à favoriser, et les mariages tardifs à retarder l'accroissement de l'espèce humaine. Le docteur Franklin parle « de la fréquence des mariages tardifs en Europe. » J'aurais voulu pouvoir lui demander ce qu'il a entendu par des mariages tardifs? Par sa réponse, nous aurions vu si la différence de l'âge auquel on se marie en Europe et aux États-Unis, peut fournir la moindre explication de la fécondité plus grande qu'il attribue aux femmes américaines.

Il est vrai que, lorsqu'un pays est dans un état de grande détresse, et qu'il est très-difficile de se procurer les moyens de subsistance, les mariages n'y auront pas lieu d'aussi bonne heure que dans les pays placés dans des circonstances plus favorables : mais il faut considérer un autre point. L'époque du mariage dépend ordinairement de l'homme. Lorsqu'une demoiselle est de-

mandée en mariage, il est rare que ses parens ou que la demoiselle même rejette la proposition, par la raison qu'elle n'a pas encore atteint l'âge de vingt-huit ou trente ans. Quand il est question d'un mariage tardif, dix-neuf fois sur vingt, c'est de l'âge du mari qu'on veut parler. Lorsqu'un vieillard veut se marier, arrive-t-il souvent qu'il exige que sa femme soit aussi âgée que lui? Non, assurément : quel que soit l'âge de l'homme, c'est toujours une jeune épouse qu'il cherche; et, dans ce cas, à moins que l'époux ne soit tombé en décrépitude, la probabilité d'avoir une progéniture est à peu près la même que si le mari était du même âge que l'épouse qu'il a conduite à l'autel.

CHAPITRE VIII.

Maladies qui dominent aux États-Unis.

Les précédens chapitres peuvent être considérés comme une application des principes de mon second livre, relativement à la faculté d'accroissement que possède l'espèce humaine, pour ce qui regarde particulièrement les États-Unis. Je vais, dans ce chapitre, faire l'application des principes exposés dans mon troisième livre, au même sujet, en jetant un coup d'œil sur les causes qui réduisent ou qui restreignent la population. S'il résulte de cet examen que les États-Unis ne possèdent à cet égard aucun avantage sur les pays de l'Europe, cela ne manquera pas d'ajouter beaucoup à la force des argumens par lesquels la théorie de M. Malthus doit être renversée et détruite.

La population d'un pays quelconque ne peut s'accroître par la procréation que de deux manières : d'abord, par un nombre plus considérable de naissances ; ou bien

s'il en meurt un moindre nombre de mort prématurée, par suite de maladie, ou par toute autre cause. Or je soutiens que le nombre des naissances par chaque mariage, aux États-Unis, n'excède pas ce qui a lieu en Europe ; et c'est le sujet des deux chapitres précédens. A cela j'ajouterai ici, que le nombre de ceux qui meurent d'une mort prématurée, par suite de maladie, ou autrement, n'est pas moindre aux États-Unis qu'en Europe. Voilà la proposition que je vais chercher à établir dans le présent chapitre.

La première maladie dont je ferai mention, c'est la phthisie. M. Warden, ci-devant consul des États-Unis à Paris, dans sa *Description Statistique* de cette république, publiée en 1819 (1), s'exprime en ces termes : « A Portsmouth dans le New-Hampshire, un cinquième des décès pour l'année 1801, sont des victimes de cette maladie (2). Dans la ville de New-York la

(1) Part. I, chap. VII.

(2) La proportion est exactement la même dans les registres des décès de cette ville, pour 1809.

phthisie pulmonaire figure pour un quart dans les tableaux des maladies qui ont régné en 1802, et forme près d'un cinquième des maladies des années 1803, 1804 et 1805. En 1816 le nombre des phthisiques a été de 678, ce qui surpasse de 60 ceux de 1815. »

La seconde maladie dont je ferai mention, c'est la dyssenterie, vulgairement connue aux États-Unis sous le nom de maladie de l'été. Cette maladie, suivant M. Warden (3), « est rarement fatale; » mais, d'après les renseignemens qui me sont parvenus, il n'en est point ainsi. Une dame très-respectable, qui, après avoir vécu dix sept ans en Pennsylvanie, est retournée en Angleterre, m'a assuré qu'une grande partie des enfans de cet état meurent par suite de la dyssenterie avant d'avoir atteint l'âge de trois ans; et elle ajouta que, depuis son retour en Angleterre, elle n'avait pu regarder sans surprise combien on voyait dans ce pays de familles ayant sept ou

---

(1) *Ibid.*

huit enfans. Une autre dame née à Boston, et dont le mari remplit un empl oi du gouvernement, ajouta à ce premier rapport, qu'il n'était pas rare, dans la partie des États de l'Union qu'elle habitait, de voir deux ou trois enfans d'une famille emportés par cette maladie.

Une autre preuve du peu de salubrité du climat des États-Unis, dont on a beaucoup parlé, c'est la perte précoce des dents. Volney, dans son *Tableau du climat et du sol des États-Unis* (1) s'exprime ainsi : « L'on peut dire que, sur cent individus au-dessous de trente ans, il n'y en a pas dix qui soient intacts à cet égard : l'on est surtout affligé de voir presque généralement de jeunes et jolies personnes qui, dès l'âge de quinze à vingt ans, ont le dentier perdu de taches et souvent détruit en majeure partie. » La même dame de Pennsylvanie dont je viens de parler, m'a dit que les citoyens de cet état, mâles et femelles, étaient généralement sujets à dépérir et à

(1) Chap. XII.

perdre de leur vigueur aussitôt qu'ils arrivent à l'âge de vingt-cinq ou trente ans. Elle m'a dit aussi qu'elle était bien convaincue que les sources propres qui fournissent au renouvellement de la population de chaque pays, sont moins fécondes aux États-Unis qu'en Angleterre. Elle en assigna quatre raisons : la première est que les mères allaitent leurs enfans plus long-temps; en second lieu, c'est qu'en Pennsylvanie il y a peu de gens âgés; en troisième lieu, que la mortalité est plus grande parmi les enfans; et, en dernier lieu, ainsi que nous l'avons dit plus haut, que des familles nombreuses d'enfans sont un phénomène rare dans cette contrée. Elle ajouta que les Américains natifs du pays, mâles et femelles, se distinguent aisément par leur teint pâle; et pour confirmer son idée, elle ajouta de plus, que les quakers, fondateurs primitifs de Philadelphie, ne forment en ce moment que beaucoup moins d'un quart de la population de cette ville, et qu'il n'y a point de nouveaux colons de cette secte; d'où il suit nécessairement, comme cela est notoire, que le nombre des quakers dans cette

partie des États-Unis ne s'accroît point.

Je parlerai peu de la fièvre jaune qui, selon Volney, « devient de plus en plus fréquente aux États-Unis, » fléau qui, comme on sait, ne le cède qu'à la peste, pour ses ravages et la rapidité de son progrès.

Il est en effet reconnu que tout pays nouvellement habité est toujours malsain. L'Amérique du Nord est pleine de marais. M. Warden cherche à assigner « les raisons qui ont fait regarder le sol des États-Unis comme malsain. » Il dit que « dans la Caroline, on a reconnu que le pays était plus malsain dans tous les endroits où la surface de la terre venait d'être récemment rompue pour la livrer à la culture. » Et Volney s'exprime à ce sujet dans ces termes :

« Les fièvres d'automne avec *frisson*, les intermittentes, les tierces, les quartes, etc., sont un autre mal régnant aux États-Unis, à un point dont on ne se fait pas d'idée; elles sont surtout endémiques dans les lieux nouvellement défrichés et déboisés, dans les vallées, sur le bord des eaux soit

courantes, soit stagnantes, près des étangs, des lacs, des chaussées de moulins, des marais, etc. Dans l'automne de 1786, sur une route de plus de trois cents lieues, je n'ai pas trouvé, j'ose le dire, vingt maisons qui en fussent parfaitement exemptes; tout le cours de l'Ohio, une grande partie du Kentucky, tous les environs du lac Erié, et principalement le Génésie, et ses cinq ou six lacs, le cours de la Mohauk, etc., en sont annuellement infectés. Étant parti du poste de *Cincinnati* le 8 septembre, avec le convoi du payeur général de l'armée, major *Swan*, pour nous rendre au fort *Détroit*, distance de près de cent lieues, sur vingt-cinq têtes que nous étions, nous ne campâmes pas une seule nuit sans acquérir un nouveau fiévreux. A *Grenville*, dépôt et quartier général de l'armée qui venait de conquérir le pays, sur environ trois cent soixante-dix personnes, trois cents étaient attaquées : quand nous arrivâmes à Détroit, j'étais le troisième resté sain, et le lendemain le major Swan et moi, nous tombâmes dangereusement frappés de fièvre maligne. Cette fièvre

question, aux nombres qui nous sont présentés dans les tables du cens américain.

Le lecteur trouvera dans la dissertation de M. Booth, sur les rapports de l'accroissement de la population et des moyens de subsistance, plusieurs remarques importantes au sujet des tables du cens, qui font voir, d'après le nombre des individus aux États-Unis, classés selon leurs différens âges, comparé avec la population de la Suède, qu'il est impossible que le premier de ces pays puisse accroître sa population dans une série régulière par la faculté de procréation (1). Je me bornerai, pour ce que j'ai à dire, à une seule remarque, mais qui est très-décisive sur cette question.

En nous rapportant ainsi tous aux tables du cens américain, il est par conséquent inutile de dire que nous supposons qu'elles sont exactes.

Il faut d'abord se rappeler quelle est la question que nous avons à examiner. Si le

---

(1) Voyez tom. I, Dissertation de M. Booth, sect. III.

du midi, la population n'aurait pu se maintenir sans éprouver de diminution d'une génération à l'autre, si elle n'avait été recrutée par l'arrivée continuelle et successive d'émigrans de l'étranger.

A la vérité, M. Malthus est disposé à borner sa duplication imaginaire de la population par le seul effet de la procréation, aux « États du Nord. » Mais c'est encore là une des nombreuses erreurs qui sautent aux yeux de toute part lorsqu'on examine le sujet. La duplication, d'après le cens, s'étend à toute l'Union. Si les États de la Nouvelle-Angleterre fournissent d'eux-mêmes cet accroissement universel, et s'ils répandent sans cesse leurs colonies vers l'ouest et le midi, tandis que les États du sud et du centre restent neutres à cet égard, dans ce cas M. Malthus a porté l'accroissement de la population en Amérique, et par conséquent le principe d'accroissement inhérent à la nature humaine, fort au-dessous de la réalité : et je crois qu'il aurait pu, sans trop de présomption, avoir osé affirmer que, au lieu d'un accroissement du

double, « il a été reconnu que, dans les États du nord de l'Amérique la population augmente au quadruple en 25 ans, et cela, par le seul effet de la procréation. »

CHAPITRE IX.

Analyse et examen des relevés de la population aux États-Unis d'Amérique.

Me voilà arrivé au point principal de tout mon sujet. C'est l'Amérique qui, par les rapports inexacts qui ont été faits sur sa population, a donné naissance à la théorie de la progression géométrique. Depuis quelque temps les États-Unis d'Amérique ont mis une activité louable et éclairée à se procurer un relevé exact de leur population. M. Malthus en effet, dans la lettre qu'il me fit l'honneur de m'écrire, datée du 25 octobre 1818, cite les « trois cens réguliers de 1790, 1800 et 1810, » comme « plus que confirmant » son exposé sur le rapport d'après lequel la population de ce pays s'est accrue. Sur ce point nous sommes d'accord, et je suis prêt à m'en rapporter entièrement pour toute l'issue de la

peut compter sur l'exactitude de ces tables, je ne vois aucun moyen d'éluder la conclusion que je vais en tirer.

Partout où il existe un accroissement de la population par l'effet de la procréation, il faut que le nombre des naissances soit proportionné à cet accroissement.

Partout où il existe un accroissement de l'espèce humaine « par le seul effet de la procréation, » au point de « faire doubler la population en moins de vingt-cinq ans, » le rapport du nombre des naissances doit augmenter à proportion. Le nombre des naissances sera toujours le signe qui marquera cet accroissement : les deux faits doivent nécessairement se trouver en harmonie l'un avec l'autre.

D'après le docteur Franklin, pour que la population puisse augmenter du double par l'effet de la procréation, tous les vingt ans, il est nécessaire qu'on puisse « compter huit naissances par mariage : » et je crois qu'il a raison.

J'ai fait voir dans le sixième chapitre du premier livre, en traitant de la Chine, que partout où « le mariage est fort encou-

ragé, » il doit y naître autant d'enfans que dans les pays où la population est supposée « s'être successivement accrue du double tous les vingt ou les vingt-cinq ans depuis un siècle et demi. » Toute la différence consiste en ce que dans des pays tels que la Chine, où la population est stationnaire, il faut que les trois quarts des enfans qui viennent au monde soient massacrés, détruits « par le vice et la misère, ou par quelques-unes de ces diverses causes, dont les unes plus tôt, et d'autres plus tard, tendent à abréger la durée naturelle de la vie humaine : » tandis que, dans les pays où la progression géométrique a son plein effet, on prend le plus grand soin de l'éducation des enfans, et avec le plus grand succès. Pour maintenir la population d'un pays dans un état stationnaire, il faut compter sur quatre naissances par mariage; et pour doubler la population, il faut en compter huit. Là où il y a quatre naissances par mariage, il faut que le nombre des enfans soit le double de celui de leurs pères : là où il y en a huit, il faut que ce nombre soit quadruplé. Ainsi donc, comme je l'ai fait

peut compter sur l'exactitude de ces tables, je ne vois aucun moyen d'éluder la conclusion que je vais en tirer.

Partout où il existe un accroissement de la population par l'effet de la procréation, il faut que le nombre des naissances soit proportionné à cet accroissement.

Partout où il existe un accroissement de l'espèce humaine « par le seul effet de la procréation, » au point de « faire doubler la population en moins de vingt-cinq ans, » le rapport du nombre des naissances doit augmenter à proportion. Le nombre des naissances sera toujours le signe qui marquera cet accroissement : les deux faits doivent nécessairement se trouver en harmonie l'un avec l'autre.

D'après le docteur Franklin, pour que la population puisse augmenter du double par l'effet de la procréation, tous les vingt ans, il est nécessaire qu'on puisse « compter huit naissances par mariage : » et je crois qu'il a raison.

J'ai fait voir dans le sixième chapitre du premier livre, en traitant de la Chine, que partout où « le mariage est fort encou-

ragé, » il doit y naître autant d'enfans que dans les pays où la population est supposée « s'être successivement accrue du double tous les vingt ou les vingt-ciuq ans depuis un siècle et demi. » Toute la différence consiste en ce que dans des pays tels que la Chine, où la population est stationnaire, il faut que les trois quarts des enfans qui viennent au monde soient massacrés, détruits « par le vice et la misère, ou par quelques-unes de ces diverses causes, dont les unes plus tôt, et d'autres plus tard, tendent à abréger la durée naturelle de la vie humaine : » tandis que, dans les pays où la progression géométrique a son plein effet, on prend le plus grand soin de l'éducation des enfans, et avec le plus grand succès. Pour maintenir la population d'un pays dans un état stationnaire, il faut compter sur quatre naissances par mariage; et pour doubler la population, il faut en compter huit. Là où il y a quatre naissances par mariage, il faut que le nombre des enfans soit le double de celui de leurs pères : là où il y en a huit, il faut que ce nombre soit quadruplé. Ainsi donc, comme je l'ai fait

peut compter sur l'exactitude de ces tables, je ne vois aucun moyen d'éluder la conclusion que je vais en tirer.

Partout où il existe un accroissement de la population par l'effet de la procréation, il faut que le nombre des naissances soit proportionné à cet accroissement.

Partout où il existe un accroissement de l'espèce humaine « par le seul effet de la procréation, » au point de « faire doubler la population en moins de vingt-cinq ans, » le rapport du nombre des naissances doit augmenter à proportion. Le nombre des naissances sera toujours le signe qui marquera cet accroissement : les deux faits doivent nécessairement se trouver en harmonie l'un avec l'autre.

D'après le docteur Franklin, pour que la population puisse augmenter du double par l'effet de la procréation, tous les vingt ans, il est nécessaire qu'on puisse « compter huit naissances par mariage : » et je crois qu'il a raison.

J'ai fait voir dans le sixième chapitre du premier livre, en traitant de la Chine, que partout où « le mariage est fort encou-

ragé, » il doit y naître autant d'enfans que dans les pays où la population est supposée « s'être successivement accrue du double tous les vingt ou les vingt-cinq ans depuis un siècle et demi. » Toute la différence consiste en ce que dans des pays tels que la Chine, où la population est stationnaire, il faut que les trois quarts des enfans qui viennent au monde soient massacrés, détruits « par le vice et la misère, ou par quelques-unes de ces diverses causes, dont les unes plus tôt, et d'autres plus tard, tendent à abréger la durée naturelle de la vie humaine : » tandis que, dans les pays où la progression géométrique a son plein effet, on prend le plus grand soin de l'éducation des enfans, et avec le plus grand succès. Pour maintenir la population d'un pays dans un état stationnaire, il faut compter sur quatre naissances par mariage; et pour doubler la population, il faut en compter huit. Là où il y a quatre naissances par mariage, il faut que le nombre des enfans soit le double de celui de leurs pères : là où il y en a huit, il faut que ce nombre soit quadruplé. Ainsi donc, comme je l'ai fait

voir dans le cas de la Chine, si un pays a trois cents millions d'habitans, nous pouvons bien compter sur la moitié de la population, ou sur cent cinquante millions d'adultes. Ces adultes doivent procréer le double de leur nombre, ou trois cents millions d'enfans, sans quoi la population décroîtrait. Mais, s'ils sont capables de doubler leur nombre tous les vingt ou vingt-cinq ans, dans ce cas ils doivent engendrer six cents millions d'enfans.

Ceux qui ont dressé les tables du cens américain pour 1800 et 1810, ont heureusement rangé « les habitans blancs libres » d'après leurs âges, et par-là il nous ont mis à même de connaître le nombre des adultes et celui des enfans. Voici le document le plus important relatif à notre sujet, qu'on puisse concevoir. D'après le cens de 1810, « les habitans blancs libres au-dessous de seize ans » dans toute l'Union s'élevaient à 2,933,211, et les « habitans blancs libres au-dessus de seize ans, » à 2,928,882, ce qui rend le nombre des individus au-dessous et au-dessus de seize ans à peu près égal. Il s'ensuit inévitablement que, dans

toute l'Union, la population, en tant qu'elle dépend de la procréation, est stationnaire, et qu'il n'y a pas, terme moyen, plus de quatre naissances par chaque femme capable de devenir mère : cela est tout-à-fait aussi concluant que si nous avions une table des naissances et des mariages, pour chaque état de l'Union, aussi détaillée que le sont les tables de Sussmilch pour les possessions allemandes du roi de Prusse. On peut considérer ce document comme si c'était un résumé général et un précis faits sur les résultats de ces tables une fois construites; et, comme elles sont faites sur une plus grande échelle, elles paraissent être moins sujettes à erreur.

Je me suis plaint plus d'une fois des arides généralités des théories de M. Malthus. Sans cela il est impossible qu'elles eussent obtenu croyance pour un seul moment. S'il est vrai que la population des États-Unis « ait été reconnue doubler successivement en moins de vingt-cinq ans, » depuis un siècle et demi, et qu'il ait été « souvent établi que cela ne provenait que de la procréation; » dans ce cas il est d'une certitude

absolue que dans un tel pays le nombre des enfans doit surpasser deux ou trois fois celui des adultes. Ce devrait être un spectacle des plus frappans pour des personnes arrivées des autres parties du monde. Les rues et les chemins devraient paraître couverts d'enfans. La nation devrait sembler un peuple d'enfans. Je ne me serais pas attendu à voir se réaliser ce que j'ai lu au sujet de quelques écoles dont les élèves étant devenus extrêmement nombreux, se sont révoltés, et, ayant accablé leurs anciens, ont érigé un parlement et une législature de leur façon.

Rien n'est plus trompeur que l'œil de l'homme, lorsqu'il cherche par lui seul à former une estimation de nombres. Un étranger voyageant dans la Nouvelle-Angleterre, et même un naturel du pays, en fréquentant diverses familles, pourrait voir six, huit, dix ou douze enfans, tous frères et sœurs; et surtout, s'il était initié d'avance dans les mystères du livre de M. Malthus, il resterait parfaitement convaincu de l'opération active de la progression géométrique. Mais le cens met pour toujours un terme à toutes ces suppositions. Il nous assure, d'a-

près l'autorité la plus respectable, qu'il n'y a pas aux États-Unis plus d'enfans que de personnes adultes. Par conséquent, en supposant que tout le monde se marie selon l'hypothèse du docteur Franklin, le nombre moyen des naissances par mariage est extrêmement faible : quatre doivent être une ample concession. Quant à moi, j'avoue que j'ai éprouvé quelque scepticisme sur la proportion de quatre naissances par mariage en Europe; j'ai cru qu'il pouvait y avoir là-dedans quelque erreur cachée : mais, pour ce qui a rapport aux États-Unis, je ne vois pas comment on peut résister aux preuves qui sont devant nos yeux. En un mot, quatre naissances par mariage doit être la plus forte proportion qui puisse avoir lieu dans ce dernier pays.

RECHERCHES

SUR

LA POPULATION.

LIVRE CINQUIÈME.

'es moyens que la terre fournit pour la subsistance de l'homme.

CHAPITRE PREMIER.

De l'état présent du globe, quant à la subsistance des hommes.

L'ESSENCE de toutes les spéculations de I. Malthus, consiste dans l'établissement 'une progression géométrique pour la faulté d'accroissement de l'espèce humaine, d'une progression arithmétique pour la aculté d'accroissement des moyens de substance : et la conséquence fondamentale

RECHERCHES
SUR
LA POPULATION.

LIVRE CINQUIÈME.

Des moyens que la terre fournit pour la subsistance de l'homme.

CHAPITRE PREMIER.

De l'état présent du globe, quant à la subsistance des hommes.

L'essence de toutes les spéculations de M. Malthus, consiste dans l'établissement d'une progression géométrique pour la faculté d'accroissement de l'espèce humaine, et d'une progression arithmétique pour la faculté d'accroissement des moyens de subsistance : et la conséquence fondamentale

qu'il en tire, c'est que dans les pays anciennement policés, ou plutôt dans tous les pays, excepté ceux où l'on peut se procurer des terres tant qu'on veut, ou au moins à très-bas prix, et où l'agriculture est bien entendue, la population est continuellement circonscrite et arrêtée par les limites qui bornent les moyens de subsistance, et que le nombre des habitans est toujours un peu plus considérable que la quantité de nourriture que le pays peut fournir en abondance et de bonne qualité.

Nous avons déjà examiné la solidité de la doctrine de l'*Essai sur la Population*, relativement à la tendance excessive de l'espèce humaine à s'accroître, que l'auteur dit être « une source de malheur pour l'espèce humaine, en comparaison de laquelle tous les maux qui résultent pour nous des institutions sociales, quelques défectueuses et tyranniques qu'elles puissent être, ne sont réellement que légers et superficiels, » et méritent à peine le nom de calamités. Nous avons fait voir qu'il était au moins problématique s'il existe dans l'espèce humaine une tendance à l'accroissement, et,

autant qu'on en peut juger d'après les dénombremens et les documens recueillis jusqu'à présent, qu'il est possible que ce soit un des premiers devoirs du véritable homme d'état et du philanthrope d'empêcher la diminution du nombre de ses concitoyens, diminution que les plus profonds observateurs ont cru menacer à la longue notre espèce d'extinction.

Mais il est temps que nous passions à examiner l'autre partie de la doctrine de M. Malthus, qui a rapport aux moyens de subsistance. Nous verrons qu'il est tombé dans des erreurs non moins graves et pernicieuses, que celles qu'il a commises au sujet du nombre possible des hommes.

J'aurais à la vérité pu me contenter de traiter ce sujet avec toute la brièveté possible. Ayant, je l'espère, détruit pour toujours la progression géométrique de l'accroissement de l'espèce humaine, je pourrais rester satisfait de la progression arithmétique pour l'accroissement des moyens de subsistance, comme amplement suffisante pour pourvoir à tous les besoins que l'espèce humaine pourra jamais res-

sentir. Mais il y a bien des raisons qui me décident à ne point m'arrêter ici. Je poursuivrai donc.

La première chose peut-être qui frappera l'œil d'un observateur éclairé, qui se mettra à examiner notre globe d'après les renseignemens les plus récens, sera de voir combien l'espèce humaine, à laquelle nous sommes si fiers d'appartenir et dont nous vantons avec quelque raison les facultés naturelles, est peu nombreuse et clair-semée sur la surface de la terre. Quels immenses déserts, que de vastes terrains couverts de forêts impénétrables, repaire des bêtes féroces et des animaux les plus destructeurs et les plus vils, n'aurait-il pas occasion d'observer? Quand je parcours l'Angleterre même, il me semble que je traverse un pays qui vient à peine d'être soustrait à la puissance tyrannique de la nature sauvage. Je crois pouvoir affirmer qu'il y a un tiers du sol de notre île qui n'a pas encore senti la main du cultivateur, sans parler de la manière très-imparfaite et insuffisante dont les deux autres tiers sont exploités. L'homme paraît formé pour surmonter tous ces obstacles,

pour chasser les animaux féroces, les apprivoiser ou les détruire, pour abattre les forêts et rendre fertile le sol le plus ingrat. Si en effet nous avons la faculté de « croître et de multiplier, et de remplir la terre, » on pourrait espérer de voir toute la surface du globe « cultivée comme un jardin, » à une époque quelque éloignée qu'elle soit. Mais, quelle qu'en soit la raison, c'est précisément le contraire qui a malheureusement lieu, et de la manière la plus manifeste.

Et c'est dans un monde si triste et malheureux sous le point de vue dans lequel nous l'envisageons en ce moment, que M. Malthus a jugé à propos de sonner la trompette de la désolation : Il nous assure que le danger principal que nous avons à craindre, c'est l'accroissement de la population, et que ce danger non-seulement menace de nous frapper, quand toute la terre sera cultivée et mise à profit, mais que, « dans toutes les époques du progrès de la culture, depuis le moment actuel jusqu'à ce que toute la terre devienne comme un

jardin, la détresse causée par le manque de nourriture ne cessera d'affliger l'espèce humaine, à un degré plus ou moins grand (1). »

---

(1) *Essai sur la Population*, tom. II, pag. 220.

CHAPITRE II.

Du nombre d'hommes que le globe peut nourrir, d'après le système actuel d'agriculture.

Je désire, dans cette occasion, écarter tout ce qui est conjectural, et qui est par conséquent regardé comme chimérique par une certaine classe de raisonneurs. Voici un moyen pratique d'examiner le sujet. On estime que les parties habitables du globe occupent un espace de trente-neuf millions de milles carrés, et le nombre de ses habitans est supputé à six cents millions. On croit que sur cette surface la Chine occupe 1,300,000 milles carrés. Or admettons que la population actuelle de la Chine soit de trois cents millions d'âmes. J'ignore jusqu'à quel point la Chine est bien cultivée; mais je suis aussi convaincu que M. Malthus paraît l'être, qu'on pourrait rendre le sol de cet empire beaucoup plus productif de subsistances pour l'espèce humaine, qu'il

ne l'est à présent (1). Mais supposons, pour un instant, que la culture de la Chine soit portée au plus haut degré possible, et par conséquent, que sa population soit arrivée à son dernier terme; si donc la terre, dans toutes ses parties habitables, pouvait être rendue aussi fertile que la Chine, elle suffirait à nourrir une population de neuf mille millions d'hommes. En d'autres termes, partout où il existe à présent un homme, le sol est capable, non-seulement en théorie, et d'après des perfectionnemens qu'on peut concevoir, mais qui ne se sont encore réalisés nulle part, mais en invoquant des faits avérés, la terre, disons-nous, peut nourrir quinze individus au lieu d'un.

Il paraît qu'il a regné parmi la plupart des hommes quelque erreur au sujet de la population de la Chine. C'est surtout par la vaste étendue d'un empire qu'on dit être florissant dans toutes ses parties, que la Chine est digne d'admiration. Si, d'un côté, on prend d'après Pinkerton les dimensions

(1) Nous avons déjà dit qu'il existe en Chine de vastes forêts. V. Livre I, chap. VI.

de la Chine, et d'un autre celles de l'Angleterre et de Galles, je trouve que, si ces derniers pays étaient aussi bien pourvus d'habitans que le premier, ils devraient contenir 13,461,923 âmes, c'est-à-dire près de trois millions au-delà des relevés de la population faits d'après l'acte du parlement de 1811. Or il a été reconnu par les observateurs les plus phlegmatiques, que l'Angleterre et le pays de Galles pourraient aisément être rendus productifs, au point de nourrir le double de leurs habitans actuels. Et ces observateurs raisonnent dans la supposition, qu'il y a dans ces pays des terrains qui ne sont pas susceptibles de fournir par la culture à la subsistance de l'espèce humaine. Par une parité de raisonnement, le sol de la Chine même est très-loin de rapporter autant de subsistances qu'on pourrait lui faire produire pour nourrir l'espèce humaine.

La seconde partie du système de M. Malthus a un caractère qui n'est nullement d'accord avec la première. L'auteur de l'*Essai sur la Population* paraît avoir procédé d'après la conviction que la sur-

face de la terre est limitée et ne contient qu'un nombre donné de milles carrés, mais que la faculté de multiplication de l'espèce, en supposant vraie la progression géométrique de l'auteur, est illimitée, et que plus la population, à une époque quelconque, sera forte, plus sera grande la faculté d'accroissement.

La première pensée qui s'offrirait à l'esprit d'un philanthrope éclairé qui partirait de ces prémisses, serait, je n'en doute pas, quelque chose d'analogue au raisonnement suivant.

L'homme est un être admirable; c'est l'ornement de la terre, laquelle sans lui, serait, comme dit le prophète Isaïe, « le repaire des bêtes sauvages et des fouines, où les chats-huants habiteront, où les chevreuils sauteront. Et les bêtes sauvages des îles et les dragons hurleront, se répondant les uns aux autres dans ses palais désolés et dans ses maisons de plaisance. » Combien n'est-il donc pas consolant de savoir que la nature bienfaisante l'a doué de la faculté illimitée de multiplier son espèce! J'aurais étendu mes regards sur le monde triste et lugubre qu'on vient de décrire, et je me le

serais représenté entièrement cultivé, tout-à-fait perfectionné, tout couvert d'une multitude de races différentes d'hommes, dans un état de lumières, d'innocence et de bienveillance active, auquel les progrès de la raison et le développement de l'esprit humain paraissent devoir naturellement conduire, en produisant un perfectionnement au-delà de tout ce qui s'est jamais réalisé sur la terre jusqu'à ce moment. Je me serais mis à compter les arpens et les milles carrés qui composent la surface de la terre, et je les regarderais tous comme soumis à l'intelligence humaine. Je jeterais mes regards depuis la Chine jusqu'à l'Angleterre, deux pays déjà peuplés, et qui ne le sont que médiocrement; je porterais la vue sur les plaines de l'Amérique du nord, de l'Amérique du sud, de l'Afrique, de plusieurs régions de l'Asie, du nord de l'Europe, de l'Espagne, et de plusieurs autres contrées du monde prolifique. Je contemplerais avec délices les émigrations considérables qui se sont faites pour l'Amérique du nord (1),

(1) L'émigration devient un objet moins agréable, à

et, autant que mes talens et mes connaissances acquises pourraient le permettre, je tâcherais d'esquisser le plan d'autres émigrations semblables destinées à peupler de nouvelles régions, et qui pourraient enfin rendre toute la terre aussi peuplée pour le moins que la Chine l'est maintenant.

Quelle que soit l'issue de la grande question de savoir si le nombre des individus de l'espèce croît ou diminue, j'avoue que je me sens entraîné par caractère à m'attacher au tableau que je viens de tracer. M. Malthus m'a forcé d'examiner avec sévérité les documens que nous possédons jusqu'à présent sur cette matière; mais quoique la conclusion à laquelle cet examen m'a conduit, puisse servir d'antidote aux dégoûtantes théories de M. Malthus, c'est,

---

mesure qu'on croira avoir raison de douter de l'accroissement du nombre des créatures humaines, et quelque satisfaction que puisse éprouver le pays qui reçoit les émigrés (comme, par exemple, l'Amérique du nord), il est impossible que les chefs éclairés du pays qu'ils abandonnent, ne cherchent soigneusement à empêcher l'émigration par tous les moyens que peuvent suggérer des sentimens bienveillans et paternels.

je l'avoue, une conclusion douloureuse et contraire aux sentimens de mon cœur. Si elle est juste, il faut que l'ami des hommes se contente de l'espérance qu'un jour cette poignée comparativement si faible d'hommes qui se trouvent répandus sur la face du globe, pourront devenir éclairés, bienfaisans et heureux, puisqu'on ne peut pas espérer de voir ces bienfaits s'étendre à un nombre quinze ou trente fois (d'après le calcul le plus modéré) plus considérable que celui des habitans actuels de la terre; et la pureté de leurs jouissances le consolera du petit nombre d'êtres qui y prennent part. On pourrait encore ajouter à cela, que dans le cas ou la guerre et d'autres folies atroces des sociétés humaines viendraient à disparaître, il y aurait lieu d'espérer que, si la population ne croissait point alors, du moins elle ne diminuerait pas.

Mais M. Malthus envisage la question sous un point de vue très-différent; et bien loin de regarder la faculté de multiplication qu'il suppose dans l'espèce humaine, lorsqu'on y joint la considération de la population imparfaite et clair-semée du globe,

comme un sujet de satisfaction, il y voit au contraire un sujet « d'affliction et de beaucoup de larmes. » Je n'ai nul doute que, sous une administration sage et vertueuse des affaires humaines, la faculté de multiplication chez les hommes, quelque étendue qu'on la suppose, ne puisse pendant des siècles devenir la source d'un immense accroissement de bonheur sur la terre. J'ose même dire que, sous ce rapport, M. Malthus a lancé une satire contre toutes les constitutions et lois existantes des sociétés, satire incomparablement plus amère que tout ce qui est sorti jusqu'à ce jour de la plume des faiseurs d'utopies, et de tous les visionnaires qui aient jamais existé. Ceux qui tiennent entre leurs mains la direction des affaires humaines, pourraient, s'ils le voulaient, par un sage accord, par la persuasion, en déployant de grandes vues sur les véritables intérêts de l'homme civilisé, et en remplissant fidèlement les devoirs de leur charge, ils pourraient, dis-je, faire étendre la population dans toutes les régions du globe, et multiplier trente fois le nombre des êtres susceptibles de participer aux biens qui sont

à la portée des humains, tandis que par cette même opération ils nous débarrasseraient de ce qui nous opprime, et procureraient à chacun un degré de bien-être et d'indépendance, inconnu jusqu'à présent. Mais les rois et ceux qui commandent aux hommes, préfèrent assouvir leurs passions pernicieuses, et satisfaire leur ambition, leur ardeur pour la guerre et leur goût pour l'ostentation, lors même qu'ils ne régneraient, pour ainsi dire, que sur des déserts.

Mais M. Malthus saute par dessus cet intervalle de long bonheur, lequel, suivant le principe de la multiplication de l'espèce, et à la faveur d'une administration tant soit peu sage, paraît inévitable, et il arrive tout à coup à l'époque où la terre devra se trouver remplie en entier. Il suppose alors que, dans cet état de choses, la société avec une obstination irréfléchie et brutale, s'entêtera à multiplier l'espèce le plus rapidement possible; et ayant d'abord tracé le tableau flatteur d'une communauté dirigée par la raison, et dont la bienveillance est le premier ministre qui en exécute les décrets, il s'écrie, ensuite : « Hélas!

ce brillant édifice créé par l'imagination s'évanouit dès qu'on le touche du doigt sévère de la vérité. L'esprit de bienveillance, réchauffé et fortifié par l'abondance, est étouffé par le souffle glacé de la misère. Les passions viles qui avaient disparu reprennent leur ascendant;..... la violence, l'oppression, le mensonge, la misère, les vices les plus odieux et les maux de tout genre qui dégradent et désolent les sociétés actuelles, paraissent avoir été engendrés par les circonstances les plus impérieuses, par des lois qui sont inhérentes à la nature même de l'homme, et qui sont absolument indépendantes de toutes les institutions humaines (1). »

Dans un autre endroit M. Malthus paraît avoir senti qu'en employant un tel argument, il n'aurait pas une grande chance de faire des prosélytes, et qu'il ne trouverait que fort peu de gens enclins à épouser avec zèle la cause du vice et de la misère, et de tous les autres moyens répri-

(1) *Essai sur la Population*, tom. II, pag. 255, édit. anglaise.

mans de la population que ce auteur a pu découvrir à mesure qu'il a publié des éditions successives de son *Essai*, en contemplant les calamités qui pourraient se manifester, lorsque le globe se trouverait trop rempli d'habitans. « Si, dit-il, un système séduisant d'égalité pouvait, sous d'autres rapports, se réaliser, et que le principe de population n'y apportât aucun obstacle jusqu'à ce que la terre entière se trouvât cultivée comme un jardin, et ne fût plus susceptible d'être rendue plus productive; je ne pense pas que la perspective d'un mal si éloigné dût refroidir notre ardeur à poursuivre l'exécution d'un tel projet. *On pourrait avec raison se reposer sur la Providence, quant aux dangers d'un événement placé à une si grande distance de nous* (1). »

M. Malthus manie certainement avec beaucoup d'adresse, ce que les logiciens appellent *argumentum ad hominem*. Lorsqu'il s'agit de démolir un plan de bonheur, fondé sur

---

(1) *Ibid.* pag. 220.

un principe philosophique d'égalité, il croit qu'il suffit d'exposer la folie du sage, et l'égoïsme de l'homme bienfaisant. Cependant, dans quelques pages qui précèdent, il fait un aveu naïf, en disant qu'il « ne pense pas que la perspective d'un mal éloigné doive refroidir notre ardeur à poursuivre l'exécution d'un tel projet ; » et « qu'on pourrait, avec raison, se reposer sur la Providence, quant aux dangers d'un événement placé à une si grande distance de nous ».

Ceci ressemble assez à la justification qu'il fait ailleurs de la bonté de Dieu, en nous infligeant tous les maux qui, selon l'auteur, découlent du principe de population. Cette justification est fondée sur les moyens par lesquels on pourrait s'opposer à l'accroissement de la population, sans avoir recours au vice et à la misère, par la seule opération de la retenue et de la prudence humaine. Après quoi il ajoute ces mots : « Je crois que la plupart de mes lecteurs se flattent aussi peu que moi de voir s'opérer un changement notable dans la conduite générale des hommes sur ce point ; aussi, la principale raison pour la-

quelle *je me suis permis de supposer* que la vertu devait en général prévaloir, c'était dans l'intention de mettre la bonté divine à l'abri de toute imputation (1). » Et, pour y parvenir, il assure que si Dieu avait créé l'homme tel que M. Malthus croit qu'il n'a jamais été, et tel qu'il ne sera jamais, bien des maux auxquels nous sommes exposés dans ce bas monde, n'existeraient point (2).

---

(1) Tom. III, pag. 103, édit. anglaise.

(2) Il y a lieu de croire qu'il s'est commis de grandes erreurs relativement à la population actuelle de la terre, dont il est peut-être à propos de faire mention. C'est aujourd'hui une mode très-répandue parmi les hommes, et dont l'objet favori est de ne rien admettre de beau, et de représenter sous des couleurs sombres tout ce qui est ou ce qui a été, quelque prospère et admirable qu'il puisse paraître. L'orgueil a une avidité grossière qui se nourrit indistinctement aux dépens tantôt de l'honneur, et tantôt de l'infortune. Inspirés par cet esprit, certains auteurs ont été portés à estimer la population de la Chine à cent cinquante millions d'âmes, au lieu de trois cents millions, ainsi qu'elle est rapportée par Du Halde et sir George Staunton. Mais il ne paraît pas qu'ils aient eu de bonnes raisons pour cela. Si l'opinion reçue à l'égard de la population de la Chine est exacte, dans ce cas il y a dans cet empire 230 individus par mille carré. Or, en Angle-

CHAPITRE III.

Appréciation des facultés productives du sol de l'Angleterre et du pays de Galles.

M. Malthus s'est aperçu qu'il n'avait pas core gagné beaucoup de terrain par son étrange hypothèse, dans laquelle la misère naît du sein même de la prospérité générale, et qui nous fait voir l'empire irrésistible de l'égoïsme, se montrant aussitôt que « la bienfaisance a établi son empire dans les cœurs, » ou une trentaine d'années plus tard (1). C'est cette hypothèse qu'il avoue ingénûment, dans le chapitre immédiat, être « une difficulté qui ne doit point nous décourager dans nos efforts, et un événement dont on peut bien abandonner le soin à la Providence ». M. Malthus, dis-je, change alors

---

terre on en compte 200, dans le comté de Lanscastre 476, et dans le district de Burdwan au Bengale au delà de 600. (V. Liv. I, chap. vii.) Cependant un seul district ne peut jamais servir de terme moyen pour un pays très-étendu.

(1) Tom. II, pag. 269.

la batterie, et il nous assure que, « pendant toutes les périodes du progrès de l'agriculture, depuis le moment actuel jusqu'à ce que la terre entière soit cultivée comme un jardin, la difficulté de se procurer la nourriture ne cessera, plus ou moins, de se faire sentir parmi les hommes. » C'est même le seul but d'une grande section de son ouvrage, de faire voir que dans tous les pays, l'Amérique seule exceptée, la population, pour me servir de son expression, « tend sans cesse à dépasser la limite des moyens de subsistance. »

Dans ce qui me reste à dire dans ce chapitre et les suivans, je suis obligé de supposer que l'espèce humaine possède une tendance à multiplier. Je crois que peu de personnes hésiteraient à convenir que, en supposant la population stationnaire, et abstraction faite de cette tendance, vraie ou fausse, à l'accroissement, ce ne serait pas un problème impossible à résoudre, que de savoir comment, en Angleterre ou dans tout autre pays connu, on ferait produire à la terre assez de subsistances pour satisfaire amplement aux besoins du nombre actuel de ses habitans.

Un observateur prudent commencerait probablement par bien examiner le pays qu'il habite. Pour nous aider dans cette recherche, et mettre le lecteur à même de comparer les denrées alimentaires produites par le sol de l'Angleterre et du pays de Galles, avec le nombre actuel de ses habitans, je vais offrir quelques extraits du *tableau de Middlesex*, fait par M. Middleton, et publié par ordre du comité d'agriculture.

Dans la neuvième section de son dix-septième chapitre, intitulé *Approvisionnemens et consommations de la Grande-Bretagne méridionale*, M. Middleton suppute les terrains cultivés de l'Angleterre et du pays de Galles

	Acres.
En.	39,100,000
Terres communales et terrains incultes. .	7,816,000
Total.	46,916,000

A la même page de son livre (642) il porte la consommation des habitans, hommes, femmes et enfans, terme moyen, comme il suit :

Consommation annuelle par tête.	Acres.
En pain, le produit de.	$\frac{1}{2}$

En boissons.	$\frac{1}{8}$
En nourriture animale.	2
En racines, herbages en fruits.	$\frac{1}{8}$
TOTAL.	$2\frac{3}{4}$

En procédant d'après ce calcul, et estimant la population de l'Angleterre et du pays de Galles à 10,000,000 d'âmes, la consommation totale de vivres sera chaque année :

	Acres.
En pain, le produit de.	5,000,000
En boissons.	1,250,000
En nourriture animale.	20,000,000
En racines, herbages et fruits.	1,250,000
Ajoutons à cela que M. Middleton estime que nous employons 1,200,000 chevaux aux travaux de l'agriculture, lesquels consomment chacun le produit de quatre acres; ce qui fait	4,800,000
Terrains divers ou dont l'emploi n'est pas déterminé.	6,800,000
TOTAL.	39,100,000

Or, en divisant le dernier article de 6,800,000 acres par $2\frac{3}{4}$, nous verrons que cette étendue de terrain devrait fournir de la nourriture pour 2,054,380 créatures hu-

maines, ce qui, ajouté aux dix millions énoncés ci-dessus, forme un total de 12,054,380, c'est-à-dire, près de deux millions au delà de la population totale de l'Angleterre et du pays de Galles, d'après les relevés faits en exécution de l'acte du parlement de 1810. Il faut faire attention que dans ce calcul je n'ai tenu aucun compte des 7,816,000 d'acres que M. Middleton calcule être l'étendue actuelle des terres communales et des terrains en friche, et qui cependant sont en partie susceptibles d'être tournés au profit de la subsistance de l'homme.

J'ai une raison de plus pour offrir ces extraits au lecteur ; c'est qu'ils suggèrent naturellement plusieurs réflexions intéressantes relativement à la nourriture de l'homme, abstraction faite de la question qui nous occupe en ce moment.

J'avais songé d'abord à insérer ici, au lieu de ces extraits, un tableau des produits annuels de notre sol, distribué selon les divers articles dont se compose la nourriture de l'homme. Mais je n'ai pas réussi à me procurer des matériaux assez exacts

pour former un semblable tableau. M. Middleton part d'une base particulièrement défavorable au but que je me proposais, et au résultat que je cherchais à obtenir. Il commence par supputer la quantité des terrains mis en pâturage, et des terres labourées, et il en déduit ensuite la quantité de nourriture nécessaire pour chaque personne. Je n'ai nul doute que si j'avais pu me procurer un tableau des produits actuels, je n'eusse fait voir d'une manière bien plus frappante combien est grande la richesse de notre sol, et quels moyens il fournit pour nourrir une population considérable.

Par exemple, dans le moment actuel l'Angleterre produit annuellement un certain nombre de *quarters* de blé, ainsi que des autres articles qui servent à la nourriture de l'homme. Si M. Malthus veut dire que cette quantité de blé et cette masse de denrées alimentaires ne peut nourrir qu'un nombre donné d'individus, et que, en supposant pendant un an toute importation et toute exportation suspendues, la totalité de ces provisions pourrait être franchement employée à nourrir le peuple de l'Angle-

terre, dans ce cas il dit une chose qui est vraie ou qui peut l'être; mais c'est là une vérité bien évidente et triviale, tandis qu'en l'énonçant avec emphase, il a l'air d'établir un principe fondamental.

La véritable question est de savoir pourquoi, si cette masse de denrées alimentaires n'est pas suffisante pour nourrir le peuple de l'Angleterre pendant l'année dont il s'agit, et en supposant qu'il en soit de même pendant les années subséquentes, pourquoi, dis-je, ne s'occupe-t-on pas à tirer de la terre une plus grande quantité de produits?

La première réponse certaine et incontestable à cette question, est que ce ne sont point les limites trop resserrées du globe ni d'aucune de ses parties, qui s'opposent à la production d'une plus grande quantité de subsistances, que la terre est loin de se refuser à produire. On n'a pas encore forcé notre sol à produire tout ce qu'il peut rapporter de fruits propres à servir de nourriture à l'homme : et on n'a pas encore engagé les Anglais à déployer toute l'industrie agricole, dont le nombre de bras existans rendent la nation capable. Ce n'est ni le manque

de terrains ni celui de bras pour les cultiver, qui restreint la quantité de subsistances que l'Angleterre produit annuellement. Il faut donc que ce soit quelque autre cause différente de ces deux.

CHAPITRE IV.

Causes du peu d'abondance des moyens de subsistance.

L'EXPRESSION « moyens de subsistance » renferme quelque chose d'ambigu ; et c'est je crois, grâce à cette ambiguïté, que la doctrine de M. Malthus sur ce point a pu fixer pour un seul instant l'attention du public.

La terre, pour parler philosophiquement, est la source des « moyens de subsistance » pour l'homme ; et jusqu'à ce que son sein fécond soit épuisé, et que le sol ait été cultivé au point de ne pouvoir plus produire un surcroît d'alimens, l'homme libre et dégagé d'entraves, pourvu qu'il soit civilisé, n'aura rien à craindre pour sa subsistance.

Dans un autre sens très-restreint, on peut appeler « moyens de subsistance » les produits recueillis du sol à une époque quelconque ; et c'est dans ce sens que

M. Malthus juge à propos de prendre constamment cette expression.

Si l'on avait fait attention à cette ambiguïté, chacun aurait senti l'absurdité de dire que « la population tend à dépasser la limite des moyens de subsistance, » pendant toute période intermédiaire qui précéderait l'époque à laquelle « toute la terre se trouverait cultivée comme un jardin. »

Afin de placer ce fait sous un point de vue plus frappant, distinguons les deux grands modes d'existence de l'homme, l'état civilisé, et l'état sauvage. En ce moment, je me bornerai au premier.

L'homme civilisé, c'est l'homme qui ne se nourrit plus des fruits sauvages de la terre, et qui fait sa principale nourriture de ceux que l'industrie humaine a cultivés. Dans cet état donc, chaque individu qui vient au monde, est un nouvel instrument propre à produire les moyens de subsistance, c'est-à-dire, des denrées alimentaires ; et chaque membre ajouté à ceux qui composent la communauté, est un instrument nouveau pour accroître ces moyens.

La base de toute société civile, au moins

telle qu'elle existe dans les pays que nous connaissons le mieux, repose sur la vérité de la proposition suivante : Que l'homme, dans l'état social, est capable de faire produire à la terre une plus grande quantité de subsistance qu'il ne lui en faut pour sa propre nourriture. Tant que les hommes ne travaillaient que chacun pour soi, ils étaient tous pasteurs et laboureurs ; et si cet état n'eût point changé, ils auraient continué de même pour toujours.

C'est à cette faculté surérogatoire de l'homme que nous sommes redevables de tous nos perfectionnemens, de tout notre luxe et de notre élévation.

Il en est résulté la division des membres de la société en deux grandes classes : l'une est occupée à cultiver la terre et à soigner ses productions ; l'autre vit dans l'oisiveté, ou se livre à d'autres genres d'industrie qui n'ont pas un rapport immédiat avec la production des alimens.

Peut-il donc y avoir quelque chose de plus souverainement absurde que de dire que « la population ne cessera de tendre à dépasser les limites de la subsistance, » pen-

tant tout le temps qui pourra s'écouler jusqu'à ce que la terre entière se trouve « cultivée comme un jardin! »

Jetons les yeux sur le continent de l'Amérique du nord, dont l'histoire réelle ou fabuleuse a eu le malheur de donner naissance à l'hypothèse de M. Malthus. Dans ce pays, un père regarde chaque enfant de plus qui lui vient au monde, comme autant d'ajouté à son capital et à ses moyens de subsistance, ou, pour mieux dire, à ses moyens d'aisance, et à la facilité d'amasser une fortune modique. On a prétendu, mainte et mainte fois, que la population doublait dans ce pays par le seul effet de la procréation, tous les quinze, vingt ou vingt-cinq ans. Là, nous assure-t-on, le nombre des habitans, en 1749, était d'un million, et il est à présent de dix. (J'admets l'accroissement; mais je nie qu'un tel accroissement progressif et soutenu provienne de la procréation seule.)

Quelle en est la cause? une très-simple. C'est que le continent de l'Amérique du nord renferme une immense quantité de terrains fertiles non défrichés, qu'on peut

obtenir gratuitement, ou à très-bas prix, et qui, en conséquence, moyennant un peu de persévérance et d'industrie, sont à la portée de tous les acquéreurs.

Il est donc évident que, tant qu'il reste dans un pays quelconque des terres susceptibles de culture, qui n'ont pas encore été exploitées au profit de la subsistance de l'homme, ou qui, dans ce but, n'ont pas encore été améliorées au point auquel les connaissances et l'industrie de la nation peuvent facilement atteindre, la population peut se trouver arrêtée; mais, certes, elle ne l'est point par aucune cause qui ait rapport au manque de moyens de subsistance. Ou, en d'autres termes, tant que la terre entière n'aura pas été cultivée comme un jardin (car la possibilité d'une telle culture dépend du nombre des créatures humaines que la nature a rendues capables de travailler à l'agriculture), ou que cela se sera réalisé dans quelque partie considérable du globe dont les habitans ne veuillent pas se décider à aller chercher fortune ailleurs, il ne peut point exister de cause inhérente à la nature humaine, qui puisse empêcher la population de continuer à s'accroître, autant

que la faculté d'accroissement pourra le lui permettre.

Rien ne peut donc être plus insultant et plus futile que de dire à un homme qui n'a rien, et qui est venu au monde par suite des lois suprêmes de la nature, qu'il est venu dans « un monde où toutes les parts étaient déjà faites. » Le partage existe réellement, mais il n'a pas été fait dans les vues les plus sages et les plus honnêtes, ni dans le but le plus propre à favoriser l'extension du bonheur des hommes. On n'a qu'à lever les yeux et à jeter un regard sur nos landes et nos forêts, nos parcs et nos lieux de plaisance, et l'on se convaincra sans peine que la terre est loin d'être partagée comme il faudrait qu'elle le fût, d'après les lois simples, mais éternelles et incontestables de la nature. Mon but en ce moment n'est point d'examiner si le partage, tel que les institutions de la société l'ont fait, peut se justifier ou non par de bonnes raisons: mais je soutiens que, tant que ce partage subsistera tel qu'il est actuellement, on ne pourra pas dire que c'est le manque des « moyens de subsistance » qui empêche la population de s'accroître.

Nous oserons même affirmer, sans crainte qu'on puisse nous contredire avec quelque apparence de raison, qu'il n'existe à présent aucun pays connu sur la surface du globe où la population soit impérieusement arrêtée, excepté par deux causes, l'ignorance, ou les institutions positives de la société.

Les tribus sauvages sont répandues par petites hordes sur une très-grande étendue de terrain, dont elles n'ont jamais appris à connaître les qualités réelles et les plus avantageuses à l'homme. Ces hordes vivent d'une manière précaire de la chair des animaux sauvages des forêts, ou des fruits et des racines que le hasard leur présente. Elles ne songent point à se prémunir contre le cas où ces moyens précaires de subsistance viendraient à leur manquer. Une suite de ce qu'on appelle communément malheur, peut suffire pour faire périr de faim toute une famille.

L'homme est un animal qui, quoiqu'en dise M. Malthus, a besoin d'être soigné avec tendresse. Dans le premier âge de la vie, l'enfant peut à peine se passer de soins

tendres et assidus; et dans notre déclin nous avons besoin, pour prolonger la vie, de jouir d'un certain bien-être et de l'aisance. Dans le second cas, ainsi que je l'ai déjà fait voir, la source de la population ne diminue pas; mais les moyens insuffisans que possèdent les sauvages pour élever leurs enfans, et la détresse qui doit nécessairement résulter du défaut de magasins, diminuent beaucoup la source de la population. Les adultes mêmes, étant sans cesse exposés à toute l'inconstance des saisons, doivent en souffrir considérablement; et quoique l'homme sauvage ne soit pas aussi sensible que nous à ces vicissitudes, elles ne peuvent pourtant pas manquer, dans un grand nombre de circonstances, de contribuer à abréger ses jours. La vie sauvage est certainement, selon moi, une vie bien malheureuse.

La seule cause qui, outre l'ignorance, tend décidément à arrêter le progrès de la population, dans un monde aussi faiblement peuplé que l'est celui que nous habitons, tient aux institutions positives de la société. Tant qu'il restera dans ce pays ou dans tout autre, de grandes portions de

terre entièrement incultes, ou cultivées de manière à ne produire que peu de nourriture à l'usage de l'homme, c'est un solécisme de dire que la population est arrêtée par le défaut des moyens de subsistance. Il est sans doute possible de produire des argumens pour montrer pourquoi la culture d'un pays ne doit pas être portée à son plus haut degré : on peut soutenir par différentes raisons, qu'il convient, pour que l'homme atteigne au plus haut degré de vertu et de perfectionnement, qu'il y ait des rangs différens dans la société, et des inégalités dans les fortunes : et il vaut peut-être mieux que le nombre des hommes soit moindre, pourvu que ceux qui existent parviennent à l'état le plus noble et le plus admirable dont la nature humaine est susceptible, que de voir les hommes se multiplier autant que possible, pendant que leur intelligence serait rabaissée presque au niveau de la brute. Je ne discute pas à présent quelle est la forme de société qui mérite la préférence. Tout ce que je prétends c'est, comme le dit un proverbe vulgaire, mais plein de sens, qu'il faut « que la selle aille au cheval. »

Le but principal de cet ouvrage est de rétablir les vieux principes de la science politique, de disperser les nuages, et d'écarter les paralogismes dont M. Malthus l'a obscurcie. Je me crois donc autorisé à conclure péremptoirement de tout ce que je viens d'exposer, que la population dans les divers pays de l'Europe, en supposant qu'elle tende à s'accroître, n'est point arrêtée par le manque des moyens de subsistance, mais bien par les institutions positives de la société. Ma proposition est l'inverse de la fameuse maxime de M. Malthus; car je soutiens que « les institutions humaines, quand elles sont vicieuses et oppressives, sont les sources abondantes qui versent de terribles maux sur la société; tandis que le progrès de la population n'est qu'un mal comparativement léger et superficiel, une plume qui flotte à la superficie » de l'*Essai sur la Population*, et qui mérite à peine qu'on s'en occupe sérieusement partout ailleurs.

Quelle est la grande différence qui existe entre le continent de l'Amérique du nord et les principaux états de l'Europe? C'est

qu'en Amérique on peut dire à tout homme, ce que Dieu dit à Abraham : « Lève maintenant tes yeux, et regarde du lieu où tu es, vers le septentrion, le midi, l'orient et l'occident, » et choisis le lieu que tu voudras avoir pour toi : en Europe l'homme sans moyens, et celui qui est disposé à déployer toutes les ressources de son industrie, peuvent de même se tourner vers les quatre points de la terre, et apercevoir bien des terrains incultes, ou inutiles pour la subsistance de l'homme; mais ils les regardent en vain. Si un de ces hommes enfonce sa bêche ou plante un pieu, il surviendra bientôt quelqu'un qui, en lui montrant la terre, lui dira : « Cette terre est à moi, » et il le sommera de déguerpir, et chassera bientôt le nouveau venu d'une manière expéditive, en appelant à son aide la force de ses camarades et dépendans. Non-seulement le malheureux ne peut se procurer un pouce de terrain gratuitement; mais, quand même il voudrait en acquérir une petite portion, il ne lui est peut-être pas possible de l'obtenir, à quelque prix que ce soit, ou du moins à un prix qui puisse lui convenir dans les cir-

constances où il se trouve. Il est donc vrai, comme le dit M. Malthus, que « toutes les terres sont partagées; » mais elles ne le sont pas comme la nature voudrait qu'elles le fussent pour l'avantage des hommes.

CHAPITRE V.

Continuation du même sujet.

Résumons pour un moment la proposition de M. Malthus, et tâchons de la rendre encore plus claire. La population de la terre, dit-il, est continuellement arrêtée dans les pays anciennement policés, par le manque des moyens de subsistance.

La futilité et l'absurdité de cette idée paraissent surpasser tout ce qu'on a pu imaginer jusqu'à présent sur l'étendue de la crédulité humaine. Il faut qu'un homme se trouve irrévocablement égaré dans un dédale de sophismes, pour qu'il puisse devenir la victime d'une telle proposition.

L'eunuque de la reine d'Éthiopie dit à l'apôtre : « Voici de l'eau; qu'est-ce qui empêche que je ne sois baptisé? » On peut de même se figurer entendre un homme sans préjugés et de bon sens dire : « Voici de la terre, qu'est-ce qui m'empêche de la

cultiver? » Pour rendre la parité plus complète, supposons que la portion de terre que cet homme a en vue, soit une de celles qu'on trouve en abondance chez nous, que la charrue n'a jamais rompues et qui n'ont même jamais été employées d'une manière tant soit peu efficace pour fournir des subsistances à l'homme.

Le premier idiot peut répondre à cette question : « Ce sont les institutions sociales et les lois du pays, qui m'empêchent de cultiver. »

Y a-t-il rien de plus clair? Si je cultive cette terre à mon profit et au profit des miens, je ne prive qui que ce soit des moyens de subsistance, pas plus que je ne le ferais en cultivant quelques acres de terre dans les contrées les plus sauvages de l'Amérique du nord. Et ce morceau de terre que j'ai en vue, j'ai mille fois plus de moyens de le rendre productif, qu'un terrain de de la même étendue dans les établissemens reculés de l'Amérique. Le premier, à la vérité, exige quelque préparation avant de devenir productif; mais, pour le second, il faut commencer par en abattre les forêts

originaires du sol, et qui en sont les aborigènes. Dans le dernier cas, il faut transporter les instrumens d'agriculture au delà de l'Atlantique ; dans l'autre on peut les avoir au même prix dans la première ville du voisinage, en épargnant la dépense du fret. Le même capital qui, en Amérique, est nécessaire pour enclore une ferme et pour tirer parti de son sol, pourrait également suffire au cultivateur dans son propre pays, s'il n'était arrêté par la défense qui lui est faite, et par l'impuissance où il se trouve d'acheter ou de prendre à bail la portion dont il a besoin dans son pays natal.

Plusieurs auteurs ont raisonné savamment sur l'origine de la propriété. On a beaucoup admiré l'explication qu'en donne Locke ; et Rousseau, dans son Émile, a un passage remarquable sur le même sujet.

M. Malthus n'a point fait de cas des spéculations de ses devanciers sur cette importante question. Voici ce qu'il dit là dessus, ou plutôt ce qu'il doit dire d'après ses principes. La loi de propriété tire sa source de la progression géométrique. Les fondateurs des nations ont pressenti, par instinct,

la multiplication illimitée et rapide de l'espèce humaine, et ils y ont en conséquence mis d'avance cette salutaire barrière, pour arrêter la multiplication des hommes. Il est vrai qu'en dernière analyse, il faut que ce soient les institutions sociales qui font que le sol de notre île est si imparfaitement cultivé, au point, suivant M. Malthus, de ne pas pouvoir fournir une nourriture saine et suffisante à tous ses habitans. Et cependant, si l'on admet la théorie de l'*Essai sur la Population*, les institutions sociales doivent, en toute justice, être déclarées exemptes de tout reproche à cet égard, attendu qu'on ne saurait les taxer d'agir par caprice, ni d'exercer un pouvoir discrétionnaire ; elles ne sont que les instrumens d'une puissance plus élevée, c'est-à-dire, de la grande, inhérente et indestructible loi de la multiplication de l'espèce humaine. L'axiome capital de M. Malthus subsistera donc dans toute sa force, et il faudra croire que « les institutions humaines, quelque vicieuses et oppressives qu'elles soient, et quelques maux qu'elles paraissent occasioner à la société, ne sont réellement que des cau-

ses légères et superficielles, semblables à des plumes qui flottent à la superficie, si on les compare à ces sources bien plus profondes de mal qui découlent des lois de la nature et de la passion d'un sexe pour l'autre. »

Plus nous mettrons d'attention à examiner l'*Essai sur la Population*, et plus nous trouverons des raisons de nous convaincre que la théorie qu'il nous offre, est de sa nature la plus chimérique et vaine dont on ait jamais importuné le public. Elle débute en proclamant en style pompeux, la progression arithmétique et la progression géométrique, et son but est de prouver que, quel que soit le degré d'amélioration et de perfectionnement auquel la culture de la terre pourrait arriver, les produits du sol ne suffiront jamais à satisfaire les besoins de tous les êtres qui seront engendrés par suite du principe de multiplication inhérent à l'homme.

Voilà la partie brillante et éblouissante de la théorie de M. Malthus, et qui est destinée a étourdir ses lecteurs ; c'est par ce moyen qu'il a réussi à faire illusion et à égarer une foule innombrable de disciples.

Mais tout ceci n'a aucune espèce de rapport avec la partie pratique de ses doctrines, dont toute l'essence est renfermée dans la seule proposition suivante : « Dans tous les pays anciens, où la terre est déjà partagée entre des propriétaires, la population est sans cesse sur le point d'outre-passer la limite des moyens de subsistance. »

Or, si dans tous les pays anciens la population est sans cesse sur le point d'outre-passer la limite des moyens de subsistance, ou, en d'autres termes, si les habitans sont sur le point de manquer du nécessaire, cela doit arriver dans les pays où la population est stationnaire, car elle l'est probablement dans presque tous les pays de l'Europe. Bien plus, et M. Malthus s'est donné des peines infinies pour le prouver, il doit en être de même dans les pays où la population va en décroissant (1).

---

(1) Tels sont, par exemple, l'Espagne, le Portugal, une grande partie de l'Italie, la Sicile. Dans tous ces pays un grand nombre d'habitans ont de la peine à se procurer les choses nécessaires, quoique le sol en produise fort au delà des besoins, et soit susceptible d'en rapporter dix fois autant. Un fait bien singulier et non moins instructif,

Il faut donc mettre la progression arithmétique et la progression géométrique de l'*Essai sur la Population* sur la même ligne que les boucles de la perruque du barbier parisien dont parle Sterne dans son *Voyage sentimental.* « Plongez-les dans l'Océan, s'écria-t-il, et elles tiendront. »

« Combien tout, dans cette ville, dit Sterne, est sur une grande échelle! Le plus grand effort de l'esprit d'un barbier anglais n'irait certainement pas, en pareil cas, plus loin que de dire : — Trempez-les dans un seau

---

qui a étonné tout le monde, fut celui de l'Espagne, qui, naguère pouvait à peine nourrir sa faible et chétive population, et qui pendant une longue suite de malheurs, envahie, saccagée, ravagée par des armées très-nombreuses, a pourvu dans la plus grande abondance à l'entretien de 500,000 soldats étrangers pendant près de cinq ans consécutifs! Ce n'étaient pas tant les vivres qui manquaient en Espagne, c'était leur distribution qui était vicieuse; et la circulation des denrées entravée par une législation absurde, était aussi contraire au bien-être de la grande masse des habitans, que funeste aux progrès de l'agriculture. Combien de fois des corps de l'armée française, campés dans des districts dont les habitans mouraient de faim en pleine paix, n'ont-ils pas trouvé le moyen d'y vivre dans l'abondance et de fournir des vivres suffisans aux habitans mêmes! (*Note du traducteur.*)

d'eau. — Il faut convenir qu'un seau d'eau, à côté du grand Océan, ne joue qu'un triste rôle dans un discours : mais peut-être trouvera-t-on que le premier a un avantage; c'est qu'il est à deux pas, et qu'on aurait pu à l'instant même vérifier, sans beaucoup de peine, la vérité du propos du barbier. »

Ce que M. Malthus avance au sujet de la population, dans son *Essai*, est exactement le pendant de ceci : « Si, dit-il, un système séduisant d'égalité pouvait sous d'autres rapports se réaliser, je ne pense pas que notre ardeur à poursuivre l'exécution d'un tel projet, dût se refroidir par la perspective si lointaine de la difficulté qui pourrait se présenter lorsque la terre entière, se trouvant cultivée comme un jardin, serait devenue incapable d'accroître ses produits. Pour un événement si éloigné de nous, on pourrait bien s'en reposer sur la Providence. Mais le fait est que, dès à présent et pour l'avenir, la détresse causée par le besoin de nourriture ne cessera de se faire sentir parmi les hommes. »

S'il est donc vrai que dans tous les états anciens, et dans tous les temps, lorsqu'on

examine la chose à fond, il y ait disette des moyens de subsistance, et qu'il n'y ait jamais un approvisionnement suffisant pour fournir une nourriture abondante et saine à tous les hommes, dans ce cas la moindre augmentation imaginable dans le nombre de ceux qui réclament leur part, doit être une grande calamité.

Laissons donc là le pompeux cortége des progressions de M. Malthus, qui ne figurent dans cette question que par ostentation, et dont le seul effet se réduit à embarrasser l'esprit du lecteur. La véritable difficulté pratique, la seule question digne d'être méditée par ceux qui s'occupent des affaires réelles de la vie, c'est de tâcher de découvrir s'il existe quelque moyen de remédier à cette disproportion entre la somme des moyens de subsistance dans les états anciens, et les demandes de la part des individus qui, se trouvant doués de la vie, ont naturellement le désir de se procurer de quoi la perpétuer. M. Malthus prétend que le remède consiste à arrêter l'accroissement de la population et à diminuer le nombre des bouches. Un autre pourra dire, avec autant

de plausibilité et d'apparence de raison, que le remède consiste dans l'augmentation de la somme des moyens de subsistance, obtenue moyennant un emploi différemment réglé des facultés que la terre possède de fournir de quoi nourrir les hommes. C'est entre ces deux projets que nous avons à prononcer.

La question ne dépend en aucune manière, ainsi que M. Malthus cherche sans raison à nous le persuader, du degré auquel la faculté de multiplier peut être portée parmi les hommes. Cela est tout-à-fait étranger à la question. La progression géométrique n'est autre chose qu'un feu follet, qui ne peut que nous faire perdre la route en nous égarant à travers « des marais, des fondrières, des cavernes, des spectres, en un mot à travers l'empire de la mort. » Quelle que soit la faculté de multiplication inhérente à l'espèce humaine, son opération est arrêtée, s'il est vrai qu'elle le soit, par quelque cause autre que les effets de sa propre rapidité excessive. Le char de la nature n'a pas encore été embrasé par la vélocité de son mouvement. Et même, en

supposant le principe d'accroissement de l'espèce humaine le plus faible qu'on puisse imaginer, il ne s'ensuit pas moins, dans le système de M. Malthus, que cet accroissement, quelque léger qu'il soit, « ne cessera de tendre à dépasser la limite des moyens de subsistance. » Cessons donc de nous laisser éblouir et décourager par l'étonnant prologue que l'auteur de l'*Essai sur la Population* a mis en tête de cette proposition stérile et unique, et examinons la proposition en elle-même.

La grande proposition pratique de M. Malthus, est que, dans tous les états policés, la population tend sans cesse à dépasser la limite des moyens de subsistance; ou, en d'autres termes, que la tendance excessive qu'a l'espèce à multiplier, rend tous les efforts qu'on fait pour augmenter les moyens de la subsistance de l'homme, c'est-à-dire, sa nourriture, pour le moins inutiles, ou plutôt pernicieux.

Or on peut assigner trois raisons fort simples, pour prouver que cette assertion est fausse.

La première, c'est que, dans plusieurs

des états en question, il n'y a point d'accroissement, et la population y est stationnaire : dans quelques-uns, elle va même en décroissant, sans qu'il en résulte le moindre avantage pour la nation en général.

La seconde, parce que, suivant la fameuse doctrine de M. Malthus sur les progressions parallèles, les deux premiers termes de chacune coïncident. La population, à ce qu'il dit, tend à doubler tous les vingt-cinq ans; mais il admet en même temps, que lesm oyens de subsistance peuvent s'accroître dans le même espace de temps, d'une quantité égale à leur quantité primitive. Jusque-là la progression géométrique coïncide avec la progression arithmétique. Par conséquent, durant la période de la première duplication, dans un pays quelconque, il n'y a nul danger. Les craintes de M. Malthus, et celles que peuvent raisonnablement concevoir ceux qui ont adopté ses principes, ne regardent que les périodes suivantes. Eh bien! supposons que les choses se passent de la sorte pendant la première période. D'après l'exposé même de M. Malthus, il est évident que dans l'in-

tervalle qui s'écoulera pendant que nous avancerons vers la première duplication, tout peut marcher paisiblement et d'une manière prospère. La population s'accroîtra, mais on peut également s'attendre à voir les moyens de subsistance augmenter dans la même proportion; à moins que les concessions de M. Malthus ne soient futiles et insidieuses, et que, semblables aux accens des sirènes, elles ne nous promettent des choses si belles et si désirables que pour triompher facilement de ceux qui les écoutent.

La doctrine expresse de M. Malthus, lorsqu'on la dépouille de son clinquant, et qu'on la sépare des fausses prophéties, à l'accomplissement desquelles nous n'avons en ce moment aucune raison de croire, se réduira à dire que l'Angleterre, par exemple, pays où M. Malthus et moi avons écrit nos ouvrages, peut continuer à jouir du bien-être, jusqu'à ce que la population actuelle, que nous supposerons de dix millions, ait doublé, et soit portée à vingt millions. Écoutons les paroles de l'*Essai sur la Population* : » Dans les premiers

vingt-cinq ans la population serait portée à vingt millions (il dit vingt-deux), et la nourriture ayant également doublé, les moyens de subsistance se trouveraient au niveau de cet accroissement (1). » Ce n'est pas là une idée triviale, lancée au hasard; ce sont les deux progressions mêmes, l'arithmétique aussi-bien que la géométrique, c'est la base même de toutes les spéculations de M. Malthus : et « quiconque ne la maintiendrait pas entière et pure, n'est certainement » qu'un imposteur et un intrus dans l'école de l'auteur de l'*Essai sur la Population*.

Mais supposons que la population de l'Angleterre ne parvienne pas à vingt millions dans un intervalle aussi court que celui de vingt-cinq ans. Car dans les progressions de M. Malthus, quelque simples qu'elles puissent paraître à un observateur superficiel, tout dépend du temps. Si l'espèce humaine ne double pas à chaque génération, dans ce cas tout le venin de la doc-

(1) Tom. I, pag. 14, édit. anglaise.

trine de l'*Essai sur la Popularion* est extrait, et le poison est neutralisé. Les améliorations dans l'art de produire les moyens de subsistance, qui forment la base même de la progression arithmétique, sont intimement liées à des considérations tirées de la durée du temps. La doctrine expresse de M. Malthus est contenue dans la concession suivante : « Nous admettons que les subsistances que la terre peut fournir à l'homme sont susceptibles de s'accroître tous les vingt-cinq ans, d'une quantité égale à celle des produits actuels de la terre. Si donc l'espèce humaine ne double pas en nombre dans vingt-cinq ans, et si cette duplication ne s'opère qu'en cinquante, en soixante-quinze, ou en cent ans (ou si, comme nous l'apprend l'expérience de l'ancien monde, la population ne double nullement ; car il n'est pas question d'une duplication possible, mais bien de ce qui a réellement lieu, attendu que si des hommes possibles ne mangent pas, des hommes réels ont besoin de nourriture), dans ce cas, dis-je, l'accroissement des moyens de subsistance par l'addition successive d'une quantité égale à la quantité

actuelle, peut continuer à avoir lieu tous les vingt-cinq ans, et la progression géométrique s'avançant par divers intervalles de temps, peut n'atteindre la progression arithmétique qu'au bout d'une période longue et indéfinie.

La doctrine de M. Malthus, telle qu'elle est énoncée dans l'*Essai sur la Population* (1), est de toutes les doctrines connues la moins pratique : rien n'est plus clair. C'est une théorie dans les nues, propre à amuser ceux qui aiment à vivre dans un élément éloigné des affaires humaines. Elle peut faire pendant à la manière dont le docteur Price explique le pouvoir inhérent au principe de l'intérêt composé. « Un sou anglais (*penny*), dit cet auteur, qui aurait été placé à raison de cinq pour cent d'intérêt composé, à la naissance de Jésus-Christ, se serait accru en 1791, au point de représenter une somme plus forte que n'en pourraient contenir trois cents millions de globes d'or massif, chacun aussi gros que le nôtre (2). »

---

(1) Pag. 13

(2) *Observations sur les payemens reversibles*, tom. I, pag. 314, édit. anglaise.

Or il serait tout aussi raisonnable de prendre l'alarme en songeant à la puissance despotique et irrésistible que posséderait sur les hommes celui qui, descendant en droite ligne de l'homme qui aurait placé le *penny* à intérêt composé à l'époque de la naissance de Jésus-Christ, en serait devenu l'héritier légitime, que de nous inquiéter quant aux suites des progressions de M. Malthus. Je dirais à celui qui se sentirait effrayé de la première de ces deux propositions : Attendez jusqu'à ce que vous ayez vu réellement le *penny* converti en mille ou en dix mille livres sterling ; et à l'homme dont le repos se trouverait sérieusement troublé par le rêve de la progression géométrique, je lui dirais : Attendez au moins que vous ayez vu la population de dix millions que renferme notre île, s'élever à vingt millions ; car tant que cela n'arrivera pas, nous sommes autorisés à soutenir d'après l'*Essai sur la Population* que « les alimens ayant aussi doublé, les moyens de subsistance doivent se trouver au niveau de cet accroissement. » Jusqu'à ce que le premier terme de la progression géométrique se soit réalisé en An-

gleterre, nous n'avons aucune raison de nous déconcerter; et en attendant que cela arrive, les progressions de M. Malthus ne sont pas plus applicables aux affaires réelles de la vie, que le vieux adage qui dit que « si le ciel tombait il y aurait bien des alouettes de prises. »

En troisième lieu, considérons avec un peu d'attention comment l'accroissement de la population par le seul effet de la génération, peut causer la disette des provisions. Le premier pas vers cet accroissement doit se faire moyennant un nombre additionnel d'enfans. Or on sait que les enfans dans leurs premières années ne consomment pas beaucoup de nourriture, soit animale soit végétale. Le besoin croissant de moyens de subsistance ne peut donc se faire sentir que graduellement ; et les doctrines de l'*Essai sur la Population* nous apprennent que les moyens de subsistance sont susceptibles d'un accroissement régulier, progressif et illimité, quoique seulement d'après une progression arithmétique. Ce n'est donc pas un accroissement effectif dans le nombre des consommateurs qui rend les moyens

de subsistance dans les pays anciens, trop faibles pour nourrir convenablement leurs habitans. Or si cela ne vient point d'une cause déjà existante, il faut que cela tienne à quelque chose qu'on redoute. Il faut nécessairement en venir à la fin à cette conclusion : Si c'est la tendance que la population a de s'accroître au delà de l'accroissement possible des moyens de subsistance qui s'oppose à la multiplication de l'espèce humaine, dans ce cas il faut que ce soit la crainte seule d'un tel accroissement qui opère. Mais comment cela se peut-il, puisque M. Malthus a en 1798 eu l'honneur de découvrir la progression géométrique, et puisque tous les hommes d'état des temps anciens et modernes ont pensé, comme le docteur Paley, que « la diminutiou de population est la plus grande calamité qu'un état puisse souffrir, » et qu'ils ont tous considéré le but principal de la science politique comme étant d'augmenter le nombre de leurs concitoyens? Ainsi donc, ce n'est point une chose réelle, mais la crainte d'une chose que personne ne redoutait, qui a favorisé le système le plus étendu d'infan-

ticide, et qui a étouffé la progéniture de la race humaine à un degré difficile à concevoir; et cependant quiconque voudra se donner la peine de faire l'application de la progression géométrique depuis le temps où notre île, où le monde entier a commencé à être peuplé, pourra aisément en faire le calcul, s'il réussit à se procurer une feuille de papier assez grande pour recevoir les chiffres qui doivent répresenter le nombre des êtres qui ont dû périr ainsi.

Afin d'aider l'imagination du lecteur sur ce point, je vais lui offrir deux supputations authentiques, et qui y sont relatives.

La première se trouve dans le *American Gazetteer*, de Morse. A l'article *Ville de New-York*, on lit ce qui suit : « Si la population de cette ville continue à s'accroître pendant tout ce siècle, dans le même rapport que depuis vingt ans, le nombre de ses habitans se trouvera à la fin du siècle, de 5,257,493. » C'est ainsi qu'une ville comparativement insignifiante, et qui, au moment où cet auteur a écrit son ouvrage, ne contenait, à ce qu'il paraît, que 83,500 habitans, se trouve par anticipation, élevée, en moins

d'un siècle, à un peu plus du double de la population qu'on assigne à Pékin !

C'est M. Malthus lui-même qui me fournit le second exemple, dans un passage du livre qu'il vient de publier sous le titre de *Principes d'Économie politique, etc.* Voici comme il s'exprime : « Si quelqu'un veut se donner la peine de calculer, il verra que, s'il était possible d'obtenir les choses nécessaires à la vie, en quantité illimitée, et que la population doublât tous les vingt-cinq ans, la postérité qui aurait pu naître d'un seul couple, depuis l'ère chrétienne, aurait suffi non-seulement pour couvrir entièrement toute la terre, de manière à ce que sur chaque verge carrée il y eût quatre personnes debout, mais pour remplir toutes les planètes de notre système solaire de la même manière, et de plus, toutes les planètes qui tournent autour des étoiles invisibles à l'œil nu, en supposant que chacune d'elles soit un soleil autour duquel tournent autant de planètes qu'il y en a autour du nôtre (1). »

---

(1) Tom. I, p. 324 et 325, de ma traduction française. (*Note du traducteur.*)

Voilà quelle est cette doctrine qui a séduit les hommes d'état les plus graves de l'Angleterre et de l'Europe, depuis vingt ans ; c'est elle qui a osé lever sa tête bigarrée à la cour et au parlement, et qui a été jugée digne de servir de base à des mesures législatives, et à des codes d'administration pratique et de jurisprudence destinés à régir les hommes !

Il existe entre l'esprit de la théorie de M. Malthus et la manière dont on dresse les chevaux de carrosse, une ressemblance frappante ; tout le monde sait qu'on place sur la tête des chevaux des œillères pour les empêcher de rien voir d'un côté ou de l'autre, et les forcer de regarder tout droit devant eux. C'est une chose qui en vaut certainement la peine, que de tâcher de découvrir quels ont pu être les effets de la progression géométrique, telle qu'elle a dû opérer dans les anciens temps. Nous habitons, ainsi que j'ai eu souvent occasion de le répéter, un monde faiblement peuplé. Comment cela se fait-il, d'après les principes de l'*Essai sur la Population ?* Qu'est-ce qui a arrêté l'accroissement de la population dans les

âges reculés, antérieurs à l'existence des documens historiques?

J'ai abondamment démontré que si l'accroissement de la population est resserré par les limites étroites qui restreignent à présent les moyens de subsistance, cet obstacle n'est dû qu'aux institutions sociales, à l'inégalité entre les hommes, et à l'accumulation de la propriété et surtout de la propriété foncière en peu de mains. Mais ce système de législation a sans doute eu un commencement: il a tiré sa source du luxe. Le sol du globe fut libre jadis, probablement beaucoup plus libre qu'il ne l'est aujourd'hui dans le territoire des États-Unis d'Amérique. Chacun alors pouvait se procurer un fonds de terre à très-bas prix, peut-être même pour rien. Or, d'après le principe que j'ai déjà développé, que, chez les peuples civilisés, chaque individu est né avec la faculté de produire beaucoup plus de nourriture qu'il ne lui en faut pour sa propre subsistance, je ne vois rien qui, d'après les principes de M. Malthus, ait pu arrêter le progrès de la population, jusqu'à ce que la terre entière ou tout le monde connu, se soit

trouvé « cultivé comme un jardin. » Je prie M. Malthus de vouloir bien nous expliquer ce phénomène ; je le prie de nous expliquer ce qui est devant nos yeux, et de nous dire pourquoi le globe est si faiblement peuplé.

Peut-être les disciples de la progression géométrique diront-ils que, dans cet état de choses, la population n'a point été arrêtée dans son progrès, puisque le principe fondamental de l'*Essai sur la Population* affirme que l'opération de cette progression n'est point arrêtée « dans l'Amérique du nord. » Peut-être le globe entier a-t-il jadis « fourmillé d'hommes, » comme les navigateurs qui découvrirent l'Amérique méridionale, nous assurent avoir vu cette partie du monde remplie d'hommes « comme une fourmilière l'est de fourmis. » Si cela est vrai, il y a, lorsqu'on y réfléchit, assez de sujet pour de sérieuses méditations; car la terre, cultivée suivant les méthodes adoptées aujourd'hui dans l'agriculture, pourrait aisément fournir de quoi faire subsister trente fois le nombre de ses habitans actuels. Il s'ensuit que le globe a dû en effet contenir trente fois le nombre actuel de ses habitans : par

conséquent, il faut que vingt-neuf trentièmes de la race humaine aient déjà disparu du nombre des vivans. Et c'est dans ce débris d'un monde presque aussi désolé que si une comète venant de l'orbite de Saturne s'était trop rapprochée de notre planète, que M. Malthus nous avertit, en termes solennels, des dangers qui menacent le genre humain, si, par une considération quelconque nous ne nous empressons pas d'arrêter les progrès de la population.

Je n'ai pas besoin d'avertir le lecteur que les propositions précédentes n'expriment point mes propres opinions. Je ne les donne que comme des conséquences qui découlent rigoureusement de la théorie de l'*Essai sur la Population*. Je ne les présente que comme des résultats que M. Malthus doit expliquer ou éluder. Je les donne enfin comme des considérations qui m'auraient, à elles seules, suffi pour renverser les principes de M. Malthus, si le public ne m'avait pas paru tellement infatué à cet égard, que je me suis cru forcé d'entreprendre une réfutation en règle des paradoxes les plus dénués de fondement qu'on ait jamais avancés.

CHAPITRE VI.

Des améliorations dont la terre est susceptible, et au moyen desquelles on peut lui faire produire plus de subsistances pour l'espèce humaine.

Ce n'est qu'avec une certaine défiance que je me livre à l'examen de la partie théorique de la question, et à la recherche du degré auquel la terre pourrait être rendue plus productive au profit de la subsistance de l'homme, qu'elle ne l'est à présent. Mais cette partie de mon sujet resterait imparfaite si une telle considération était entièrement omise.

Il est impossible d'assigner des limites au perfectionnement de l'homme, et surtout aux améliorations qu'il peut introduire dans les arts, et dans l'application de l'industrie humaine. C'est pourquoi la perspective qui se déploie devant nos yeux deviendra extrêmement riante, aussitôt que nous nous serons débarrassés de la progression géomé-

trique, et de la doctrine encore plus absurde (s'il y a en effet quelque degré de différence entre elles) qui prétend que « la population tend nécessairement et constamment à dépasser la limite des subsistances, dès le moment actuel jusqu'à l'époque où la terre entière se trouvera cultivée comme un jardin. »

M. Malthus, en commençant l'exposé de sa théorie, admet que les moyens de subsistance, c'est-à-dire la masse totale des vivres, peut doubler dans vingt-cinq ans, dans tout le globe ou dans un pays quelconque; qu'elle peut tripler en cinquante ans, quadrupler en soixante-quinze, quintupler en cent ans, et ainsi de suite dans une série infinie. Il nous semble qu'il suppose trop pour quelques-uns des termes de cette série, et notre esprit se refuse à admettre une progression absolument infinie. C'est cet esprit apparent de concession qui a, autant qu'une autre cause, et peut-être plus que toutes les causes ensemble, procuré à la théorie de M. Malthus une si prodigieuse vogue parmi ses contemporains. Il faut, se sont-ils dit, qu'un auteur soit bien

sûr de son terrain, pour accorder à ses antagonistes plus qu'aucun d'eux n'oserait demander. Quant à moi, aucune des progressions de M. Malthus ne me plaît.

Timeo Danaos et dona ferentes.

Descendons dans les régions du sens commun; et afin d'éclairer davantage notre marche, prenons pour objet de notre examen l'Angleterre et le pays de Galles.

Pour l'intelligence de ce qu'on va lire il est indispensable de ne point oublier que, d'après les lois de la nature, il ne peut pas se présenter la moindre difficulté par suite de l'accroissement de la population, en supposant qu'il existe réellement, avant une période très-éloignée. L'idée d'être « sur le point de dépasser la limite des subsistances, » dans les pays où l'on sait cultiver la terre, et aussi long-temps qu'il y aura des terrains susceptibles d'être cultivés et qui sont encore incultes, doit, je pense, être bannie à jamais.

Je ferai observer d'abord que, d'après ce que nous venons de dire, on ne saurait nier, 1°. que ce que l'Angleterre et le pays

de Galles produisent de subsistances, si elles étaient également distribuées, est plus que suffisant pour satisfaire aux besoins de tous ses habitans actuels; 2°. je crois pouvoir assurer qu'il y a plusieurs portions de terre dans ces deux pays auxquelles on pourrait faire produire plus de subsistances à l'usage de l'homme, qu'elles n'en fournissent à présent.

Le problème que nous proposons en ce moment est: « de quelle manière une portion de terrain quelconque peut-elle être rendue capable de nourrir un plus grand nombre d'hommes? » Au contraire, le problème qui paraît avoir fixé réellement l'attention de ceux qui se sont trouvés chargés de la direction de cette affaire en Angleterre, est: « comment fera-t-on pour qu'une portion quelconque de terre ne produise que les subsistances nécessaires pour nourrir un moindre nombre d'hommes? »

Le docteur Price cite deux causes dont l'opération se fait sentir dans notre pays, et qui tendent puissamment à produire cet effet; la concentration des fermes, et le progrès du luxe.

« Un fonds de terre d'une étendue considérable, dit-il, dans les mains d'un seul homme, ne rapporte pas un aussi grand produit, et n'occupe pas autant d'hommes que si ce terrain était partagé entre un certain nombre de propriétaires (1). » Et il en cite pour preuves, deux paroisses du pays de Vaud, l'une desquelles, jadis un petit village, ayant été achetée par quelques hommes riches, s'est trouvée réduite à un seul domaine; et l'autre qui, ayant été jadis un seul domaine, est devenue un petit village, après que quelques paysans en sont devenus les propriétaires. « Combien de faits, dit-il, semblables au premier, l'Angleterre n'offre-t-elle pas en ce moment (2)! »

Quant aux progrès du luxe, il cite ces détails remarquables. « Dans l'année 1697 le blé valait trois livres st. le *quarter*, et les autres grains étaient chers à proportion. Mais il n'y eut point de clameurs, et l'exportation

(1) Observations sur les payemens reversibles, tom. II, p. 138.
(2) *Ibid.*

continua. Aujourd'hui (en 1773), quoique la quantité de l'argent, ou de ce qui tient lieu d'argent, soit doublée, néanmoins lorsque le blé est au-dessous de ce prix, l'alarme devient générale, les pauvres meurent de faim, et l'exportation est prohibée.

» La véritable raison de cela semble être, que le prix élevé du pain, à l'époque dont nous venons de parler, n'était pas une chose très-importante pour le bas peuple. Il se nourrissait d'autres alimens, qui étaient alors à bon marché; et les gens de cette classe étant plus généralement propriétaires fonciers, avaient moins besoin d'acheter du pain. Tandis qu'aujourd'hui qu'ils sont forcés par des difficultés plus grandes, et par le haut prix de tous les autres alimens, à vivre principalement ou seulement de pain, dès que cet article renchérit, ils ne peuvent plus trouver le moyen de se nourrir.

« Je citerai à l'appui de ce que je viens de dire, que, quoique pendant tout le dix-septième siècle, le blé se soit maintenu en général plus cher qu'il ne l'a été depuis quarante ans, terme moyen, la viande ne valait qu'à peu près la moitié de ce qu'elle vaut à présent.

Dans un acte du parlement, de la vingt-cinquième année de Henri VIII, le bœuf, le veau, le porc et le mouton sont désignés comme étant la nourriture du pauvre, et leur prix est fixé à environ un demi-*penny* la livre. Le bœuf et le porc surtout se vendaient à Londres à raison de deux livres et demie ou trois livres st., pour un *penny*, tandis que le blé valait sept ou huit schellings le *quarter;* gardant la même proportion avec le prix de la viande, qu'elle se trouverait aujourd'hui si le blé valait environ quatre livres st. le *quarter* (1).

Tout considéré, la condition des classes inférieures et celle du journalier, sont changées, presqu'à tous égards, en mal, pendant que le thé, le bon pain blanc, et d'autres friandises sont devenues, pour cette classe, des choses de première nécessité, qui leur étaient inconnues autrefois (2). »

On peut ajouter à cela que les travaux de l'agriculture étaient alors exécutés, en général, au moyen de vaches et de bœufs,

---

(1) Observations sur les payemens reversibles, tom. II, pag. 148, 149.

(2) *Ibid.* pag. 159, 160.

qui furent dans la suite employés comme nourriture; tandis que l'emploi aujourd'hui presque universel des chevaux, qui consomment, selon M. Middleton, l'un dans l'autre, le produit de quatre acres chacun, doit diminuer considérablement la quantité des alimens qui restent pour l'usage de l'homme.

M. Malthus appelle souvent notre attention, et avec beaucoup de raison, sur l'époque où la terre entière, ou une portion considérable du globe, pourra être « cultivée comme un jardin. » Jusqu'à ce que cela arrive, il est parfaitement certain qu'il ne peut pas exister de manque permanent des moyens de subsistance, sauf ce qui est causé par les entraves que nous imposent les institutions humaines.

Je me sens disposé à citer ici les améliorations en agriculture faites par M. Coke de Norfolk. On peut le considérer comme une espèce de père rural de son pays; et c'est un vrai plaisir, pour quiconque écrit sur les moyens de subsistance et le bien-être de l'humanité, de célébrer son mérite.

La propriété de M. Coke dans le Norfolk,

lorsqu'il en prit possession il y a plus de quarante ans, passait pour un des terrains de la plus mauvaise qualité du pays. Une grande partie de ce domaine était affermée à trois schellings l'acre. Le total de la rente montait à 2200 livres sterling par an. Son exemple et les encouragemens qu'il a donnés, ont tellement augmenté les produits de cette propriété, qu'elle peut servir, en quelque sorte, de modèle à l'île entière. La rente a décuplé, les cultivateurs sont heureux, la population est triplée. Il n'y a plus besoin d'une maison des pauvres, et en conséquence celle qui existait a été abattue. Le même sol qui était naguère un objet d'un si grand mépris, produit à présent cinq ou six quarters de blé et dix d'orge par acre (1).

Mais M. Coke est en ce moment une espèce de phénomène dans notre île. Le plus grand nombre de nos cultivateurs, même dans les terrains naturellement fertiles du Shropshire et du Cheshire, continuent à

---

(1) V. Rigby, *Holkham and its Agriculture*.

suivre la méthode de leurs pères, sans la perfectionner; et tandis que M. Coke obtenait des récoltes telles que nous venons de le dire, le produit moyen des terres à blé dans ces deux comtés n'était que de deux *quarters* par acre (1). Il est donc évident que moyennant un procédé fort simple, dont nous avons l'exemple sous les yeux, les produits territoriaux de notre île pourraient s'accroître fort au delà du double. Cette conviction aurait dû, ce me semble, empêcher tout homme sage de choisir un temps si peu propice, pour prêcher la doctrine de la dépopulation enseignée par M. Malthus.

J'ai cité l'exemple de M. Coke par deux raisons; la première, parce qu'il est doux de rendre justice au mérite d'un bienfaiteur de son pays; la seconde, parce qu'il existe une classe nombreuse de gens très-disposés à se laisser convaincre par une expérience déjà faite, et qui en même temps refusent de prêter l'oreille à tout ce qui a l'air d'une théo-

---

(1) *Voyez* Rigby, *Holkham and its Agriculture.*

rie. C'est pourquoi j'ai cité les procédés de M. Coke, quoiqu'ils ne soient en effet que très-insignifians, en comparaison de ce que je conçois possible, et de ce que M. Malthus avance sur la faculté qu'a la terre de produire des subsistances à l'usage de l'homme.

Le vœu ordinaire de ceux qui désirent le bonheur des hommes est : « que la charrue prospère. » Pour moi, si j'osais me flatter de l'espoir d'une multiplication rapide de l'espèce humaine, quoique nullement approchant de la progression géométrique de M. Malthus, qui est tout-à-fait impossible, je substituerais à ce vœu celui de souhaiter « que la bêche prospère. » La grande supériorité de la culture des jardins sur celle des champs labourés, en fait de produits propres à la subsistance de l'homme, est vraiment surprenante. M. Coke donne sa terre à bail à raison de quarante schellings l'acre ; mais, à en juger d'après quelques exemples qui sont à ma connaissance, j'estimerais quarante livres sterling l'acre, un taux de bail fort modéré, pour certaines sortes de terres propres au jardinage. Qu'on ajoute à cela les dépenses diverses des jour-

naliers, des engrais et autres frais nécessaires pour tirer parti de cet acre de terre, et l'on pourra se former quelque idée du nombre d'hommes qu'une telle étendue de terrain est susceptible de nourrir.

Je ne vois qu'une objection à cette culture à la bêche : bien entendu que c'est dans la supposition, jusqu'à présent bizarre et dénuée de tout fondement raisonnable, que la terre, en totalité ou en partie, se trouve pleine d'hommes, au point de réaliser ce qu'un esprit philanthropique est forcé d'imaginer de l'Utopie.

L'objection que j'ai en vue est tirée de la considération que, dans un état social très-perfectionné, il serait à désirer de voir diminuer la somme de travail corporel, au lieu de l'augmenter. Je crains pourtant qu'il ne faille se soumettre pendant longtemps à travailler beaucoup, avant de pouvoir parvenir à un meilleur état de choses. Les hommes ne sont pas assez avancés pour que les classes les plus nombreuses de la société sachent faire un usage innocent et éclairé du loisir, qui est le plus précieux des biens pour l'homme. Si jamais

nous parvenons à ce degré de perfectionnement, nul doute que nous ne trouvions le moyen de le mettre en exécution. Car un des traits les plus caractéristiques de l'homme, c'est l'invention des machines, et il n'y a aucune raison de supposer qu'il existe un seul genre d'industrie, dont les opérations ne soient, en dernière analyse, susceptibles d'être abrégées par l'application de cette faculté.

A ce que nous avons déjà dit sur les moyens de subsistance, il faut ajouter la mer. Les deux tiers de la surface du globe sont occupés par la mer, laquelle est pleine dans toute son étendue d'animaux, qui peuvent presque tous servir à la subsistance de l'homme. C'est un genre de moisson qu'on recueille sans avoir eu besoin de semer; elle n'exige point d'engrais, et le fermier qui en prend soin, a rarement besoin d'observer l'aspect du ciel, et de s'adresser à son curé pour qu'il prie Dieu d'envoyer du beau temps ou de la pluie. Il n'y a pas besoin de surveiller le progrès lent de la croissance, car une seule journée suffit pour recueillir les provisions aquatiques. Il

a été constaté, surtout quant à la pêche du saumon, qu'on peut en prendre des quantités prodigieuses, sans que cela occasione la plus légère diminution sensible pour la saison suivante. C'est même sur la confiance qu'on attache à ce fait, que sont fondées quelques-unes des plus importantes transactions dans les pays qui s'occupent de pêche. C'est ainsi que dans certains endroits de l'Écosse, où depuis quelques années les pêcheries ont donné le produit le plus considérable, le droit de pêche dans certains parages a été dernièrement affermé pour dix fois ce qu'il valait auparavant. Ajoutons à cela que les saumons, ainsi que beaucoup d'autres poissons, peuvent, étant fumés, se conserver pendant un temps presqu'illimité, et être transportés à une distance quelconque dans l'intérieur du pays.

Avant de quitter cette partie de mon sujet, je crois à propos de revenir à M. Middleton, et à sa supputation des différentes sortes de nourriture dont les hommes subsistent à présent. Il dit que chaque individu consomme, terme moyen par an, « en pain, le produit d'un demi-acre de terre;

en racines, herbages et fruits, le produit d'un huitième d'acre; en boissons, celui d'un huitième d'acre, et en nourriture animale le produit de deux acres. » Cela nous fait voir d'une manière frappante, combien l'homme pourrait économiser de subsistances, si l'on substituait généralement les produits végétaux de la terre à la nourriture animale.

Cela nous conduit à la connaissance des deux grands moyens de perfectionnement pratique dans la manière de nourrir les hommes : le premier serait de convertir les pâturages en terres labourables; et le second, comme nous venons de le dire, de remplacer la charrue par la bêche.

Quand il aura été démontré qu'il existe un accroissement réel de la population, il sera alors assez tôt pour calculer ce qu'on pourrait gagner par chacun de ces deux perfectionnemens.

En attendant, je crois en avoir assez dit, pour rassurer tout disciple raisonnable de M. Malthus, sur la crainte de voir bientôt manquer les moyens de subsistance. La nature nous a fait don de la terre, cette

grande mère nourricière, dont on peut dire que la fertilité est inépuisable, en dépit des progressions bizarres et absurdes de M. Malthus. Les connaissances et le génie des hommes nous ont fourni les moyens de tirer le plus grand parti de cette ressource. « Tranquillisez-vous esprits effrayés! » Vos terreurs sont vaines et infiniment moins raisonnables que celles d'un homme qui, possédant une province, craindrait de se voir réduit par quelque caprice inattendu du sort, à finir ses jours dans un hospice.

On pourrait objecter naturellement à tout ce qu'on vient d'exposer dans les pages précédentes, que tous ces raisonnemens sont absolument inutiles, puisque M. Malthus admet une progression arithmétique pour l'accroissement des moyens de subsistance, concession qui est plus que suffisante. Il admet que les produits de la terre, tels qu'ils sont en ce moment, peuvent doubler en vingt-cinq ans, tripler en cinquante, quadrupler en soixante-quinze, et quintupler dans un siècle.

Mais il faut faire attention que ces con-

cessions sont futiles et insidieuses; et il se peut que l'auteur lui-même les ait reconnues pour telles. Il écrase en un moment sa progression arithmétique sous l'énorme poids de sa progression géométrique. D'ailleurs il a pu en toute sûreté faire de semblables concessions, car personne n'y attachait la moindre importance. Il n'est libéral qu'en bonnes paroles : et le seul effet qu'elles ont produit, a été de lui faire acquérir un caractère apparent de candeur, pour mieux consommer notre perte. L'auteur est admiré pour sa générosité; pendant que sa fortune surpasse celle que nos ancêtres assignaient à la charité, car le fait est que plus il donne, plus il gagne réellement.

Les concessions de M. Malthus ne sont en effet d'aucune valeur. Ce ne sont que des bulles d'air, et un souffle peut les faire disparaître, aussitôt que l'auteur ou ses partisans jugeront à propos de s'en débarrasser. Le vice capital de toutes les parties de son système, c'est que, tout en professant d'avoir constamment en vue les affaires de la vie humaine, il ne présente à l'esprit aucune idée nette. C'est pourquoi j'ai cru

cher de front avec la progression géométrique de M. Malthus pour la multiplication de l'espèce humaine. Ces considérations peuvent paraître trop spéculatives; mais elles ne le sont certainement pas plus que la supposition de M. Malthus, sur l'époque à laquelle le globe terrestre, ou, comme il nous l'a dit depuis, le système solaire, et toutes les « autres planètes qui tournent autour d'autres soleils, » ne pourront plus suffire à contenir les multitudes de leurs habitans.

CHAPITRE VII.

Des principes d'une sage politique, relativement à la population.

Avant de quitter la question des subsistances, il est à propos de l'envisager sous un autre point de vue, qui ne prend pas sa source dans les théories visionnaires et les folles chimères de M. Malthus, mais qui se fonde sur des faits.

Les seuls renseignemens instructifs qu'on ait recueillis jusqu'à présent dans cette branche de l'économie politique, nous apprennent que l'espèce humaine n'a aucune tendance permanente à s'accroître (1). La population de l'Europe, de l'Asie et de

(1) En disant que la population n'a nulle tendance à s'accroître, je parle d'après l'expérience, seul guide sûr à cet égard. Peut-être la population s'est-elle accrue en Suède pendant un certain temps; mais il est tout aussi probable que la Suède ne contient pas plus d'habitans qu'elle n'en contenait il y a cinq, ou même dix siècles. M. Malthus peut rêver à loisir à ses progressions, et moi à mes espé-

l'Afrique est, tout au plus, stationnaire. Elle est certainement diminuée dans quelques pays, et nous n'avons, je pense, aucune raison de croire qu'elle se soit accrue en aucun. L'exemple solitaire qu'on produit comme preuve contre cette prodigieuse masse de faits avérées, c'est l'Amérique du nord, pays qui, depuis un siècle, a reçu presque la totalité des émigrés qui ont quitté les différentes parties du monde. Et même dans l'Amérique septentrionale, les habitans des possessions anglaises n'ont point augmenté en nombre; ni les nègres non plus. Il est clair qu'il faut qu'un homme soit citoyen libre d'une république, pour avoir droit au bienfait (car là on le regarde comme tel) de la progression géométrique.

Mais le point le plus essentiel (car, après tout, des dénombremens ne forment qu'un

---

rances d'un changement et d'un perfectionnement graduels dans les sociétés humaines ; mais les véritables hommes d'état doivent régler leurs mesures dans le cours ordinaire de leur administration, par les leçons qui se trouvent écrites dans les pages authentiques de l'histoire.

genre de preuves obscures et incertaines); c'est qu'il résulte de tous les renseignemens qu'on a pu recueillir jusqu'à présent dans tous les pays du monde, que l'union d'un homme et d'une femme ne produit pas, terme moyen, plus de quatre enfans. Nous avons fait voir qu'en Amérique la proportion à cet égard est la même que dans l'ancien monde. C'est là le véritable nœud de la question : et s'il existe un accroissement réel dans le nombre des hommes, ce n'est que de cette manière qu'on peut raisonnablement s'en assurer. C'est le seul moyen, comme M. Malthus le dit, *de constater que l'accroissement ne provient que de la procréation.* Partout où il sera reconnu qu'il n'y a que quatre enfans par mariage, il sera clairement démontré qu'il ne peut y avoir d'accroissement réel, et qu'il y a bien plus de raison de craindre un décroissement de la population; il est surtout évident qu'il ne peut y avoir d'accroissement aux États-Unis, où nous savons que la moitié des habitans sont au-dessous de seize ans.

Je ne prétends nullement assurer qu'il

n'y ait pas absolument de tendance dans l'espèce humaine à s'accroître, quoique je pense certainement que l'idée de nous préserver des dangers de la progression géométrique, est tout aussi ingénieuse et profonde que celle de don Quichotte en combattant les moulins à vent. Tout ce que je soutiens, c'est que les faits que nous possédons jusqu'à présent, s'opposent à l'idée d'un accroissement : et je pense qu'en attendant, il est du devoir des véritables hommes d'état et des philanthropes pratiques, de se conduire d'après les renseignemens qu'ils possèdent. Il sera temps de songer à chasser le genre humain de ce monde, et d'*arrêter lapropagation de l'espèce humaine*, quand nous apercevrons des dangers s'approcher, tels que personne jusqu'à ce jour n'a pu avoir aucun juste sujet de redouter.

Par conséquent, les devoirs du véritable homme d'état et du philanthrope pratique, sont extrêmement simples à cet égard. Admettons que l'Angleterre et le pays de Galles renferment en ce moment dix millions d'habitans. Supposons, avec M. Malthus, qu'il n'y ait pas en ce moment des provisions suf-

fisantes dans le pays pour nourrir cette population. Il est certain que, en point de fait, et n'ayant égard qu'à la distribution des vivres, tout le monde n'en a pas une part proportionnée. Le véritable objet de recherche, est de savoir comment on pourra y remédier : et il est à peine un homme qui, en considérant l'état de notre sol, et ses parties cultivées et incultes, ose nier qu'on ne puisse y porter remède, soit au moyen de certains changemens sages dans l'organisation de la société, soit en défrichant plus de terrains et en rendant ceux qui sont déjà enclos, plus propres à remplir leur véritable destination.

Ces considérations nous font revenir aux sentimens de la véritable philanthropie, que la théorie de M. Malthus tend évidemment à bannir du monde. Non, dit-il, il ne faut pas augmenter le bonheur de nos contemporains, de crainte que par-là nous n'augmentions outre mesure le nombre de ceux qui prétendent au bonheur et à la subsistance. Il voudrait faire mourir de faim la génération actuelle, afin de pouvoir tuer la génération suivante.

Cependant, dès que le rêve futile des

progressions de M. Malthus s'est évanoui, la nature humaine reprend ses droits. Nous revenons à la morale de nos ancêtres, à la morale de la religion chrétienne, et à celle de tous les chefs de sectes et de tous les législateurs depuis le commencement des annales du monde. Toutes les fois que je rencontre un homme, je le regarde comme un frère. Je reconnais en lui l'image du Tout-Puissant. Je vois une créature qui *est faite d'une étrange et admirable manière*, et j'admire sa merveilleuse structure. Je suis bien loin de songer à anéantir l'image de Dieu, ou de traiter avec indifférence et dédain l'ouvrage de ses mains. Je ne cherche point à réprimer les impulsions les plus naturelles de l'homme, et à faire du monde un grand couvent. Non: si jamais l'homme, en se mariant, commet une imprudence (et malheureusement cela n'est que trop vrai dans bien des cas), cela ne tient pas, comme M. Malthus voudrait nous le faire croire, à quelque chose d'inhérent aux lois primitives et indestructibles de la nature, mais à la partialité et à la tyrannie des institutions humaines.

Jusqu'au moment où M. Malthus annonça sa bizarre théorie, basée sur une fausse interprétation de ce qui a été observé dans un coin de la terre, et qui est en opposition directe avec tous les autres faits connus, et sur la manière dont il dénature le sens du mot *subsistance*, on a toujours cru qu'il était du devoir de tout législateur de ne pas jouer avec la vie de l'homme, de ne pas anéantir avec une brutale témérité ce que tout leur art ne saurait jamais faire revivre, de la conserver comme la prunelle des yeux, de songer que quand on a fait périr un homme, on affaiblit d'autant les nerfs qui soutiennent la nation, et de trembler et d'hésiter avant de prendre sur soi une si terrible responsabilité. La théorie de M. Malthus, au contraire, tend à nous faire envisager la guerre, la famine et la peste, comme les vrais soutiens du bien public, à regarder avec une sorte de complaisance et d'approbation la potence et les massacres, et presque à former le souhait de voir décimer notre espèce, pour que les survivans soient mieux pourvus.

RECHERCHES
SUR
LA POPULATION.

LIVRE SIXIÈME.

Des maximes morales et politiques inculquées dans l'*Essai sur la Population*.

CHAPITRE PREMIER.

Esquisse du caractère et de l'esprit de l'*Essai sur la Population*.

Je viens d'examiner avec assez d'étendue les trois grands objets de l'ouvrage de M. Malthus, c'est-à-dire, l'accroissement progressif de l'espèce humaine, les causes qui diminuent ou qui arrêtent le progrès de la population (et que l'auteur désigne sous le nom d'entraves), et les moyens que

la terre fournit pour la subsistance de l'homme.

Sous chacun de ces articles j'ai tâché de faire voir, 1°. que nous n'avons point de documens authentiques qui établissent la réalité d'un accroissement quelconque de l'espèce humaine, et que, s'il existe en effet quelque tendance à un accroissement, abstraction faite des causes qui s'y opposent et dont on trouve les traces dans les annales des nations, cette tendance est extrêmement faible; 2°. que les causes réprimantes ne sont ni constantes ni régulières dans leur opération, et ne renferment rien d'une nature occulte ou mystérieuse; 3°. que les moyens que la terre offre pour la subsistance de l'homme, n'ont point de limites définies, et que dans les sociétés civilisées l'homme ne peut jamais, excepté dans des années singulièrement mauvaises, éprouver de difficulté pour se procurer la nourriture, tant que le globe entier ne sera pas parvenu à un très-haut degré de culture, sauf les obstacles que peuvent lui offrir les institutions politiques.

Cela étant fait, je pourrais terminer ici

mon livre, et conclure ce travail, qui sera peut-être le dernier d'une vie qui n'a point été passée ni dans l'oisiveté ni dans l'insouciance; mais l'ouvrage de M. Malthus fait époque en politique. Sans vouloir, comme cet auteur, annoncer l'intention de *consigner par écrit* certains principes, par une sage prévoyance, de crainte *que, dans le cas où le monde subsisterait pendant quelques milliers d'années* (1), le besoin ne s'en fit sentir, je pense en vérité qu'il est nécessaire d'élever un monument pour attester, aussi long-temps qu'il est permis d'espérer que de semblables monumens pourront durer, quelles propositions extravagantes et monstrueuses l'esprit humain est capable d'enfanter, toutes les fois que l'homme prétend sur une fable, sur une supposition gratuite et entièrement dénuée de fondement, élever un système de législation, et fixer la destinée de ses semblables.

M. Malthus a publié un système de poli-

---

(1) Tom. II, p. 271, 273, édit. anglaise.

tique. Son livre tient une place dans nos bibliothéques, à côté des écrits de Platon, d'Aristote, de Sidney, de Locke, de Montesquieu et d'Adam Smith. Il peut donc être de quelque utilité, en écartant pour le moment la question de la vérité ou de la fausseté de ses principes, d'examiner quelle est leur valeur et leur caractère, en les considérant comme une simple théorie.

Une des divisions les plus naturelles de tout ouvrage qui traite des affaires humaines sur une grande échelle, c'est, 1°. de faire connaître certains maux et certaines imperfections auxquels les sociétés humaines sont sujettes; 2°. de tâcher d'indiquer les moyens d'y remédier. Voyons ce que l'*Essai sur la Population* a fait à l'égard de chacun de ces points.

Le mal dont M. Malthus s'est proposé dans son livre, de dévoiler au monde l'existence, c'est la tendance qu'a le principe de multiplication dans l'espèce humaine à produire un accroissement de population au delà de l'accroissement possible des moyens de la faire substituer. De ces deux propositions, sous lesquelles on peut comprendre

tout ce qui regarde cette manière d'envisager la condition de l'homme sur la terre, la première, c'est-à-dire l'accroissement rapide dont l'espèce humaine est susceptible, abstraitement parlant, au point (ainsi que l'auteur le dit dans son dernier ouvrage) de peupler en moins de deux mille ans tout l'univers visible à raison de quatre hommes par verge carrée, cette proposition, M. Malthus l'a « considérée prouvée aussitôt que l'accroissement de la population aux États-Unis fut constaté (1); » et « la seconde proposition, » c'est-à-dire, la faiblesse comparative de l'accroissement possible des moyens de subsistance, lui a paru démontrée, « dès qu'elle fut énoncée. »

Voici donc un exposé clair du mal qui menace les sociétés humaines, et lequel, suivant l'*Essai sur la Population*, produit continuellement les effets les plus importans. Nous avons l'avantage de le voir énoncé en peu de mots, et d'une manière intelligible, pour les esprits les plus bornés.

---

(1) Tome III, p. 344, note, édit. anglaise.

D'après le dernier exposé de sa doctrine, M. Malthus reconnaît donc trois obstacles qui s'opposent à l'accroissement de la population, le vice, la misère et la retenue ou contrainte morale.

Cependant le vice radical de la première édition de l'*Essai sur la Population* s'est communiqué à toutes les éditions postérieures. En faisant les modifications dont on vient de parler, M. Malthus se flatte de « ne s'être point écarté des principes de la saine logique, ni d'avoir exprimé, relativement aux perfectionnemens futurs qui pourraient s'opérer dans la société, des opinions qui ne soient justifiées par *l'expérience du passé* (1). » Il est en effet évident que les changemens faits à la première édition de l'ouvrage, ne sont que des sacrifices dictés par la bienséance, et qu'ils n'ont été nullement suggérés par la moindre variation d'opinion de la part de l'auteur. L'ouvrage entier est fondé sur ce mépris de la nature humaine, que tant de gens ont affi-

(1) Préface, p. 9, dernière édit. anglaise.

ché, soit dans leurs livres, soit dans les cercles de la société, pour se faire passer pour des hommes doués d'une sagesse supérieure. Ils prétendent que, quelques progrès que notre esprit puisse faire, nous suivrons toujours dans nos actions l'impulsion aveugle de nos désirs, et, par conséquent, quelque grands que puissent être les perfectionnemens opérés dans les matières purement scientifiques, jamais aucune génération future d'hommes ne se conduira avec plus de vertu et de prudence que leurs devanciers.

Quant à la véritable opinion de M. Malthus sur l'efficacité de la contrainte morale pour empêcher la population de devenir excessive, elle paraît clairement dans plusieurs passages de son ouvrage. En voici quelques exemples :

« Mais M. Godwin répond, qu'en jetant les yeux sur l'histoire ancienne, il ne voit pas que l'accroissement de la population ait été réprimé et arrêté par la seule opération du vice et de la misère. *C'est en quoi je ne puis être d'accord avec lui.* Je serais bien aise que M. Godwin voulût bien me dire quelle cause a pu contribuer, dans les âges

passés, à forcer la population à se maintenir au niveau des moyens de subsistance, qui ne puisse être, à juste titre, comprise sous les dénominations de vice ou de misère, excepté cependant, la contrainte morale dont je fais mention dans le cours de cet ouvrage, et qui, *à vrai dire*, quelqu'espoir qu'il puisse y avoir de son influence future, n'a certainement agi, *dans les temps passés*, que très-faiblement (1). »

Ce passage ne se retrouve plus dans la dernière édition de l'ouvrage de M. Malthus, et ce n'est certainement pas en raison d'un changement d'opinion de l'auteur; c'est parce que « il lui a été suggéré il y a quelques années, par des personnes pour le jugement desquelles il a un grand respect, qu'il conviendrait, dans une nouvelle édition, de retrancher tout ce qui a rapport à des systèmes d'égalité, et ce qui regarde Wallace, Condorcet et Godwin, cette question ayant perdu une grande partie de son intérêt (2). »

C'est pourquoi il a été au-devant de ces

(1) Édition in-quarto de 1803, p. 383.

(2) Tom. II, p. 271, cinquième édit. anglaise.

conseillers, et a supprimé un des chapitres sur cet objet, duquel j'ai extrait ce passage. Mais il n'a pu se résoudre à laisser ses antagonistes tout-à-fait dans l'oubli, et il a jugé nécessaire de consigner quelque part une réfutation des systèmes d'égalité, fondée sur le *principe qui règle la population.* « Il ne faut pas s'étonner, ajoute-t-il, si l'on voit des projets de systèmes d'égalité se renouveler continuellement. Lorsqu'à une époque quelconque la question aura été pleinement discutée, ou qu'une grande tentative de perfectionnement aura échoué, il est probable qu'on cessera de s'en occuper pendant un certain temps, et que les opinions des partisans de l'égalité seront rangées parmi ces erreurs qui ont disparu sans retour. Il est pourtant probable que, si le monde dure encore *quelques myriades d'années*, les systèmes d'égalité seront du nombre des erreurs qui, semblables aux airs d'un orgue de main, ne cesseront jamais de se renouveler par intervalles (1). »

---

(1) Tom II, p. 271 à 273.

« Je ne vois pas, dit M. Malthus dans un autre endroit, comment il est possible d'éluder la conclusion, que la contrainte morale est la ligne droite du devoir. Cependant, je crois que parmi mes lecteurs, il en est peu qui se flattent *moins que moi* de l'espoir que la conduite des hommes en général, à cet égard, puisse éprouver un changement prompt et considérable. La raison principale pour laquelle *je me suis permis de supposer* l'ascendant général de cette vertu, a été de chercher à justifier la Divinité de toute imputation contraire à sa bonté (1); » c'est-à-dire, en supposant ce qui ne peut jamais se réaliser.

Encore une citation du même genre. « En passant en revue les périodes diverses de la société, on m'a accusé de ne pas accorder assez d'influence à la contrainte morale, pour empêcher le progrès de la population. Mais si l'on fait attention au sens du terme dont je viens de donner l'explication, je crains qu'on ne puisse pas me prouver que

(1) Tom. III, p. 103.

j'ai commis une erreur grave à cet égard. Je voudrais bien pouvoir me persuader que je me suis trompé (1). »

Si quelqu'un dit que « l'accroissement de la population peut être arrêté par quelque cause autre que le vice et la misère, » M. Malthus « ne saurait être d'accord avec lui. » « Peu, parmi ses lecteurs, » et, dans ce nombre, il faut sans doute compter les débauchés et les gens dissolus, qui, dans leurs propos, que j'ai entendu d'autres applaudir, même à haute voix, affirment hardiment qu'il n'y a point de femme chaste; — « peu, parmi ses lecteurs, dis-je, conçoivent moins d'espoir que lui de l'efficacité de la contrainte morale. » Il est sûr que ce principe « n'a agi que très-faiblement dans les temps passés ; » et il n'est pas assez visionnaire pour avoir « des opinions sur le progrès futur de la société, qui ne soient justifiées par l'expérience du passé. »

Telle est l'esquisse fidèle du système de

---

(1) Tom. I, p. 22, dans la note.

M. Malthus. Les maux dont il voudrait nous préserver, sont la faim et la disette; les remèdes à ces maux, sont le vice et la misère.

Et, certes, quand la doctrine de l'*Essai sur la Population* est ainsi présentée dans sa nudité, je crois que, sans trop hasarder, on peut affirmer que c'est le plus extravagant de tous les livres qu'on ait jamais présentés au public. L'auteur peut, sans blesser en rien la modestie, soutenir que Platon, Aristote, Sidney et Locke n'ont rien fait qui puisse être mis en parallèle avec ses exploits, et que sa manière d'envisager les affaires humaines, diffère essentiellement des vues de tous les philosophes qui l'ont précédé.

Les personnes qui ont adopté les doctrines de M. Malthus sont, autant que j'en puis juger, de deux espèces.

Les premières sont celles qui n'admettent qu'à regret les doctrines de l'*Essai sur la Population*. Ces personnes aiment sincèrement la vertu, elles rendent hommage à la dignité de l'homme; elles désireraient ardemment voir introduire de grandes améliora-

tions dans la société, et elles n'avaient pas le dessein prémédité de mettre des bornes aux progrès de l'esprit humain, et au perfectionnement des institutions sociales. Ces personnes ne se sont laissé convaincre qu'à contre-cœur. Elles regardent avec une sorte d'aversion irrésistible les doctrines de l'*Essai sur la Population;* mais elles ne savent comment résister à la force des raisonnemens qu'il renferme.

La seconde classe des partisans de M. Malthus, et qui est assez nombreuse, se compose de personnes qui regardent ses découvertes comme une acquisition précieuse et consolante. Elles voudraient lui élever des statues, comme à un bienfaiteur des nations. Elles pensent qu'il est de la plus haute importance de faire à jamais disparaître toutes les spéculations impraticables pour l'amélioration de la condition politique de l'homme; et elles désirent ardemment, non-seulement qu'il ne soit point fait de tentative ouverte pour obtenir une semblable amélioration, mais elles voudraient que nous fussions privés, s'il était possible, du dangereux plaisir de nous livrer à de

tels rêves, dans nos momens de méditation et de recueillement. Elles pensent que l'auteur a rendu un service inappréciable en faisant évanouir à jamais parmi les hommes, tout espoir d'un avenir plus heureux. Il nous a donné, disent-ils, une admirable leçon, en nous engageant à nous contenter de notre sort, et à ne point nous épuiser en efforts, aussi inutiles pour le but auquel ils sont destinés, que nuisibles dans leurs résultats. Il nous a montré le chemin de la sobriété et de la raison. Ces personnes regardent même l'*Essai sur la Population* comme une vindication de la bonté de Dieu, et une démonstration de la doctrine de la Providence divine (1).

---

(1) « Une idée capitale et originale de vraie politique. » — « Le grand mérite et la valeur éternelle de son ouvrage. » — « Les grands bienfaits moraux et religieux que ce germe renferme. » — « Mais je crains de trop me livrer à un sujet si séduisant. » « Il était naturel en effet de penser que la vérité devait se trouver partout en harmonie et d'accord avec elle-même, et que l'univers n'avait pas été construit d'après un plan absurde. Ce qui fait le mérite distinctif de l'*Essai sur la Population*, c'est d'avoir démontré cela. »

Pour revenir à notre sujet : la faim et la disette, voilà les maux; le vice et la misère en sont les remèdes.

C'est une observation vulgaire que les drogues que les médecins administrent pour guérir notre corps, sont pour la plupart nauséabondes et d'un goût désagréable. Sur ce point, il faut avouer que M. Malthus a acquis des droits incontestables au titre de médecin.

Il faut assurément qu'un système repose sur des preuves irrésistibles et irréfragables, pour qu'on puisse l'admettre, lorsque les plus précieux bienfaits qu'il nous offre, sont le vice et la misère.

Cet auteur exprime son étonnement et son horreur, de ce qu'en 1797, une année seulement avant la première publication de l'*Essai sur la Population*, l'immortel Pitt eût proposé au parlement un bill, dans lequel se trouvaient ces mots : « Ceux qui ont enrichi d'enfans leur pays, peuvent bien croire qu'ils ont droit à son assistance. »

Voyez l'écrit intitulé : *Seconde lettre au très-honorable Robert Peele, membre du parlement pour l'université d'Oxford*, attribuée au révérend E. Copplestou, D. D. recteur du collége d'Oriel dans cette université.

Et pourquoi ces bienfaits? Qu'est-ce qui peut nous engager à les accepter? Certes, pour qu'un remède mérite ce nom, il faut qu'il soit préférable au mal qu'il est destiné à guérir. Or les noms de vice et de misère comprennent tout ce que nous redoutons, et tout ce que nous détestons. Quel est donc le fléau plus terrible encore dont ils peuvent nous garantir, si nous les accueillons dans notre sein? Pourquoi même redouterait-on la surabondance de population, si ce n'est parce qu'on assure qu'elle entraîne à sa suite le vice et la misère?

Mais je ne voudrais pas borner la discussion à ces idées générales. L'esprit humain a un caractère essentiel qui lui est propre, et l'effet de tout ce qu'on lui présente dépend beaucoup de la nouveauté. Lorsqu'on le soumet trop souvent à l'action du stimulant le plus énergique, celui-ci finit par perdre sa force : c'est ainsi que les idées les plus affligeantes et terribles peuvent « se dissiper, semblables au souffle impuissant du vent que nous méprisons. »

Pour bien développer la tendance et le sens des deux mots sinistres, vice et misère,

je citerai les propres expressions de l'*Essai sur la Population.*

« Les obstacles réels qui s'opposent au progrès de la population sont d'une nature très-variée, et comprennent toutes les causes qui ont la moindre tendance à abréger la durée naturelle de la vie humaine, soit qu'elles tirent leur source du vice ou de la misère (1). » J'invite tout penseur de bonne foi qui s'occupe d'étudier la condition de l'homme sur la terre, de méditer sérieusement sur cette proposition.

M. Malthus dit avec raison, « La mort de chaque enfant qui périt par suite de la pauvreté, doit évidemment être précédée et suivie de beaucoup de misère pour les individus (2). » Rien n'est plus vrai. Sans parler de l'enfant qui languit et qui finit par expirer de besoin, qu'on se figure quelles doivent être les sensations des parens, condamnés à être les meurtiers de leur propre enfant, et qui, tout en lui cédant parfois une portion de

(1) Tom. I, p. 1.
(2) Tom. III, p. 299.

la nourriture dont ils ont eux-mêmes besoin pour exister, ont la douleur de le voir pressé de faim sans pouvoir l'apaiser, qui le voient succomber à une mort graduelle et prématurée, et qui sont destinés à ne pas lui survivre long-temps, faute de nourriture, dont la quantité se trouve encore diminuée par la faible portion dont ils se sont privés en pure perte, en faveur de l'innocente victime, sacrifice qui en définitif n'a servi qu'à prolonger ses souffrances!

Et pourtant cette destruction d'enfans, portée même à un degré prodigieux, est indispensable, d'après les principes de l'*Essai sur la Population*, pour la conservation de l'espèce humaine. S'il en est ainsi, pourquoi faut-il que nous soyons conservés?

Les mêmes observations s'appliquent avec peu de différence à tous les onze chefs (1), sous lesquels M. Malthus range ses obstacles directs au progrès de la population. Cet auteur se tient dans le lointain,

---

(1) Voyez le livre III, chap. V de cet ouvrage.

semblable à une providence maligne (car il paraît qu'il faut le reconnaître pour une providence), qui lance de ses arsenaux tous les agens, dont quelques-uns tirent leur source du vice, et sont toujours inséparables d'une affreuse et excessive misère, et qui, les uns plus tôt, et les autres plus tard, « contribuent avec plus ou moins de force à abréger la durée naturelle de la vie humaine » (c'est là le vrai but) : ou bien, étant lui même supérieur aux atteintes des passions et des fragilités humaines, il nous fait voir dans tout le détail quel sort est le nôtre, et il conclut en se regardant comme heureux de pouvoir nous laisser périr « par la main de Dieu, et non par la main des hommes. »

Certainement il vaudrait mieux, dans cette hypothèse, détruire d'une manière expéditive un nombre suffisant d'enfans dans la première période de leur existence, comme fait l'agriculteur lorsqu'il se met à sarcler ses navets, en débarrassant la terre qui entoure chaque plante favorite, afin qu'elle puisse avoir de l'espace pour croître et se nourrir. Mais cela est incompatible

avec la morale chrétienne professée par M. Malthus.

Le vice et la misère sont indispensables pour maintenir l'ordre et le bien-être dans le corps politique. Ce sont là des remèdes qui répugnent aux âmes innocentes et pures : certes, M. Malthus n'aurait pas dû se contenter d'un conseil vague; à l'exemple des autres médecins qui prescrivent à leurs malades des drogues désagréables et dangereuses, il aurait dû nous indiquer la quantité précise de chacun des ingrédiens dont doit se composer l'ordonnance. Peut-être n'aurait-on pas besoin d'avoir recours à tous les onze chefs : peut-être qu'en prenant une plus forte dose de quelques-uns d'entre eux, nous pourrions nous dispenser entièrement de recourir aux autres.

Le vice et la misère sont absolument nécessaires au bien-être de la société ; et M. Malthus a parcouru les différentes contrées du globe, pour nous faire voir comment ces deux causes opèrent dans chaque pays en empêchant la population de trop s'accroître. Et puisque, dans plusieurs chapitres successifs, il nous a engagés à con-

sidérer les mœurs et les institutions de divers états, il avait assurément une excellente occasion de s'ériger en censeur, et tandis qu'il nous conseillait d'accueillir les vices et les causes d'oppression les plus tolérables, il aurait pu se déclarer contre l'excès de ces maux. Point du tout. Pourvu qu'il y ait du vice et de la misère, le but de M. Malthus est suffisamment rempli. Voudrait-il dire que, par la bienveillante sollicitude de la Providence qui gouverne l'univers, chaque pays possède précisément l'espèce et la quantité de vice et de misère qui conviennent le mieux à ses besoins?

Si M. Malthus, au lieu de se contenter d'une recommandation vague et générale, était entré dans des détails, il aurait pu nous donner une leçon instructive. Il resterait encore de la marge pour de grands perfectionnemens politiques. Il n'est peut-être pas de pays sur la surface du globe, l'Angleterre par exemple, où il n'y ait autant de vice et de misère qu'on peut en désirer pour remplir tout but utile. Si quelqu'un était

assez pervers pour supposer que la Grèce et Rome, dans les jours où leur vertu et leur renommée étaient arrivées au plus haut degré, jouissaient d'un bonheur plus grand que l'Angleterre n'en possède en ce moment, il faudrait croire qu'il y avait assez de vice et de misère parmi les Grecs et les Romains, pour servir d'assaisonnement salutaire pour les préserver de la pouriture. Si M. Malthus n'était pas un ennemi déclaré de tout projet flatteur et consolant, il y avait là suffisamment de quoi lui fournir l'occasion de varier l'affreuse et dégoûtante monotonie de son ouvrage. Il aurait pu passer en revue les différens gouvernemens de l'Orient, la Turquie, la Perse et l'Égypte; il aurait pu même porter ses regards sur quelques contrées de l'Europe; il aurait pu faire presque le tour entier du globe, et, en saluant et jetant sa bénédiction sur chaque rivage où règne le despotisme, il aurait pu dire, « tous ces pays peuvent être élevés au niveau politique de l'Angleterre, ou même de l'ancienne Grèce ou de Rome, sans avoir beaucoup à craindre du *principe de*

population. » Point du tout : cela ne s'accorde pas avec le caractère de ses écrits. Les expressions suivantes sonnent mieux à son oreille : « Les institutions humaines, quoiqu'elles puissent paraître causer de grands maux à la société, ne sont réellement que des causes légères et superficielles, rien que des plumes qui flottent à la surface, si on les compare aux causes bien plus profondes de mal (c'est-à-dire, à la propagation de l'espèce humaine) qui tirent leur source des lois de la nature et des passions de l'homme. »

Je suis satisfait, je l'avoue, de l'état où l'auteur de l'*Essai sur la Population* a laissé son sujet. Celui qui a écrit trois volumes dans le dessein exprès de nous montrer quels sont les avantages que nous procurent le vice et la misère, devait naturellement laisser la question dans l'état embrouillé dans laquelle M. Malthus l'a quittée. Cela est dans l'ordre. On ne saurait espérer qu'un homme qui nous propose d'accueillir de tels amis et de tels compagnons, mette beaucoup de discernement et de

choix, quant aux différentes sortes et degrés de chacun.

Je quitte ici la question pour la reprendre plus en détail dans le troisième chapitre de ce livre.

CHAPITRE II.

Des propositions relatives à la nature de l'homme, qui servent de base à l'*Essai sur la Population*.

La théorie de l'*Essai sur la Population* peut être envisagée sous deux points de vue : d'abord en ce qui a rapport aux sociétés humaines, telles qu'on les voit aujourd'hui : en second lieu, pour ce qui regarde des perfectionnemens qu'on peut supposer s'opérer dans l'avenir.

Je pourrais supprimer entièrement la seconde considération; car la plupart des lecteurs de M. Malthus, et tous ses disciples, ne songent jamais qu'à ce qu'ils voient, et à l'homme tel qu'il est.

Il faut cependant dire quelque chose des spéculations de cet ouvrage, qui ont rapport aux perfectionnemens futurs et éloignés de la société humaine : d'abord, parce que tous les raisonnemens de l'auteur commencent par-là; sa première pensée ayant été de montrer

l'impossibilité de toute amélioration essentielle et importante : en second lieu, parce que l'objet de cette dernière partie de mes recherches est de développer les traits caractéristiques et l'esprit de l'*Essai sur la Population*, et de montrer à ceux qui ont suivi jusque-là leur chef, quelle est la bannière sous laquelle ils se sont enrôlés.

L'erreur capitale du système de M. Malthus, pour ce qui regarde la constitution et la structure de l'homme, abstraction faite de la progression géométrique, me semble consister en deux propositions, qui se trouvaient exposées expressément dans la première édition de son ouvrage (1), mais que l'auteur a supprimées dans les éditions suivantes. La première de ces propositions est « que l'homme a besoin de nourriture pour vivre ; la seconde, que la passion d'un sexe pour l'autre est nécessaire, et restera toujours à peu près telle qu'elle est à présent. » Notre auteur débute donc par poser la nécessité de deux choses, la nourriture, et

(1) Pag. 11.

la passion entre les sexes, chacune marchant de pair avec l'autre.

Rien n'est plus éloigné de moi que de vouloir refuser à un auteur l'avantage de profiter de ses secondes pensées. Si M. Malthus avait découvert, depuis la première édition de son ouvrage, que le besoin de la nourriture et la passion d'un sexe pour l'autre ne sont pas des choses d'une nécessité et d'une force égale, il n'y aurait rien à dire ; mais je ne peux pas consentir à ce qu'il retire ses prémisses, tandis qu'il maintient les conclusions qui en dérivent. Cela paraît être un des exemples d'un « passage supprimé par l'auteur, afin de ménager la sensibilité de ses lecteurs et leur épargner des sensations douloureuses et inutiles. »

Par exemple : l'*Essai sur la Population* maintient son argument sur l'impossibilité d'un état permanent d'égalité parmi les hommes, fondé sur la parité entre ces deux propositions, dans sa dernière édition, précisément *dans les mêmes termes* qu'on le trouve dans la première.

« Il paraît donc qu'une société constituée sur le plan le plus beau que l'imagination

puisse concevoir, ayant la bienveillance et non l'intérêt personnel pour mobile, dans laquelle toutes les dispositions vicieuses de tous ses membres seraient corrigées par la raison et non par la force, dégénérerait par suite des lois inévitables de la nature, et non par quelque vice des institutions humaines, *dans le court espace de cinquante ans*, en une société où l'intérêt personnel dominerait en chef, et où tout vice odieux et toute espèce de détresse qui dégradent et qui désolent l'homme dans son état actuel, reparaîtraient sous leurs formes les plus hideuses (1). »

Et dans un autre endroit: « Comme nous supposons qu'il n'existe aucune crainte pour l'entretien futur des enfans, les raisons qui encouragent à avoir une famille, seraient encore plus fortes qu'en Amérique (2). »

Enfin, M. Malthus se repent de la concession qu'il vient de faire dans le passage précédent, et il conclut ainsi: « Si un tel

---

(1) Tom. II, pag. 256, 268.
(2) Page 251, 252.

système de société était établi dans toute sa perfection, *il ne se passerait pas trente ans* avant qu'elle fût entièrement détruite par le seul effet du *principe de population* (1). »

C'est comme si on disait que l'homme est un animal tellement déraisonnable et insensible, que ni des argumens adressés à son esprit, ni l'aspect de la beauté et de l'ordre social qu'il voit autour de lui, ni la conviction évidente et incontestable des suites pernicieuses de se livrer sans frein à toutes les passions, ne sauraient l'empêcher de sacrifier le plus haut degré de félicité et de lumière auquel l'homme puisse atteindre, à ce que les anciens philosophes nommaient *les grossières impulsions de la partie la moins noble de notre nature*. Et par la seule raison que le soin des enfans ne serait pas exclusivement à la charge du père, celui-ci y trouverait, « pour augmenter sa famille, un encouragement plus fort » que tout ce que des considérations d'intérêt et d'avantage personnel ont, à ce qu'on assure, produit en Amérique !

(1) Pag. 269.

Et c'est précisément le même sentiment qui a conduit M. Malthus à affirmer, en général, au sujet de la contrainte morale, qu'elle « n'a agi que très-faiblement dans les temps passés, » et que nous n'avons nulle raison de « nourrir une opinion, quant au perfectionnement futur de la société, qui ne soit justifiée par l'expérience du passé. »

Mais c'est dans la mémorable maxime de l'*Essai sur la Population*, que ce sentiment éclate avec le plus haut degré de force : « Les institutions humaines, quelques maux qu'elles puissent occasioner à la société, ne sont réellement que des causes légères et superficielles, rien que des plumes qui flottent à la surface, en comparaison de ces sources plus profondes de mal qui découlent des lois de la nature, et de la passion d'un sexe pour l'autre. »

Il faut nous arrêter un moment, pour considérer ces deux propositions fondamentales de M. Malthus, au sujet de « la nourriture » et de « la passion d'un sexe pour l'autre. » Ce sont, pour ainsi dire, deux poids qui se contre-balancent : si tous deux

n'exercent pas une force égale, et ne possèdent pas un même degré d'activité, dans ce cas tout le système exposé dans l'*Essai* de M. Malthus est atteint d'un vice radical, du moins dans son application à un ordre social fondé sur la justice et l'égalité, et même, je crois, dans toute autre supposition.

Quant à « la nécessité que l'homme a de nourriture, » je l'admets sans contestation. On n'a jamais vu d'exemple d'un homme qui ait vécu sans prendre de nourriture. L'économie animale se maintient par la nutrition et les évacuations; et, d'après ce que l'expérience nous a appris, nous avons tout lieu de regarder ce fait comme une loi immuable de la nature. L'homme ressemble à une pendule qu'il faut monter à des époques précises, faute de quoi tout mouvement cesse, et le ressort principal devient inerte et sans effet.

Mais quelle parité y a-t-il entre la nécessité d'alimens et ce que M. Malthus nomme *la passion d'un sexe pour l'autre?* Ainsi que je l'ai dit dans mes *Recherches sur la Justice politique*, « rien n'est plus

aisé que d'anéantir ce penchant, au milieu de la volupté progressive de la scène la plus sensuelle. L'homme connaît si bien l'inconstance du charme des plaisirs sensuels, qu'il ne néglige rien en pareil cas pour empêcher que quelque chose ne vienne en interrompre la jouissance. Il suffit d'avoir mal au petit doigt, pour faire à l'instant même disparaître l'ascendant de ce principe qu'on voudrait nous représenter comme tout-puissant (1). »

M. Malthus dit que « la passion d'un sexe pour l'autre est nécessaire, et doit toujours rester à peu près la même qu'elle est à présent. »

En contestant le second membre de cette proposition, je voudrais demander : Quel est l'état présent de cette passion? Le défaut d'une explication précise porte un coup mortel au système. M. Malthus prend pour base de son raisonnement une chose qui change sans cesse, qui n'est jamais la même dans deux époques ni dans deux lieux, et il en parle comme si c'était quelque chose

(1) Livre I, chap. v, pag. 73. Édition anglaise de 1797.

d'absolu et précis, qu'il suffirait de nommer pour que tout le monde s'en formât exactement la même idée, quant à l'énergie ou à la faiblesse de son action.

Ce membre de la proposition de M. Malthus, si on en développe le sens, doit signifier que *la passion d'un sexe pour l'autre* existe et agit constamment chez tous les individus, dans tout pays, dans tous les âges du monde, et sous l'empire de toute espèce d'institutions, de préjugés, de superstitions et d'opinions, d'une manière invariable.

Mais, ayant ainsi développé le vrai sens de cette proposition ambiguë, je crois que personne ne s'avisera de la défendre.

Osera-t-on soutenir que les demoiselles les plus sages, dans les pays de l'Europe où l'on observe le mieux les règles de la morale, sont aussi disposées à violer les devoirs de la chasteté que les hommes les plus licencieux, ou que les femmes de la Cafrerie ou d'Otaïti? Les fakirs, qui exerçent volontairement sur leur corps les plus horribles rigueurs, se livrent-ils en même temps aux excès de la débauche la plus effrénée? Les évêques les plus révérés, dans les temps

où le célibat était mis au rang des vertus les plus sublimes et les plus indispensables, menaient-ils exactement la même vie qu'un sultan mahométan dans son harem, ou qu'un Tibère ou un Sardanapale? On a lancé bien des satires et des sarcasmes contre les moines, les religieuses et les ermites : mais faut-il pour cela croire que toutes ces sociétés n'ont été que des gouffres de débauche, et que ces personnes n'ont été que les hypocrites les plus audacieux et les plus consommés qui aient jamais existé?

Bornons pour un moment notre attention au beau sexe, qu'on a quelquefois nommé le sexe fragile. Dans l'espèce humaine on sait que la femelle arrive plus tôt à l'âge de puberté que le mâle. Néanmoins une partie considérable des Anglaises ne se marient pas avant l'âge de vingt-deux et même de vingt-cinq ans; et parmi celles qui se marient, je crois qu'on reconnaîtra que la plupart des demoiselles, du moins celles qui appartiennent à la classe honnête, et qui ont reçu une certaine éducation, ne prennent pas un mari dans le seul but de satisfaire leur penchans. Il est, je crois, généra-

lement reconnu que les femmes les plus prudentes, qui forment peut-être la majorité du sexe, ont pour but principal de leurs méditations de savoir comment elles pourront par le mariage « améliorer leur condition. Telles sont les leçons que les mères cherchent avec soin à inculquer à leurs filles, et une grande partie de ces dernières sont loin de s'y montrer indociles.

M. Malthus voudrait-il nous faire croire que ces prudentes demoiselles sont dans l'habitude de calmer la fougue de leur sang en se livrant à des amans, sans se marier? Si telle est sa pensée, je le laisserai vider cette question avec la nombreuse partie des habitans de notre île qui croient à la vertu, au sentiment intérieur de retenue, et qui pensent comme moi, que « le frein moral a opéré dans les temps passés avec une énergie considérable, et que *par cette raison* il est permis d'espérer qu'il pourra se maintenir dans l'avenir. »

Voilà donc, je pense, le véritable état de la question, pour ce qui regarde le sexe féminin; et pourtant, lorsque nous ve-

nons à examiner le caractère distinctif des deux divisions de notre espèce, tout le monde reconnaîtra que la femme est le vaisseau le plus fragile et le plus dominé par les passions; « car, comme dit Milton, je vois bien que la nature en la formant la fit inférieure à l'homme en intelligence, et dans les facultés intérieures qui en font l'excellence (1). » La faiblesse de la femme sous ce rapport, forme à quelques égards son plus bel ornement; ses actions sont le résultat du sentiment, cela ne la rend que plus séduisante; et toutes les fois qu'elle est animée par un sentiment innocent et pur, l'esprit de l'homme ne saurait rien imaginer de plus aimable. C'est la force de caractère qui est « l'essence de la vraie dignité dans l'homme : » il est « formé pour la méditation; » et « son beau et large front, son œil sublime, annoncent une âme ferme (2). » Il est donc impossible de

(1) . . . . *in the prime end*
Of nature, her the inferior, in the mind
And inward faculties, which most excel.

(2) *His fair large front, and eye sublime, bespeak*
Firmness of soul.

supposer qu'il y ait quelque chose dans la nature de la femme qui puisse la rendre plus capable de retenue et de commander à ses penchans que notre propre sexe.

D'un autre côté, aucun penseur impartial n'affirmera que les passions de l'homme sont plus énergiques que celles de la femme; en sorte que, quoiqu'il ait plus de force pour réprimer ses penchans, comme il a un ennemi plus puissant à combattre, il devrait, par cette raison, être plus souvent subjugué.

Convenons pourtant que les lois de la chasteté, dans les pays civilisés, sont plus strictement observées par les femmes que par les hommes. Quelle en est la raison? Ce n'est pas qu'elles aient plus de force d'esprit que nous, ou des passions plus faibles que les nôtres. Cela vient uniquement de ce qu'elles sont beaucoup plus sous l'empire de la *contrainte morale*. Pour ce qui regarde *la passion réciproque d'un sexe pour l'autre,* M. Malthus la met au niveau du besoin de manger, et il paraît supposer qu'il y a aussi peu de raison de croire qu'il puisse se faire de notable changement dans l'opération de l'une que de l'autre; mais

les femmes ont des raisons plus urgentes d'intérêt personnel et de leur propre conservation que nous, pour se soumettre aux règles d'une stricte moralité. Cependant, c'est la raison, et la raison seule qui les retient: c'est cette puissance dont M. Malthus parle avec tant de mépris, et au sujet de laquelle il dit que « l'erreur qui domine dans tout l'ouvrage de M. Godwin, » c'est de trop envisager l'homme comme un être purement raisonnable.

Il me semble donc que rien n'est plus clair que le pouvoir prodigieux du principe de *la contrainte morale ;* et il est impossible de ne pas reconaître que, si l'on pouvait présenter des motifs de retenue aussi puissans aux hommes qu'aux femmes, l'action de ces motifs sur eux, ne serait pas moins évidente et moins certaine.

M. Malthus peut dire, si cela lui plaît, que l'homme est essentiellement égoïste. Il peut dire, comme il l'a dit en effet, qu'aucune considération dérivée de « la forme la plus parfaite de société que l'imagination puisse concevoir, » la certitude même qu'il causera la ruine de cette société par le débordement

de ses caprices, aucune crainte de voir les enfans qui naîtront de lui, mourir par le manque de nourriture suffisante au milieu du malheur général, ne l'empêcheront de regarder « les motifs qui encouragent à avoir une famille, comme plus puissans, » dans une telle société, que tous les motifs que l'intérêt et les avantages temporels ont pu produire en Amérique. Il peut accuser, ainsi qu'il le fait sans cesse, celui qui gouverne le monde, de ce que, pendant qu'il a fourni des motifs abondans et tout-puissans au sexe féminin pour observer les lois de la morale, il ait rendu impossible que de semblables motifs puissent jamais se présenter et exercer leur influence sur l'esprit des hommes.

Mais ni M. Malthus ni ses partisans ne peuvent plus désormais avoir le droit d'attribuer ce vice aux *lois de la nature* (telles qu'on les conçoit ordinairement), et aux passions inhérentes à la constitution de l'homme.

Voilà pour ce qui regarde le sexe féminin: mais comment les choses se passent-elles réellement par rapport aux hommes? Laissons-là ces licencieuses et odieuses doctrines, au moyen desquelles on voudrait nous prou-

ver que, dans certains cas, les hommes ne sont pas aussi purs et irréprochables à cet égard que les femmes! Je visite les ruines de nos anciens monastères, et je les contemple d'un œil bien différent de celui dont M. Malthus les regarde. C'étaient sans doute de grands exemples de la *contrainte morale*. Quelque fausse que fût l'idée de ceux qui les habitaient sur la vertu qu'ils pratiquaient, j'ai appris à aimer la vertu, sous quelque forme qu'elle se présente. Quand je considère ces nobles édifices, ces grands dépôts qui ont recueilli tout ce qu'il y avait d'admirable dans l'ancienne Grèce et dans l'ancienne Rome; quand je me rappelle ces hommes étonnans, connus sous le nom d'écrivains scolastiques, leurs longs travaux, leur pénitence volontaire, leur amour pour la vérité, et leur désir d'une célébrité pure, quoique circonscrite dans le cercle de leurs contemporains, leur mépris pour les séductions et les grandeurs du monde, l'exquise subtilité de leur esprit, et la force de leur dialectique dans des questions qui dépassent presque les bornes de l'esprit humain; j'avoue que je répugne à mettre en

question la sincérité des principes de morale qu'ils professaient, ou à croire qu'au milieu de leurs travaux plus qu'humains, ils étaient les victimes de la plus vile sensualité et de la débauche. Il est trop doux pour moi de me sentir forcé de « considérer l'homme comme un être purement raisonnable, » pour ne pas m'exposer à mériter, de la part de M. Malthus, la censure et l'opprobre. Je sais que les institutions que j'ai en vue, ont fini par dégénérer. Je sais que la morale que ces hommes professaient, était trop au-dessus de la nature humaine, pour qu'elle ne se trouvât trop sévère pour quelques individus. Je sais que ces établissemens ont eu leur utilité, et que leur temps est passé; et je ne suis point fâché qu'ils soient abolis.

Il est toutefois indubitable, selon moi, que de nombreuses professions et des corporations considérables d'hommes, ont passé leur vie en observant une chasteté et une retenue aussi rigoureuse que les femmes les plus exemplaires. Les femmes, dira peut-être M. Malthus, sont retenues par la crainte de donner le jour à des enfans illégitimes. Mais l'esprit de l'homme est suscep-

tible de céder à des motifs aussi urgens et énergiques que cette considération peut l'être pour le sexe féminin. L'esprit de l'homme est d'une nature élevée, et la gratification de ses appétits sensuels est loin d'être le seul objet qu'il désire. En un mot, je ne croirai jamais que, s'il pouvait exister « une société constituée de la manière la plus parfaite qu'on puisse imaginer, » elle dégénèrerait bientôt en un état de « violence, d'oppression, de fausseté, de misère, de tout vice odieux, et de l'infortune sous toutes les formes qui ont désolé les temps passés, » et qu'elle serait « détruite en moins de trente ans, » et cela, par suite de l'ardeur effrénée avec laquelle chaque homme s'empresserait de satisfaire « les grossières impulsions de la portion la plus vile de notre nature. »

Il n'entre cependant pas dans mon plan de poursuivre ce sujet et de le développer entièrement. Je ne l'ai introduit ici que parce que le but de cette dernière partie de mon ouvrage, est d'offrir à mes lecteurs une esquisse complète du caractère et de l'esprit de l'*Essai sur la Population*.

CHAPITRE III.

De l'influence que les doctrines de l'*Essai sur la Population* peuvent avoir sur les principes de la morale.

La véritable tendance du système de M. Malthus, est de nous engager à nous tenir tranquilles, ou plutôt à nous livrer, pieds et poings liés, entre les mains de cette puissance terrible et mystérieuse qui préside sur « ces causes plus profondes de mal, en comparaison desquelles les institutions humaines ne sont que de légères plumes flottant à la surface. » Car, ainsi que je l'ai déjà fait observer, et je ne crois pas qu'aucun des disciples de M. Malthus soit disposé à me le contester, si les institutions humaines ne peuvent occasioner que des maux comparativement légers, il faut nécessairement et pour être d'accord avec soi-même, admettre qu'elles ne peuvent pas non plus faire grand bien.

Il ne peut y avoir, d'après les principes

de l'auteur, qu'une seule restriction à cette doctrine du quiétisme ; et elle se fonde sur la crainte des maux qui pourraient résulter de toute tentative d'amélioration.

Comme jadis Caton le censeur, qui terminait toutes ses harangues dans le sénat de Rome, quel qu'en fût l'objet, par le mot si connu : Souvenez-vous de Carthage! de même M. Malthus est obligé d'élever la voix à tout à propos pour nous avertir, en s'écriant : Souvenez-vous d'Utopie! Repoussez toute mesure, quelque avantageuse qu'elle puisse paraître, qui ait une semblable tendance! La véritable question qu'on doit se faire toutes les fois qu'une nouvelle disposition législative est proposée, c'est : Ne gêne-t-elle pas l'opération des « causes qui tendent plus ou moins à abréger la durée naturelle de la vie humaine? »

Ayant ainsi terminé son travail, et fini d'assembler tous les fils de sa merveilleuse théorie, l'esprit de l'auteur paraît toutefois avoir conservé un sentiment secret qui lui disait que quelque chose manquait encore. Cette doctrine du quiétisme, et d'une opposition constante à tout perfectionnement,

ne remplissait pas l'idée qu'il s'était formée d'un traité d'Économie politique. Il se sentit donc saisi de la même passion qui modifia jadis les systèmes oubliés de Platon et d'Aristote, et il désira en faire autant. Et par une bizarrerie étrange, et une inconséquence à peine explicable, à moins de l'attribuer à la faiblesse originelle de la nature humaine,

— *veteres avias tibi de pulmone revello*,

il se propose vers la fin de son livre, d'examiner « quelles espérances on peut raisonnablement concevoir d'un perfectionnement futur dans la société (1). » Les moyens de réprimer le progrès de la population, pour lesquels il a combattu dans le cours de trois gros volumes, le frappent soudainement comme étant un peu trop affreux, et en conséquence il propose quelques restrictions pour contre-balancer ces moyens réprimans.

Le principe général, auquel M. Malthus rapporte les restrictions qu'il propose, n'est

---

(1) Tom. III, pag. 308.

pas le trait le moins extraordinaire de son ouvrage. Voici comme il s'exprime : « Le vrai but que nous devons chercher à atteindre, à tous égards, c'est de diminuer la mortalité de tous les âges (1). » Il faut convenir que cela n'est pas trop mal, pour un auteur qui debute en nous disant que l'espèce humaine, dans tous les temps passés et à venir, a dû et doit doubler tous les vingt-cinq ans, à moins que cet accroissement ne soit arrêté par des obstacles « causés par le vice ou la misère, qui contribuent en divers degrés à abréger la durée naturelle de la vie humaine. » C'était l'accroissement de la mortalité ou du nombre des décès qui devait nous sauver ; et voilà que l'auteur nous conseille de chercher à *diminuer cette mortalité*. M. Malthus sait que la contrainte morale n'est qu'une très-faible ressource; que les hommes continueront toujours à se marier et à faire des enfans, en dépit de tout ce qu'il pourra faire pour les en empêcher ; et que la mort, cet agent principal, ce premier

(1) Pag. 299.

ministre de la grogression géométrique, est le seul espoir qui nous reste pour arrêter l'accroissement de l'espèce humaine. Dans cette occasion cependant, il voudrait « adoucir quelques-unes des conclusions de la première édition de son *Essai*, qui choquent le plus. »

Eh bien, voyons comment notre auteur s'y prend pour diminuer la mortalité de l'espèce humaine.

Il a, pour cela, des moyens très-différens qu'il nous propose d'employer. Ils peuvent pourtant se réduire tous à deux : d'abord, de statuer qu'aucun enfant et aucune créature humaine quelconque, appartenant aux ordres inférieurs de la société, ne soit nourrie que du fruit de son propre travail, ou de celui de ses parens ; et, deuxièmement, en réduisant la récompense du travail, et par conséquent les moyens que chaque individu a de pourvoir à sa subsistance et à celle de ses enfans, au taux le plus bas pour la classe ouvrière.

Voilà les restrictions que M. Malthus propose, pour combattre les atteintes que le vice et la misère peuvent porter à l'espèce

humaine. On peut donc dire avec raison, que l'auteur de l'*Essai sur la Population* a le talent de rendre ses bienfaits non moins odieux que ses offenses. Examinons chacune de ces restrictions séparément.

La première chose que M. Malthus combat dans cette partie de son sujet, sont les lois anglaises sur les pauvres, qu'il condamne sans réserve, en prononçant qu'elles sont « un mal, en comparaison duquel la dette nationale, malgré toute la terreur qu'elle inspire, n'est que de peu d'importance (1). » Or le capital de la dette nationale s'élève à 850 millions de livres sterling, et les intérêts à 47 millions st. par an ; et le produit de l'impôt pour les pauvres n'est estimé, par M. Malthus, qu'à 3 millions sterling (2). »

Mais, attendu que ce terrible fléau de l'établissement légal d'une assistance accordée aux indigens de l'Angleterre, existe, M. Malthus est d'avis qu'on « ne doit l'abolir que très-graduellement (3). »

(1) Pag. 175.
(2) Tom. II, pag. 307.
(3) Tom. III. pag. 178.

Notre auteur est d'avis que, « avant d'entreprendre de faire aucun changement considérable dans le système actuel, la justice et l'honneur nous imposent le devoir de désavouer formellement le prétendu *droit* des pauvres à être assistés (1). »

Et pourquoi n'ont-ils pas ce droit ?

Il existe une vieille maxime, dont le souvenir ne manquait jamais de causer un sentiment douloureux dans les âmes compatissantes et humaines : que « quiconque ne voudra pas travailler, n'aura pas de quoi manger. »

Mais l'arrêt de proscription lancé par M. Malthus est d'une nature bien différente, car il comprend ; 1°. l'homme dans son enfance, pendant que ses mains délicates ne peuvent point encore lui procurer les choses nécessaires à la vie ; 2°. les vieillards, que le poids des années et les longues souffrances qu'ils ont endurées, ont fini par rendre aussi faibles et impuissans que des enfans ; 3°. les infirmes, les impotens, les estropiés, et

(1) *Ibid.*

tous ceux qui sont attaqués de quelqu'une des maladies qui forment le côté le plus hideux du tableau de la vie de l'homme; 4°. ceux enfin qui, pouvant et voulant travailler, se trouvent cependant, par l'organisation vicieuse de la société dont ils sont membres, ou par suite de quelques-unes de ces révolutions auxquelles sont sujettes presque toutes les sociétés, réduits à manquer d'occupation. Telles sont les personnes à qui *la justice et l'honneur* nous font un devoir de déclarer, qu'ils n'ont aucun droit à prétendre à l'assistance de leurs voisins, qui vivent dans la prospérité.

Il n'y a pas besoin de les informer qu'ils n'ont aucun droit à l'assistance, fondé sur les lois politiques, excepté dans les pays où une législation positive a établi un fonds destiné à cet objet, comme cela arrive en Angleterre d'après les lois sur les pauvres.

Mais M. Malthus invoque un tribunal tout différent. Il nie que les individus dont nous venons de parler, aient, d'après les lois de la morale, le moindre droit à l'assistance de leurs voisins.

Il est deux principes ou ressorts des de-

voirs moraux de l'homme, au moins pour nous autres Anglais : le premier se fonde sur les livres de la religion chrétienne; et le second, sur les leçons qui nous sont communiquées par les lumières de la nature. Je me ferais un reproche si je passais sous silence le premier de ces principes.

Les préceptes de la religion chrétienne, à cet égard, sont clairs et incontestables. Elle nous ordonne « d'aimer le prochain comme soi-même » et de « n'agir envers les autres que comme nous voudrions qu'on en agît envers nous. » L'Évangile dit qu'un jeune homme s'étant présenté à Jésus-Christ, et lui ayant naïvement demandé ce qu'il devait faire pour obtenir la vie éternelle; et Jésus lui ayant dit de garder les commandemens de Dieu, le jeune homme ayant répondu : « J'ai gardé toutes ces choses dès ma jeunesse ; que faut-il faire de plus ? Il te manque encore une chose, répliqua Jésus-Christ : Vends tout ce que tu as, et le distribue aux pauvres. Mais ayant entendu cela, il devint tout triste, car il était fort riche. »

Il y a dans cette réponse une sorte de

hardiesse orientale, considérée du moins comme une exposition générale de la loi morale: car le jeune homme aurait pu répondre avec raison : —S'il est de mon devoir de faire le plus de bien possible à mes semblables, et si mon âme est très portée à remplir ce devoir, je crois que j'y réussirais mieux en y consacrant mon revenu, qu'en me privant sur-le-champ de tout mon bien.

Néanmoins, rien n'est plus manifeste que la teneur générale des livres saints sur ce point. Il nous apprennent que nous ne sommes que simples administrateurs, et non les propriétaires des biens temporels ; ils nous défendent de gratifier nos appétits ou notre vanité ; ils nous ordonnent de travailler de concert avec le principe bienfaisant de la nature, et d'être ses ministres impartiaux ; enfin, ils disent à l'homme qu'après avoir rempli tous ces devoirs, il n'a rien fait dont il puisse se glorifier.

Voilà quelles sont les doctrines de la révélation chrétienne à cet égard : et dans tout cela il n'y a rien de neuf, rien que les simples lumières de la nature ne prescrivent d'une manière aussi claire et aussi impé-

rieuse, pour quiconque voudra de bonne foi connaître les lois de la morale.

Cela répond complétement à ce que M. Malthus dit dans un autre endroit, que « chacun a le droit de faire de son bien l'usage qu'il lui plaît (1). »

J'avoue même que ma surprise a été extrême en voyant une sentence telle que celle qu'on vient de lire, dans un livre qui prétend être un ouvrage scientifique, et dans une partie de ce livre qui traite des droits des créatures humaines.

Certes M. Malthus n'a pas pu en disant cela, avoir le dessein futile d'apprendre à ses lecteurs que les lois de tout les pays civilisés protègent un homme, et avec justice, dans l'exercice du libre usage de sa propriété.

Cet auteur a-t-il donc voulu passer pour un moraliste, oupour un théologien, quand il a dit que « tout homme a le droit de faire ce qu'il lui plaît de son bien? »

Le « droit divin de mal faire, » était au-

(1) Tom. III, pag. 222.

trefois borné aux rois, à ces oints et représentans de l'auteur de l'univers : Mais M. Malthus l'étend à tous ceux qui ont du pouvoir.

Dans toutes les questions morales, ou en d'autres termes, dans toutes les questions où le plaisir ou la douleur, le bonheur ou le malheur des autres se trouve intéressé, il y a un devoir que l'homme doit remplir, et il n'a pas le droit de s'en écarter.

Le riche n'a donc pas le droit de refuser son assistance à son semblable souffrant, excepté dans ce sens, qu'il ne peut pas raisonnablement être livré à la juridiction d'un tribunal, pour avoir violé à cet égard les règles de la morale.

Les droits de chacun dans sa conduite envers son semblable, ne sont que des droits arbitraires : en d'autres termes, nul ne doit se permettre de forcer un autre à faire ce que son devoir lui prescrit. L'appel doit être fait exclusivement au jugement de celui qui doit agir; mais il est de son devoir d'éclairer son jugement autant que cela est en lui, et de suivre strictement les décisions impartiales de son esprit. Combien n'est-il donc

pas faux de dire que « chacun a le droit de disposer de son bien comme il lui plaît ! »

Voilà quels sont les principes fondamentaux de la morale ; et quoiqu'ils soient si évidens que l'homme le moins instruit peut les comprendre sur-le-champ, on ne saurait trop y insister.

Telles étaient les maximes reçues en morale, avant que M. Malthus eût écrit son *Essai sur la Population*.

Le riche ajoutait foi à ces principes ; et quoiqu'il les violât sans cesse en prodiguant sa fortune pour satisfaire ses penchans et sa vanité, sa conscience lui en faisait toujours un reproche. C'était cependant quelque chose.

Le pauvre croyait aussi à ces principes ; et quoiqu'il vît combien ils étaient peu suivis par les hommes en général, cependant il lui restait toujours la consolation de savoir ce que la justice prescrit, et de le comparer avec ce qui est. Personne ne s'était encore approché de lui, et, le voyant prêt à mourir de froid et de faim sous un hangar, ne lui avait dit avec une insultante raillerie : « Tu n'as que ce que tu mérites. » A la vérité le pauvre n'est

pas tout-à-fait bon juge dans sa propre cause : il ne pouvait pas dire : « Voilà précisément l'homme opulent qui devrait m'assister; « car celui-ci ne pouvait pas savoir quels droits ce pauvre homme avait à réclamer sa part des secours qu'il était en état de donner aux autres. Mais ce malheureux aurait pu dire que, lorsque « la débauche la plus effrénée consomme d'immenses richesses dans des excès de toute espèce, » cela n'est pas bien ; et que « chacun n'a pas le droit de disposer de son bien comme il lui plaît. » Il savait bien qu'il ne pouvait pas, d'après les lois ou la morale, forcer le riche à lui céder une partie de son superflu ; mais il savait également que les pauvres, c'est-à-dire, les enfans, les vieillards impotens, les malades, et les hommes qui ne peuvent pas obtenir de l'ouvrage, ont « droit à l'assistance. »

Il était confirmé dans cette opinion par les lumières de la raison et par l'Évangile. Ni les évangélistes, ni les apôtres, ni même le Saint-Esprit qui les inspirait, ne se sont jamais doutés que toutes ces maximes dussent être renversées par *le principe de population.*

Mais M. Malthus, autant qu'il a pu le faire dans son essai, a changé la situation des riches et des pauvres.

Il a appris aux pauvres que, s'ils reçoivent quelque assistance, ils la doivent, non à des droits qu'ils peuvent avoir, mais uniquement à ce qu'il nomme quelquefois la charité spontanée et la pure bienveillance des riches; et cependant, attendu, ainsi qu'il l'assure, que « la charité des particuliers entraîne presque invariablement les suites les plus funestes (1), » il croit qu'il aurait dû dire plutôt que les pauvres en sont redevables au défaut de caractère et de fermeté des riches, et à leurs vices.

(1) Pag. 291.

CHAPITRE IV.

Des doctrines de l'*Essai sur la Population*, en tant qu'elles affectent la condition des pauvres.

Jusqu'ici on ne peut accuser justement M. Malthus d'avoir rien avancé qui puisse tendre à faire *diminuer la mortalité*, et qui par-là puisse contre-balancer le but principal et la doctrine fondamentale de l'*Essai sur la Population*. Mais quand même il aurait établi les deux mémorables propositions qui ont été agitées dans le précédent chapitre, savoir, que les pauvres *n'ont aucun droit à l'assistance*, et que les riches *ont le droit de disposer de leur bien comme il leur plaît*; ces maximes ne tendent nullement, dans leur application pratique, *à faire diminuer la mortalité*, si ce n'est autant que la famine et le désespoir peuvent arrêter la propagation de l'espèce; car c'est une vérité manifeste et irrésistible, que celui qui n'est point né, ne mourra jamais.

On se convaincra en effet que l'auteur, en proposant un plan pour *faire diminuer la mortalité*, n'a véritablement eu en vue que *d'éclaircir les rangs de l'espèce humaine.*

Cependant M. Malthus a un grand espoir de réussir dans ce projet, du moins pour ce qui regarde ce pays, en abolissant les lois sur les pauvres.

Ayant donc préparé les voies, en *désavouant formellement*, de la part de la communauté, *le prétendu droit des pauvres à l'assistance*, il se contènte d'une *abolition très-graduelle* des dispositions législatives qui reconnaissent un tel droit.

Son plan est de promulguer une loi « déclarant qu'aucun enfant issu d'un mariage contracté après l'expiration d'un an de la date de la loi, et aucun enfant illégitime né deux ans après la même époque, n'aura droit à l'assistance de la paroisse (1). » « Cela dit-il, équivaudrait à un avis clair, distinct et précis, sur le sens duquel nul ne

(1) Tom. III, pag. 179.

pourrait se méprendre (1). » « Personne ne serait trompé ni lésé, et par conséquent personne ne pourrait avoir de justes raisons de se plaindre (2) ».

Quant à moi, j'avoue que je ne conçois pas de quel limon est formé l'homme dont la plume a tracé cette dernière sentence.

Dans la question d'un enfant qui vient au monde, et du sort qui l'attend, il y a deux parties intéressées; l'enfant et ses parens. Je déclare que j'ai été assez simple pour croire que l'enfant était le plus essentiellement intéressé des deux.

Tristam Shandy a badiné d'une manière très-plaisante au sujet d'un moyen pour baptiser les enfans avant leur naissance. M. Malthus est le premier homme qui ait proposé de mettre hors la loi des enfans avant qu'ils soient nés, afin de les empêcher de se plaindre par la suite. Qu'ont-ils à faire avec *cet avis clair, distinct et précis?*

Dans le système du globe que nous habitons, et parmi les vicissitudes de la

---

(1) Pag. 180.
(2) Pag. 190.

ſortune humaine, un cri se ſait souvent entendre, lequel, lorsqu'il est proféré dans la profondeur de la réflexion, et au milieu des agitations des sentimens les plus pénibles, ne manque jamais de produire l'effet le plus pathétique : « Pourquoi suis-je dans cet état? Comment ai-je mérité cette suite de malheurs qui me poursuivent sans cesse? Pourquoi suis-je venu au monde? Ce n'est point d'après mes vœux. Jamais on n'a demandé mon consentement. Je suis né malgré moi; et peut-être n'ai-je jamais joui d'un seul jour de bonheur véritable. Tout a été pour moi obscurité, peines du corps, chagrins de l'esprit, faim, nudité, abaissement et mépris. »

Je n'ignore pas que les lois de l'univers sont trop puissantes pour que l'homme puisse les combattre : mais je n'ai pas, je l'avoue, autant d'égard et de respect pour les lois humaines. Les législations faites par des hommes, peuvent sans crime être l'objet de notre censure et de nos plaintes.

Voici donc un enfant qui meurt de besoin, peut-être à peine vient il de naître. Ou bien supposons qu'il porte le fardeau de l'exi-

stence durant un carrière plus ou moins longue, depuis l'âge d'un an jusqu'à quatre-vingt. Mais quelque temps qu'il vive, il ne cessera jamais d'être environné de tous les maux qui sont la suite de la chétive et insuffisante nourriture qu'on lui a donnée dans sa première enfance. Et c'est à son égard que M. Malthus vient nous dire : « *il n'a point le droit de se plaindre*, car « *un avertissement franc, clair et précis*, » lui a été donné deux ans avant d'être né!

Si M. Malthus et ses disciples disaient à cet homme, que des considérations fondées sur l'intérêt général de la société, et *le principe de population*, exigeaient qu'il fût abandonné à son sort, cela serait un peu différent. Mais prétendre qu'il lui a été donné un avertissement *franc, clair et précis, deux ans avant qu'il fût né*, et que *par conséquent, personne n'a le droit de se plaindre*, c'est en vérité une bien cruelle raillerie!

L'auteur de l'*Essai sur la Population* suit une gradation dans son discours instructif sur les *droits* des créatures humaines. Il débute en « niant formellement que le

pauvre, l'enfant, le vieillard impotent, l'infirme et l'homme qui ne peut pas trouver d'ouvrage, aient *aucun droit à l'assistance* de la société. » Après quoi il nous assure que « un avertissement franc, clair et précis » ayant été donné d'avance « personne, » et par conséquent pas même l'enfant qui est encore à naître, « ne peut avoir de juste *droit de se plaindre* » d'aucune des calamités qu'il pourrait éprouver par la suite.

M. Malthus cherche pourtant à consoler le pauvre de son malheureux sort, par une allégorie. « Ce sont là leur dit-il, les individus malheureux qui, dans la grande loterie de la vie humaine, n'ont tiré qu'un billet perdant (1). » — « Celui qui naît dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de quoi subsister, de ses parens à qui il est en droit d'en demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a pas le moindre droit de prétendre à la plus petite portion de nourriture; et dans le fait il est de trop dans ce monde. Au grand

(1) Tom. II, pag. 266.

banquet de la nature il n'y a point de couvert pour lui. La nature lui signifie de s'en aller, et elle ne tardera pas à exécuter son propre commandement, s'il ne parvient pas à intéresser en sa faveur la pitié des convives. S'ils se lèvent et lui font place, bientôt d'autres intrus se présenteront pour demander la même faveur. Dès que la nouvelle se répandra qu'on accorde des secours à tout venant, la salle sera bientôt remplie d'une multitude qui en sollicitera. L'ordre et l'harmonie de la fête seront troublés; l'abondance qui régnait auparavant se changera en disette; et le bonheur des convives sera détruit par le spectacle de la misère et de l'humiliation qui s'offre de toutes parts dans la salle, et par les clameurs importunes de ceux qui enragent avec raison de ne point trouver les secours qu'on leur avait fait espérer. Les convives reconnaissent trop tard leur erreur, de s'être opposés à l'exécution des ordres stricts que la grande maîtresse de la fête avait donnés contre l'admission de tout intrus; car, voulant que l'abondance régnât parmi tous ses convives, et connaissant l'impossibilité de traiter un

nombre illimité d'individus, elle avait, par humanité, refusé d'admettre de nouveaux venus à sa table déjà pleine (1). »

Je ne dirai rien de l'humanité de celui qui peut trouver du plaisir en songeant aux malheureux qui sont à sa porte mourant de faim. Le plaisant de l'affaire, c'est que dans tout ceci il n'y a pas un mot de vrai. Les hommes viennent au monde, ayant la faculté naturelle de produire plus de nourriture que chacun n'en peut consommer, et cette faculté rien ne peut la contrarier, que les exclusions injustes établies par les institutions humaines.

Il est vrai que ce passage a été supprimé par M. Malthus dans sa dernière édition; mais il mérite d'être conservé comme un exemple des étranges extravagances auxquelles le *principe de population* peut porter ceux qui l'adoptent. C'est assurément le plus épouvantable morceau que jamais un malheureux imprimeur ait été forcé de composer.

---

(1) Édition in-4°. de 1803, pag. 531.

Mais suivons M. Malthus de plus près dans son plan pour l'abolition graduelle des lois sur les pauvres.

« Pour que cette loi fût plus généralement connue, et pour la graver plus profondément dans l'esprit des classes inférieures du peuple, je voudrais que les curés de chaque paroisse fussent invités à lire, immédiatement après la publication des bans, une courte exhortation où l'on inculquerait la forte obligation imposée à tout homme de nourrir ses enfans; l'imprudence, et même l'immoralité de se marier sans avoir la perspective de pouvoir remplir ce devoir; les maux dont les pauvres eux-mêmes ont été victimes, par suite de la tentative qui a été faite de suppléer, à l'aide d'établissemens publics, à un devoir qui devrait être exclusivement rempli par les pères et les mères; enfin la nécessité absolue où l'on s'est vu de renoncer à ces établissemens, par la raison qu'ils avaient produit des effets directement opposés au but qu'on s'était proposé.

» Ce serait là un avertissement franc,

clair et précis, sur lequel nul ne saurait se méprendre (1). »

Il faut convenir que c'est là une mesure rigoureuse. Elle dépouille l'homme de toute idée riante, de toute perspective flatteuse, qui, lors même qu'elles sont illusoires, servent du moins à rendre la vie supportable à des milliers d'individus. Le mariage est le grand jour de fête pour la nature humaine; et si le reste du cours de la vie n'est que trop souvent environné d'horreurs et de sombres nuages, voilà le moment fortuné, le rayon passager d'un soleil pur, qui console de mille souffrances et de mille calamités. C'est en effet une homélie bien amère, celle que M. Malthus voudrait qu'on prêchât aux pauvres. Celui qui gagne sa vie à la sueur de son front, quoiqu'il ait les espérances les mieux fondées, ne peut jamais être sûr de pouvoir toujours nourrir sa famille sans avoir besoin de secours étrangers. Il a peut-être réfléchi très-mûrement et médité très-profondément, avant de prendre cette ré-

(1) Tom. III, pag. 179.

solution décisive ; et il n'aime pas qu'on l'en fasse rappeler en public, en face de l'église, dans un moment où les bonnes mœurs de nos ancêtres ne lui promettaient que des félicitations. Lors même que, voulant me marier, je ne posséderais qu'une fortune modique,je n'aimerais pas à être endoctriné de la sorte, et à me voir ainsi forcé de me livrer à des réflexions pénibles à cet égard ; et si la loi que M. Malthus propose, venait à être adoptée, j'aurais bien soin, dans le cas où je songerais à me marier, de me munir d'une dispense, afin d'éviter aux voisins de ma paroisse le désagrément d'écouter, à trois reprises, une remontrance si peu agréable. Je ne saurais pardonner à l'auteur de cette loi de me rappeler, toutes les fois que je songerai à me marier, que ce lien, considéré d'une manière abstraite, est un crime de *lèse-société*, et qu'on ne peut le contracter sans crime, que dans certains cas, qui font exception.

Il faut encore remarquer ici que le projet de M. Malthus, de faire réciter souvent son homélie contre le mariage, n'est qu'un objet de parade. Car il dit, en termes exprès, que

le principe de la contrainte morale « n'a certainement agi *dans les temps passés* que très-faiblement; et il proteste contre « toute opinion relative à des améliorations futures de la société, qui ne serait point justifiée par *l'expérience du passé*. » Si un tableau de cette nature pouvait remplir le but, et nous épargner les maux réels qui nous menacent, dans ce cas il n'y aurait rien à dire, d'après le principe de M. Malthus, sur la nécessité d'employer sans cesse des moyens puissans pour s'opposer à l'accroissement de la population. Mais notre auteur n'ignore pas « que les enfans seuls ont peur du diable en peinture (1). »

Le fait est que M. Malthus, dans sa république, ne saurait se passer de la misère comme d'un élément dont l'opération est indispensable. C'est pourquoi il ne veut point « d'une société constituée suivant le modèle le plus beau que l'imagination puisse concevoir. » Il ressemble à quelques-uns de

---

(1) *It is the eye of childhood only,*
That fears a painted devil.

nos anciens théologiens, qui pensaient que la félicité du ciel serait imparfaite, si ses habitans ne voyaient pas dans le lointain le gouffre de l'enfer, et s'ils n'entendaient pas les damnés, au milieu des tourmens qu'ils endurent, les avertir par leurs cris du sort terrible auquel ils ont échappé.

L'auteur de l'ouvrage que j'examine en ce moment, se renferme évidemment dans le cercle étroit de ce qui se passe autour de lui, sans jamais s'occuper de ce qui a eu lieu dans les siècles passés. S'il avait consulté les pages de l'histoire, il y aurait puisé bien des leçons instructives.

Il aurait d'abord appris quelle fut l'origine des lois sur les pauvres. Elles furent une suite de la réformation. Ce ne fut point une concession nouvelle en faveur des classes inférieures du peuple anglais. Elles ne firent que remplacer des établissemens que la réformation avait détruits. Nos ancêtres, qui ont fait cette grande révolution dans l'état, ont cherché à ne nous faire envisager que le mauvais côté de tout ce qui l'avait précédée, comme si l'époque antérieure n'avait offert que des maux purs et sans mélange. Mais il n'en est

point ainsi; et tel n'a jamais été le caractère des antiques institutions d'aucun pays civilisé.

La religion chrétienne, telle qu'elle a été conçue pendant plusieurs siècles avant la réformation, était une religion de charité et de bienfaisance. Les prélats jouissaient alors de grands revenus; mais il était universellement entendu que ce n'était pas pour les dépenser en objets d'agrément, et qu'ils n'étaient que les administrateurs des biens destinés à nourrir le troupeau de Jésus-Christ. Les fidèles comptaient qu'ils vivraient dans la simplicité primitive, et qu'ils se soumettraient même à beaucoup de privations et d'austérités. L'usage qu'ils devaient faire de leurs revenus, était de soulager les malades, de donner des vêtemens à ceux qui étaient nus, et de nourrir ceux qui avaient faim. Les monastères, à cette époque, avaient de grands revenus; mais ceux qui y demeuraient étaient obligés, par leur règle, à se lever à minuit pour réciter des prières, à se nourrir très-sobrement, et à ne vivre sur la terre que comme des étrangers, dont la seule patrie était au delà du tombeau. L'assistance que les malheureux et les indigens

recevaient des rentes des monastères, était extrêmement considérable. Même la noblesse et les gentilshommes de ces temps, encouragés par de tels exemples, consacraient une grande partie de leurs revenus à faire des actes de charité.

La réformation renversa tout cela. Elle fit disparaître ce grand nombre de monastères et de maisons religieuses; et les maximes prédominantes changèrent bientôt, dès qu'un motif et un exemple aussi puissans cessèrent d'exister. Il en est résulté la création d'un grand nombre d'hôpitaux et d'établissemens publics, et notre législation sur les pauvres. Tout cela ne fut point l'effet de la bienfaisance prodigue des hommes d'alors; ce ne furent que des moyens mesquins et insuffisans pour remplacer les sources abondantes de secours qui avaient été taries, et qui étaient devenus absolument indispensables d'après la nature et l'état de la société.

Comment se fait-il donc que l'Angleterre n'ait pas été surchargée de population dans les temps qui précédèrent la réformation, comme cela aurait dû être, si l'espèce hu-

maine ressemblait autant à des lapins, que M. Malthus voudrait nous le faire croire? Le projet de nous faire mourir de faim pour notre bien, est tout-à-fait neuf; et je suis porté à croire que les hommes ont été aussi heureux par le passé, qu'ils pourront jamais le devenir sous la direction paternelle de l'auteur de l'*Essai sur la Population*.

Si M. Malthus avait consulté l'histoire, il aurait pu trouver des leçons utiles, non-seulement dans les premiers temps de l'histoire de l'Angleterre, mais dans les annales de l'ancienne Grèce. Ses deux états les plus florissans furent Sparte et Athènes. C'était dans ces pays qu'il fallait éprouver la progression; et elle l'a été en effet (1). La constitution de Sparte dura cinq cents ans; celle d'Athènes pas aussi long-temps. Mais, en dépit des calculs de M. Malthus, « cette société si admirablement organisée » n'a pas été détruite, et ses institutions ne se sont point changées en « toute sorte de vices odieux, et dans toutes les formes de détresse qui peuvent dégrader et rembrunir

(1) V. ci-dessus, Livre I, chap. x et xii.

les plus horribles pages de l'histoire, » par le « seul effet du principe qui règle la population. »

En conclusion, je crois que le lecteur me rendra la justice de remarquer que dans ce qui précède, je n'ai pas eu l'intention de blâmer ni d'approuver les lois anglaises sur les pauvres. M. Malthus a soumis ces lois à une discussion, pendant qu'il développait son principe, que « le pauvre n'a aucun droit à l'assistance. » Je nie ce principe; mais je n'ai pas le dessein de prononcer sur les lois relatives aux pauvres. En Angleterre, ceux qu'on suppose manquer des moyens de pourvoir à leur subsistance, sont assistés au moyen d'une cotisation générale: en France, et dans quelques autres pays, ils sont secourus par des moyens différens. Partout cependant, la loi les protège : et j'avoue que je préférerais être citoyen d'un pays où les indigens et les malheureux *reçoivent des secours suffisans* sans l'intervention de l'état. Mais en Angleterre, du moins, nous sommes encore loin d'être mûrs pour un tel état de choses.

CHAPITRE V.

Des doctrines de l'*Essai sur la Population*, en tant qu'elles affectent la condition des riches.

Le principe de population n'est pas moins fécond en résultats favorables à la débauche et à la dissipation du riche, qu'à l'oppression du pauvre. M. Malthus est un digne observateur du célèbre précepte d'Horace,

Omne tulit punctum, qui miscuit utile dulci :

lequel, traduit dans le langage de l'*Essai sur la Population*, signifie : qu'il peut se vanter d'avoir produit un système parfait, qui mêle judicieusement la prodigalité du riche avec la misère du pauvre. — Mais exposons l'idée de M. Malthus dans ses propres termes.

Le premier point que nous ayons à examiner en ce moment, c'est l'attaque que notre auteur fait contre la charité des par-

ticuliers, ou les libéralités des riches en faveur des pauvres.

« Celui qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parens la subsistance qu'il est en droit de leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit à la moindre portion de nourriture, et dans le fait il est de trop dans ce monde. Au grand banquet de la nature, il n'y aura point de couvert pour lui. La nature lui ordonne de s'en aller, et elle ne tardera pas à exécuter son propre commandement, s'il ne parvient point à intéresser en sa faveur la pitié des convives. Si ces convives se lèvent et lui font place, l'ordre et l'harmonie de la fête seront troublés (1), » et les plus funestes conséquences s'ensuivront.

« Lorsque la nature se charge de gouverner et de punir, ce serait une ambition bien méprisable de prétendre lui arracher des mains le sceptre. Que cet homme *soit donc livré* au châtiment que la nature lui

---

(1) V. ci-dessus.

inflige, pour le punir de son indigence. Il faut lui apprendre que les lois de la nature, qui sont également les lois de Dieu, l'ont condamné, lui et sa famille, aux souffrances; qu'il n'a aucune espèce de droit à la moindre portion de nourriture, et que, si lui et sa famille sont préservés de mourir de faim, ils n'en sont redevables qu'à la pitié de quelque bienfaiteur compatissant (1), » qui, en les secourant, désobéit aux lois de la nature.

En disant que « les pauvres n'ont aucun droit à recevoir des secours », son intention a été sans doute de poser un principe de morale, quelque opposé qu'il puisse être à tous les systèmes qui, jusqu'à ce jour, ont reçu l'accueil le plus favorable du public (2). Il s'est appuyé sur la grande loi de l'utilité. D'après sa manière de voir, il a dû regarder tous moyens de nourrir les pauvres, autres que leur propre travail ou celui de leurs proches parens, comme un grand mal, en tant qu'il peut servir d'en-

---

(1) V. ci-dessus.

(2) Tom. III, pag. 181.

couragement aux progrès de la population. Les lois anglaises sur les pauvres devaient donc lui paraître « un mal, en comparaison duquel la dette nationale, avec toute la terreur qu'elle inspire, n'est que de peu d'importance. » Et par un raisonnement semblable, l'homme compatissant dont le cœur sensible le porte à secourir les indigens et les infortunés, se rend coupable d'un crime. M. Malthus ne conçoit pas de crime plus atroce que d'assister les pauvres en général : et le mal que nous occasionerons, sera plus ou moins grand selon l'étendue de ces secours. Tout cela découle de la même loi fondamentale qui fait la base de l'*Essai sur la Population*, et dont la moindre violation entraîne une partie des conséquences de la violation complète du principe.

M. Malthus nous assure pourtant que les impulsions de la bienfaisance ne peuvent être mises sur le même rang, quant à leurs funestes effets, que la passion d'un sexe pour l'autre ; c'est-à-dire, qu'elles ne sont pas au rang de « ces maux profonds auprès desquels les institutions humaines,

quelque mal qu'elles puissent occasioner à la société, ne sont réellement que des causes légères et superficielles, semblables à des plumes qui flottent à la surface. »

« Le penchant qui entraîne un sexe vers l'autre, et les impulsions de la bienfaisance, sont, suivant l'auteur de l'*Essai sur la Population*, des passions naturelles excitées par leurs objets respectifs, et que les sensations agréables qui les accompagnent nous engagent à satisfaire (1). » Mais « *il y a moins de dangers à craindre* de la seconde de ces passions que de la première (2); » c'est-à-dire, de la bienfaisance que de l'appétit sexuel, l'une étant beaucoup plus énergique que l'autre. Il existe cependant encore une autre différence entre elles; car je crois que M. Malthus ne désapprouverait pas, dans tous les cas, qu'on satisfît le désir sexuel; tandis que, pour ce qui regarde la charité envers les pauvres, « *il est impossible d'agir* sans encourager *nécessairement* le mariage et la population, » en devenant ainsi les au-

---

(1) Tom. III. pag. 214.
(2) Pag. 213, 214.

teurs de bien des calamités pour la société.

Eh bien! puisque les riches *ne peuvent rien faire* pour le soulagement des pauvres, sans produire *nécessairement* un certain degré de malheur, une question se présente naturellement. Que doivent faire les riches de l'excédant de leurs revenus, après qu'ils auront complétement satisfait les besoins les plus simples de la nature animale à laquelle ils participent, et les besoins plus raffinés qu'ils se sont créés par suite de la plus grande culture de leur esprit? M. Malthus n'a pas manqué de les instruire de leurs devoirs à cet égard (1).

« Au nombre des préjugés, dit-il, qui se sont répandus au sujet de la population, on peut compter les plaintes contre *les dissipations des riches*, et contre les chevaux de luxe qu'ils entretiennent. Mais ces choses produisent un effet qui ressemble *un peu* à celui de la consommation du grain dans les distilleries dont nous avons déjà parlé. Pendant la disette, les grains cessent d'être employés à cet usage, pour être distribués aux

(1) Pag. 291.

pauvres. Ce surcroît de nourriture doit avoir un effet semblable à des greniers d'abondance qui ne s'ouvrent qu'au moment où le besoin devient plus pressant, et doit par conséquent être plus avantageux que nuisible aux classes inférieures de la société (1). »

Et dans un autre endroit il s'exprime ainsi : « Si les progrès du luxe, en faisant naître l'obstacle plus tôt, tendent par là à diminuer la détresse, le luxe est assurément une chose désirable (2). »

Certes jamais il ne fut de prédicateur aussi accommodant que M. Malthus. Il ne faut donc plus s'étonner si l'on voit son livre dans toutes les maisons de plaisance de messieurs les *aldermen* (3), et dans les palais des grands. C'est à juste titre que les marchands qui commandent en souverains aux régions de l'Orient, lui ont ménagé une agréable retraite. Quelle révolution cette théorie ne produit elle pas dans les sentimens intérieurs du cœur humain ! Il existait

---

(1) Tom. III, pag. 50, 51.
(2) Pag. 301, dans la note.
(3) Échevins de la cité de Londres.

avant M. Malthus des vices sur la terre. Ceux qui possédaient en abondance tous les biens temporels, se livraient sans réserve à toutes leurs fantaisies, quoique n'ignorant pas qu'elles étaient condamnées par les hommes en général, et étant presque convaincus eux-mêmes que leur conduite méritait en effet d'être censurée. Mais ils avaient un guide dont la parole écrite et en même temps gravée dans leur cœur, les avertissait. « Riche, réjouis-toi dans ta richesse, leur disait cette voix; que ton cœur se livre au plaisir de posséder tant de biens; conduis-toi suivant l'impulsion de ton cœur, et d'après tes lumières : mais n'oublie pas que Dieu te jugera pour tout ce que tu auras fait. »

M. Malthus a renversé tout cela. Il a entrepris de prouver aux riches que, pendant qu'ils croyaient ne satisfaire que leurs vices, en s'attirant les « malédictions secrètes, mais ardentes, » du public, ils étaient réellement des bienfaiteurs de l'état, et que plus ils dissipaient de richesses et plus il en résultait de profit. Il les a encouragés à persévérer dans leur généreux plan de conduite

sans se laisser déconcerter par les déplorables et injustes réclamations de leurs semblables, prêts à mourir de faim. La nature (non pas la nature telle que M. Malthus la suppose) a placé au fond du cœur de l'homme quelque chose qui, lorsque nous nous écartons des sentiers de la vertu et du devoir, nous avertit d'une voix douce et tendre, mais énergique, et nous engage à y rentrer. Mais M. Malthus nous conseille de fermer les oreilles à ce bon génie. Il lève nos scrupules sur nos appétits les plus vicieux et les plus ruineux de notre sensualité, et nous engage à leur donner le nom de patriotisme et de philantropie. Il est assez remarquable que, dans son énumération des onze moyens par lesquels le vice et la misère tendent à arrêter l'excès de la population, il n'a point trahi sa cause en faisant entrer dans cette liste l'extravagance des riches et des grands. C'est sans doute parce qu'il ne la compte pas parmi les vices.

Oui, il existait des vices avant que M. Malthus vînt au monde. Mais malheur au temps, malheur au pays, « qui donnera le nom de bien au mal, et le nom de mal au bien, qui

prendra l'obscurité pour la lumière, et la lumière pour l'obscurité. » Aussi long-temps que les sentimens de notre nature morale resteront purs, tout espoir n'est pas perdu, même dans nos vices. Nous ne sommes pas tout-à-fait changés en bêtes par l'enchantement des plaisirs; il reste encore dans nos âmes la possibilité de se livrer à des pensées plus justes. Il est des temps où, livrés à mille objets de tentation, nous nous précipitons vers le crime, mais il est aussi des temps où les souvenirs reprennent leur ascendant. Nos actions peuvent être coupables; mais les préceptes écrits, les livres, ces grandes sources de lumière, nous font voir la vérité. Mais dès que nous serons convaincus que toutes nos dissipations sont « comme un grenier d'abondance plus avantageux que nuisible aux classes inférieures, » nos cœurs se serreront en effet.

M. Malthus ne veut pourtant pas proscrire tout-à-fait la bienfaisance des particuliers, quoique les principes de l'*Essai sur la Population* soient évidemment contraires à cette vertu, sous quelque forme qu'elle se présente. Pour un prêtre de l'église

établie, cela a pu ne pas lui paraître trop d'accord avec les convenances; et comme ami de l'état actuel des choses, il aurait par-là empêché les classes supérieures de la société de suivre une conduite qui est la mieux calculée pour leur assurer de l'ascendant sur leurs inférieurs. Après avoir donc prononcé solennellement sur le sort du pauvre et avoir dit : « Il faut laisser à la nature le soin de le punir du crime de l'indigence, » il ajoute, en termes vagues et incertains : « si cependant lui et sa famille ne meurent point de faim, ils n'en seront redevables qu'à la pitié de quelque bienfaiteur compatissant, auquel ils doivent par conséquent rester attachés par les liens les plus forts de gratitude. »

Quel ignorant bavardage ! Lorsque ce « bienfaiteur compatissant » sauva cet homme et sa famille de l'extrême besoin et de mourir de faim, il a fait une bonne ou mauvaise action; il a fait son devoir, ou il y a manqué: car tout ce qui, dans notre conduite envers nos semblables, n'est point dans la ligne du devoir, doit être mauvais de sa nature. Si ce qu'il a fait est mal, quel espèce de gratitude lui dois-je pour le mal

insigne qu'il a fait aux intérêts de la société, quoique j'y aie trouvé mon profit? C'est une gratitude qui foule aux pieds toutes les distinctions morales. Cette gratitude, avec « la force de ses liens, » pendant que le malheureux affamé balbutie ses remercîmens, lui donne une leçon vraiment mémorable! Elle lui fait voir l'entière futilité de toutes les questions relatives au juste et à l'injuste: elle lui apprènd qu'il faut admirer une action, non parce qu'elle est utile ou juste, non parce qu'elle s'accorde avec les sentimens purs du cœur humain, mais seulement parce que, indépendamment de ce qu'elle peut avoir de louable ou de répréhensible en elle-même, il y a gagné quelque chose.

M. Malthus a fait ici un grand pas en faveur de la portion la plus favorisée de la société, et je crois que c'est ainsi que pensent plusieurs d'entre eux. Certain évêque, siégeant dans la chambre des pairs d'Angleterre (1), y a proclamé la maxime bien extraordinaire, « que le peuple anglais n'a

(1) Samuel Horsly, évêque de Saint-Asaph.

rien à faire avec les lois que de leur obéir. »
Mais M. Malthus, s'il pouvait emporter le point en question, ferait un pas bien important de plus; et c'est ce que bien des gens désirent depuis long-temps. Voici quelle est sa doctrine. Le peuple anglais, ou du moins ceux des habitans de ce pays qui courent le moindre risque d'être obligés de recourir à l'assistance d'autrui, ne doivent songer qu'à leurs devoirs, sans jamais s'enquérir de ceux de leurs supérieurs. Quel temps heureux! Ce serait en vérité l'âge d'or pour les riches, celui où leurs volontés seraient reçues par les classes inférieures, comme des commandemens auxquels elles se soumettraient sans murmurer, lors même qu'ils seraient d'une nature peu agréable; tandis qu'elles recevraient avec les plus vives émotions de reconnaissance, tout bienfait auquel ils n'ont aucun droit, fondé sur les lois, la morale ou la religion. C'est l'opinion publique qui donne la plus haute sanction à la loi morale; et il serait à craindre, d'après la manière dont la société est constituée à présent, que les choses n'allassent fort mal, si ce frein puissant n'existait

point. Mais, pourquoi les riches, ainsi que les membres de notre chambre des pairs, ne seraient-ils pas jugés par leurs pairs seuls, sans être assujettis à la censure d'un jury de plébéïens? Il faut que le commun du peuple anglais apprenne qu'il « n'a des yeux pour voir, et des langues pour parler, » qu'autant que cela plaît à ses supérieurs!

On ne saurait m'accuser avec justice d'avoir interprété ainsi la doctrine de M. Malthus, à moins de répondre qu'en avançant que les riches « ont le droit de faire de leur fortune l'usage qui leur plaît » il a virtuellement nié qu'ils eussent aucuns devoirs à remplir.

Heureusement pour tout ce qu'il y a de plus précieux dans la société humaine, jamais M. Malthus ne pourra emporter ce point. Il est très-vrai, ainsi que nous l'avons déjà dit, que le riche ne peut pas être traduit devant une cour de justice, pour répondre des infractions qu'il a pu faire aux lois de la morale, par la manière dont il dispose de sa propriété; mais il est un autre tribunal, dont nul n'est assez hardi pour méconnaître l'autorité, et dont les arrêts sont regardés avec plus de respect et de terreur par les

âmes honnêtes et bien disposées, que les décisions formelles d'une cour de justice. L'autorité qui préside dans ce tribunal, réside dans le jugement équitable des voisins. Un gentilhomme qui possède un domaine du rapport annuel de quelques milles livres sterling, et qui vit entouré de voisins appartenant aux classes inférieures, a un grand intérêt à se rendre populaire parmi eux, et à se conduire de manière à mériter leur approbation. Ce doit être une grande satisfaction pour lui d'y réussir ; tandis que, si ses voisins le croient justement digne de blâme, il aimerait mieux s'y prendre de mille manières différentes, plutôt que s'exposer à devenir l'objet de leur haine. Il n'y a personne qui ne soit en état d'interpréter le sourire de ses semblables ; et le silence par lequel ils expriment leur aversion, parle plus haut que la voix d'une trompette. Il faut qu'un homme soit doué d'une grande fermeté de caractère, pour pouvoir contempler d'avance, sans émotion, le spectacle du char funéraire qui doit le conduire à la sépulture, couvert de boue, et le cortége assailli à coups de pierres par les voisins du

défunt, excités par une profonde indignation pour sa mémoire. Je sais bien que les jugemens des classes inférieures de la société sont souvent prononcés avec trop d'irréflexion et de brusquerie; qu'ils sont souvent dictés par l'ignorance, et influencés par le caprice. Je sais également qu'on peut corrompre l'opinion du peuple, et qu'il suffit souvent de quelques actions d'éclat pour acheter devant ce tribunal l'absolution d'une longue suite de forfaits. Et pourtant, malgré toutes ces imperfections, l'empire de l'opinion est toujours d'un grand prix. L'homme véritablement vertueux n'a pas besoin de ce frein; mais il en est des milliers qui, enivrés par leur élévation non gagnée et non méritée, au-dessus de leurs frères, se rendraient coupables d'atrocités inouïes de nos jours, si ce n'était pour ce frein salutaire qui avertit l'homme riche qu'il n'a pas « le droit de faire ce qu'il veut de son bien. »

CHAPITRE VI.

Du mariage, et des personnes à qui il est permis de contracter ce lien.

The world must be peopled
Il faut que le monde se peuple.
SHAKSPEARE.

L'EXAMEN que je me suis proposé de faire des doctrines pratiques de M. Malthus, serait loin d'être complet, si je ne m'arrêtais un peu, afin de considérer sérieusement ce qui peut donner une « perspective raisonnable de pouvoir entretenir une famille (1) ; » car le malheur veut que tous les raisonnemens que fait notre auteur, au sujet des affaires humaines, n'aient pour base que des abstractions et des généralités. Cette question est pourtant d'une importance majeure ; car c'est pour le crime de se marier sans avoir cette perspective, que l'auteur de l'*Essai sur la Population* propose

(1) *Essai sur la Population*, tom. III, pag. 180.

impitoyablement un châtiment, dont la description seule fait glacer le cœur d'effroi.

«Bien qu'à mon avis, dit M. Malthus, celui qui se marie en pareil cas, commette une action manifestement immorale, elle n'est pourtant pas de celles que la société a le droit d'empêcher ou de punir (quelle bonté!) La raison en est, que la peine qui y est attachée par les lois de la nature (nullement, mais bien par celle du monopole) frappe directement et avec la plus grande sévérité l'être qui s'est rendu coupable de ce crime. Lorsque la nature se charge de gouverner et de punir, ce serait une ambition bien ridicule de vouloir lui arracher le sceptre des mains, et d'attirer sur nous tout l'odieux de l'exécution. Livrons donc cet homme à la nature, pour qu'elle le punisse du crime d'être indigent. Il a commis sa faute en dépit de l'avertissement le plus clair et précis (voilà que la société vient complaisamment au secours de la nature), et ne peut raisonnablement accuser que lui seul, des suites fâcheuses que sa faute pourrait attirer sur sa tête. Il doit être privé de toute assistance des paroisses. Il faut lui apprendre,

que les lois de la nature, qui sont également les lois de Dieu, l'ont condamné, lui et sa famille, à souffrir, pour le punir d'avoir méprisé leur injonction réitérée; qu'il n'a nul droit à réclamer de la société la moindre portion de nourriture, au delà de ce qu'il peut se procurer par son travail (quoique les moyens de gagner du pain lui soit souvent refusés) : et que, si lui et sa famille échappent aux suites naturelles de leur imprévoyance, ils n'en sont redevables qu'à la commisération de quelque bienfaiteur compatissant, à qui par conséquent, le malheureux doit rester attaché par les liens de la plus vive reconnaissance (1). »

Mais pour revenir à la question :—Qu'est-ce qui peut donner à un homme une « perspective raisonnable de pouvoir entretenir une famille, » et qui puisse l'empêcher en se mariant de commettre ce que M. Malthus appelle « une action immorale? » car il faut remarquer qu'il est aussi aisé, d'après les principes de l'*Essai sur la Population*,

(1) Tom. III, pag. 180.

pour le pauvre de faire une action immorale, que cela est difficile, pour ne pas dire impossible, pour le riche. Je crois même que, suivant cette doctrine, il est impossible au riche de commettre aucune action immorale, à moins qu'elle ne soit du nombre de celles dont la prohibition est énoncée dans les commentaires de Blackstone sur les lois d'Angleterre (1). »

« Une perspective raisonnable de pouvoir entretenir une famille, » sont des mots bien coulans, et que bien des riches regarderont comme très-naturels, quand ils auront à prononcer un jugement sur le pauvre. Quant à moi, je saisis l'occasion de plaider la cause des pauvres, et de « celui qui se trouve dépourvu d'appui. »

Dans ce but, je me suis informé du taux des salaires des journaliers en Angleterre; j'ai appris que la paye ordinaire d'un laboureur est de dix-huit *pence* par jour, et qu'un artisan gagne à peu près le double.

---

(1) Je me trompe : j'aurais dû excepter également « tout acte de charité privée. »

Commençons par le paysan. Doit-il se marier ou non ? Supposons qu'il jouisse d'une parfaite santé, et qu'il soit doué d'une constitution robuste ; et, comme il n'est pas vraisemblable que l'agriculture passe bientôt de mode, supposons qu'il puisse trouver à être employé assez régulièrement. Pour que rien ne manque à notre supposition, nous lui ferons choisir une femme aussi bien portante que lui, sobre, qui soit en état de gagner par son aiguille ou par un autre genre de travail, et d'ajouter quelque chose au fonds commun. Et pourtant, neuf schellings par semaine, avec l'addition de ce que sa femme peut gagner, n'est qu'un bien faible revenu pour qu'on puisse fonder là-dessus une « perspective raisonnable de pouvoir entretenir une famille. »

M. Malthus, si je saisis bien sa pensée, conseillerait à cet homme d'attendre, et d'amasser une certaine somme sur ses épargnes, avant de contracter l'engagement solennel du mariage. Son revenu annuel monte à 23 liv. et 8 schellings st. Je ne sais pas exactement combien il pourra épargner sur cette somme. Mais supposons qu'à force

de patience et de persévérance, il parvienne à épargner le revenu d'une année entière, c'est-à-dire, 23 livres 8 schellings; en quoi cela pourra-t-il contribuer à augmenter la « perspective raisonnable de pouvoir entretenir une famille? »

Peut-être M. Malthus entend-il qu'aucun paysan ne peut se marier sans être coupable de commettre « une action immorale, » à moins que son père ne puisse lui donner 100 ou 200 livres sterling pour commencer son établissement. Si telle était son intention, je suis fâché qu'il ne l'ait pas dit; car on pourrait dans ce cas faire quelque estimation du nombre des hommes qui peuvent, d'après « le principe de population, » se marier, et de ceux qui sont condamnés à vivre dans un célibat forcé, sous peine de se rendre coupables d'une horrible violation des lois de la morale.

Pour comprendre cette question plus parfaitement, considérons un moment ce que c'est que le mariage, selon l'application la plus exacte qui ait encore été faite des lois de l'économie politique. Chaque mariage, dis-je, produit, terme moyen, quatre enfans; quelques-uns moins, d'autres point,

et quelques-uns un nombre encore plus considérable. Faudra-t-il donc regarder cet homme comme ayant « une perspective raisonnable de pouvoir entretenir une famille, laquelle, outre lui et sa femme, peut s'estimer composée de quatre enfans? Non, certes; car, dans cette loterie, aucun diseur de bonne aventure n'a encore pu prédire, d'une manière infaillible, à chaque homme son sort futur; et le sort de cet homme peut être d'avoir douze enfans ou plus. Et que dirons-nous, si à cette incertitude on ajoute les chances des maladies, et mille autres accidens qui nous menacent dans l'obscurité de l'avenir!

Eh bien! supposons que cet homme ait tiré un billet qui ne lui laisse aucun espoir: je le mène devant le tribunal de M. Malthus pour solliciter un remède. Là, il reçoit une leçon instructive. Voici ce qu'on lui dit: « Nous vous livrons à la nature, pour qu'elle vous punisse de votre misère. Vous avez commis une faute, en dépit de l'avertissement le plus clair et précis; vous ne pouvez justement vous plaindre que de vous-même, à présent que vous éprouvez les suites de

votre faute; toute assistance des paroisses vous est refusée. Il faut que vous appreniez que les lois de la nature, qui sont également les lois de Dieu, vous ont condamné, vous et votre famille, à souffrir, pour avoir désobéi à leurs avertissemens réitérés. »

La main charitable des particuliers pourrait donner quelques faibles secours à cet homme malheureux et à sa famille. Dans ce cas tout ce que je puis dire, c'est que M. Malthus n'est nullement responsable de cette odieuse offense contre le « principe de population (1). » Son système, ainsi que je l'ai pleinement fait voir, nous apprend que la charité des particuliers conduit *nécessairement* aux plus funestes conséquences. Voici donc un homme qui, parce qu'il a été sourd à un avertissement trois fois répété, est abandonné « très-justement » lui et sa famille au châtiment dû à la misère. Et pourquoi écouterait-il? Les mots qu'on lui

---

(1) Je conviens qu'il se trouve dans l'ouvrage de M. Malthus plusieurs phrases belles et bien tournées en faveur de la charité, sous de certaines restrictions rigoureuses. Je prétends seulement que ces expressions sont diamétralement opposées aux principes fondamentaux de l'auteur.

adresse n'ont point de sens pour lui ; c'est une vaine menace qui frappe son oreille. Il n'y a point de paysan qui ait une « perspective raisonnable de pouvoir entretenir une famille. » J'ose dire même que, dans le sens de M. Malthus, il n'y a point d'homme riche, point de noble et point de roi qui puisse s'en flatter.

Car il faut observer qu'il n'est pas ici question d'un calcul de probabilités, ou de la doctrine des chances. La loi posée par l'*Essai sur la Population* est péremptoire et absolue. Elle est comme les lois de Dracon, qui étaient écrites en lettres de sang, et qui ne souffraient point d'adoucissement.

« Toute assistance des paroisses doit lui être refusée. Il n'a nul droit d'exiger de la société la moindre portion de nourriture. *Il faut l'abandonner* à la punition de la nature. » — « Ceux qui ne peuvent pas entretenir une famille ne devraient point en avoir. » Dans une loterie où il y a neuf cent quatre-vingt-dix-neuf lots gagnans et un seul billet perdant, ce billet peut être le sien. Et cette loi est inexorable : il doit être abandonné à ses propres res-

sources; et M. Malthus somme chacun de rester spectateur tranquille de ce que Dieu voudra faire pour ce malheureux.

Mais sans supposer ce cas extrême, le pauvre peut croire qu'il sera en état d'entretenir une famille de quatre personnes, et il pourra en avoir une de six ou de douze. Il peut se flatter de jouir de la santé, et cependant il pourra devenir malade. Il peut se flatter de ne point se casser la jambe ou le bras. Il peut présumer qu'il aura toujours de l'ouvrage, et qu'il ne donnera pas le jour à un enfant perclus ou imbécile. Quel est donc le pauvre qui ignore que le mariage est essentiellement et sous tous les rapports, une vraie loterie? Qu'importe? « Toute assistance doit lui être refusée. Il n'a nul droit à réclamer de la société la moindre portion de nourriture. Lui et sa famille *doivent* être livrés à la punition que la nature leur infligera. Lorsque la nature se charge de gouverner et de punir, ce serait une ambition bien méprisable, de chercher à lui arracher le sceptre des mains. Les lois de la nature, qui sont les lois de Dieu, l'ont condamné, lui et sa famille, à souffrir. »

N'a-t-il point entendu la voix qui, à trois reprises, l'a averti? N'a-t-il pas commis la faute, ayant devant ses yeux « un avertissement franc, clair et précis? » Lui et ses enfans, quel que soit leur sort, peuvent-ils donc prétendre avoir « le droit de se plaindre? » M. Malthus le nie formellement. D'ailleurs, cet homme peut aussi présumer qu'il jouira d'une vie assez longue pour être en état de servir d'appui principal à sa famille; et cependant il peut mourir. L'*Essai sur la Population* n'en tient pas compte. « Celui qui n'a pas de quoi faire subsister une famille ne devrait point en avoir. » Et, quant à ses enfans, « un avertissement franc, clair, et précis » leur fut donné deux ans pour le moins avant leur naissance, et par conséquent, quoique mourant de faim, ils « n'ont point le droit de se plaindre. » Supposons que ce soit un ivrogne ou un débauché, qui dépense à satisfaire ses vices ce qui pourrait servir à entretenir sa famille : cela ne regarde pas la société. La femme doit regarder le malheur d'avoir épousé un pareil homme, comme la juste punition de l'erreur qu'elle a com-

mise en agréant ses sollicitations; et les enfans seront punis du crime d'être nés. C'est « la punition de la nature, » et ils « n'ont aucun droit de s'en plaindre. »

Certes, jamais il ne fut présenté au public de théorie qui marquât un mépris si complet pour la condition de l'homme sur la terre.

Mais supposons qu'un pauvre paysan se marie. Mettons qu'il gagne par son travail neuf schellings par semaine, en y ajoutant ce que sa femme peut gagner par son industrie. Et, pour ne rien laisser à désirer quant à sa prudence, nous supposerons, qu'il ait amassé sur ses épargnes, une somme de vingt-trois livres, huit schellings sterling, dont il peut disposer pour entrer en ménage. Cet argent suffirait pour acheter deux vaches; mais il peut ne pas se trouver à portée d'un pré communal où elles puissent paître. D'ailleurs, il est aisé de voir que cela ne fait rien à la question. Dans le fait, vingt-trois livres huit schellings, est une somme à peine suffisante pour meubler l'intérieur de son habitation, et pour se procurer quelques-unes des choses les plus

immédiatement nécessaires, sans qu'il puisse lui rester l'espoir de posséder des propriétés hors du logis.

Nos ancêtres, dans leur bonhomie, étaient portés à admirer la joie avec laquelle un homme s'embarque gaîment dans la mer orageuse de la vie, ne comptant que sur la Providence, et, au besoin, sur les secours charitables de ses voisins plus fortunés ; la jeunesse et la santé lui faisant voir l'avenir sous des couleurs riantes et flatteuses, et sachant que son pays, quoique moins libéral qu'Athènes (1), a cependant des fonds établis par les lois, pour venir au secours de ceux de ses enfans qui pourraient se trouver exposés inopinément à un état de détresse. Dans de telles circonstances, vingt-trois livres huit schellings devaient sembler un trésor aux yeux de ses protecteurs bienveillans et de ses amis.

Hélas! nos bons vieux ancêtres ne se doutaient pas des doctrines de M. Malthus, et n'avaient jamais rêvé à l'existence future de

(1) V. Tom. I, liv. I. chap. XII.

l'*Essai sur la Population*. Bercés des douces illusions d'un cœur bienfaisant, ils ne se doutaient pas que dans les temps à venir, la lecture de la vingt-troisième homélie serait un accompagnement obligé des bans de mariage.

La vie humaine est un abîme et ce fut sagement que Solon déclara qu'il ne faut jamais prononcer qu'un homme est heureux, avant qu'il soit mort. Ceux qui ont appris à sympathiser avec les vicissitudes de ce bas monde, ne peuvent manquer de prendre pitié de leurs semblables en détresse. On dit que le célèbre comte de Mansfield avait un pressentiment constant dans l'esprit, qu'il finirait ses jours dans une maison de correction; et, s'il s'était borné à croire cela possible, nul homme prudent n'eût pu le taxer de faiblesse. Dans la scène variée de notre frêle existence, personne ne peut savoir à quelles calamités nous sommes réservés. « Ce n'est pas toujours le plus léger qui remporte le prix de la course, ni le plus vaillant qui triomphe sur le champ de bataille ; car tous sont sous l'empire du temps et du hasard. »

L'homélie de M. Malthus n'est donc pas faite pour l'état de l'homme sur la terre. C'est trop de dire au pauvre, entouré d'une famille qui meurt de faim : « Nous vous abandonnons à la nature, pour qu'elle vous punisse du crime d'être indigent. On doit vous apprendre (*vous apprendre!* quel mot adressé à un malheureux dont les yeux sont glacés par la faim, et dont les lèvres sont desséchées faute d'humidité!) on doit vous apprendre, dis-je, que les lois de la nature, qui sont également les lois de Dieu, vous ont condamné, vous et votre famille, à souffrir la peine de l'immoralité de votre désobéissance. » Cependant, M. Malthus aura beau dire, il ne me persuadera jamais qu'il soit permis de dire à cet homme avec justice : « Vous n'avez nul droit de réclamer de la société la moindre portion de nourriture; et si vous et votre famille échappez à la mort, vous n'en êtes redevables qu'à la pitié de quelque bienfaiteur compatissant; » et cette pitié n'est qu'une faiblesse qui, comme l'assure l'*Essai sur la Population*, « conduit presqu'invariablement » à des conséquences funestes.

Le fait est que, si M. Malthus avait dûment considéré l'effet de ses principes, et avait ensuite jugé à propos de s'exprimer clairement, il nous aurait dit sans détours, que personne n'a le droit de se marier, à moins de posséder auparavant une honnête indépendance. Je pense qu'un revenu annuel de 2 ou 300 livres sterling, légalement garanti à une personne et à ses héritiers à perpétuité, suffirait. Les adhérens du « principe de population « n'exigent pas sans doute que tout homme marié de la communauté jouisse avec sa famille d'une aisance parfaite. Je sais que 2 ou 300 livres sterling de revenu annuel, ni même autant de mille livres, dans les vicissitudes de la vie chez les nations d'Europe, ne garantiraient pas celui qui en jouirait, de la possibilité de se trouver forcé de recourir à la bienfaisance de ses voisins, ni même de venir, lui et sa famille, implorer l'assistance de la paroisse, si ce mot n'était pas rayé du vocabulaire des disciples de M. Malthus. Mais, en mettant les choses au pis, cet homme aura toujours l'avantage. Car j'ai souvent remarqué, dans les appels faits aux « personnes charitables et bienfai-

santes, » quel charme indicible opère la connaissance que le pétitionnaire a vu des jours plus heureux et qu'il est déchu d'un état de grande aisance, ou qu'il est allié de loin à quelque rejeton d'une famille noble. D'ailleurs, le nombre de ces pétitionnaires est comparativement faible, tandis que les paysans misérables et sans gloire sont si nombreux, que la main de « la bienfaisance des particuliers » s'épuise en vains efforts pour venir à leur secours. Je crois que M. Malthus lui-même serait disposé à regarder ces actes de bienfaisance comme exempts de tout reproche, puisqu'ils ne « tendent point à encourager indistinctement le mariage. »

Il est également digne de remarque que, si le mariage était considéré comme un privilège des classes supérieures de la société, nous aurions toujours, d'après *le principe de population*, assez de gens mariés. En suivant les spéculations de M. Malthus, il ne faut jamais perdre de vue la progression géométrique. Si tous les paysans et laboureurs actuels de l'Angleterre cessaient d'exister, nous pourrions calculer aisément com-

bien de temps il faudrait pour que le pays devînt tout aussi peuplé qu'il l'est aujourd'hui. Ce serait là une manière d'éclaircir les rangs de la population, qui aurait assez d'analogie avec ce que j'ai dit plus haut du sarclage des navets, et elle aurait d'ailleurs l'avantage de nous dispenser d'avoir recours à « toutes les causes qui peuvent, à un degré quelconque, tendre à abréger la durée naturelle de la vie humaine. » On réussirait ainsi à arrêter la génération qui est prête à s'élever, et qui menace de nous accabler par la multitude d'êtres pressés de voir le jour, avant qu'elle eût reçu l'existence. Et, dans ce cas, la nouvelle population, sans parler du beau sang qui coulerait généralement dans les veines de tous, aurait reçu une leçon si instructive en ayant vu périr l'ancienne, qu'il est présumable qu'ils pourraient se maintenir pour l'avenir, non en se passant tout-à-fait de vice et de misère, mais en conservant de l'un et de l'autre une portion un peu moindre que celle dont n'avaient pu se passer leurs grossiers prédécesseurs.

Il est une considération relative au sujet de ce chapitre, qui est trop importante pour

être entièrement négligée. Si les idées du major Graunt, citées page 234 du tome Ier. de cet ouvrage, sont correctes, il suit que, sur chaque vingt mâles de l'espèce humaine, dix-neuf auraient pu, si telle avait été la volonté du maître de l'Univers, être privés de la faculté de procréer, et même de l'appétit sexuel, sans nuire à la source de la population. On assure que dans la société des abeilles, il se passe quelque chose de semblable. Mais Dieu a décidé autrement (1). Nous vivons dans un ordre de choses, lequel, s'il ne favorise pas davantage la multiplication de l'espèce, est du moins plus propre au développement des affections du cœur humain. Dans le système opposé, les hommes se seraient vus privés de la plus grande portion des plaisirs de l'état social, et les femmes auraient été exposées à toutes les suites avilissantes de la polygamie. Il est donc manifeste que l'ordre actuel des choses tend, par un effet naturel, non-seulement à maintenir un certain nombre d'hommes

---

(1) *Sed Dîs aliter visum.*

sur la terre; mais qu'il tend aussi, au moyen de l'union d'un homme avec une femme, à accroître le bonheur de notre espèce, et à développer et élever son caractère moral. Cela s'accorde avec la doctrine de Jésus-Christ et de ses apôtres, suivant lesquels « le mariage est une chose honnête *pour tous*. » C'est de là que découle pour nous « la charité, paternelle, filiale et fraternelle; » et il s'ensuit, comme il a déjà été dit (1), que l'homme ou la femme qui n'ont point contracté ce lien, et qui n'ont point goûté les douceurs de la vie domestique, n'ont pas rempli le but de leur existence, ni joui réellement de tous les priviléges de la vie.

Revenons donc, pour ne plus nous en écarter, aux principes antiques et salutaires de conduite sociale à cet égard; et convenons qu'un des devoirs les plus évidens du citoyen, est de procréer un être de son espèce, et de donner des enfans à l'état. S'il ne remplit pas ce devoir, il mérite à peine le nom de citoyen : ses enfans et sa femme

---

(1) Tom. I, liv. II. chap. IX.

sont les gages qu'il donne à la société de sa bonne conduite ; ce sont des garanties qui répondent de son entier dévouement pour l'intérêt commun, et de son désir de perpétuer et d'accroître les priviléges et la prospérité de sa patrie, de génération en génération : *Sanguinis autem conjunctio et benevolentia devincit homines caritate : sed omnes omnium caritates patria una complexa est.*

Or si, parmi les classes de la société, il en est une qui soit plus particulièrement appelée à remplir ce devoir, c'est sans contredit la classe la plus nombreuse, celle qui constitue la base de la communauté, et qui en est le soutien indispensable, tandis que les autres n'en sont que l'ornement ; en un mot, c'est sur les hommes qui conduisent la charrue, ou qui d'une manière quelconque prennent part aux divers travaux et occupations pénibles dont le produit sert à entretenir la communauté, que retombe avec plus de force le devoir de perpétuer l'espèce. Malheur au pays où un homme de cette classe ne peut se marier sans avoir la perspective de perdre sa dignité et son in-

dépendance ! Malheur au pays où, lorsque des revers imprévus accablent cet homme, on lui dit qu'il n'a nul droit à réclamer des secours qui l'aident à se tirer heureusement de sa situation difficile ! On peut être sûr qu'il existe quelque vice dangereux dans l'ordre social, là où un tel homme n'aura pas une espérance raisonnable de pouvoir nourrir une famille au moyen du travail de ses bras et des efforts de son industrie, quoique ne possédant rien au moment de se marier. Si cet espoir a été déçu, qui plus que lui est digne de l'assistance de tout ami de l'humanité ?

Je ne connais que deux exceptions importantes à la loi qui prescrit en général comme un devoir pour tout citoyen, de chercher à devenir époux et père.

D'abord les débauchés ne devraient point se marier. Ils devraient il est vrai, chercher à se corriger ; et il convient de les encourager au bien par tous les moyens possibles, et les exhorter à se contenir dans les limites de la tempérance et de la vertu. Mais je ne pense pas qu'il soit permis à un homme de cette espèce de faire de sa femme

et de sa famille l'objet de l'épreuve de ses résolutions mal assurées. Voilà en effet le seul père de famille qui, dans une société bien constituée et bien organisée, et qui n'est pas livrée aux effets de quelque changement violent et extraordinaire, puisse avoir raison de se repentir d'avoir contracté ce respectable lien, sauf pourtant le cas d'une méchante femme ou d'enfans pervers. La débauche, surtout dans les rangs inférieurs de la société, est le vice le plus funeste dans le mariage. Dès que le mari ou la femme oublient les devoirs qu'ils ont juré de remplir, ou qu'ils dépensent à s'enivrer et dans des dissipations, les moyens dont ils ont besoin pour l'entretien du ménage, le sort d'une telle famille est en effet bien malheureux et déplorable.

La seconde sorte de personnes à qui il peut être permis de ne pas se marier, sont ceux qui, par leurs qualités et talens supérieurs, paraissent destinés à rendre des services signalés à leur pays ou à l'espèce humaine. Personne ne peut connaître au juste quelle est l'étendue de ses talens, avant d'en avoir fait l'épreuve : mais chacun sait s'il

se sent porté par un sentiment intérieur à se livrer aux affaires publiques. Dans ce cas il est en droit de suivre cette impulsion. Le devoir supérieur doit l'emporter sur le devoir moins noble. Celui qui entreprend une course difficile, doit entrer dans l'arène débarrassé de tout ce qui peut le gêner. Combien ne voit-on pas de gens, capables d'avoir exécuté les plus grandes choses, et qui se seraient dévoués à des travaux sans éclat et mal récompensés, s'ils n'avaient à songer qu'à leur propre subsistance, et s'ils ne s'étaient pas vus chargés du fardeau d'une famille dont ils doivent prendre soin ? Cette observation s'applique surtout au jeune âge. Je ne blâme pas sévèrement l'homme qui enfreint cette règle ; car il ne fait que remplir le but auquel tous les hommes en général sont appelés. Mais j'applaudis du fond du cœur, celui qui, se sentant appelé à de plus hautes destinées, renonce joyeusement à toutes les jouissances qui pourraient l'arrêter dans sa carrière.

Il existe d'autres exceptions, outre ces deux, où il cesse d'être un devoir pour l'homme de chercher à devenir époux et

père. Mais ce que nous venons de dire suffit. Je n'écris pas en ce moment un *Ductor dubitantium*, et je ne cherche point à compiler un recueil de cas de conscience.

CHAPITRE VII.

Exposé de quelques contradictions que renferme l'*Essai sur la Population*.

Mon but dans cet ouvrage n'a pas été d'exposer les contradictions dans lesquelles M. Malthus est tombé. Jamais livre n'offrit à cet égard plus de quoi contenter un adversaire que l'*Essai sur la Population*. Une analyse exacte trouverait presque à chaque page une réfutation de celle qui la précède. J'avais en vue des objets bien plus importans : mon but a été de saper la théorie de M. Malthus par ses fondemens. Je me suis saisi des propositions fondamentales de son ouvrage ; et sans prendre la peine d'examiner combien de fois il se trouve en opposition avec ses propres principes, et renverse l'édifice qu'il a élevé, j'ai marché droit à l'examen de la justesse ou de la fausseté des principes.

Il est cependant un ou deux points, im-

médiatement liés avec la question qui nous occupe en ce moment, où ces contradictions sont tellement frappantes, que j'ai cru devoir m'écarter pour un instant de la règle que je m'étais imposée.

Dans le second volume de son *Essai sur la Population*, à la page 309, M. Malthus dit formellement : « Tous les sacrifices que les riches pourraient faire, ne sauraient empêcher le prompt retour de la détresse parmi les classes inférieures de la société. » Que faut-il donc penser du patriotisme et de la philanthropie que les riches déploient en vivant somptueusement et en entretenant des chevaux, et dont nous venons de nous occuper? Il est même assez clair que lorsque M. Malthus argumentait expressément pour gagner ce point, sa voix a un peu faibli. Voici dans quel termes il exprime sa proposition : « La dissipation des riches, et les chevaux de luxe qu'ils entretiennent, produisent un effet qui ressemble *un peu* à celui de la consommation du grain dans les distilleries. »

M. Malthus est un plaideur expérimenté. Il sait parfaitement soutenir son rôle pen-

dant le temps convenable, et il sait s'en dépouiller, quand cela lui convient. Il n'y a qu'un moment nous venons de voir en lui le défenseur des pauvres. Il cherchait à nous montrer combien en définitive ils gagnent aux dissipations des riches. Mais, après avoir fait un usage spécieux de cet argument, il ne tarde pas à nous dévoiler son véritable but. Il s'agissait de faire l'apologie du luxe, et d'ajouter un nouveau corollaire à son mémorable théorème, que « tout homme a le droit de faire de son bien ce qu'il lui plaît, » et par-là il entend évidemment tout homme qui possède quelque chose en propre. Sa défense des pauvres, dans ce cas, est exactement semblable à la manière dont il cherche dans un autre passage à justifier le Tout-Puissant, au sujet duquel il s'exprime ainsi : « La raison principale pour laquelle *je me suis permis de supposer* l'existence universelle de cette vertu, a été de *chercher* à justifier l'Être Suprême de toute imputation contraire à sa bonté, » et cela en suposant une chose, relativement à laquelle « personne

ne peut concevoir moins d'espoir que lui » qu'elle se réalise jamais.

Une contradiction pareille à celle que je viens de signaler dans ce que M. Malthus dit au sujet du luxe des riches, se retrouve d'une manière encore plus frappante dans ses observations sur les lois relatives aux pauvres.

Il débute par la terrible proposition, que les lois sur les pauvres sont « un mal auprès duquel la dette nationale, avec toute la terreur qu'elle inspire, n'est qu'un objet de peu d'importance (1). » Si j'entends quelque chose à l'*Essai sur la Population*, ces lois ne sont regardées comme si pernicieuses que parce qu'elles tendent à encourager le mariage, et à favoriser ainsi l'épouvantable progression géométrique.

Dans un autre endroit de son ouvrage M. Malthus envisage la question sous un aspect bien différent. « Nos lois sur les pauvres, dit-il, tendent de plusieurs manières à contrecarrer leur tendance manifeste à

(1) Tom. III, pag. 175.

accroître la population (1). » Et, dans un autre endroit : « La tendance évidente des lois sur les pauvres est sans contredit, d'encourager les mariages ; mais si l'on considère plus attentivement tous leurs effets indirects et directs, on est disposé à douter jusqu'à quel point elles ont en effet une semblable influence (2). » Et un peu plus loin il dit : « Il n'y a pas de lecteur qui ne s'aperçoive aisément combien, d'après ces considérations, il est difficile de déterminer avec quelque degré de précision, quel effet ces lois ont eu sur la population (3). »

Notre auteur résume tout ce qu'il a dit sur ce sujet, dans une note vraiment extraordinaire.

« La manière la plus favorable dont on puisse envisager nos lois sur les pauvres, c'est de dire que, dans toutes les circonstances qui ont pu les accompagner, elles n'ont pas beaucoup encouragé le mariage ; et il est bien certain que les relevés pré-

(1) Pag, 294 dans la note.
(2) Pag. 373.
(3) Pag. 374.

sentés au parlement, d'après son acte de recensement de la population, paraissent justifier cette assertion. Si cela est vrai, *plusieurs des objections que nous avons présentées dans cet Essai contre les lois sur les pauvres, tombent;* mais je prie le lecteur de faire bien attention que si elles perdent de leur force dans ce cas, *c'est en parfaite conformité avec les principes généraux de l'ouvrage, et de manière à confirmer, et non à invalider les propositions essentielles qu'on a cherché à y établir* (1). »

Si quelqu'un avait dit cela, qui l'aurait cru? Si M. Malthus avait prononcé dans une assemblée provinciale la substance de ce qu'il a dit au sujet des lois sur les pauvres, et si j'avais cherché ainsi à le combattre en lui opposant ses « paroles ailées, » il est indubitable que j'aurais été universellement déclaré calomniateur. C'était bien sagement que le patriarche Job faisait le mémorable vœu, « Je voudrais bien que mon ennemi eût écrit un livre! »

---

(1) *Ibid.*

M. Malthus débute en déclarant que les lois sur les pauvres sont « un mal incomparablement plus grand que celui de la dette nationale. » Il procède ensuite, tout-à-fait d'accord avec lui-même, à demander avec instance leur abolition. Il faut cependant, dit-il, ne toucher à cet objet qu'avec beaucoup de circonspection : l'abolition ne doit être que « très-graduelle. » Nous devons commencer par déclarer que « la justice et l'honneur nous prescrivent formellement de désavouer le droit des pauvres à être assistés. » Et cela par la raison que s'ils croyaient avoir un droit tel qu'il est reconnu par nos lois sur les pauvres, il deviendrait bientôt physiquement impossible, par suite de la multiplication rapide de l'espèce, de faire d'un tel droit la règle de notre conduite. Car cette proposition n'est pas moins absurde, suivant M. Malthus, que si l'on disait que « tout homme a le droit de vivre cent ans (1). »

Ayant ainsi donné aux pauvres « un aver-

(1) Pag. 154.

tissement franc, clair et précis » de ce qu'ils ont à espérer, il faut ensuite procéder à mettre à exécution l'abolition graduelle. « Tout enfant issu d'un mariage contracté un an après la date de cet avertissement, et tout enfant illégitime né deux ans après la même époque, doit être à l'avenir et dans tous les cas, privé de tout droit à réclamer l'assistance des paroisses. » M. Malthus a découvert, que « personne ne pouvait avoir le droit de se plaindre » de cela. « Cet enfant a tiré un billet perdant dans la grande loterie de la vie. » — « Les lois de la nature, qui sont également les lois de Dieu, l'ont condamné à souffrir. » — « Au grand banquet de la nature il n'y a pas de couvert pour lui. Elle lui commande de s'en aller; et s'il ne s'empresse pas d'obéir, elle ne tardera pas à exécuter elle-même ses propres commandemens. »

Voilà, certes, de violentes mesures; mais comment les éviter? Les lois sur les pauvres, qui sont un mal « incomparablement plus grand que celui de la dette nationale, » ont besoin d'êtreabolies; et M. Malthus est persuadé que « le principe, et peut-être le plan »

du projet qu'il a tracé, est tel « qu'un sentiment de justice doit nous forcer de l'adopter. »

Ce projet doit nécessairement occasionner une grande destruction de notre espèce. La révolution est si importante, que M. Malthus, « quelque peu disposé qu'il soit à se laisser attendrir, » recommande qu'elle ne soit faite que « très-graduellement. » Les chagrins, les angoisses, la nudité, la faim qui menacent l'innocent sans défense, avant qu'il ait appris à supporter les rudes atteintes auxquelles il doit être exposé, sont des maux tels que ma plume se refuse à les retracer.

M. Malthus finit par contempler le ravage qu'il a causé, et il fait plus que soupçonner que ce mal n'était point nécessaire. Tous les passages que je viens de citer se trouvent dans le court espace de deux cents pages, et tout ce qu'il a dit *pour* et *contre* les lois sur les pauvres a été publié le même jour. Lorsque l'auteur eut découvert, quoiqu'un peu tard, que, d'après une supposition qu'il était disposé à croire « vraie, plusieurs des objections qu'il avait produites contre les lois sur les pauvres seraient détruites, » et qu'il ne s'ensuivrait aucune des funestes conséquences

qu'il avait prédites, cette conviction ne l'a cependant pas décidé à supprimer ou à corriger ce qu'il avait dit dans les feuilles précédentes de son ouvrage. Il se console de toutes les punitions qu'il avait recommandées dans son chapitre de l'*Abolition graduelle des lois sur les pauvres*, par la réflexion curieuse que, si ces lois n'occasionent que peu ou point de mal, et si les peines proposées sont reconnues inutiles, cela n'est pas moins « *en parfaite conformité avec les principes généraux de cet ouvrage, et, loin d'invalider, tend plutôt à confirmer les propositions fondamentales qu'il a cherché à y établir.* » On a attribué au célèbre et digne M. Windham la maxime suivante : « Périsse le commerce, pourvu que la constitution triomphe! » Et j'avoue que je ne diffère pas beaucoup de lui sur ce point, car je préfère la liberté des hommes à la richesse des nations. C'est dans le même style pompeux et emphatique, quoiqu'avec quelque différence de sentimens et de caractère, que j'entends M. Malthus s'écrier : « Périsse l'espèce humaine, pourvu que l'*Essai sur la Population* triomphe! »

CHAPITRE VIII.

Des salaires.

Il me reste à redresser ce que M. Malthus a dit d'erroné au sujet des salaires.

Toutes les erreurs de M. Malthus se ressemblent. Il commence par représenter l'espèce humaine comme une sorte de vermine dont il faut s'attacher à réduire le nombre; attendu que si on la laissait multiplier, elle couvrirait bientôt la terre entière, au point de détruire, non-seulement toutes les autres espèces d'animaux, mais encore de se détruire elle-même. C'est un nouveau trait de lumière qui a jailli sur le monde. Ce n'est point ainsi que les moralistes et les théologiens ont habituellement envisagé l'espèce humaine, *ce chef-d'œuvre de la création*. Cette manière de considérer notre espèce et d'apprécier ce qu'elle vaut, n'était guère venue à l'esprit de personne, jusqu'au

moment où parut la première édition de l'*Essai sur la Population* en 1798.

Le reste du système découle naturellement de ce principe. L'homme, à ce que dit M. Malthus, a un penchant irrésistible à multiplier son espèce. Tous ceux qui ont prêché l'humilité et le mépris de soi, antérieurement à l'*Essai sur la Population*, devraient « cacher leurs pauvres têtes. » On s'était sottement imaginé que l'intelligence formait le caractère essentiel de l'homme. Le grand historien même de l'ancienne Rome (1), commence son immortel ouvrage en ces termes : « Si l'homme prétend à la prééminence sur la brute, il doit faire les plus grands efforts pour que sa vie ne disparaisse point sans laisser des traces, comme celle des stupides animaux que la nature a courbés vers la terre et qui n'obéissent qu'à leurs sens. Deux choses composent l'homme, l'esprit et le corps; mais il faut que l'esprit soit le maître : le corps ne doit être que l'esclave. » C'est ainsi que s'ex-

(1) Sallust. *In Bello Catilinario.*

prime l'écrivain païen ; mais le théologien chrétien, auteur de l'*Essai sur la Population*, enseigne une doctrine différente. Il parle à peu près comme le roi Léar de Shakspeare dans sa folie : « Poursuivons sans relâche les plaisirs de l'amour ! Les oiseaux les cherchent, le petit insecte doré se livre aux jeux lascifs en ma présence. Amis, procréons (1)! » A la vérité, M. Malthus n'approuve pas cela. Mais il est convaincu que « *la contrainte morale n'a exercé dans les temps passés qu'une très-faible influence ;* » et personne ne *peut avoir moins d'espoir que lui de voir, à cet égard, l'avenir contredire l'expérience du passé.* »

En supposant que telle soit en effet la nature de l'homme, M. Malthus ne découvre d'autre remède pour combattre cette tendance imaginaire à une surabondance de population, qu'une bonne dose de vice et

---

(1) *To it luxury, pell mell!*
The wren goes to it, and the small gilded fly
Does lecher in my presence.
Let copulation thrive!

de misère. Car tout ce qui est de nature à influer sur la partie la plus noble de l'homme, n'agit « que très-faiblement. » Tout ce qui s'adresse à l'esprit est illusoire. Nous avons beau nous former des idées nettes et nous bien pénétrer de ce qui est vertueux, honnête, utile au prochain et profitable pour nous-mêmes, nous ne vivrons pas moins comme si tous ces motifs n'existaient point. Nous sommes, et nous resterons toujours des brutes.

D'après les principes que je viens de développer, M. Malthus, parfaitement d'accord avec lui-même, se montre constamment partisan de la modicité des salaires. Il dit à la vérité qu'il n'est « personne qui désire plus ardemment que lui de voir une augmentation réelle dans le prix du travail (1). » Je crois entendre un ministre d'état qui, au moment de proposer une mesure singulièrement oppressive et tyrannique, ne manque jamais d'exalter la sincérité de son attachement pour les droits de la nation. C'est

(1) Tom. II, pag. 324.

ainsi, nous dit Swift, dans son style mordant, que « toutes les fois que la cour de Lilliput commandait quelque exécution cruelle, l'empereur ne manquait jamais de haranguer son conseil, pour lui exprimer toute l'étendue de la douceur et de la tendresse de son cœur, qualités d'ailleurs que tout le monde reconnaissait en lui et se plaisait à avouer; mais rien n'effrayait tant le peuple, que ces éloges que sa majesté faisait de sa propre clémence. »

Le premier passage de M. Malthus, que je choisirai pour en faire l'objet de quelques observations, est le suivant.

« Je suppose que les riches, au moyen d'une souscription, augmentent la paie journalière des ouvriers de trois schellings, en sorte qu'elle soit de cinq schellings, au lieu de dix-huit *pence* ou de deux schellings, qui est le taux actuel. On s'imagine peut-être qu'ils pourront dans ce cas vivre dans l'aisance, et que chacun pourra avoir un morceau de viande pour son dîner. Mais la conclusion serait tout-à-fait fausse; car les trois schellings qu'on ajouterait au salaire de chaque journalier, n'augmenteraient pas

la quantité de viande qui existe dans le pays. Or il n'y a pas en ce moment assez de viande pour que chaque individu en ait une modique part. Qu'arriverait-il? La concurrence des acheteurs au marché élèverait rapidement le prix de la viande et la porterait de huit ou neuf *pence*, qui est le prix actuel, à deux ou trois schellings la livre; et en même temps le nombre des individus qui pourraient s'en procurer, ne serait pas beaucoup plus grand que dans l'état actuel des choses (1). »

Voilà sans contredit le passage le plus extraordinaire qu'on puisse trouver dans tous les livres anglais qui traitent de l'économie politique; et il faut que M. Malthus se soit cru bien sûr de la foi que ses disciples ont en lui, pour avoir osé avancer de semblables doctrines.

Si cette opinion de M. Malthus est vraie, il s'ensuit que l'égalité des propriétés, que les poëtes ont rêvée, et que plusieurs des amis zélés du perfectionnement des hommes ont

---

(1) Tom. II, pag. 307.

cru pouvoir un jour se réaliser sur la terre, cette égalité, dis-je, ne profiterait en aucune manière à qui que ce fût. L'âge d'or ne serait qu'un âge de fer, et toutes les espérances de l'espèce humaine s'évanouiraient en effet entièrement.

Mais, sans élever notre pensée à un objet d'une si haute importance que le serait l'égalité de toute propriété, il n'est pas moins vrai que tous les moralistes et théologiens anciens et modernes ont universellement exprimé le vœu, que la propriété ne se trouvât pas trop concentrée entre les mains d'un petit nombre d'individus qui en font un vaste monopole, et que le laboureur non propriétaire, et chargé peut-être d'une nombreuse famille, ne fût point réduit à une portion si chétive. M. Malthus nous assure pourtant que ceci n'est qu'un rêve philanthropique, du genre de ceux auxquels tous les enthousiastes sont sujets à se livrer.

Cela est faux. Et l'auteur de l'*Essai sur la Population* ne s'est rien moins proposé dans cet endroit, que d'offusquer notre raison par ses argumens captieux, ou, pour

mieux dire, de nous faire renoncer au sens commun, qui, selon Pope, «quoique n'étant pas au nombre des sciences, les vaut bien toutes.»

Je remarquerai d'abord, que si cinq schellings par jour ne procurent pas plus d'aisance à l'ouvrier qu'il n'en a aujourd'hui, dans ce cas il n'en aurait pas davantage en gagnant dix ou vingt schellings par jour. Et, par un raisonnement analogue, on peut dire avec autant de raison, que l'ouvrier ne sera pas moins à son aise avec un schelling ou avec six *pence* de salaire, qu'il ne l'est en ce moment avec un schelling et demi. Ce ne sont là que des valeurs imaginaires, qui ne servent qu'à nous amuser; et dès que nous voulons en faire réellement l'application à la pratique, nous nous apercevons que ce que nous avions cru tenir, n'était qu'un songe. N'est-ce pas radoter que de tenir un tel langage?

La quantité de l'argent, et celle des denrées que cet argent peut acheter dans un pays quelconque, et à une époque donnée, sont des quantités positives. Plus un homme possédera d'argent, plus il aura de facilité à se

procurer les choses dont il a besoin. M. Malthus prétendrait-il nous faire accroire que, si on partageait également toutes les denrées en Angleterre, de manière à donner à chaque personne une part égale, l'homme le plus pauvre de la communauté ne serait pas plus riche qu'il ne l'est aujourd'hui?

Il est incontestable que, si chaque journalier en Angleterre gagnait cinq schellings par jour, le prix des denrées hausserait; mais l'ouvrier, en allant au marché, où il se trouve une quantité donnée de bœuf et de mouton, aura un double avantage: non-seulement il possèdera en plus grande quantité qu'à présent l'article avec lequel on peut acheter ces provisions, mais son opulent voisin, par lequel il était presque chassé de la communauté, en possédera moins. Le riche ne sera pas gâté par des jouissances si nombreuses; et l'ouvrier, pour ne rien dire de trop, sera un peu plus à son aise.

Il est encore une autre erreur radicale dans cet argument de M. Malthus, et c'est la même qui fait la base de toute sa théorie: c'est de ne voir dans l'homme que les deux plus grossiers accidens de notre être, la faim

et l'appétit sexuel. Si chaque pauvre ouvrier du royaume gagnait aujourd'hui cinq schellings par jour, ce qui est plus du triple de son revenu actuel, il n'irait pas sur-le-champ au marché, dans le dessein d'en rapporter autant de viande qu'il pourrait acheter avec son argent. Le pauvre ouvrier est aussi attaché que ses supérieurs aux agrémens de la vie; et s'il borne à présent ses vues aux choses de première nécessité, c'est qu'il y est forcé par la rigueur de son sort. Qu'on triple son revenu, et on le verra bientôt s'occuper de donner des habits plus commodes, de meilleure qualité et peut-être même un peu plus élégans, à sa femme et à ses enfans. Il songera aux moyens de donner une meilleure éducation à ses enfans. Il réfléchira aussi qu'avec cinq schellings dans sa poche, il pourra mettre plus d'économie dans ses achats, et éviter de reconnaître par expérience la vérité de la maxime de l'Écriture sainte, exprimée avec la hardiesse du style oriental : « Celui qui n'a rien sera dépouillé même de ce qu'il pourra posséder. » Cet homme pourra même songer, car le pauvre n'est pas nécessairement dépourvu

de tout sentiment de bienfaisance, quoique les circonstances ne lui permettent point de s'y livrer, il pourrait, dis-je, songer aux moyens de venir au secours de la veuve et de l'orphelin en détresse. Le prix de la viande augmenterait certainement, par l'effet de cette révolution dans la condition des classes laborieuses; mais ce prix, comme le prétend M. Malthus, ne « s'élèverait pas rapidement à deux ou trois schellings la livre. »

Il est un autre point que M. Malthus néglige entièrement, en examinant ce sujet. Toutes les fois qu'il s'opère un changement avantageux dans la situation d'un pays, cela ne produit pas sur-le-champ tout le bien qu'on est en droit d'en attendre. Il faut un certain temps pour que les choses prennent leur niveau dans le nouvel ordre, et que tout puisse se mettre en harmonie avec le nouvel état des affaires. M. Malthus dit que « l'addition de trois schellings à la paye journalière de chaque ouvrier, n'augmenterait pas la quantité de la viande qui existe dans le pays. » D'accord : il n'y aurait point d'accroissement immédiat. Mais personne n'a un tact plus sûr, quant à la nature et à la

quantité des denrées demandées, que les gens qui se chargent d'approvisionner le marché. Il serait bientôt produit, non-seulement plus de viande, mais une plus grande abondance de tous les objets que l'ouvrier plus fortuné serait disposé à acheter. Rien ne pourrait troubler cet heureux progrès, si ce n'est la progression géométrique, fléau capable de porter le trouble partout, mais qui n'existe nulle part, hors de l'imagination des détracteurs de l'espèce humaine.

Je crains que plusieurs de mes lecteurs me blâment de m'être tellement étendu sur une matière aussi claire, et qu'ils s'impatientent de me voir employer trois périodes pour réfuter une proposition aussi absurde, et d'après laquelle il faudrait croire que l'argent n'a de valeur que dans la poche des riches, et qu'aussitôt qu'il « passe dans celle de l'ouvrier » il se trouve réduit au néant.

Je m'arrêterai ensuite à un autre passage de M. Malthus, lequel se trouve immédiatement à la suite de celui où l'auteur déclare que « personne ne désire plus ardemment que lui de voir une augmentation réelle dans le prix du travail. » L'opinion dont je veux

parler, est énoncée en ces termes : « Le prix du travail, lorsqu'on lui permet de prendre son niveau, est un baromètre politique de la plus haute importance, qui exprime le rapport entre la quantité offerte et la quantité demandée des *provisions* (1). »

Voici la même erreur reproduite : l'homme n'aurait donc autre chose à faire en ce monde, que manger et procréer des enfans. Toutes les fois que le revenu de l'ouvrier sera dépensé à des objets autres que des provisions, il ne peut pas servir, par lui seul, de mesure du prix des subsistances.

M. Malthus assure que si « l'ouvrier gagnait cinq schellings par jour, le prix de la viande s'élèverait rapidement à deux ou trois schellings la livre. » Or le prix de la journée de travail aux États-Unis, est à peu près ce que M. Malthus suppose en cet endroit. La question se réduit donc à une question de fait. La viande se vend-telle, dans les marchés des États-Unis, à deux ou trois schellings la livre ?

Le taux des salaires des ouvriers dépend

(1) Pag. 325.

de deux choses ; de la demande de bras, et du prix des choses nécessaires à la vie (1). Il faut que les salaires suffisent pour que le journalier ait de quoi se nourrir lui et deux enfans, ou, en d'autres termes, pour qu'il puisse essayer de nourrir quatre enfans; car autrement, la race des ouvriers ne pourrait pas se maintenir au delà de la première génération. Il faut par conséquent que les salaires, d'après le calcul le plus modéré, soient le double de ce qui lui est nécessaire pour son entretien (2). C'est là le *minimum* de tout prix régulier ou naturel du travail ; et si les salaires sont au-dessous de ce taux, et qu'ils se maintiennent de même, la société dans laquelle cela aura lieu doit marcher rapidement à sa destruction.

On voit donc clairement jusqu'à quel point les salaires peuvent être réduits; mais il y a eu bien des temps et des pays où le prix du travail n'est jamais descendu si bas. Par conséquent, les variations au-dessus de ce *minimum* (c'est-à-dire celles qui sont

(1) Smith, Richesse des Nations, livre I, chap. VIII.
(2) Smith, *ubi suprà*.

salutaires et qui peuvent se maintenir), dépendront d'une autre circonstance. C'est le marché que fait l'ouvrier avec celui qui le paye; et sous ce rapport, du moins, on peut appeler heureux le pays, où l'ouvrier peut élever le prix de son industrie au-dessus de ce *minimum*, et y faire entrer une certaine portion des choses qu contr ibuent à l'aisance et à l'agrément de la vie, et qui rendent celui qui les possède, en quelque sorte plus respectable à ses propres yeux et aux yeux des autres.

Le produit de tout le travail qui se fait dans un des pays civilisés se partage en trois parts; l'une appartient au propriétaire foncier, sous la forme de fermage; la seconde au capitaliste, qui fournit l'argent pour payer le travail des ordres inférieurs de la communauté, et pour l'achat des matériaux; la troisième est la part de l'ouvrier (1). Les deux premiers ont un grand avantage sur le troisième; c'est qu'ils peuvent subsister long-temps sans avoir besoin de lui. Mais l'ouvrier en général n'a rien en réserve; et

(1) *Ibid.* chap. VII.

s'il n'a point d'ouvrage, il faut qu'il meure de faim. Le prix effectif du travail se réglera donc par le taux le plus bas auquel le capitaliste trouvera des ouvriers; et ce taux, ainsi que nous l'avons déjà dit, sera modifié par le prix des choses nécessaires et utiles à la vie. Le propriétaire, et encore plus le capitaliste, d'après les idées généralement reçues dans la société, sont disposés à tirer le meilleur parti possible de ce qu'ils possèdent. Le prix du travail, dans ce cas, dépendra de l'abondance ou de la rareté des ouvriers dans le marché; et ceux qui en ont besoin, ne leur donneront que le salaire qu'ils ne pourront se dispenser de leur accorder.

Mais si M. Malthus, et quelques autres personnes dont les opinions seraient aussi libérales que les siennes, pouvaient persuader aux entrepreneurs de travaux d'être moins avides, et de mettre plus de générosité dans leurs marchés avec les ouvriers, il est certain qu'il n'en résulterait rien qui ne fût avantageux. Le nombre des bouches dans la communauté, et celui des consommateurs de toute espèce, resteraient les mêmes. Le seul changement serait donc,

que l'ouvrier posséderait en plus grande abondance les choses qui rendent la vie agréable, tandis que le riche aurait moins de superfluités.

Il ne faut pas perdre de vue, que, tandis que M. Malthus compare le prix du travail au mercure du baromètre, il ne craint qu'une chose; c'est que « lorsque l'instrument marquera *l'orage*, nous ne l'élevions par une compression mécanique jusqu'au *beau fixe* (1). » Il aurait dû savoir que le mercure est aussi sujet, par suite de quelque irrégularité, à descendre au-dessous, qu'à s'élever au-dessus du point juste et exact. Mais l'auteur de l'*Essai sur la Population* ne s'en embarrasse nullement. C'est la dépression du mercure, dans le baromètre de l'économie politique, qui conduit par les voies les plus manifestes au vice, ou, ce qui est encore plus efficace, à la misère.

« Il paraît étonnant, dit M. Malthus, que depuis la publication et la vogue générale d'un ouvrage tel que celui d'Adam Smith,

---

(1) Pag. 326.

il y ait des hommes qui, tout en aspirant à passer pour versés dans l'économie politique (1), tombent dans des erreurs aussi grossières. » Je crois cette remarque bien digne d'être tournée contre l'auteur de l'*Essai sur la Population* : et pour rendre la chose plus évidente pour tout lecteur, je vais transcrire ici quelques passages tirés de *la Richesse des Nations* (2).

« Dans la Grande-Bretagne, le salaire du travail semble, dans le temps actuel », être évidemment au-dessus de ce qui est précisément nécessaire pour mettre l'ouvrier en état d'élever une famille.... « Il y a plusieurs signes certains qui démontrent que les salaires du travail ne sont, dans aucun endroit de ce pays, réduits à ce taux, qui est le plus bas que la simple humanité puisse accorder. » Après avoir fait l'énumération de ces signes, l'auteur ajoute. « Ce qui peut nous convaincre que ce n'est pas seulement le prix pécuniaire du travail, mais que c'est aussi sa récompense réelle qui a

---

(1) Pag. 327.

(2) Livre I, chap. VIII.

augmenté, ce sont ces plaintes qu'on fait communément sur ce que le luxe gagne jusqu'aux dernières classes du peuple, et sur ce que les ouvriers les plus pauvres ne se contenteraient pas aujourd'hui de la même nourriture, des mêmes habits et du même logement qui leur suffisaient dans l'ancien temps. »

« Cette amélioration survenue dans la condition des dernières classes du peuple doit-elle être regardée comme un avantage ou comme un inconvénient pour la société? Dès le premier coup d'œil, la réponse paraît extrêmement simple. Les domestiques, les ouvriers et artisans de toute sorte composent la très-majeure partie de toute grande société politique; or, peut-on jamais regarder comme un désavantage pour le tout, ce qui améliore le sort de la plus grande partie? Une société ne peut sûrement pas être réputée dans le bonheur et la prospérité, quand la très-majeure partie de ses membres sont pauvres et misérables. La seule équité d'ailleurs exige que ceux qui nourrissent, habillent et logent tout le corps de la nation, aient, dans le produit

de leur propre travail, une part suffisante pour être eux-mêmes passablement nourris, vêtus et logés. »

«De même que la récompense libérale du travail encourage la population, de même aussi elle augmente l'industrie du commun du peuple. Ce sont les salaires du travail qui sont l'encouragement de l'industrie, et celle-ci, comme toute autre qualité de l'homme, se perfectionne à proportion de l'encouragement qu'elle reçoit. Une subsistance abondante augmente la force corporelle de l'ouvrier; et la douce espérance d'améliorer sa condition et de finir peut-être ses jours dans le repos et dans l'aisance, l'excite à tirer de ses forces tout le parti possible. Aussi verrons-nous toujours les ouvriers plus actifs, plus diligens, plus expéditifs là où les salaires sont hauts, que là où ils sont bas; en Angleterre, par exemple, plus qu'en Écosse; dans le voisinage des grandes villes, plus que dans des campagnes reculées. Il y a bien quelques ouvriers qui, lorsqu'ils peuvent gagner en quatre jours de quoi subsister toute la semaine, passeront les trois autres jours dans

la fainéantise. Mais, à coup sûr, ce n'est pas le fait du plus grand nombre. Au contraire même, les ouvriers qui sont largement payés à la pièce, sont très-sujets à se forcer d'ouvrage, et à ruiner leur santé et leur tempérament en peu d'années. A Londres et dans quelques autres endroits, un charpentier passe pour ne pas conserver plus de huit ans sa pleine vigueur. Il arrive la même chose à peu près dans beaucoup d'autres métiers où les ouvriers sont payés à la pièce, comme ils le sont en général dans les manufactures et même dans les travaux, partout où les salaires sont plus hauts qu'à l'ordinaire. Il n'y a presqu'aucune classe d'artisans qui ne soit sujette à quelqu'infirmité particulière, occasionée par une application excessive à l'espèce de travail qui la concerne. Ramazzini, célèbre médecin italien, a écrit un traité particulier sur ce genre de maladies. Nous ne regardons pas chez nous les soldats comme la classe du peuple la plus laborieuse; cependant quand on a employé les soldats à quelqu'espèce particulière d'ouvrage où on les payait bien et à la pièce, il est arrivé

souvent que les officiers ont été obligés de convenir avec l'entrepreneur, qu'on ne leur laisserait pas gagner par jour plus d'une certaine somme, fixée d'après le taux auquel ils étaient payés. Avant qu'on eût pris cette précaution, l'émulation réciproque et le désir de gagner davantage les poussaient souvent à se forcer d'ouvrage et à s'exténuer par un travail excessif. Cette fainéantise de trois jours de la semaine, dont on se plaint tant et si haut, n'a souvent pour véritable cause qu'une application forcée pendant les quatre autres. Un grand travail de corps ou d'esprit, continué pendant plusieurs jours de suite, est naturellement suivi dans la plupart des hommes, par un extrême besoin de relâche qui est presqu'irrésistible, à moins qu'il ne soit contenu par la force, ou par quelque nécessité majeure. C'est le cri de la nature qui veut impérieusement être soulagée, quelquefois seulement par du repos, quelquefois aussi par de la dissipation et de l'amusement. Si on lui désobéit, il en résulte souvent des conséquences dangereuses, quelquefois funestes, qui presque toujours amènent un peu plus tôt

ou un peu plus tard le genre d'infirmité qui est particulière au métier. Si les maîtres écoutaient toujours ce que leur dictent à la fois la raison et l'humanité, ils auraient lieu bien souvent de modérer plutôt que d'exciter l'application au travail, dans une grande partie de leurs ouvriers. »

« On a prétendu que, dans les années d'abondance, les ouvriers étaient en général plus paresseux, et que, dans les années de cherté, ils étaient plus laborieux que dans les temps ordinaires. On en a conclu qu'une subsistance abondante énervait leur activité, et qu'une subsistance chétive les animait au travail. Qu'un peu plus d'aisance qu'à l'ordinaire puisse rendre certains ouvriers paresseux, c'est ce qu'on ne saurait nier; mais que cette aisance produise le même effet sur la plupart d'entre eux, ou bien que les hommes en général soient mieux disposés à travailler quand ils sont mal nourris que quand ils sont bien nourris; quand ils ont le cœur abattu, que quand ils sont contens et animés; quand ils sont souvent malades, que quand ils jouissent généralement d'une bonne santé, c'est ce qui n'est pas fort probable. »

« Ainsi les maîtres de tout genre font souvent des marchés plus avantageux avec leurs domestiques et compagnons dans les années chères que dans celles d'abondance, et dans les premières ils les trouvent plus soumis et plus dociles. Ils doivent donc naturellement vanter ces années comme plus favorables à l'industrie. D'ailleurs, les propriétaires et les fermiers, deux des classes de maîtres les plus étendues, ont une autre raison pour aimer les années de cherté. Les rentes des uns et les profits des autres, dépendent beaucoup du prix des denrées. Par conséquent, le motif qui les porte à cette erreur et à cette manière inexacte de juger les choses, est évident. »

La *Recherche sur la Richesse des Nations* n'est pas un livre fort de mon goût. Je conviens que de pareilles matières doivent être discutées ; mais j'avoue qu'il y a quelque chose dans cette discussion qui me fait éprouver, pendant que j'y suis engagé, un douloureux serrement de cœur. Cependant il est doux pour moi de m'arrêter à des sentimens tels que ceux que je viens de transcrire, après avoir parcouru un livre tel que celui de M. Malthus.

CHAPITRE IX.

Conclusion.

La manière la plus naturelle et la plus profitable de terminer une recherche telle que celle qui fait l'objet de cet ouvrage, c'est de chercher à établir des idées justes pour bien juger quelle est la condition de l'homme sur la terre.

L'homme est peut-être le seul animal doué de la faculté que nous appelons goût. Il est le seul parmi les animaux qui soit capable de persévérance et de prévoyance dans son industrie, dont les produits brillent de toute part et font l'ornement de la terre et même des eaux de notre globe. L'homme est la seule créature susceptible de science et d'invention, et lui seul possède la faculté de transmettre à la postérité ses pensées, dans ces fastes permanens que nous appelons des livres. L'homme possède en lui-même les germes du sentiment et de

la vertu, et le principe des affections expansives, le patriotisme et la philanthropie. L'espèce humaine est susceptible de se perfectionner d'âge en âge, et c'est par suite de cette disposition que nous sommes arrivés à tous les raffinemens dans les arts mécaniques et dans les sciences, qui ont été successivement développés. Tous les autres animaux, au contraire, restent constamment dans le même état, et les petits de chaque espèce ne deviennent jamais meilleurs ni plus forts par l'expérience de leurs pères.

Il est impossible qu'un être possédant de si nobles avantages ne soit pas capable de goûter bien des jouissances et de la félicité. Nos goûts et notre réflexion nous fournissent des moyens illimités d'accroître nos plaisirs : nous admirons les ouvrages de Dieu et ceux des hommes. Nos affections sont pour nous une source de plaisirs variés et exquis. La conscience de bien faire, et la satisfaction de nos désirs, sont les bases principales de la félicité humaine. Le sentiment de la liberté, et la fierté de l'indépendance sont des sources inépuisables de bonheur. Un charme singulier et inexprimable est

attaché à la persévérance et à la constante assiduité dans les recherches scientifiques, dans la culture de l'esprit, et dans la pratique habituelle de la vertu. Nous en faisons notre bonheur au milieu de la solitude et du recueillement, et notre plaisir redouble lorsque la société est témoin de nos travaux. En effet, le seul nom de société est comme une corde magique qu'il suffit de toucher pour voir s'ouvrir devant nous un vaste champ de jouissances diverses.

Et pourtant, l'état de l'homme sur la terre n'est pas un état de bonheur sans mélange. Nous sommes sujets à éprouver beaucoup de souffrances et d'infirmités. Chaque période de notre existence, depuis le berceau jusqu'à la tombe, a sa portion correspondante de maux qui lui sont propres. Nos soucis et nos peines sont innombrables. Et tout ce qui, sous un rapport, est une source de plaisir, peut, dans des circonstances opposées, devenir également une source de souffrance. L'ambition généreuse du cœur humain le dévore, quand elle est frustrée. Nos affections, qui nous procurent des jouissances si délicieuses, se convertissent

souvent en maux déchirans. L'homme est sujet à l'erreur, et il peut être en proie au remords ; ou, si son cœur est endurci au crime, il peut devenir l'objet du ressentiment et de la vengeance des autres hommes.

Et sans parler de toutes ces causes de malheur, il est temps d'ajouter que les institutions humaines peuvent être la source de bien des maux pour ceux qu'elles ont été destinées à gouverner. Le despotisme et la tyrannie n'ont été que trop connus parmi les hommes. La société est sans contredit la source d'innombrables jouissances; hors de l'état social, l'homme peut à peine savoir ce que c'est que la vie; etpourtant, de combien de manières la société ne porte-t-elle pas atteinte à l'indépendance et au repos de ses membres ? L'homme éprouve un plaisir extrême à avoir de l'empire sur son semblable et à le soumettre à ses volontés; nous aimons à commander en maîtres et à déployer de l'autorité. Une classe ou fraction de la communauté est élevée dans l'opinion que ses intérêts sont opposés à ceux d'une autre classe ou fraction. L'institution de la

propriété a été la source d'une grande amélioration, et d'une grande et admirable activité parmi les hommes ; et pourtant, que de maux, pour une grande partie de notre espèce, l'institution de la propriété n'a-t-elle point enfantés ! On peut en dire autant de l'inégalité des conditions.

Tout ce que nous venons de dire ressemble beaucoup à des lieux communs : chacun en a entendu dire autant, et personne ne l'ignore. Cependant il est quelquefois très-utile de rappeler des lieux communs ; et un auteur qui se déciderait à les éviter dans toutes les occasions mériterait d'être taxé d'un absurde dédain. Ceux sur lesquels nous venons d'appeler l'attention du lecteur, sont particulièrement applicables à la question qui nous occupe en ce moment.

En pesant les avantages et les désavantages de la condition de l'homme sur la terre, une chose paraît décidément faire pencher la balance du côté des premiers. L'homme est à un degré considérable l'artisan de sa propre fortune. Il peut appliquer sa réflexion et son esprit à chercher un remède à ses maux. Et généralement parlant,

et avec certaines restrictions libérales et expansives, on pourrait dire qu'il n'existe aucun genre de mal auquel l'espèce humaine soit exposée, que l'homme ne puisse guérir. C'est là pour nous une source infinie de consolation, sous deux points de vue : d'abord, parce que cela nous fait supporter avec une sorte de satisfaction des maux qui nous frappent ou qui menacent notre postérité, et auxquels il est en notre pouvoir de remédier; en second lieu, cette faculté inhérente à notre nature est la source où l'âme puise son ressort, et cette joie intérieure qui s'accorde si bien avec la nature de l'esprit humain. « Nous sommes entourés de tribulations, mais non livrés au désespoir; nous sommes persécutés, mais non abandonnés; nous sommes abaissés, mais non détruits. » L'homme, dans la condition la plus triste où il puisse se trouver, sent toujours une voix intérieure qui lui dit : « J'appartiens à un monde qui mérite qu'on y demeure. »

Telle était la manière dont on envisageait la condition de l'espèce humaine avant que l'*Essai sur la Population* eût paru. Voyons

maintenant comment, sous l'influence de la théorie de M. Malthus, tout cela a été complétement renversé.

La grande erreur, nous dit-on, de ceux qui ont cherché à encourager et à consoler leurs frères dans ce monde de misère, c'est d'avoir imaginé qu'il était possible de faire quelque chose d'essentiellement profitable pour corriger les vices de notre existence sociale. « Les institutions humaines ne sont que des causes légères et superficielles, rien que des plumes qui flottent à la surface. » L'ennemi qui nous presse de toutes parts, et qui nous réduit à un état de désespoir « ce sont les lois de la nature, qui sont aussi les lois de Dieu (1). »

Et ce n'est pas encore là le plus mauvais de l'affaire. Le but que M. Malthus s'est expressément proposé dans son ouvrage a été de montrer combien était funeste l'erreur de ceux qui cherchent à effectuer des améliorations importantes et essentielles dans le corps social. Les seuls moyens efficaces pour s'opposer à la surabondance de la

(1) Tom. III, pag. 181.

population, laquelle, si elle n'était pas réprimée, deviendrait, dans un espace de temps peu éloigné, assez considérable pour remplir d'habitans toutes les étoiles, sont le vice et la misère. Le précepte fondamental et direct de morale que nous donne l'*Essai sur la Population*, est de ne rien faire. Quelque misérables et malheureux que les hommes puissent se sentir, la sagesse leur commande de se tenir en repos, et d'endurer plutôt les maux qui les accablent, que de s'exposer à de nouveaux dangers qui leur sont inconnus.

Les deux propositions fondamentales que l'*Essai sur la Population* est venu nous révéler, sont : 1°. l'espèce de mortalité et de massacre qui s'opère continuellement au milieu de nous, sans que nous y fassions attention ; 2°. la conduite que la sagesse nous prescrit d'adopter, vu la condition malheureuse de l'homme sur la terre.

Nous avons déjà suffisamment prouvé en sa place, que, suivant les principes de M. Malthus, il naît dans notre partie du globe à chaque génération autant d'enfans

qu'il en peut naître (1). La différence entre la population de l'Europe d'un côté, et celle des États-Unis de l'autre, ne provient pas du moindre nombre de naissances dans le premier pays, mais uniquement de ce qu'il y meurt beaucoup plus d'enfans en bas âge. Si la population de l'Angleterre et du pays de Galles est à présent de dix millions, dans vingt-cinq ans elle s'élèverait à vingt millions, et continuerait perpétuellement à croître dans le même rapport, si une destruction prodigieuse, quoique non remarquée jusqu'à présent, n'avait lieu parmi les enfans en Europe. Nous savons assez que l'homme est mortel; il y a bien long-temps qu'on étudie et qu'on examine les divers accidens qui nous menacent dans toutes les époques de la vie; et ces pensées suffisent pour nous rendre prudens, et même pour nous attrister. Mais M. Malthus nous a dévoilé la destruction journalière, et jusqu'à présent inaperçue, de myriades d'enfans. Et comment sont-ils détruits? « Par toutes les causes, soit qu'elles tiennent au vice ou

---

(1) Liv. I, chap. IV.

à la misère, qui, en divers degrés et de différentes manières, tendent à abréger la durée naturelle de la vie humaine. » — « La perte de chaque enfant qui périt victime de la pauvreté, doit être évidemment précédée et accompagnée d'une grande misère pour bien des individus. » Or il ne faut point oublier que, sans ces pertes constantes, la population de l'Angleterre et du pays de Galles doublerait tous les vingt-cinq ans.

La seconde des deux propositions fondamentales qui nous sont révélées par l'*Essai sur la Population*, c'est la conduite que la sagesse nous prescrit de suivre, vu la condition malheureuse de l'homme sur la terre. Le vice et la misère sont les principaux moyens de salut sur lesquels nous pouvons compter ; ce sont eux qui rendent le sort de l'homme sur la terre aussi tolérable qu'on le voit à présent. L'erreur la plus pernicieuse dans laquelle les hommes puissent tomber, et que, plus que toute autre, on doit déplorer, serait la tentative inconsidérée par laquelle on chercherait à améliorer l'état social, à soulager les souffrances qui affligent la plus grande partie de notre espèce,

et à introduire l'égalité ou quelque chose qui en approche, dans la condition des hommes. Depuis que M. Malthus a découvert que le vice et la misère sont des *mala benè posita*, des maux utiles, indispensables, sans lesquels l'édifice de la création s'écroulerait entièrement, il faut avoir soin de n'y toucher qu'avec beaucoup de circonspection, ou, pour mieux dire, il ne faut nullement y toucher. Ce sont des trésors mystérieux, déposés dans le sanctuaire de l'arche de l'alliance entre Dieu et ses créatures.

Contemplons maintenant ce tableau, cette fidèle représentation de deux mondes différens! L'un est le monde où je suis né, et où j'ai vécu quarante ans : l'autre est le monde de M. Malthus.

Dans le premier, que je me permettrai d'appeler l'ancien monde, il y avait quelque chose de joyeux et de consolant. Nous avons vu qu'il était possible d'y déployer une généreuse ambition. Même à l'approche des calamités ou dans la douleur qu'elles font éprouver, il nous restait quelque chose pour nous consoler. Nous pouvions échauffer notre courage par des réflexions sur la nature

de l'homme, et soutenir notre constance en rappelant le pouvoir illimité que nous possédons de guérir nos maux et d'améliorer notre condition. Nous sentions, comme je l'ai dit tantôt, que nous « appartenions à un monde qui mérite d'être habité par des hommes. »

M. Malthus fait disparaître tout cela d'un seul trait de plume. Dans six pages, ou plutôt en six lignes, il entreprend de nous faire voir combien serait fou l'homme qui aurait la simplicité de se réjouir dans un monde tel que le nôtre. Il nous apprend que nos maux sont sans remède, et que les institutions humaines, et les ressources du génie des hommes, ne sont que des plumes peu capables de produire beaucoup de mal, et pas plus faites pour nous faire du bien. Nous sommes tombés entre les mains de la nature, qui s'est montrée envers nous marâtre insensible. C'est en vain que nous nous efforçons de lutter contre ses lois, le principe fatal de la multiplication ne cessera jamais d'agir; c'est en vain que nous condamnerons la plus funeste des passions, celle qui unit les sexes; cette source féconde de maux éter-

nels, il ne faut jamais se flatter de pouvoir la réprimer. M. Malthus nous défend de rien augurer d'avantageux pour le bien général de la communauté; il nous défend de chercher à élever ou à améliorer notre condition, parce que toute tentative semblable est pernicieuse.

Je ne saurais comparer le monde de M. Malthus qu'à une ville affligée d'une violente maladie pestilentielle : là il n'existe plus de philanthropie et de bienfaisance. Chercher à secourir nos frères est une entreprise oiseuse, et le désir de leur être utile s'évanouit en même temps que l'espoir de le faire disparaît. On cesse d'aimer dès qu'il devient impossible de nous rendre utiles. « Ce serait, ainsi que le dit Shakspeare, comme si, devenant amoureux d'une étoile brillante, je voulais l'épouser. « Notre seul refuge est de nous livrer entièrement à nos penchans, et dans le mépris absolu et l'oubli de nos semblables. La description que fait Boccace de quelques-uns de ses contemporains pendant la grande peste de Florence, vient ici extrêmement à propos. « Les réflexions de ces hommes, dit-il, leur firent

prendre une détermination assez cruelle : ce fut d'éviter l'approche de tous leurs compatriotes malheureux et souffrans, et de les fuir. Ils s'enfermaient dans des maisons exemptes de l'infection, et cherchaient à y oublier l'existence même de leurs concitoyens. Là ils se nourrissaient des mets les plus délicieux, et buvaient les vins les plus exquis qu'ils pouvaient se procurer. Bien plus, ils chantaient, ils dansaient, ils riaient, ils plaisantaient, bien persuadés que c'était pour eux le remède souverain contre tous les maux. » C'est étonnant combien ce récit cadre exactement avec ce que recommande l'*Essai sur la Population*, relativement au mépris qu'il faut montrer pour les pauvres, et à l'égard de prodigalités des riches.

Avant que M. Malthus eût écrit, les écrivains politiques et les sages avaient du courage. « Les maux que nous souffrons, disaient-ils, sont notre ouvrage ; occupons-nous sans relâche et avec fermeté à y porter remède. » Ces sentimens courageux commençaient rapidement, par le progrès des lumières et de la culture de l'esprit, à s'étendre à une portion nombreuse de l'espèce

humaine; et les hommes prudens et réfléchis disaient déjà avec assurance : « Cherchons à corriger les vices de la société, et l'espèce humaine sera alors libre, contente et heureuse. » M. Malthus est venu se placer sur la brêche. Il a proclamé, d'une voix qui a porté la surprise et la terreur dans les cœurs de milliers d'individus, les accens du désespoir. Il a dit : « Les maux dont vous vous plaignez, il n'est pas en votre pouvoir de les guérir; ils dérivent des lois de la nature, et des penchans inaltérables de l'espèce humaine. »

Mais M. Malthus ne s'arrête pas ici; il nous offre un code de morale conforme à sa doctrine.

Ce code se compose principalement de préceptes négatifs.

Il ne faut point conseiller aux particuliers d'être charitables; car la charité, « dès qu'elle est exercée, conduit nécessairement » à de pernicieuses suites.

Il ne faut point prêcher la frugalité; car « la prodigalité des riches, et les chevaux qu'ils entretiennent uniquement par luxe, font l'effet de greniers, et deviennent

plutôt utiles que nuisibles aux classes inférieures de la société. »

Il faut nier que les pauvres, quels que puissent être les causes ou le degré de leur détresse, « aient aucun droit à réclamer des secours. »

Il faut soutenir que chacun « a le droit de faire ce qui lui plaît de son bien. »

Il faut prêcher contre le mariage. Il est de notre devoir de soutenir que nul homme n'a le droit de se marier, à moins d'avoir la « perspective raisonnable de pouvoir nourrir une famille. » « Ceux qui ne peuvent pas le faire ne devraient point en avoir. » Et c'est d'après cette règle que nous devrons nous conduire strictement envers l'homme marié lorsqu'il sera dans la détresse. Il faut le livrer à la nature, pour qu'elle lui inflige le châtiment dû à la misère. Il faut lui apprendre que les lois de la nature, qui sont aussi les lois de Dieu, l'ont condamné, lui et sa famille, à souffrir, pour avoir désobéi à leurs injonctions réitérées. »

Quelle contradiction entre ce peu de maximes, et les notions anciennement reçues en morale!

On n'a pas assez réfléchi sur la révolution complète que l'*Essai sur la Population* nous propose de faire dans les affaires humaines. M. Malthus est, sans contredit, le plus hardi et le plus gigantesque de tous les novateurs.

Mettant de côté toute autre considérations, il faut, si nous embrassons la doctrine de M. Malthus, avoir une nouvelle religion et un nouveau Dieu.

La religion de M. Malthus n'est point la religion de la Bible ; bien au contraire, elle se trouve en opposition directe avec les préceptes de l'Écriture-Sainte. « Croissez et multipliez, telle est la volonté du ciel. Qui peut vous l'interdire, si ce n'est notre destructeur, l'ennemi de Dieu et de l'homme (1)? » Le christianisme a toujours été regardé comme une religion de charité et d'amour. Elle est aussi sévère en traçant les devoirs des riches que ceux des pauvres. Elle n'admet point que *chacun ait le droit*

---

(1) *Increase and multiply, is Heaven's command.*
Who bids abstain, but our destroyer, foe
To God and man?

de faire ce qui lui plaît de son bien. Elle enseigne au contraire, que rien de ce que nous possédons ne nous appartient réellement en propre ; que les riches ne sont que les économes et les administrateurs des bienfaits de la Providence, et que chacun de nous sera appelé à rendre un compte rigoureux de chaque talent qui lui aura été confié. Elle nous apprend que nous devons regarder et traiter nos semblables dans leur détresse, comme des frères. « Et tout ce que vous ferez pour le dernier d'entre eux, je le regarderai comme si vous l'aviez fait pour moi, » dit Jésus-Christ.

Mais si nous embrassons la doctrine de M. Malthus, non-seulement il faut avoir un nouvelle religion, mais encore un nouveau Dieu.

Le Dieu de l'auteur de l'*Essai sur la Population*, le Dieu qu'il nous dit être le dieu de la nature, et l'auteur de ses lois, nous aurait donné des lois qui sont les *sources profondes de mal*, auprès desquelles tout ce que le génie de l'homme peut produire de bon ou de nuisible, n'est qu'une plume dans la balance. Ces causes profondes de

nos maux, il n'est nullement en notre pouvoir de les combattre, et rien ne peut en extraire le venin, à moins de pouvoir nous soumettre à la contrainte morale, comme M. Malthus s'est une fois *permis de le supposer*, mais à l'égard de laquelle il n'a nul espoir que les hommes veuillent ou puissent jamais en réaliser l'exécution. Telles sont, selon lui, les lois d'après lesquelles Dieu a construit le monde, et telle est la nature des chétives et impuissantes créatures qu'il a créées pour l'habiter. La force irrésistible de ces lois, et la faiblesse de l'homme sont également l'ouvrage de Dieu. C'est sa voix qui a prononcé le fatal arrêt. « Le vice et la misère seront les compagnons inséparables de l'espèce humaine, tant qu'elle existera sur la terre ; j'ai établi pour elle une loi de multiplication si énorme, qu'il faudra l'action constante et régulière de ces causes, pour faire disparaître l'accroissement à mesure qu'il se montrera. » Écoutez, et dites si jamais un système de religion quelconque a présenté un tel Dieu à l'adoration des hommes. Écoutez, et dites si c'est là le Dieu que les hommes sensés de

l'Europe éclairée sont disposés à bénir et à adorer.

Il est de toute justice que ceux qui pourront adopter la doctrine de M. Malthus, en connaissent le véritable esprit, et se pénètrent de toutes les conséquences qui en découlent ; et d'un autre côté, ceux qui regardent avec horreur ces conséquences, croiront peut-être devoir quelqu'obligation à un livre dans lequel les propositions fondamentales de cette doctrine, sont, j'ose m'en flatter, complétement réfutées.

Les conclusions générales auxquelles conduisent tous les faits et les raisonnemens contenus dans cet ouvrage, sont évidemment les suivantes. L'homme, considéré d'une manière absolue, possède la faculté d'accroître le nombre des individus de son espèce. Néanmoins il ne paraît pas que la population générale du globe se soit augmentée depuis l'époque la plus reculée des annales authentiques de l'histoire profane. D'après les autorités les plus respectables qui sont à notre portée, l'accroissement ne s'est jamais élevé au double dans un siècle, et ce rapport ne s'est jamais soutenu

pendant cent ans de suite; et tant que les affaires humaines ne seront pas mieux conduites, et sous de meilleurs auspices qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent sous les gouvernemens les mieux réglés, il n'y aura point d'accroissement absolu de la population. Cela doit suffire à M. Malthus, et aux autres ennemis de la dignité de l'homme et de l'honneur de la nature humaine. Pour moi, et pour ceux qui désirent un meilleur ordre de choses, l'augmentation en double de la population tous les cent ans, n'a rien qui puisse causer un juste sujet d'alarme. Il y a même les plus fortes raisons de croire qu'un progrès régulier et non interrompu d'accroissement, est une chose à laquelle il ne faut pas s'attendre de long-temps; et, dans tous les cas, nous pouvons être assurés, autant qu'il est possible de l'être en de pareilles matières, que la faculté d'accroissement progressif des hommes ne devancera jamais la faculté progressive de perfectionnement, que l'esprit humain est susceptible de développer dans la production des moyens de subsistance.

On dira peut-être que j'ai écrit un livre qui, à certains égards, roule sur une chimère. La proposition qui y est développée, paraît avoir reçu l'assentiment général des hommes, depuis le temps d'Homère jusqu'à nos jours. Toutefois, j'aurai toujours le mérite d'avoir produit de nouveaux argumens à l'appui d'une vérité ancienne. Dans ces temps d'innovation (et le pouvoir d'innover est un des plus nobles priviléges de l'homme), une doctrine nouvelle et pernicieuse a été mise en avant, et a obtenu pour le moment un succès général. Il paraissait nécessaire que quelqu'un daignât se charger de la réfuter. Trop heureux si je pouvais me flatter d'avoir un jour le sort que Swift a prédit à Marvel, dont, dit-il, «la réponse à Parker se lit avec plaisir, quoique les propositions qui y sont réfutées aient depuis long-temps cessé d'avoir des partisans! » C'est pourquoi j'ai eu soin de consigner dans le présent ouvrage quelques remarques et quelques raisonnemens qui pourront ne pas être sans utilité, sous des rapports autres que ceux que j'avais eus primitivement en vue. J'ose encore ajouter que, si j'ai

contribué à établir un principe fondamental d'économie politique sur une base solide et durable, la peine que je me suis donnée ne paraîtra pas tout-à-fait oiseuse et frivole.

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

LIVRE TROISIÈME.

Des causes qui font décroître ou qui entravent la population.

LIVRE QUATRIÈME.

De la population des États-Unis d'Amérique.

Pages.

LIVRE CINQUIÈME.

Des moyens que la terre fournit pour la subsistance de l'homme.

LIVRE SIXIÈME.

Des maximes morales et politiques inculquées dans l'*Essai sur la Population.*

FIN DE LA TABLE.







